

États financiers de l'exercice clos le 31 mars 2019

Rapport de la direction

La direction de la Régie de l'assurance maladie du Québec (la Régie) est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers, y compris les estimations et jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix des méthodes comptables appropriées respectant les normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que la garantie que l'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel est conforme à celle contenue dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fidélité des états financiers, la direction de la Régie exerce les contrôles internes qui s'imposent de façon à ce que l'utilisateur soit raisonnablement assuré que l'information financière est pertinente et fiable et que les actifs sont adéquatement protégés. La Direction de l'audit interne effectue des vérifications périodiques basées sur les risques afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par la Régie.

Le conseil d'administration est responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers ainsi que de la surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière. Le conseil d'administration est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit.

La Régie reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Régie conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit ainsi que l'expression de son opinion. Il peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur général,

La directrice du budget
et des ressources financières de la Régie,

Original signé

Marco Thibault

Original signé

Sophie Boisvert, CPA, CA

Québec, le 19 juin 2019



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Régie de l'assurance maladie du Québec (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2019, l'état des résultats, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'entité au 31 mars 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

Original signé

Serge Giguère, CPA auditeur, CA
Sous-vérificateur général

Québec, le 19 juin 2019

RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC

État des résultats de l'exercice clos le 31 mars 2019

(en milliers de dollars)

	2019 BUDGET	2019 RÉEL	2018 RÉEL
REVENUS			
SOURCES DE FINANCEMENT			
Fonds des services de santé*	8 280 826	7 968 557	8 159 361
Fonds de l'assurance médicaments	3 635 382	3 598 303	3 567 315
Gouvernement du Québec	641 113	629 847	617 136
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	134 544	140 871	133 271
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	75 536	71 427	62 228
Ententes réciproques avec les autres provinces et territoires (note 4)	46 811	57 673	45 446
Fonds d'assurance automobile du Québec	24 137	23 628	23 616
Autres sources	21 743	23 384	15 629
	12 860 092	12 513 690	12 624 002
CHARGES			
COÛT DES PROGRAMMES			
Services médicaux	8 124 078	7 815 151	8 004 760
Médicaments et services pharmaceutiques (note 5)	3 618 600	3 578 492	3 550 511
Services hospitaliers (note 4)	285 830	290 441	288 714
Aides techniques et financières (note 6)	181 751	184 682	187 559
Services dentaires	209 405	186 500	186 275
Services d'aide domestique	90 036	91 795	87 385
Services optométriques	75 833	86 634	66 456
Bourses	22 776	22 381	18 228
TOTAL DU COÛT DES PROGRAMMES (note 3)	12 608 309	12 256 076	12 389 888
FRAIS D'ADMINISTRATION			
Régie de l'assurance maladie du Québec	184 842	186 854	172 093
Dossier santé Québec	66 941	70 760	62 021
TOTAL DES FRAIS D'ADMINISTRATION (note 7)	251 783	257 614	234 114
	12 860 092	12 513 690	12 624 002
EXCÉDENT DE L'EXERCICE ET EXCÉDENT CUMULÉ	—	—	—

* La contribution du Fonds des services de santé inclut les sommes reçues du fonds général du fonds consolidé du revenu (note 1).

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC

État de la situation financière au 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019	2018
ACTIFS FINANCIERS		
Contributions à recevoir		
Fonds des services de santé*	529 549	840 065
Fonds de l'assurance médicaments	392 056	416 760
Frais à récupérer (note 8)	675 018	644 366
Autres créances	37 434	23 910
	1 634 057	1 925 101
PASSIFS		
Effets bancaires en circulation	15 125	118 138
Services à payer et courus (note 10)	1 651 845	1 840 554
Autres charges à payer et frais courus	48 771	46 106
Revenus reportés (note 11)	11 474	15 302
Emprunts au gouvernement du Québec (note 12)	38 628	48 573
Provision pour congés de maladie et vacances (note 13)	31 108	32 003
	1 796 951	2 100 676
DETTE NETTE	(162 894)	(175 575)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 9)	162 894	175 575
EXCÉDENT CUMULÉ	-	-

* La contribution à recevoir du Fonds des services de santé inclut les sommes à recevoir du fonds général du fonds consolidé du revenu (note 1).

ÉVENTUALITÉS (note 15)**OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 16)**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour la Régie,

Original signé

Marco Thibault
Président-directeur général

Original signé

Suzanne Delisle, CPA, CA, ASC, PCC
Membre du conseil d'administration et présidente du comité d'audit

RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC

État de la variation de la dette nette de l'exercice clos le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019 BUDGET	2019 RÉEL	2018 RÉEL
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	—	—	—
Acquisition d'immobilisations corporelles	(33 047)	(19 024)	(28 800)
Amortissement des immobilisations corporelles	31 819	31 705	30 827
DIMINUTION (AUGMENTATION) DE LA DETTE NETTE	(1 228)	12 681	2 027
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(175 575)	(175 575)	(177 602)
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	(176 803)	(162 894)	(175 575)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC

État des flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2019
(en milliers de dollars)

	2019	2018
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent de l'exercice	—	—
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	31 705	30 827
Variation des revenus reportés	(3 828)	(3 828)
Variation des actifs financiers et des passifs reliés aux activités de fonctionnement		
Contributions à recevoir		
Fonds des services de santé	310 516	(4 582)
Fonds de l'assurance médicaments	24 704	(77 517)
Frais à récupérer	(30 652)	(319 173)
Autres créances	(13 524)	(2 295)
Services à payer et courus	(188 709)	318 259
Autres charges à payer et frais courus	2 665	475
Provision pour congés de maladie et vacances	(895)	(1 225)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT	131 982	(59 059)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(19 024)	(28 800)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS	(19 024)	(28 800)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts au gouvernement du Québec effectués	1 260	140
Emprunts au gouvernement du Québec remboursés	(11 205)	(10 670)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	(9 945)	(10 530)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	103 013	(98 389)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(118 138)	(19 749)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	(15 125)	(118 138)
Intérêts versés	1 272	1 519
LA TRÉSORERIE ET LES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN COMPRENNENT :		
Effets bancaires en circulation	(15 125)	(118 138)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2019

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

1. Constitution, fonction et financement

La Régie de l'assurance maladie du Québec (la Régie), personne morale au sens du Code civil constituée par la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5), a pour fonction d'administrer le régime d'assurance maladie et le régime général d'assurance médicaments ainsi que tout autre programme que la loi ou le gouvernement lui confie.

En vertu de la Loi sur l'assurance maladie (RLRQ, chapitre A-29), la Régie assume le coût des services assurés qui sont rendus par un professionnel de la santé.

Elle administre également des programmes du ministère de la Santé et des Services sociaux, dont :

- la rémunération des résidents en médecine;
- le paiement des services hospitaliers rendus hors du Québec;
- l'exonération financière pour les services d'aide domestique;
- la perception des sommes à recouvrer pour soins hospitaliers à l'égard des résidents des autres provinces et territoires, des tiers responsables et des ressortissants étrangers.

La Régie paie les médecins ayant rendu des services professionnels dans le cadre de lois administrées par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et se fait rembourser par cette dernière les frais ainsi occasionnés.

Le financement du régime d'assurance maladie provient du Fonds des services de santé. À ces sommes attribuées, le ministre des Finances ajoute, à même le fonds général du fonds consolidé du revenu, les sommes nécessaires pour pallier les besoins financiers de la Régie.

Par ailleurs, le Fonds de l'assurance médicaments finance le coût des médicaments et des services pharmaceutiques. Depuis novembre 2014, la Régie paie les pharmaciens pour les médicaments et les services pharmaceutiques reliés aux accidents automobiles et celle-ci est remboursée pour ces frais encourus en vertu de la Loi administrative du Fonds d'assurance automobile du Québec (RLRQ, chapitre S-11.011).

Également, le gouvernement du Québec finance les programmes confiés à la Régie par le ministère de la Santé et des Services sociaux.

En vertu de l'article 4 de sa loi constitutive, la Régie est mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

2. Principales méthodes comptables

Référentiel comptable

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Régie utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation des estimations

La préparation des états financiers de la Régie, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation du coût des programmes et des sources de financement au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont les revenus relatifs aux ententes avec les fabricants de médicaments, présentés en diminution des médicaments et services pharmaceutiques, les services à payer et courus, la durée de vie utile des immobilisations et la provision pour congés de maladie et vacances.

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

Instruments financiers

Les frais à récupérer et les autres créances sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les effets bancaires en circulation, les services à payer et courus, les autres charges à payer et frais courus, les emprunts au gouvernement du Québec et la provision pour vacances sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ainsi, les actifs ou les passifs qui ne sont pas contractuels, mais qui résultent d'obligations légales imposées par les pouvoirs publics ne sont pas des instruments financiers, tels que les contributions à recevoir du Fonds des services de santé et du Fonds de l'assurance médicaments.

Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

De par leur nature, les immobilisations corporelles sont généralement utilisées afin de rendre des services futurs.

La méthode de l'amortissement linéaire est utilisée en tenant compte de la valeur résiduelle de ces immobilisations, s'il y a lieu. Le développement de systèmes informatiques inclut le coût de la main-d'œuvre et des services professionnels ainsi que celui du matériel informatique et bureautique s'y rapportant.

Leur durée de vie utile a été établie comme suit :

Immeuble (siège social)	40 ans
Immeuble (améliorations majeures)	20 ans
Immeuble (rénovations)	10 ans
Améliorations locatives	5 et 15 ans
Ameublement, équipement de bureau	5 ans
Matériel informatique et bureautique	3 ans
Développements informatiques	5 et 10 ans
Développements informatiques – Dossier santé Québec	10 ans
Logiciels	3 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Régie de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est constatée.

Revenus des sources de financement

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, c'est-à-dire dans l'année financière au cours de laquelle ont eu lieu les opérations ou les faits leur donnant lieu.

Les paiements de transfert provenant du Fonds des services de santé, du Fonds de l'assurance médicaments et du gouvernement du Québec sont constatés dans les revenus de l'exercice lorsqu'ils sont autorisés et que tous les critères d'admissibilité sont respectés, sauf si les paiements de transfert sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans ce cas, ils sont reportés et imputés aux revenus « Autres sources » à mesure que les stipulations du transfert sont respectées.

Régimes de retraite

La Régie applique la méthode de comptabilisation des régimes à cotisations déterminées aux régimes interemployeurs gouvernementaux à prestations déterminées puisqu'elle ne possède pas l'information nécessaire à l'application de la méthode de comptabilisation des régimes à prestations déterminées.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des effets bancaires en circulation et de l'encaisse.

En tant que gestionnaire du Fonds de l'assurance médicaments, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comptabilisés dans l'état de la situation financière de la Régie incluent également ceux du Fonds.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Opérations interentités

Les opérations interentités sont des opérations conclues entre entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint.

Les actifs reçus sans contrepartie d'une entité incluse au périmètre comptable du gouvernement du Québec sont constatés à leur valeur comptable. Les autres opérations interentités ont été réalisées à la valeur d'échange, c'est-à-dire au montant convenu pour la contrepartie donnée en échange de l'élément transféré ou du service fourni.

3. Coût des programmes

Le coût des produits et services par programme se répartit comme suit :

	2019	2018
Régime d'assurance maladie	8 010 079	8 191 677
Régime public d'assurance médicaments (note 5)	3 548 848	3 521 899
Autres	697 149	670 644
	12 256 076	12 384 220

4. Services hospitaliers

	2019	2018
Services rendus hors du Québec à des résidents du Québec	232 768	243 268
Services rendus au Québec à des résidents des autres provinces et territoires	57 673	45 446
	290 441	288 714

5. Médicaments et services pharmaceutiques

	2019	2018
Régime public d'assurance médicaments		
Personnes de 65 ans ou plus	2 150 115	2 088 199
Prestataires d'une aide financière de dernier recours	669 183	696 660
Adhérents	729 550	737 040
	3 548 848	3 521 899
Fonds d'assurance automobile du Québec	23 420	23 403
Personnes admissibles à des programmes particuliers	6 224	5 209
	3 578 492	3 550 511

6. Aides techniques et financières

	2019	2018
Aides techniques	166 844	175 034
Aides financières	17 838	12 525
	184 682	187 559

7. Frais d'administration

	2019	2018
Traitements et avantages sociaux	134 029	121 821
Services professionnels et autres	49 507	39 758
Amortissement des immobilisations corporelles	31 705	30 827
Locaux, équipement et ameublement	28 953	27 206
Diffusion d'information, téléphonie et courrier	7 616	7 905
Réseau de communication interactive	3 354	3 574
Fournitures et approvisionnements	1 071	1 363
Intérêts et frais financiers	1 379	1 660
	257 614	234 114

Du total de ces frais, un montant de 49,5 M\$ (2018 : 45,4 M\$) est assumé par le Fonds de l'assurance médicaments.

Les frais de perception et les frais financiers du Fonds de l'assurance médicaments sont prélevés directement sur ce fonds, conformément à l'article 40.2, alinéas b et c, de la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. Ils ne figurent donc pas dans les états financiers de la Régie.

8. Frais à récupérer

	2019	2018
Gouvernement du Québec	594 542	589 020
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	33 509	27 192
Services hospitaliers dus par d'autres provinces et territoires	18 473	7 853
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	26 671	18 497
Fonds d'assurance automobile du Québec	1 823	1 804
	675 018	644 366

Les frais à récupérer du gouvernement du Québec comprennent un montant de 348,2 M\$ (2018 : 371,3 M\$) relativement aux ententes conclues entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et les fabricants de médicaments. Ce montant est également présenté en diminution des coûts des médicaments et services pharmaceutiques.

9. Immobilisations corporelles

	Terrain	Immeuble (siège social)	Immeuble (améliorations majeures)	Immeuble (rénovations)	Améliorations locatives	Aneuplement équipement de bureau	Matériel informatique et bureautique	Développements informatiques	Développements informatiques Dossier santé Québec	Logiciels	Total
Coût											
1^{er} avril 2017	1 000	26 458	22 272	15 698	4 795	4 518	34 280	75 287	146 427	4 794	335 529
Acquisitions	-	-	5 890	52	37	1 159	3 462	15 827	1 907	466	28 800
Radiations	-	-	-	(518)	-	(372)	(5 475)	(5 279)	-	(2 358)	(14 002)
31 mars 2018	1 000	26 458	28 162	15 232	4 832	5 305	32 267	85 835	148 334	2 902	350 327
Acquisitions	-	-	764	2 696	1 294	292	2 642	8 859	1 706	771	19 024
Radiations	-	-	-	(10 721)	(648)	(217)	(6 537)	-	(401)	(1 130)	(19 654)
31 mars 2019	1 000	26 458	28 926	7 207	5 478	5 380	28 372	94 694	149 639⁶⁹	2 543	349 697
Cumul des amortissements											
1^{er} avril 2017	-	15 252	2 400	13 245	2 431	1 772	20 457	30 269	67 941	4 160	157 927
Amortissement de l'exercice	-	523	1 261	572	394	766	6 090	6 257	14 543	421	30 827
Radiations	-	-	-	(518)	-	(372)	(5 475)	(5 279)	-	(2 358)	(14 002)
31 mars 2018	-	15 775	3 661	13 299	2 825	2 166	21 072	31 247	82 484	2 223	174 752
Amortissement de l'exercice	-	520	1 427	398	304	895	5 797	6 879	14 990	495	31 705
Radiations	-	-	-	(10 721)	(648)	(217)	(6 537)	-	(401)	(1 130)	(19 654)
31 mars 2019	-	16 295	5 088	2 976	2 481	2 844	20 332	38 126	97 073	1 588	186 803
Valeur nette comptable											
31 mars 2018	1 000	10 683	24 501	1 933	2 007	3 139	11 195	54 588	65 850	679	175 575
31 mars 2019⁷⁰	1 000	10 163	23 838	4 231	2 997	2 536	8 040	56 568	52 566	955	162 894

69. Ce montant inclut 2,6 M\$ (2018 : 2,6 M\$) d'intérêts capitalisés et 0,03 M\$ (2018 : 0,03 M\$) de frais d'émission.

70. Le total des immobilisations comprend 28,3 M\$ (2017 : 19,8 M\$) de biens en développement pour lesquels aucun amortissement n'a été pris.

10. Services à payer et courus

Les services à payer et courus se composent des services médicaux et pharmaceutiques rendus par les professionnels de la santé, des montants forfaitaires attribuables à ces derniers de même que des coûts payables à diverses clientèles relativement aux programmes d'aides techniques et financières ou domestiques.

Le montant représente principalement une estimation du coût des demandes de paiement qui sont en processus de traitement au 31 mars, du coût de celles qui seront produites après le 31 mars et d'une provision pour les services courus. L'ensemble de ces estimations concerne des services reçus avant cette date.

L'entente générale avec l'association des chirurgiens dentistes du Québec est expirée depuis le 31 mars 2015. Un montant correspondant à l'offre patronale du 22 février 2019 a été provisionné au 31 mars 2019.

11. Revenus reportés

Les revenus reportés sont reliés au transfert d'un développement informatique que la Régie a reçu sans compensation pour effectuer les opérations du Dossier santé Québec.

	2019	2018
Solde au 1 ^{er} avril	15 302	19 130
Virements aux revenus	3 828	3 828
Solde au 31 mars	11 474	15 302

12. Emprunts au gouvernement du Québec

	2019	2018
Emprunts auprès de la Société québécoise des infrastructures portant intérêt à des taux fixes variant de 2,15 % à 3,16 % remboursables par versements mensuels variant de 2 468,50 \$ à 7 726,60 \$ et venant à échéance entre le 1 ^{er} novembre 2020 et le 1 ^{er} juillet 2033	2 489	2 195
Emprunt sur billet auprès du Fonds de financement, à taux fixe de 2,797 % remboursable par versements mensuels de 225 834,96 \$ échéant le 1 ^{er} mars 2024	13 550	16 260
Emprunt sur billet auprès du Fonds de financement, à taux fixe de 2,595 % remboursable par versements mensuels de 627 463,32 \$ échéant le 1 ^{er} mars 2022	22 589	30 118
	38 628	48 573

Les versements en capital prévus au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2020	10 594
2021	10 571
2022	10 491
2023	2 949
2024	2 924
2025 et suivantes	1 099
	38 628

13. Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite

Les employés de la Régie et les professionnels de la santé rémunérés à salaire participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) qui inclut les dispositions particulières offertes aux membres de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées, administrés par Retraite Québec, et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2019, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 10,97 % à 10,88 % de la masse salariale admissible, le taux pour le RRPE et le RRAS, qui fait partie du RRPE, est demeuré à 12,82 % de la masse salariale admissible.

Les cotisations versées par l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 2,97 % au 1^{er} janvier 2019 (2,97 % au 1^{er} janvier 2018) de la masse salariale admissible qui doit être versé par l'employeur pour les participants au RRPE et au RRAS et un montant équivalent pour la partie à verser par les employeurs. Ainsi, la Régie verse un montant supplémentaire pour l'année civile 2019 correspondant à 5,94 % de la masse salariale admissible (5,94 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2018).

Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ)

Les cotisations de la Régie, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 9,9 M\$ (2018 : 9,6 M\$) pour ses employés et sont incluses dans les frais d'administration. Par ailleurs, les cotisations pour les professionnels de la santé rémunérés à salaire s'élèvent à 4,2 M\$ (2018 : 4,4 M\$) et sont incluses dans le coût des programmes aux postes « Services médicaux », « Services dentaires » et « Services optométriques ». Les obligations de la Régie envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie et vacances

L'entité dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie qui engendre des obligations à long terme dont elle assume les coûts en totalité. Selon les dispositions de ce programme, les employés de l'entité peuvent accumuler les journées de congé de maladie, non utilisées, auxquelles ils ont droit annuellement.

La convention collective 2015-2020 intervenue en juin 2016 au niveau des conditions salariales des fonctionnaires du gouvernement du Québec et la convention collective 2015-2020 intervenue en juillet 2018 au niveau des conditions salariales des professionnels du gouvernement du Québec ont modifié ce programme. Depuis le 1^{er} avril 2017, les fonctionnaires peuvent accumuler les journées non utilisées de congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement jusqu'à un maximum de 20 jours en banque. Toute journée excédentaire sera payable à la fin de l'année civile. Il n'y aura aucune possibilité d'utiliser ces journées dans un contexte de départ en préretraite. Des mesures transitoires seront appliquées jusqu'au 31 mars 2022. Pour les professionnels, les mêmes modalités s'appliquent à partir du 1^{er} avril 2019, de même que les mesures transitoires jusqu'au 31 mars 2024.

Les hypothèses économiques à long terme utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des obligations sont les suivantes :

	2019	2018
Taux d'inflation	Entre 2,00 % et 2,33 %	Entre 2,00 % et 2,33 %
Progression des salaires nette d'inflation	Entre 0,00 % et 0,80 %	Entre 0,00 % et 0,80 %
Taux d'actualisation pondéré	2,28 %	2,62 %
Durée résiduelle moyenne des salariés	Entre 0 et 33 ans	Entre 0 et 37 ans

	MALADIE	VACANCES	2019	2018
Solde au début	18 450	13 553	32 003	33 228
Charges de l'exercice	4 364	9 997	14 361	12 975
Utilisation	(4 846)	(10 410)	(15 256)	(14 200)
Solde à la fin	17 968	13 140	31 108	32 003

La provision pour vacances n'est pas actualisée, car les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

14. Gestion des risques liés aux instruments financiers

La Régie a mis en place des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte. La Régie est peu exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières étant donné que la majorité de ses créances sont détenues envers des entités gouvernementales.

L'exposition maximale de la Régie au risque de crédit au 31 mars 2019 est la suivante :

	2019	2018
Frais à récupérer		
Gouvernement du Québec	594 542	589 020
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	33 509	27 192
Services hospitaliers dus par d'autres provinces et territoires	18 473	7 853
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	26 671	18 497
Fonds d'assurance automobile du Québec	1 823	1 804
Autres créances	37 434	23 910
	712 452	668 276

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Régie ne soit pas en mesure de satisfaire à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Régie gère ce risque en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Régie établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire à ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers se détaillent comme suit :

31 mars 2019

	MOINS DE 1 AN	1 AN À 3 ANS	3 ANS À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	TOTAL
Effets bancaires en circulation	15 125	–	–	–	15 125
Services à payer et courus	1 494 220	157 625	–	–	1 651 845
Autres charges à payer et frais courus	48 771	–	–	–	48 771
Emprunts au gouvernement du Québec	11 566	22 186	6 158	1 348	41 258
Provision pour vacances	13 140	–	–	–	13 140
1 582 822	1 582 822	179 811	6 158	1 348	1 770 139

31 mars 2018

	MOINS DE 1 AN	1 AN À 3 ANS	3 ANS À 5 ANS	PLUS DE 5 ANS	TOTAL
Effets bancaires en circulation	118 138	–	–	–	118 138
Services à payer et courus	1 565 204	275 350	–	–	1 840 554
Autres charges à payer et frais courus	46 106	–	–	–	46 106
Emprunts au gouvernement du Québec	11 859	22 748	13 894	3 846	52 347
Provision pour vacances	13 553	–	–	–	13 553
Total	1 754 860	298 098	13 894	3 846	2 070 698

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Régie est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Les emprunts au gouvernement du Québec portent des taux d'intérêt fixes. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposée la Régie est minime et le risque de marché lié aux taux d'intérêt l'est également étant donné que la Régie prévoit le remboursement selon l'échéancier prévu.

15. Éventualités**Passifs éventuels**

Un recours collectif visant la Régie, le Procureur général du Québec, agissant pour le ministère de la Santé et des Services sociaux, ainsi que des cliniques médicales ou des médecins est en cours dans le dossier des frais accessoires en santé. Ce recours vise tous les défendeurs conjointement et solidairement. La direction n'était pas en mesure, à la date d'approbation des états financiers, d'évaluer l'issue de cette poursuite ni les impacts financiers pouvant en découler. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

Actifs éventuels

Un recours collectif, en cours depuis 2013, a été intenté par la Régie. L'administrateur du recours est actuellement à évaluer les réclamations des membres et le recouvrement des sommes dépend de l'éligibilité de chaque réclamation. La Régie n'est pas en mesure, à la date d'approbation des états financiers, d'évaluer l'issue de ce recours collectif ni les impacts financiers pouvant en découler, le cas échéant. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés dans les états financiers.

16. Obligations contractuelles

Au 31 mars 2019, les obligations contractuelles minimales exigibles pour l'acquisition de biens et services relatifs à des contrats d'approvisionnement sont de 77,7 M\$ (2018 : 63,4 M\$) et se détaillent comme suit :

2020	54 945
2021	13 043
2022	7 144
2023	1 504
2024	1 059
	77 695

17. Opérations entre apparentés

La Régie est apparentée avec toutes les entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de la Régie. Les principaux dirigeants sont composés des membres du conseil d'administration et du comité de direction ainsi que du président-directeur général de la Régie.

La Régie n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. Aucune transaction n'a été conclue entre la Régie et ses principaux dirigeants, leurs proches parents et les entités pour lesquelles ces personnes ont le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives.

18. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent et du budget ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Régie de l'énergie (la Régie) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Régie reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la Régie, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction pour discuter de tout élément qui concerne l'audit des états financiers.

Le président,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jocelin Dumas', written in a cursive style.

Jocelin Dumas

Montréal, le 10 juillet 2019



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Régie de l'énergie (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2019, et l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'entité au 31 mars 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport annuel, mais ne comprennent pas les états financiers et mon rapport de l'auditeur sur ces états.

Mon opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et je n'exprime aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne mon audit des états financiers, ma responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que j'ai acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que j'ai effectués, je conclus à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, je suis tenue de signaler ce fait. Je n'ai rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Régie de l'énergie

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique à la direction notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,



Louise Carrier, CPA auditrice, CA
Directrice principale

Montréal, le 10 juillet 2019

RÉGIE DE L'ÉNERGIE**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ****DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019**

	2019	2019	2018
	Budget	Réel	Réel
	(note 15)		
	\$	\$	\$
REVENUS			
Redevances – rémunération et fonctionnement	14 800 530	14 800 530	13 520 655
Redevances – immobilisations corporelles	295 000	295 000	430 960
Subventions – rémunération et fonctionnement	1 012 610	181 741	100 632
Subventions – immobilisations corporelles	80 000	61 445	8 009
Revenus d'intérêts		92 950	41 682
Ententes de services et autres		52 445	93 174
	16 188 140	15 484 111	14 195 112
CHARGES			
Traitements et avantages sociaux	13 104 605	11 385 986	10 494 473
Services professionnels – normes de fiabilité	1 455 750	1 473 223	1 364 637
Services professionnels – autres	506 125	299 625	193 809
Loyer auprès de la Société québécoise des infrastructures	1 300 455	1 268 495	1 151 739
Autres charges de fonctionnement	703 425	457 004	420 343
Amortissement des immobilisations corporelles	198 000	165 344	149 269
	17 268 360	15 049 677	13 774 270
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	(1 080 220)	434 434	420 842
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	2 620 872	2 620 872	2 200 030
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	1 540 652	3 055 306	2 620 872

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
	\$	\$
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie (note 3)	5 829 179	4 682 735
Créances (note 4)	60 901	154 290
Redevances à recevoir	22 059	167 164
Subvention à recevoir	243 186	108 641
Salaires à récupérer (note 5)	102 747	121 273
	<u>6 258 072</u>	<u>5 234 103</u>
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 6)	3 267 677	3 291 663
Redevances perçues d'avance	357 930	-
Revenus reportés	280 000	-
Dette à long terme (note 7)	100 516	-
	<u>4 006 123</u>	<u>3 291 663</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS	<u>2 251 949</u>	<u>1 942 440</u>
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 9)	706 072	573 125
Charges payées d'avance	97 285	105 307
	<u>803 357</u>	<u>678 432</u>
EXCÉDENT CUMULÉ (note 10)	<u>3 055 306</u>	<u>2 620 872</u>

Obligations contractuelles (note 11)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LA RÉGIE



Jocelin Dumas, président

RÉGIE DE L'ÉNERGIE**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS****DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019**

	2019	2019	2018
	Budget	Réel	Réel
	(note 15)		
	\$	\$	\$
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE L'EXERCICE	(1 080 220)	434 434	420 842
Variation due aux immobilisations corporelles			
Acquisition d'immobilisations corporelles	(677 670)	(298 291)	(379 920)
Amortissement des immobilisations corporelles	198 000	165 344	149 269
	(479 670)	(132 947)	(230 651)
Variation due aux charges payées d'avance			
Acquisition de charges payées d'avance	(179 200)	(112 494)	(149 333)
Utilisation de charges payées d'avance	158 300	120 516	133 160
	(20 900)	8 022	(16 173)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ACTIFS FINANCIERS NETS	(1 580 790)	309 509	174 018
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	1 942 440	1 942 440	1 768 422
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	361 650	2 251 949	1 942 440

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE****DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019**

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent de l'exercice	434 434	420 842
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	165 344	149 269
	<u>599 778</u>	<u>570 111</u>
Variation des actifs et des passifs liés au fonctionnement		
Créances	93 389	(110 119)
Redevances à recevoir	145 105	210 573
Subvention à recevoir	(134 545)	(108 641)
Salaires à récupérer	18 526	5 108
Créditeurs et charges à payer	118 277	210 413
Redevances perçues d'avance	357 930	(251 834)
Revenus reportés	280 000	-
Charges payées d'avance	8 022	(16 173)
	<u>886 704</u>	<u>(60 673)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	<u>1 486 482</u>	<u>509 438</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission de la dette à long terme et flux de trésorerie liés aux activités de financement	100 516	-
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(440 554)	(317 209)
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE	1 146 444	192 229
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	4 682 735	4 490 506
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>5 829 179</u>	<u>4 682 735</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE**NOTES COMPLÉMENTAIRES****AU 31 MARS 2019****1. CONSTITUTION ET OBJET**

La Régie de l'énergie (La Régie) est un organisme institué par la *Loi sur la Régie de l'énergie* (RLRQ, c. R-6.01). La Régie est un tribunal administratif de régulation économique qui encadre et surveille le secteur énergétique. La Régie fixe, notamment, les tarifs et conditions de services destinés aux consommateurs québécois d'électricité et de gaz naturel. Elle traite les plaintes des consommateurs de gaz naturel et d'électricité. Elle surveille les prix des produits pétroliers. Elle adopte et surveille l'application des normes de fiabilité du réseau de transport d'électricité et examine des demandes déposées dans le cadre de la *Loi sur les hydrocarbures*.

En matière d'efficacité énergétique, la Régie approuve les programmes des distributeurs d'énergie et l'apport financier nécessaire à leur réalisation. La Régie donne également son avis sur la capacité du plan directeur de Transition énergétique Québec (TEQ) à atteindre les cibles définies par le gouvernement en matière énergétique. Finalement, la Régie détermine la quote-part annuelle payable par les distributeurs d'énergie à TEQ.

La Régie assure également la conciliation entre l'intérêt public, la protection des consommateurs et un traitement équitable du transporteur d'électricité et des distributeurs. Elle favorise la satisfaction des besoins énergétiques dans une perspective de développement durable et d'équité au plan individuel comme au plan collectif.

En vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (LRC, 1985, 5^e suppl.) du Canada et de l'article 984 de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3) du Québec, la Régie n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**RÉFÉRENTIEL COMPTABLE**

Les états financiers sont établis selon le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers de la Régie, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Les estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés pertinents. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présentés dans les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles et la provision pour allocations de transition. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE**NOTES COMPLÉMENTAIRES****AU 31 MARS 2019****2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION**

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur et que les transactions en devises ont une incidence négligeable à la fin de l'exercice.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La trésorerie, les créances à l'exception des taxes à la consommation à recevoir ainsi que les salaires à récupérer sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les fournisseurs et frais courus, les traitements et la provision pour congés de maladie et vacances inclus dans les créditeurs et charges à payer et la dette à long terme, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

REVENUS**Redevances**

Les revenus de redevances perçus en vertu du *Règlement sur la redevance annuelle payable à la Régie de l'énergie* (RLRQ, c. R-6.01, r.7) sont constatés dans l'exercice pour lequel ils sont reçus ou à recevoir, si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable.

Sanctions pécuniaires

Les revenus de sanctions pécuniaires liées à une contravention à une norme de fiabilité perçus par la Régie en vertu de l'article 85.10 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* (RLRQ, R-6.01) sont versés dans un compte distinct aux fins de s'assurer de la fiabilité du transport d'électricité, conformément à l'article 85.11 de cette loi. Ils sont constatés à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les sommes sont utilisées aux fins prescrites. Les sommes reçues avant l'exercice au cours duquel elles pourront être utilisées aux fins prescrites sont présentées à titre de revenus reportés jusqu'à ce que les ressources soient utilisées aux fins prescrites.

Subventions

Les revenus de subventions du gouvernement du Québec sont constatés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où les subventions sont autorisées, que la Régie a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.

Ententes de services et autres

La Régie constate ses revenus provenant d'ententes de services et autres lorsqu'ils sont gagnés, soit lorsque les services sont rendus, qu'il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord, que le prix du service rendu est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement sûr.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE**NOTES COMPLÉMENTAIRES****AU 31 MARS 2019****2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)****Revenus d'intérêt**

Les revenus d'intérêts sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés.

CONVERSION DE DEVISES

Les éléments monétaires de l'état de la situation financière sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les éléments non monétaires de l'état de la situation financière, ainsi que les revenus et les charges en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date où les opérations ont été effectuées. Les gains et les pertes résultant de la variation du taux de change sont pris en compte dans l'état des résultats de l'exercice.

ACTIFS FINANCIERS**Trésorerie**

La trésorerie se compose de l'encaisse, des fonds versés dans un compte distinct aux fins de s'assurer de la fiabilité du transport d'électricité et de l'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu.

PASSIFS**Régimes de retraite**

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que la Régie ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie et vacances

La provision pour congés de maladie et vacances n'est pas actualisée car les journées de maladie seront payées dans l'exercice suivant et la Régie estime que les vacances accumulées seront prises au cours de l'exercice suivant.

Provision pour allocations de transition

Les obligations à long terme découlant des allocations de transition accumulées par les régisseurs qui ne bénéficient pas de la sécurité d'emploi dans la fonction publique correspondent à la valeur actualisée des allocations qui seront versées, établie selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les régisseurs, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation d'un mois de salaire au moment du départ, par année de service continu, sans toutefois excéder douze mois.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, en fonction de leur durée de vie utile établie comme suit :

▪ Systèmes et équipements informatiques	3 à 10 ans
▪ Développement informatique	3 à 10 ans
▪ Mobilier et équipement de bureau	5 ans
▪ Améliorations locatives	5 à 15 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Régie de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Opérations interentités

Les opérations interentités sont des opérations conclues entre entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint. Les actifs reçus sans contrepartie d'une entité incluse au périmètre comptable du gouvernement du Québec sont constatés à leur valeur comptable. Quant aux services reçus à titre gratuit, ils ne sont pas comptabilisés. Les autres opérations interentités ont été réalisées à la valeur d'échange, c'est-à-dire au montant convenu pour la contrepartie donnée en échange de l'élément transféré ou du service fourni.

3. TRÉSORERIE

Au 31 mars 2019, le poste « Trésorerie » se compose comme suit :

	2019	2018
	\$	\$
Encaisse	140	140
Compte distinct-fiabilité du transport d'électricité	280 000	-
Avance au fonds général du fonds consolidé du revenu	5 549 039	4 682 595
	<u>5 829 179</u>	<u>4 682 735</u>

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2019

3. TRÉSORERIE (suite)

Le compte distinct correspond au solde des montants perçus à la suite de l'imposition d'une sanction pécuniaire. Conformément à l'article 85.11 de la *Loi sur la Régie de l'énergie*, ces montants doivent être utilisés aux fins de s'assurer de la fiabilité du transport d'électricité

En vertu d'une entente renouvelable annuellement, la Régie a confié au ministère des Finances sa gestion de la trésorerie. L'avance porte intérêt au taux d'emprunt du Québec à 1 jour, représentant un taux de 1,75 % au 31 mars 2019. Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 84 507 \$ (2018 : 29 028 \$)

4. CRÉANCES

	2019	2018
	\$	\$
Débiteurs	1 106	10 631
Intérêts à recevoir	23 844	15 402
Ententes de services	-	88 650
Taxes à la consommation à recevoir	35 951	39 607
	<u>60 901</u>	<u>154 290</u>

5. SALAIRES À RÉCUPÉRER

	2019	2018
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	121 273	126 381
Récupération au cours de l'exercice	(18 526)	(5 108)
Solde à la fin de l'exercice	<u>102 747</u>	<u>121 273</u>

À la suite des mesures de transition du nouveau système de paie mis en place le 1^{er} janvier 2009, une somme est récupérée au départ de chaque employé qui a reçu de la Régie, le 15 janvier 2009, un montant équivalant à deux semaines de salaire net après les déductions applicables. Cette mesure a permis aux employés qui étaient en fonction au 1^{er} janvier 2009 de ne pas être pénalisés par le fait que la date du versement du salaire gagné pendant la période du 1^{er} au 14 janvier 2009 fut décalée du 15 au 29 janvier 2009.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2019

6. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2019	2018
	\$	\$
Fournisseurs et frais courus – autres	79 763	154 302
Fournisseurs et frais courus - Apparentés sous contrôle commun	72 619	121 601
Traitements	911 031	703 091
Provision pour congés de maladie et vacances	826 077	843 988
Provision pour allocations de transition (note 8)	628 054	674 424
Avantages sociaux	750 133	794 257
	<u>3 267 677</u>	<u>3 291 663</u>

7. DETTE À LONG TERME

	2019	2018
	\$	\$
Effet à payer auprès de la Société québécoise des infrastructures, pour financer un projet d'aménagement, portant intérêts à taux fixe de 2,73%, remboursable par versements mensuels de 1 791 \$ comprenant le capital et les intérêts, échéant le 1 ^{er} janvier 2024	100 516	-

Le montant des versements à effectuer sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se détaille comme suit :

	Capital	Intérêts	Total
	\$	\$	\$
2020	22 420	2 640	25 060
2021	19 592	1 888	21 480
2022	20 134	1 346	21 480
2023	20 690	790	21 480
2024	17 680	220	17 900
	<u>100 516</u>	<u>6 884</u>	<u>107 400</u>

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2019

8. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les régisseurs et le personnel de la Régie participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2019, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 10,97 % à 10,88 % de la masse salariale admissible et le taux pour le RRPE et le RRAS, qui fait partie du RRPE, s'est maintenu à 12,82 % de la masse salariale admissible.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 2,97 % au 1^{er} janvier 2019 (2,97 % au 1^{er} janvier 2018) de la masse salariale admissible qui doit être versé pour les participants au RRPE et au RRAS et un montant équivalent pour les employeurs. Ainsi la Régie doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2019 correspondant à 5,94 % de la masse salariale admissible (5,94 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2018).

Les cotisations de la Régie, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 955 000 \$ (2018 : 959 408 \$). Les obligations de la Régie envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour allocations de transition

	2019	2018
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	674 424	517 519
Charge de l'exercice	(46 370)	156 905
Solde à la fin de l'exercice	628 054	674 424

Les allocations de transition sont payables au régisseur qui ne bénéficie pas de la sécurité d'emploi dans la fonction publique, et dont le mandat n'est pas renouvelé à son terme par le gouvernement. Selon le *Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein* (section 5 du chapitre II adopté par le décret 450-2007), cette allocation correspond à un mois de salaire par année de service continu, sans toutefois excéder douze mois. Elle se calcule sur la base du traitement que le titulaire reçoit au moment de son départ et en proportion du temps pendant lequel il a exercé ses fonctions.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE**NOTES COMPLÉMENTAIRES****AU 31 MARS 2019****8. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)****Régimes de retraite (suite)****Évaluations et estimations**

La provision pour allocations de transition a fait l'objet d'une actualisation sur la base, notamment, des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes :

	2019	2018
Taux d'augmentation salariale incluant l'inflation	0,0 % à 2,5 %	0,0 % à 2,47 %
Taux d'actualisation pondéré	1,62 %	1,57 %
Durée résiduelle d'activité des régisseurs actifs	0 à 5 ans	0 à 5 ans

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2019

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Systèmes et équipements informatiques	Développement informatique	Mobilier et équipement de bureau	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Coût					
Solde au 1 ^{er} avril 2017	903 690	499 642	366 945	1 685 837	3 456 114
Acquisition	312 475	32 797	33 149	1 499	379 920
Disposition et radiation	(60 866)	-	-	-	(60 866)
Solde au 31 mars 2018	1 155 299	532 439	400 094	1 687 336	3 775 168
Acquisition	87 967	80 741	67 423	62 160,00	298 291
Disposition et radiation	(392 067)	-	-	-	(392 067)
Solde au 31 mars 2019	851 199	613 180	467 517	1 749 496	3 681 392
Amortissement cumulé					
Solde au 1 ^{er} avril 2017	839 727	275 981	355 938	1 641 994	3 113 640
Amortissement de l'exercice	86 519	30 227	8 357	24 166	149 269
Disposition et radiation	(60 866)	-	-	-	(60 866)
Solde au 31 mars 2018	865 380	306 208	364 295	1 666 160	3 202 043
Amortissement de l'exercice	133 938	10 726	11 314	9 366	165 344
Disposition et radiation	(392 067)	-	-	-	(392 067)
Solde au 31 mars 2019	607 251	316 934	375 609	1 675 526	2 975 320
Valeur comptable nette au 31 mars 2018	289 919	226 231	35 799	21 176	573 125
Valeur comptable nette au 31 mars 2019	243 948	296 246	91 908	73 970	706 072

Au cours de l'exercice financier clos le 31 mars 2019, il y a eu des dispositions pour les systèmes et équipements informatiques d'une valeur de 392 067 \$ (2018 : 60 866 \$). Lors de la disposition, l'amortissement cumulé était de 392 067 \$ (2018 : 60 868 \$), ne réalisant ainsi ni gain, ni perte sur disposition d'actif.

Des immobilisations corporelles représentant 217 837 \$ (2018 : 210 589 \$) n'ont pas été amorties étant donné qu'elles n'étaient pas mises en service en fin d'exercice.

Au 31 mars 2019, les créditeurs et charges à payer comprennent un montant de 7 491 \$ (2018 : 149 754\$) relativement aux immobilisations corporelles.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2019

10. EXCÉDENT CUMULÉ

L'excédent cumulé comprend deux composantes, soit un montant d'excédent cumulé libre d'affectation, utilisé dans le calcul des redevances payables à la Régie (note 15), ainsi qu'un montant d'excédent cumulé affecté aux immobilisations corporelles. L'excédent cumulé affecté aux immobilisations corporelles est viré à l'excédent cumulé libre d'affectation au même rythme que l'amortissement des immobilisations corporelles correspondantes.

	2019	2018
	\$	\$
Excédent cumulé		
Solde au début de l'exercice	2 620 872	2 200 030
Excédent de l'exercice	434 434	420 842
Solde à la fin de l'exercice	<u>3 055 306</u>	<u>2 620 872</u>
 Excédent cumulé à la fin de l'exercice		
– affecté aux immobilisations corporelles	1 189 532	998 431
– libre d'affectation	1 865 774	1 622 441
	<u>3 055 306</u>	<u>2 620 872</u>
 Excédent cumulé		
– affecté aux immobilisations corporelles		
Budget en capital disponible pour l'acquisition d'immobilisations corporelles		
Solde au début de l'exercice	425 306	366 257
Redevances – immobilisations corporelles	295 000	430 960
Subvention – immobilisations corporelles	61 445	8 009
Acquisition d'immobilisations corporelles	(298 291)	(379 920)
Solde à la fin de l'exercice	<u>483 460</u>	<u>425 306</u>
 Excédent correspondant au solde non amorti des immobilisations corporelles		
Solde au début de l'exercice	573 125	342 474
Acquisition d'immobilisations corporelles	298 291	379 920
Amortissement d'immobilisations corporelles	(165 344)	(149 269)
Solde à la fin de l'exercice	<u>706 072</u>	<u>573 125</u>
	<u>1 189 532</u>	<u>998 431</u>

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2019

10. EXCÉDENT CUMULÉ (suite)

	2019	2018
	\$	\$
Excédent cumulé – libre d'affectation		
Solde au début de l'exercice	1 622 441	1 491 299
Excédent de l'exercice	434 434	420 842
Variation nette de l'excédent cumulé affecté		
Redevances – immobilisations corporelles	(295 000)	(430 960)
Subvention – immobilisations corporelles	(61 445)	(8 009)
Virement de l'amortissement d'immobilisations corporelles	165 344	149 269
	<u>(191 101)</u>	<u>(289 700)</u>
Solde à la fin de l'exercice	<u>1 865 774</u>	<u>1 622 441</u>

11. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En vertu de deux ententes concernant les normes de fiabilité en transport d'électricité, signées les 8 mai 2009 et 24 septembre 2014 avec le North American Electric Reliability Corporation (NERC) et le Northeast Power Coordinating Council (NPCC), la Régie s'est engagée à couvrir le coût de l'ensemble des services qui lui sont fournis par le NERC et le NPCC dans le cadre des ententes. L'engagement avec le NERC et le NPCC au 31 mars 2019 pour l'exercice 2019-2020 s'élèvera approximativement à 1 181 718 \$ US, soit 1 579 130 \$ CA (2018 : 1 077 494 \$ US, soit 1 389 321 \$ CA). Les ententes prévoient qu'une partie peut mettre fin à l'entente par un préavis d'un an adressé à l'autre partie.

La Régie est engagée en vertu de divers contrats de location-exploitation, notamment pour la location de services et d'équipements échéant à diverses dates jusqu'au 31 mars 2024. Le montant total des engagements est de 120 084 \$ (2018 : 99 042 \$) et les versements pour les cinq prochains exercices seront respectivement de 36 133 \$, 29 177 \$, 26 895 \$, 18 437 \$, 9 442 \$.

12. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Régie est apparentée avec toutes les entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Les principaux dirigeants sont les membres du comité de gestion ainsi que le Président de la Régie.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2019

12. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

La Régie n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. Aucune transaction n'a été conclue entre la Régie et ses principaux dirigeants, leurs proches parents et les entités pour lesquelles ces personnes ont le pouvoir d'orienter les politiques financières et administratives.

Toutefois, la Régie a des revenus de redevances auprès d'Hydro-Québec dans ses activités de distribution de 4 792 118 \$ (2018 : 3 507 658 \$) et de transport de 5 995 874 \$ (2018 : 6 799 796 \$) et aucune redevance à recevoir (2018 : 0 \$).

13. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La Régie, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est principalement attribuable aux pertes que pourrait subir la Régie lorsqu'un tiers est dans l'incapacité de respecter ses engagements financiers. La Régie est exposée au risque de crédit en raison de la trésorerie ainsi que des débiteurs à l'exception des taxes à la consommation à recevoir.

L'exposition maximale de la Régie au risque de crédit au 31 mars est la suivante :

	2019	2018
	\$	\$
Trésorerie	5 829 179	4 682 735
Créances ¹	24 950	114 683
Redevances à recevoir	22 059	167 164
Subvention à recevoir	243 186	108 641
Salaires à récupérer	102 747	121 273
	6 222 121	5 194 496

(1) Les créances présentées dans ce tableau excluent les taxes à la consommation à recevoir, éléments qui ne répondent à la définition d'instruments financiers.

Le risque de crédit relié à la trésorerie est jugé négligeable, car l'avance au fonds général du fonds consolidé du revenu est détenue auprès du ministère des Finances et la contrepartie du compte distinct est une banque à charte canadienne jouissant d'une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation de crédit reconnues.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2019

13. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

La direction estime que le risque de crédit associé aux créances et aux redevances et subvention à recevoir est limité en raison de la qualité du crédit des parties auprès desquelles des sommes sont à recevoir. Ces sommes à recevoir sont principalement auprès d'apparentés sous contrôle commun, lesquelles sont des entités gouvernementales. La Régie estime qu'aucune provision pour créances douteuses n'est nécessaire à l'égard de ces montants.

La balance chronologique des créances excluant les intérêts à recevoir du ministère des Finances est comme suit :

	2019	2018
	\$	\$
Débiteurs et ententes		
Moins de 30 jours	-	45 956
Plus de 91 jours	1 106	53 325
	<u>1 106</u>	<u>99 281</u>

La direction estime que le risque de crédit associé aux salaires à récupérer est réduit puisque ceux-ci sont récupérés à même la dernière paie des employés, au moment du départ.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Régie éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'entité considère qu'elle détient suffisamment de liquidités afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme. La Régie finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition des immobilisations corporelles par les flux de trésorerie provenant des redevances prévues par le *Règlement sur la redevance annuelle payable à la Régie de l'énergie*.

La Régie présente à la note 7, les versements contractuels (capital et intérêts) de sa dette à long terme. L'échéance estimative des passifs financiers excluant la dette à long terme, soit les fournisseurs et frais courus, les traitements et la provision pour congés de maladie et vacances inclus dans les créditeurs et charges à payer est la suivante :

	2019	2018
	\$	\$
Créditeurs et charges à payer		
Moins de 90 jours	722 832	779 899
De 90 à 365 jours	1 011 553	853 874
Plus de 365 jours	155 105	189 209
	<u>1 889 490</u>	<u>1 822 982</u>

RÉGIE DE L'ÉNERGIE**NOTES COMPLÉMENTAIRES****AU 31 MARS 2019****13. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)****Risque de marché**

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix. La Régie est seulement exposée au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

Bien que la Régie effectue ses transactions essentiellement en dollars canadiens, une partie de ses transactions est libellée en dollars américains, la majorité de celles-ci étant reliées à l'entente avec la NERC-NPCC (note 11). Conséquemment, les résultats de la Régie sont touchés par les fluctuations du taux de change entre ces devises. La Régie estime que le risque est relativement restreint, ainsi elle ne détient pas d'instruments dérivés pour réduire son exposition.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, toutes choses étant égales par ailleurs, une appréciation de 5 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu une incidence défavorable d'environ 56 048 \$ (2018 : 69 247 \$) sur l'excédent de l'exercice. Une dépréciation de 5 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet inverse sur l'excédent de l'exercice.

Au 31 mars 2019, il n'y a aucun actif financier libellé en dollars américains à l'état de la situation financière.

Risque de taux d'intérêt

La Régie est exposée uniquement au risque de taux d'intérêt en raison de sa trésorerie qui porte intérêt à un taux qui fluctue en fonction des taux du marché. Pour l'exercice clos le 31 mars 2019, une variation du taux d'intérêt de 0,1 % aurait eu un effet estimé à 5 139 \$ (2018 : 5 331 \$) à la hausse ou à la baisse sur les revenus d'intérêts de la Régie.

14. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

15. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DES ÉTATS FINANCIERS

Le 12 juin 2019, le projet de loi n° 34, la *Loi visant à simplifier le processus d'établissement des tarifs de distribution d'électricité*, a été déposé à l'Assemblée nationale du Québec.

Le projet de loi modifie la *Loi sur la Régie de l'énergie* pour prévoir qu'Hydro-Québec devra demander à la Régie de fixer de nouveaux tarifs de distribution d'électricité ou de modifier les tarifs existants, tous les cinq ans. Il permet également à Hydro-Québec de demander à la Régie, au cours de cette période de cinq ans, de fixer un nouveau tarif ou de modifier un tarif existant, seulement dans la mesure où certaines circonstances le justifient et que le gouvernement a pris un décret indiquant ses préoccupations à l'égard de la demande.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2019

15. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DES ÉTATS FINANCIERS (suite)

Le projet de loi retire par ailleurs les obligations pour Hydro-Québec de faire autoriser par la Régie les projets d'investissement en infrastructures et les autres initiatives de réorganisation du réseau de distribution d'électricité et de lui soumettre pour approbation ses programmes commerciaux. Il retire également l'obligation imposée à la Régie d'établir un mécanisme de réglementation incitative assurant la réalisation de gains d'efficience par le distributeur d'électricité et le transporteur d'électricité. Il oblige de plus Hydro-Québec à transmettre annuellement à la Régie des renseignements qui sont énumérés dans la loi.

Le Régie n'est pas en mesure de quantifier l'incidence financière du projet de loi n° 34 pour l'instant.

16. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES : INFORMATION SECTORIELLE

Les revenus pour l'exercice financier clos le 31 mars 2019 sont composés principalement de redevances provenant du transporteur d'électricité, des distributeurs d'électricité dont Hydro-Québec dans ses activités de distribution, des distributeurs de gaz naturel et des distributeurs de produits pétroliers dépassant le seuil de cent millions de litres, et ce, en conformité avec le *Règlement sur la redevance annuelle payable à la Régie de l'énergie* (réf. art. 112 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* (RLRQ, c. R-6.01) (la « Loi »), décret no 1379-2009 approuvé le 21 décembre 2009).

La *Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives*, sanctionnée en décembre 2016, accorde à la Régie des responsabilités reliées aux hydrocarbures. Aucun règlement n'a été adopté à ce jour pour déterminer le mécanisme de financement des activités reliées aux hydrocarbures. Le CT 220750 du 26 mars 2019 autorise le versement par le Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) d'une subvention d'un montant maximal de 300 000 \$ pour l'exercice 2018-2019 à la Régie pour la prise en charge des dépenses de rémunération et de fonctionnement liées à ses responsabilités concernant les hydrocarbures.

Les dispositions du chapitre VI.3 de la *Loi sur la Régie de l'énergie* relatives au financement des actions pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la lutte aux changements climatiques ont été abrogées en date du 1^{er} janvier 2015. Par conséquent, la redevance annuelle payable à la Régie sur les carburants et combustibles a pris fin le 31 décembre 2014.

Les prévisions budgétaires pour 2018-2019 de la Régie ont été approuvées par le décret no 706-2018 du 6 juin 2018. Le montant des prévisions de charges par forme d'énergie approuvées est de 17 643 360 \$ (2018 : 15 653 800 \$) et inclut un montant de 1 092 610 \$ (2018 : 386 321 \$) pour les activités reliées aux hydrocarbures. Le budget présenté à l'état des résultats et de l'excédent cumulé ainsi qu'à l'état de la variation des actifs financiers nets a été préparé par la direction, qui a réparti par nature le budget de charges présenté à l'état des résultats, d'un montant total de 17 268 360 \$ (2018 : 15 200 340 \$), et un montant de 375 000 \$ (2018 : 453 460 \$) correspond au budget en capital disponible pour l'acquisition d'immobilisations corporelles.

En ce qui a trait à l'information sectorielle, la Régie procède à une allocation complète de ses charges par forme d'énergie en allouant l'ensemble de ses frais directs et indirects à chaque forme d'énergie. Les frais directs sont des coûts directement imputables sans calcul intermédiaire à une forme d'énergie précise et sont directement alloués à la forme d'énergie qui les a générés. Les frais indirects sont des coûts qui ne peuvent être reliés directement à une forme d'énergie précise sans calcul intermédiaire. Ces frais indirects sont imputés en fonction de paramètres monétaires (ex. : montant des charges directes, notamment des traitements et avantages sociaux). Les paramètres sont choisis en fonction de la nature de la charge indirecte de façon à bien refléter la réalité des activités de la Régie. Les coûts alloués aux hydrocarbures comprennent uniquement les frais directs plus des frais d'encadrement de 15%.

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2019

16. Renseignements supplémentaires : information sectorielle (suite)

	2019						
	Électricité Distribution	Électricité Transport	Gaz naturel	Produits Pétroliers	Carburants et Combustibles	Sous-Total	Hydrocarbures
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus							
Redevances – rémunération et fonctionnement	4 827 004	5 913 804	3 841 132	218 590	-	14 800 530	-
Redevances – immobilisations corporelles	89 223	82 070	66 314	57 393	-	295 000	-
Subvention – rémunération et fonctionnement	-	-	-	-	-	-	181 741
Subvention – immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	61 445
Revenus d'intérêts	31 397	32 284	24 726	3 933	610	92 950	-
Ententes de services et autres	3 688	3 052	644	61	45 000	52 445	-
	4 951 312	6 031 210	3 932 816	279 977	45 610	15 240 925	243 186
Charges							
Traitement et avantages sociaux	3 936 844	3 891 010	2 994 671	476 964	74 074	11 273 563	112 423
Services professionnels – normes de fiabilité	-	1 473 223	-	-	-	1 473 223	-
Services professionnels - autres	127 568	69 516	75 910	11 021	9 457	293 472	6 153
Loyer auprès de la Société québécoise des infrastructures	419 694	431 550	330 518	52 568	8 164	1 242 494	26 001
Autres charges de fonctionnement	142 389	151 878	109 646	14 538	1 389	419 840	37 164
Amortissement des immobilisations corporelles	52 839	60 382	41 612	6 618	1 028	162 479	2 865
	4 579 334	6 077 559	3 552 357	561 709	94 112	14 865 071	184 606
Excédent (déficit) de l'exercice	371 978	(46 349)	380 459	(281 732)	(48 502)	375 854	58 580
Variation nette de l'excédent cumulé affecté (note 10)	(36 384)	(21 688)	(24 702)	(50 775)	1 028	(132 521)	(58 580)
Excédent (déficit) cumulé libre d'affectation au début de l'exercice (note 10)	620 036	474 526	146 321	215 337	167 221	1 622 441	-
Excédent (déficit) cumulé libre d'affectation à la fin de l'exercice (note 10)	955 630	406 489	501 078	(117 170)	119 747	1 865 774	-

RÉGIE DE L'ÉNERGIE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2019

16. Renseignements supplémentaires : information sectorielle (suite)

	2018						
	Électricité Distribution	Électricité Transport	Gaz naturel	Produits Pétroliers	Carburants et Combustibles	Sous-Total	Hydrocarbures
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus							
Redevances – rémunération et fonctionnement	3 426 534	6 673 180	2 982 964	437 977	-	13 520 655	-
Redevances – immobilisations corporelles	171 651	126 616	112 222	20 471	-	430 960	-
Subvention – rémunération et fonctionnement	-	-	-	-	-	-	100 632
Subvention – immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	8 009
Revenus d'intérêts	15 814	12 671	11 446	1 435	316	41 682	-
Ententes de services et autres	3 502	839	171	10	88 652	93 174	-
	3 617 501	6 813 306	3 106 803	459 893	88 968	14 086 471	108 641
Charges							
Traitements et avantages sociaux	3 958 062	3 165 790	2 852 111	358 909	81 468	10 416 340	78 133
Services professionnels – normes de fiabilité	-	1 364 637	-	-	-	1 364 637	-
Services professionnels - autres	113 046	31 417	41 231	3 576	4 539	193 809	-
Loyer auprès de la Société québécoise des infrastructures	434 284	347 968	314 334	39 418	8 662	1 144 666	7 073
Autres charges de fonctionnement	161 605	125 841	102 541	12 417	2 513	404 917	15 426
Amortissement des immobilisations corporelles	56 189	45 021	40 669	5 100	1 121	148 100	1 169
	4 723 186	5 080 674	3 350 886	419 420	98 303	13 672 469	101 801
(Déficit) excédent de l'exercice	(1 105 685)	1 732 632	(244 083)	40 473	(9 335)	414 002	6 840
Variation nette de l'excédent cumulé affecté (note 10)	(115 462)	(81 595)	(71 553)	(15 371)	1 121	(282 860)	(6 840)
Excédent (déficit) cumulé libre d'affectation au début de l'exercice (note 10)	1 841 183	(1 176 511)	460 957	190 235	175 435	1 491 299	-
Excédent (déficit) cumulé libre d'affectation à la fin de l'exercice (note 10)	620 036	474 526	145 321	215 337	167 221	1 622 441	-

LES ÉTATS FINANCIERS

RAPPORT DE
LA DIRECTION

Les états financiers de la Régie des installations olympiques (le Parc olympique) présentés dans le rapport annuel ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction du Parc olympique reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Parc olympique, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur général,



Michel Labrecque
Montréal, le 18 février 2019

Le vice-président,
Finances et administration,



Marc Chabot, CPA, CA



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Régie des installations olympiques, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 octobre 2018, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Régie des installations olympiques n'a pas comptabilisé aux 31 octobre 2018 et 2017, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations financées ou devant être financées par emprunts pour lesquelles des travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Régie des installations olympiques a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette dérogation a donné lieu à l'expression d'une opinion d'audit modifiée concernant les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice de la Régie des installations olympiques et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (SUITE)

Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants, selon l'estimation établie, sont nécessaires afin que les états financiers de la Régie des installations olympiques respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

	AUGMENTATION (DIMINUTION) ESTIMÉE En milliers de dollars	
	2018	2017
État de la situation financière		
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	194 880	158 367
Subventions reportées	<u>192 475</u>	<u>156 534</u>
Dette nette	(2 405)	(1 833)
Excédent cumulé	2 405	1 833
État des résultats		
Virement des subventions reportées	<u>572</u>	<u>494</u>
Déficit de l'exercice (2018) / Excédent de l'exercice (2017)	(572)	494

Opinion avec réserve

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Régie des installations olympiques au 31 octobre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Régie des installations olympiques au 31 octobre 2018 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 2 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,



Jean-Pierre Fiset, CPA auditeur, CA
Vérificateur général adjoint

Montréal, le 18 février 2019

LES ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DES RÉSULTATS
ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2018

	2018		2017
	Budget	Réel	Réel
(En milliers de dollars)			
REVENUS			
Subvention de fonctionnement du gouvernement du Québec	17 164	17 164	17 164
Virement des subventions reportées (note 8)	24 315	22 954	15 899
Installations sportives, tourisme et événements			
Droits d'entrée	4 478	4 432	3 200
Loyers	3 371	3 257	3 925
Publicité	510	908	551
Stationnements	3 909	3 676	4 298
Souvenirs	626	708	422
Redevances des concessionnaires	1 601	1 362	2 360
Location de locaux commerciaux et de bureaux	2 638	2 416	1 684
Vente d'énergie à des tiers	3 458	3 333	3 452
Travaux et services facturés à des tiers	980	1 743	2 840
Revenus de placements et d'intérêts	-	232	959
Gain net à la disposition d'immobilisations corporelles	-	-	23
Autres revenus	126	366	221
	63 176	62 551	56 998
CHARGES (note 4)			
Traitements et avantages sociaux (note 5)	20 864	20 287	19 639
Entretien, sécurité et autres	9 079	8 245	8 759
Matériaux et location d'équipement	2 203	2 098	2 137
Coût des marchandises vendues	315	371	212
Frais d'énergie	6 522	6 311	6 441
Honoraires professionnels	1 228	1 102	1 365
Droits et licences	114	64	67
Frais financiers	6 733	5 781	4 010
Fournitures de bureau, impression et télécommunications	296	220	230
Publicité	475	979	750
Amortissement des frais reportés (note 9)	-	120	-
Amortissement des immobilisations corporelles (note 10)	18 463	16 768	12 971
Perte nette à la disposition d'immobilisations corporelles (note 10)	-	1 254	-
Autres charges	413	433	212
	66 705	64 033	56 793
(DÉFICIT) EXCÉDENT DE L'EXERCICE	(3 529)	(1 482)	205
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	14 927	14 927	14 722
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE	11 398	13 445	14 927

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

LES ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DE LA
SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 OCTOBRE 2018

(En milliers de dollars)

	2018	2017
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie	24 806	13 339
Débiteurs	5 483	8 596
Stocks destinés à la revente	128	156
	30 417	22 091
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer	48 951	48 750
Revenus reportés	2 305	1 599
Emprunt (note 6)	-	6 080
Dette à long terme (note 7)	225 620	170 536
Subventions reportées (note 8)	59 373	53 893
	336 249	280 858
DETTE NETTE	(305 832)	(258 767)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Charges payées d'avance	192	68
Stocks de fournitures	524	706
Frais reportés (note 9)	7 026	1 892
Immobilisations corporelles (note 10)	311 535	271 028
	319 277	273 694
EXCÉDENT CUMULÉ (note 11)	13 445	14 927

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET DROITS CONTRACTUELS (note 15)

ÉVENTUALITÉS (note 16)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,


Maya Raic
Présidente du conseil d'administration

Gaëtan Laflamme, CPA, CA
Vice-président du conseil d'administration

LES ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DE LA VARIATION
DE LA DETTE NETTE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2018

	2018		2017
	Budget	Réel	Réel
(En milliers de dollars)			
(DÉFICIT) EXCÉDENT DE L'EXERCICE	(3 529)	(1 482)	205
VARIATION DUE AUX IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(65 877)	(58 529)	(103 814)
Amortissement des immobilisations corporelles	18 463	16 768	12 971
Perte nette (gain net) à la disposition d'immobilisations corporelles	-	1 254	(23)
Produit à la disposition d'immobilisations corporelles	-	-	73
	(47 414)	(40 507)	(90 793)
VARIATION DUE AUX AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS			
Acquisitions de stocks de fournitures		(630)	(540)
Utilisations de stocks de fournitures		783	528
Provision pour désuétude de stocks de fournitures		29	41
Augmentation des frais reportés		(5 254)	(1 892)
Amortissement des frais reportés		120	-
Augmentation des charges payées d'avance		(192)	(68)
Utilisations de charges payées d'avance		68	111
		(5 076)	(1 820)
AUGMENTATION DE LA DETTE NETTE	(50 943)	(47 065)	(92 408)
DETTE NETTE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(258 767)	(258 767)	(166 359)
DETTE NETTE À LA FIN DE L'EXERCICE	(309 710)	(305 832)	(258 767)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

LES ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DES FLUX
DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 OCTOBRE 2018

(En milliers de dollars)	2018	2017
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
(Déficit) Excédent de l'exercice	(1 482)	205
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	16 768	12 971
Perte nette (gain net) à la disposition d'immobilisations corporelles	1 254	(23)
Provision pour désuétude de stocks de fournitures	29	41
Amortissement des frais reportés	120	-
Gain à la disposition des placements	(2)	(754)
Virement des subventions reportées	(22 954)	(15 899)
Variation des actifs et passifs reliés au fonctionnement (note 12)	2 272	(1 837)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(3 995)	(5 296)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(61 978)	(85 188)
Produit à la disposition d'immobilisations corporelles	-	73
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(61 978)	(85 115)
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Produit à la disposition des placements et flux de trésorerie liés aux activités de placement	2	5 335
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de l'emprunt	(6 080)	3 065
Dette à long terme contractée	76 080	68 356
Remboursement de la dette à long terme	(20 996)	(13 537)
Subventions reçues pour l'acquisition d'immobilisations corporelles	28 434	24 192
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	77 438	82 076
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE	11 467	(3 000)
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	13 339	16 339
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	24 806	13 339

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

LES ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 OCTOBRE 2018

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

**1 STATUT ET NATURE
DES ACTIVITÉS**

La Régie des installations olympiques (le Parc olympique) est une société du gouvernement du Québec constituée en vertu de la *Loi sur la Régie des installations olympiques* (RLRQ, chapitre R-7). En vertu de l'article 8 de sa loi constitutive, le Parc olympique est un mandataire de l'État. À ce titre, et en vertu de l'article 984 de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3) et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C., 1985, c.1, 5^e suppl.), il n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

Le Parc olympique est propriétaire de certaines installations mobilières et immobilières utilisées pour les Jeux olympiques d'été de 1976 et a été mandaté pour en parachever la construction et l'aménagement de même que pour les exploiter.

Le Parc olympique compte parmi les plus grands complexes multifonctionnels et récréotouristiques du Canada avec le Stade olympique, la Tour, le Centre sportif et l'Esplanade. La vocation du Parc olympique se regroupe sous trois principaux volets, soit la location d'espaces pour la tenue d'événements et la location de bureaux, les activités touristiques et les sports grand public et d'élite au Centre sportif.

**2 PRINCIPALES
MÉTHODES COMPTABLES****RÉFÉRENTIEL COMPTABLE**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Parc olympique utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers du Parc olympique, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que le Parc olympique pourrait prendre à l'avenir. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles, le pourcentage d'achèvement des travaux en cours liés aux immobilisations corporelles et les provisions pour éventualités en fonction de la probabilité et de l'ampleur des montants. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

LES ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 OCTOBRE 2018

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

**2 PRINCIPALES
MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)****INSTRUMENTS FINANCIERS**

La trésorerie et les débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation à recevoir) sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les crédateurs et charges à payer (à l'exception des taxes à la consommation, des avantages sociaux, des provisions pour éventualités ainsi que l'allocation de transition à payer), l'emprunt et la dette à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

REVENUS

Les revenus provenant de la vente des produits sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux provenant de la prestation de services lorsque ces derniers sont rendus.

Les revenus provenant des subventions du gouvernement du Québec sont constatés dans l'exercice duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où elles sont autorisées, que le Parc olympique a satisfait à tous les critères d'admissibilité, le cas échéant, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont présentées en subventions reportées lorsque les modalités imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif et virées aux revenus lorsque les conditions relatives au passif sont remplies.

ACTIFS FINANCIERS**Trésorerie**

La politique du Parc olympique consiste à présenter dans la trésorerie les soldes bancaires et les fonds d'opération.

Stocks destinés à la revente

Les stocks destinés à la revente sont évalués au moindre du coût, déterminé selon la méthode du coût moyen, et de la valeur nette de réalisation.

PASSIFS**Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite**

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que le Parc olympique ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour allocation de transition

L'obligation à long terme découlant de l'allocation de transition accumulée par le titulaire d'un emploi supérieur est évaluée sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et la charge correspondants qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par le titulaire d'un emploi supérieur, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation d'un mois de salaire au moment du départ, par année de service continu, sans toutefois excéder douze mois.

LES ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 OCTOBRE 2018

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

**2 PRINCIPALES
MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)****ACTIFS NON FINANCIERS**

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire pour les périodes suivantes :

- Installations olympiques : Indéterminable
- Structure et aménagements spécifiques :
Entre 5 et 50 ans, selon la durée de vie utile
- Aménagements locatifs : Selon la durée du bail
- Logiciels informatiques et équipements :
Entre 3 et 20 ans, selon la durée de vie utile
- Matériel roulant : Entre 5 et 15 ans, selon la durée de vie utile

Le coût des immobilisations corporelles comprend le coût d'achat ou de construction, les frais de mise en service et les frais de financement reliés à leur acquisition jusqu'à la date de leur mise en service. L'amortissement de ces immobilisations corporelles débute au moment de leur mise en service.

Installations olympiques

Le coût des installations olympiques comprend le coût du terrain et les coûts de construction, d'administration et de financement engagés pour ces installations. Le coût de l'équipement et de l'outillage utilisés lors de la construction fait également partie du coût des installations. Plusieurs composantes des installations olympiques sont toujours utilisées actuellement et devraient avoir une valeur comptable nette positive. Cependant, étant donné l'impraticabilité pour le Parc olympique de recenser les coûts associés aux différentes composantes, la direction estime qu'il est raisonnable d'attribuer une valeur nulle à ces immobilisations corporelles. Ceci entraîne également qu'il est généralement difficile de radier le coût et l'amortissement cumulé de ces immobilisations lors de leur remplacement ou disposition.

Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Parc olympique de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats. Aucune reprise de valeur n'est permise.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût, déterminé selon la méthode du premier entré premier sorti, et du coût de remplacement. Les moins-values sont passées en charges dans l'état des résultats.

Frais reportés

Les frais initiaux directs encourus pour la location des espaces commerciaux et de bureaux et le coût des avantages incitatifs à la location sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée du bail dans le poste amortissement des frais reportés.

OPÉRATIONS INTERENTITÉS

Les opérations interentités sont des opérations conclues entre entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint. Les opérations interentités ont été réalisées à la valeur d'échange, c'est-à-dire au montant convenu pour la contrepartie donnée en échange de l'élément transféré ou du service fourni.

GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ni libellé en devises.

LES ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 OCTOBRE 2018

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

3 MODIFICATIONS COMPTABLES**ADOPTION DE NOUVELLES
NORMES COMPTABLES**

Le 1^{er} novembre 2017, le Parc olympique a adopté les cinq nouvelles normes suivantes :

Normes	Adoption
SP 2200, Information relative aux apparentés	Prospective
SP 3210, Actifs	Prospective
SP 3320, Actifs éventuels	Prospective
SP 3380, Droits contractuels	Prospective
SP 3420, Opérations interentités	Prospective

Le chapitre SP 2200 définit un apparenté et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les opérations entre apparentés. Des informations à fournir sont requises sur les opérations entre apparentés et les relations sous-jacentes lorsque ces opérations ont été conclues à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées et ont, ou pourraient avoir, une incidence financière importante sur les états financiers.

Le chapitre SP 3210 fournit des indications sur l'application de la définition des actifs énoncée dans la norme SP 1000, Fondements conceptuels des états financiers, et établit des normes générales d'informations à fournir à leur sujet. Des informations doivent être fournies sur les grandes catégories d'actifs non constatés. Lorsqu'un actif n'est pas constaté parce que le montant en cause ne peut faire l'objet d'une estimation raisonnable, il faut mentionner les motifs sous-jacents.

Le chapitre SP 3320 définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels. Des informations doivent être fournies sur les actifs éventuels s'il est probable que l'événement futur déterminant se produira.

Le chapitre SP 3380 définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels. Des informations doivent être fournies sur les droits contractuels et comprendre une description de la nature et de l'ampleur des droits contractuels ainsi que de leur échéancier.

Le chapitre SP 3420 établit des normes de comptabilisation et d'information applicables aux opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable d'un gouvernement, tant du point de vue du prestataire que de celui du bénéficiaire.

L'adoption de ces normes n'a eu aucune incidence sur les résultats et sur la situation financière du Parc olympique. Les incidences se limitent, le cas échéant, à des informations présentées dans les notes complémentaires.

4 TOITURE DU STADE

En attente de son remplacement, l'état de la toiture du Stade nécessite des travaux d'entretien importants à chaque exercice. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2018, les charges suivantes sont incluses à l'état des résultats relativement à ces travaux :

	2018	2017
Traitements et avantages sociaux	45	58
Entretien, sécurité et autres	294	318
Matériaux et location d'équipement	1	9
Frais d'énergie	238	289
	578	674

**5 TRAITEMENTS ET
AVANTAGES SOCIAUX**

	2018	2017
Employés réguliers	13 207	12 548
Employés à l'événement	3 266	3 238
Charges sociales	2 464	2 483
Cotisations aux régimes de retraite	1 350	1 370
	20 287	19 639

LES ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 OCTOBRE 2018

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

6 EMPRUNT

	2018	2017
Billet à terme auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec pour financer les projets en immobilisation du Parc olympique, échu au cours de l'exercice	-	6 080

Le Parc olympique est autorisé par décret du gouvernement du Québec à instituer un régime d'emprunts lui permettant d'emprunter à court terme ou par voie de marge de crédit auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement, ou à long terme auprès de ce dernier, jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 341 600 000 \$ (341 600 000 \$ en 2017).

7 DETTE À LONG TERME

	2018	2017
Billets à payer auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec, pour financer les projets en immobilisation du Parc olympique ⁽¹⁾ portant intérêt à des taux fixes de 1,897 % à 3,417 %, remboursables par versements annuels totaux variant de 1 072 000 \$ à 28 314 000 \$ comprenant capital et intérêts, échéant entre le 1 ^{er} septembre 2020 et le 1 ^{er} octobre 2043	210 382	153 004
Billets à payer auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec, pour financer le projet d'implantation de l'Institut national du sport du Québec ⁽²⁾ portant intérêt à des taux fixes de 2,723 % à 3,662 %, remboursables par versements annuels totaux variant de 402 000 \$ à 2 904 000 \$ comprenant capital et intérêts, échéant entre le 30 août 2023 et le 19 décembre 2024	15 238	17 532
	225 620	170 536

⁽¹⁾ Il est attendu que si le Parc olympique n'est pas en mesure de respecter ses obligations sur tout emprunt contracté en vertu du régime d'emprunts précité auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement, la ministre du Tourisme élaborera et mettra en œuvre, avec l'approbation du gouvernement, des mesures afin de remédier à cette situation.

⁽²⁾ Selon les termes de la convention d'hypothèque mobilière conclue le 30 août 2013, les subventions futures qui seront octroyées par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur serviront au remboursement de cette dette.

LES ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 OCTOBRE 2018

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

7 DETTE À LONG TERME (SUITE)

Les versements en capital à effectuer sur la dette à long terme se détaillent comme suit :

Exercices	
2019	24 850
2020	25 494
2021	25 775
2022	26 482
2023	27 038
2024 à 2043	95 743
	225 382

8 SUBVENTIONS REPORTÉES

	2018	2017
Gouvernement du Québec - Immobilisations corporelles		
Solde au début de l'exercice	53 702	45 580
Subventions reçues durant l'exercice	28 234	24 021
	81 936	69 601
Virement des subventions reportées aux revenus	(22 950)	(15 899)
Solde à la fin de l'exercice	58 986	53 702
Autres entités - Immobilisations corporelles		
Solde au début de l'exercice	191	20
Subventions reçues durant l'exercice	200	171
	391	191
Virement des subventions reportées aux revenus	(4)	-
Solde à la fin de l'exercice	387	191
	59 373	53 893

9 FRAIS REPORTÉS

	2018	2017
Frais reportés		
Solde au début de l'exercice	1 892	-
Augmentation des frais reportés	5 254	1 892
	7 146	1 892
Amortissement des frais reportés	(120)	-
Solde à la fin de l'exercice	7 026	1 892

LES ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 OCTOBRE 2018

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

10 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Installations olympiques	Structure et aménagements spécifiques	Aménagements locatifs	Logiciels informatiques et équipements	Matériel roulant	Projets en cours	2018 Total	2017 Total
Coût								
Solde au début de l'exercice	1 126 330	200 251	33 602	14 993	3 140	141 720	1 520 036	1 425 248
Acquisitions	-	-	-	705	179	57 645	58 529	103 814
Transfert des projets en cours	-	141 838	35 605	1 488	-	(178 931)	-	-
Dispositions et radiations	(4 422)	(11 908)	(718)	(182)	(33)	-	(17 263)	(9 026)
Solde à la fin de l'exercice	1 121 908	330 181	68 489	17 004	3 286	20 434	1 561 302	1 520 036
Amortissement cumulé								
Solde au début de l'exercice	1 126 330	96 069	13 483	11 329	1 797	-	1 249 008	1 245 013
Amortissement de l'exercice	-	12 276	2 587	1 634	271	-	16 768	12 971
Dispositions et radiations	(4 422)	(10 654)	(718)	(182)	(33)	-	(16 009)	(8 976)
Solde à la fin de l'exercice	1 121 908	97 691	15 352	12 781	2 035	-	1 249 767	1 249 008
Valeur comptable nette 2018	-	232 490	53 137	4 223	1 251	20 434	311 535	-
Valeur comptable nette 2017	-	104 182	20 119	3 664	1 343	141 720	-	271 028

Les acquisitions d'immobilisations corporelles incluses au poste « Crédeurs et charges à payer » représentent 28 903 000 \$ (32 352 000 \$ en 2017).

Le Parc olympique est propriétaire du terrain borné à l'ouest par le boulevard Pie-IX, au nord par la rue Sherbrooke Est, à l'est par la rue Viau et au sud par l'avenue Pierre-De Coubertin, à l'exception des sols, immeubles et aménagements du Biodôme, de l'aréna Maurice-Richard, du Centre Pierre-Charbonneau, du cinéma StarCité Montréal ainsi que des installations du métro.

Le Parc olympique a consenti une emphytéose de 40 ans, soit jusqu'au 22 mars 2047, relativement au terrain où se trouve le Complexe Saputo, au terme de laquelle le terrain et les immeubles qui y sont construits lui seront remis.

Également, un acte d'usufruit a été consenti entre la Ville de Montréal et le Parc olympique afin de permettre la construction d'un Planétarium. Cet usufruit est consenti jusqu'à la cession du terrain en pleine propriété, dont l'acte est en cours de réalisation et sera conclu au cours de l'exercice 2019.

Des équipements et aménagements ont été disposés ou radiés au cours de l'exercice, générant une perte nette de 1 254 000 \$ (23 000 \$ de gain net en 2017).

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2018, des intérêts ont été capitalisés dans les immobilisations corporelles pour un montant de 76 000 \$ (65 000 \$ en 2017).

LES ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 OCTOBRE 2018

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

11 EXCÉDENT CUMULÉ

	2018			2017
	Réservé	Opérations	Total	Total
	Investissement en immobilisations			
Solde au début de l'exercice	3 794	11 133	14 927	14 722
Utilisation de l'excédent (amortissement)	(529)	529	-	-
(Déficit) excédent de l'exercice	-	(1 482)	(1 482)	205
Solde à la fin de l'exercice	3 265	10 180	13 445	14 927

Le Parc olympique a réservé des sommes en provenance de l'excédent cumulé pour des projets non récurrents, lesquelles ont été principalement engagées dans le cadre du plan de relance. Au 31 octobre 2018, un montant d'amortissement de 529 000 \$ (597 000 \$ en 2017) est inclus à l'état des résultats relativement à ces projets.

12 INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation nette des actifs et passifs liés au fonctionnement se ventile comme suit :

	2018	2017
Débiteurs	3 113	(4 468)
Stocks destinés à la revente	28	(3)
Créditeurs et charges à payer	3 650	4 855
Revenus reportés	706	(360)
Charges payées d'avance	(124)	43
Stocks de fournitures	153	(12)
Frais reportés	(5 254)	(1 892)
	2 272	(1 837)

Les intérêts reçus et payés au cours de l'exercice sont respectivement de 230 000 \$ et 5 285 000 \$ (205 000 \$ et 3 397 000 \$ en 2017).

LES ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 OCTOBRE 2018

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

13 AVANTAGES SOCIAUX
FUTURS

RÉGIME DE RETRAITE

Les membres du personnel du Parc olympique participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Depuis le 1^{er} janvier 2018, le taux de cotisation au RREGOP est passé de 11,05 % à 10,97 % de la masse salariale admissible et le taux pour le RRPE et le RRAS, qui fait partie du RRPE, est passé de 15,03 % à 12,82 %.

Les cotisations versées par l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 2,97 % au 1^{er} janvier 2018 (4,94 % au 1^{er} janvier 2017) de la masse salariale admissible qui doit être versé par l'employeur, pour les participants au RRPE et au RRAS et un montant équivalent pour la partie à verser par les employeurs. Ainsi, le Parc olympique verse un montant supplémentaire pour l'année civile 2018 correspondant à 5,94 % de la masse salariale admissible (9,88 % pour l'année civile 2017).

Les cotisations du Parc olympique, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS, imputées aux résultats de l'exercice clos le 31 octobre 2018 s'élèvent à 1 350 000 \$ (1 370 000 \$ en 2017). Les obligations du Parc olympique envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

PROVISION POUR ALLOCATION DE TRANSITION

L'allocation de transition est payable au titulaire d'un emploi supérieur qui ne bénéficie pas de la sécurité d'emploi dans la fonction publique, et dont le mandat n'est pas renouvelé à son terme par le gouvernement.

	2018	2017
Solde au début de l'exercice	74	53
Charge de l'exercice	17	21
Solde à la fin de l'exercice	91	74

LES ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 OCTOBRE 2018

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

14 GESTION DES RISQUES LIÉS
AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, le Parc olympique est exposé à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché.

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Le Parc olympique est exposé au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers du Parc olympique qui sont exposés à un risque de crédit comprennent la trésorerie et les débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation à recevoir). Le tableau suivant représente l'exposition maximale du Parc olympique au risque de crédit :

	2018	2017
Trésorerie	24 806	13 339
Débiteurs	2 920	2 438
	27 726	15 777

Le risque de crédit associé à la trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant qu'elle soit investie auprès d'institutions financières réputées.

La direction estime que les concentrations de risque de crédit relativement aux débiteurs sont limitées en raison de la qualité du crédit des parties auxquelles du crédit a été consenti. Le tableau suivant présente le classement chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses :

	2018	2017
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	1 429	167
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	191	109
De 60 à 90 jours suivant la date de facturation	84	38
Plus de 90 jours suivant la date de facturation	60	523
	1 764	837
Provision pour créances douteuses	(22)	(17)
Autres débiteurs	1 178	1 618
	2 920	2 438

Le Parc olympique fait des estimations en ce qui a trait à la provision pour créances douteuses. Pour ce faire, la direction examine chacun des comptes débiteurs et évalue la probabilité de recouvrement. Le Parc olympique est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

LES ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 OCTOBRE 2018

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

14 GESTION DES RISQUES LIÉS
AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)**RISQUE DE LIQUIDITÉ**

Le risque de liquidité est le risque que le Parc olympique ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire face à ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que le Parc olympique ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun, à un prix raisonnable.

Le Parc olympique gère activement sa trésorerie ainsi que ses flux de trésorerie qui découlent de son exploitation pour être en mesure de respecter ses obligations financières.

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers. Les montants indiqués correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés représentant les versements d'intérêt et de capital relatifs aux passifs financiers du Parc olympique :

	2018				Total des flux de trésorerie contractuels
	Échéance				
	Moins d'un an	D'un an à 5 ans	Plus de 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	
Créditeurs et charges à payer ¹	45 077	-	-	-	45 077
Dette à long terme	31 218	123 456	83 846	25 663	264 183
Total	76 295	123 456	83 846	25 663	309 261

2017					Total des flux de trésorerie contractuels
Échéance					
	Moins d'un an	D'un an à 5 ans	Plus de 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	
Créditeurs et charges à payer ¹	44 249	-	-	-	44 249
Emprunt	6 080	-	-	-	6 080
Dette à long terme	23 596	93 555	70 835	5 966	193 952
Total	73 925	93 555	70 835	5 966	244 281

¹À l'exception des taxes à la consommation, des avantages sociaux, des provisions pour éventualités ainsi que de l'allocation de transition à payer.

LES ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 OCTOBRE 2018

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

**14 GESTION DES RISQUES LIÉS
AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)****RISQUE DE MARCHÉ**

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de taux d'intérêt, le risque de change et l'autre risque de prix. Le Parc olympique est exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

La trésorerie porte intérêt à taux variable. L'objectif du Parc olympique est de gérer l'exposition de sa trésorerie en fonction de ses besoins de liquidité et de façon à optimiser ses produits d'intérêt.

La fluctuation du taux d'intérêt du marché peut avoir une incidence sur les produits d'intérêt que le Parc olympique tire de sa trésorerie. Les produits d'intérêt en 2018 sont de 230 000 \$ (205 000 \$ en 2017). Si les taux d'intérêt pour les exercices clos le 31 octobre 2018 et 2017 avaient été inférieurs ou supérieurs de 50 points de base, toutes les autres variables étant demeures constantes, les revenus d'intérêts pour les mêmes périodes n'auraient pas varié de façon significative.

La dette à long terme du Parc olympique porte intérêt à taux fixe. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels est exposé le Parc olympique est minime étant donné qu'une variation des taux d'intérêt du marché n'aurait aucun impact sur les états financiers du Parc olympique et que son remboursement est prévu selon l'échéancier.

**15 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES
ET DROITS CONTRACTUELS****OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

Le Parc olympique est engagé par des contrats à long terme résiliables, échéant à diverses dates jusqu'en 2031, pour son exploitation et ses projets en immobilisation.

Le total de ces engagements au 31 octobre 2018 est de 46 154 000 \$ (58 041 000 \$ en 2017) et les versements s'établissent comme suit pour les prochains exercices :

Exercices

2019	25 913
2020	10 566
2021	4 950
2022	2 441
2023	2 219
2024 à 2031	65
	46 154

DROITS CONTRACTUELS

Le Parc olympique a conclu différentes ententes de services et contrats de location, échéant à diverses dates jusqu'en 2033, et en vertu desquels il recevra des sommes de la part de ses clients.

Le total de ces droits au 31 octobre 2018 est de 48 139 000 \$ et les versements s'établissent comme suit pour les prochains exercices :

Exercices

2019	5 147
2020	4 073
2021	3 598
2022	3 613
2023	3 641
2024 à 2033	28 067
	48 139

LES ÉTATS FINANCIERS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 OCTOBRE 2018

(Les montants dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars.)

16 ÉVENTUALITÉS**PASSIFS ÉVENTUELS**

Des poursuites et des réclamations ont été engagées contre le Parc olympique. L'ampleur des réclamations aux 31 octobre 2018 et 2017 n'est pas présentée, car elle pourrait avoir des incidences négatives sur le dénouement de certaines éventualités contre le Parc olympique. Une provision a été comptabilisée dans les états financiers aux 31 octobre 2018 et 2017.

ACTIFS ÉVENTUELS

Une partie des dommages liés à l'effondrement de la dalle de stationnement survenu le 4 mars 2012 a été recouvrée et ainsi, un revenu de réclamation de 3 407 000 \$ a été comptabilisé au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2015. La partie résiduelle des frais liés à l'effondrement de la dalle de stationnement fait toujours l'objet d'une réclamation auprès des parties concernées et constitue un actif éventuel pour le Parc olympique. L'ampleur de cette réclamation aux 31 octobre 2018 et 2017 n'est pas présentée, car elle pourrait avoir des incidences négatives sur le dénouement de cette éventualité pour le Parc olympique.

Par ailleurs, un montant de 1 412 000 \$ fait l'objet de réclamations auprès des assureurs du Parc olympique pour des dommages occasionnés durant les travaux de construction à la Tour. L'évaluation des dossiers de réclamation par les assureurs est toujours en cours au 31 octobre 2018.

D'autres réclamations ont été engagées par le Parc olympique. L'ampleur de ces réclamations au 31 octobre 2018 n'est pas présentée, car elle pourrait avoir des incidences négatives sur le dénouement de ces éventualités.

17 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Parc olympique est apparenté avec toutes les entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint. Il est également apparenté à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités. Les principaux dirigeants sont composés des membres du conseil d'administration et du comité de direction ainsi que du président-directeur général du Parc olympique.

Outre les transactions entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et conclues à la valeur d'échange, le Parc olympique n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.


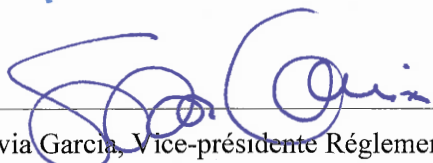
RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction doit maintenir un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La direction de la vérification interne procède à des vérifications périodiques, afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par la RBQ. La RBQ reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de la RBQ, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.


Michel Beaudoin, Président-directeur général
Silvia Garcia, Vice-présidente Réglementation
et soutien organisationnel

Québec, le 26 juin 2019



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de la Régie du bâtiment du Québec (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2019, et l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'entité au 31 mars 2019, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement,

elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

 Patrick Dubuc, CPA auditeur, CA

Patrick Dubuc, CPA auditeur, CA

Directeur principal

Québec, le 26 juin 2019

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019

	2019		2018
	Budget	Résultats réels	Résultats réels
REVENUS			
Contribution du gouvernement du Québec (note 3)			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	1 000 000 \$	1 750 000 \$	- \$
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	-	-	1 718 000
Tarification sectorielle	32 856 000	37 527 866	35 177 353
Qualification professionnelle	33 600 000	33 854 111	33 264 996
Plan de garantie	852 000	658 431	439 002
Autres revenus (note 4)	1 846 000	2 872 390	1 724 074
	70 154 000	76 662 798	72 323 425
CHARGES			
Traitements et avantages sociaux	37 617 200	36 855 158	34 889 986
Transport et communication	2 438 800	2 139 359	1 899 630
Services professionnels et techniques	17 966 400	13 716 048	13 861 234
Loyers	4 219 400	4 179 256	4 021 551
Fournitures et approvisionnement	210 300	214 211	174 456
Transferts (note 10)	410 900	240 478	-
Intérêts sur les dettes	244 300	244 264	244 264
Amortissement des immobilisations	2 870 500	2 507 301	2 562 028
Perte sur disposition d'immobilisations	-	-	108 461
Créances douteuses	125 000	280 964	194 422
	66 102 800	60 377 039	57 956 032
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	4 051 200	16 285 759	14 367 393
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE	125 161 603	125 161 603	110 794 210
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE (note 13)	129 212 803 \$	141 447 362 \$	125 161 603 \$

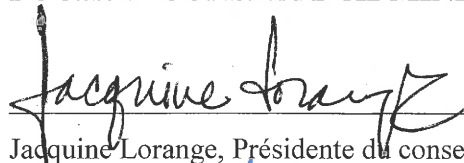
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

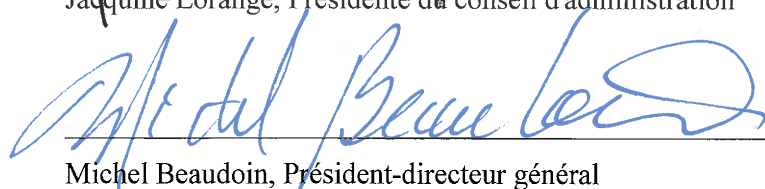
RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 MARS 2019

	2019	2018
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5)	124 834 316 \$	122 350 442 \$
Placements sous forme d'avances (note 6)	30 000 000	18 200 000
Débiteurs (note 7)	9 119 646	7 048 998
	163 953 962	147 599 440
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 8)	6 125 684	7 103 487
Provision pour indemnités de vacances dues aux employés	3 754 692	3 864 983
Provision pour congés de maladie (note 9)	5 012 056	5 522 281
Revenus perçus d'avance	2 579 900	2 373 295
Revenus reportés (note 10)	1 033 022	857 800
Dettes (note 11)	11 500 000	11 500 000
	30 005 354	31 221 846
ACTIFS FINANCIERS NETS	133 948 608	116 377 594
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations (note 12)	7 024 298	8 344 059
Charges payées d'avance	474 456	439 950
	7 498 754	8 784 009
EXCÉDENT CUMULÉ (note 13)	141 447 362 \$	125 161 603 \$
OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 15)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION


 Jacqueline Lorange, Présidente du conseil d'administration


 Michel Beaudoin, Président-directeur général

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019

	2019		2018
	Budget	Résultats réels	Résultats réels
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	4 051 200 \$	16 285 759 \$	14 367 393 \$
Variation due aux immobilisations			
Acquisition d'immobilisations	(3 585 000)	(1 187 540)	(1 954 312)
Amortissement des immobilisations	2 870 500	2 507 301	2 562 028
Perte sur disposition d'immobilisations	-	-	108 461
	<u>(714 500)</u>	<u>1 319 761</u>	<u>716 177</u>
Variation due aux charges payées d'avance			
Acquisition de charges payées d'avance	-	(474 456)	(439 950)
Utilisation de charges payées d'avance	-	439 950	60 250
	<u>-</u>	<u>(34 506)</u>	<u>(379 700)</u>
AUGMENTATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	3 336 700	17 571 014	14 703 870
ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	116 377 594	116 377 594	101 673 724
ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE	119 714 294 \$	133 948 608 \$	116 377 594 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2019

	2019	2018
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent de l'exercice	16 285 759 \$	14 367 393 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations	2 507 301	2 562 028
Perte sur disposition d'immobilisations	-	108 461
Charges payées d'avance	(34 506)	(379 700)
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement (note 16)	(2 473 939)	1 274 479
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	16 284 615	17 932 661
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(2 000 741)	(1 247 566)
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Acquisition d'un placement sous forme d'avances et flux de trésorerie liés aux activités de placement	(11 800 000)	(3 700 000)
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	2 483 874	12 985 095
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	122 350 442	109 365 347
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	124 834 316 \$	122 350 442 \$
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :		
Intérêts payés	244 264 \$	244 264 \$
Intérêts reçus	2 620 298 \$	1 507 115 \$

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2019

1. CONSTITUTION ET MISSION

La Régie du bâtiment du Québec (RBQ), instituée en vertu de la *Loi sur le bâtiment* (RLRQ, c. B-1.1), a pour mission de surveiller l'administration de cette loi, notamment en vue d'assurer la qualité des travaux de construction d'un bâtiment et de certaines installations, d'assurer la sécurité du public qui accède à ces bâtiments ou installations et d'assurer la qualification professionnelle, la probité et la solvabilité des entrepreneurs et des constructeurs-propriétaires. Pour la réalisation de sa mission, la RBQ exerce notamment les fonctions énumérées à l'article 111 de la *Loi sur le bâtiment* dont :

- Vérifier et contrôler l'application de la *Loi sur le bâtiment* (RLRQ, c. B-1.1) et le respect des normes de construction et de sécurité;
- Contrôler la qualification des entrepreneurs et des constructeurs-propriétaires de façon à s'assurer de leur probité, leur compétence et leur solvabilité;
- Collaborer aux efforts de prévention et de lutte contre les pratiques frauduleuses et la corruption dans l'industrie de la construction;
- Favoriser les ententes administratives avec d'autres organismes œuvrant dans les domaines visés par la présente loi, de façon à en faciliter l'application;
- Favoriser la délégation de ses fonctions aux municipalités locales;
- Soutenir les municipalités locales, les municipalités régionales de comté et les régies intermunicipales dans l'application par celles-ci de toute norme identique à une norme contenue dans le Code de sécurité (RLRQ, c.B-1.1, r.3);
- Favoriser la formation de personnes œuvrant dans le milieu de la construction et du bâtiment et l'information du public;
- Subventionner des services ou des organismes destinés à protéger les bénéficiaires de plan de garantie;
- Coopérer avec les ministères et tout autre organisme dans les domaines visés par la présente loi;
- Participer, à la demande du ministre, à l'élaboration des règlements du gouvernement;
- Diffuser des renseignements et des avis sur le contenu et l'application du Code de construction (RLRQ, c.B-1.1, r.2) et du Code de sécurité;
- Effectuer ou faire effectuer des études et des recherches dans les domaines visés par la présente loi;
- Adopter des mesures en vue de responsabiliser davantage les personnes œuvrant dans le milieu de la construction;
- Régir des plans de garanties, exiger des cautionnements et, le cas échéant, organiser et administrer un Fonds de garantie ou un fonds d'indemnisation.

La RBQ a également des responsabilités concernant l'application de la *Loi sur l'économie de l'énergie dans le bâtiment* (RLRQ, c. E-1.1) et de la *Loi sur les mécaniciens de machines fixes* (RLRQ, c. M-6) jusqu'à ce que ces lois soient complètement remplacées par la *Loi sur le bâtiment*. Conformément à l'article 81.0.1 de la *Loi sur le bâtiment*, c'est à titre de fiduciaire que la RBQ administre le Fonds de garantie constitué le 1^{er} janvier 2014.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2019

1. CONSTITUTION ET MISSION (SUITE)

La RBQ est une personne morale, mandataire de l'État. Elle n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu du Québec et du Canada. Ses biens font partie du domaine de l'État mais l'exécution de ses obligations peut être poursuivie sur ces biens.

Enfin, la RBQ finance ses activités à même les revenus qu'elle perçoit.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la RBQ utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers de la RBQ, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont les débiteurs, la provision pour créances douteuses, la durée de vie utile des immobilisations, la provision pour indemnités de vacances dues aux employés et la provision pour congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises.

REVENUS

Les revenus provenant des contributions du gouvernement du Québec sont comptabilisés dans l'exercice duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où les contributions sont autorisées et que les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints.

Les revenus de tarification sectorielle et de qualification professionnelle sont constatés dans l'exercice où ils sont gagnés, selon les modes de tarification en vigueur déterminés par réglementation. Toutefois, si des ajustements aux revenus de tarification sectorielle s'avèrent nécessaires, étant donné que leur constatation est liée aux déclarations effectuées par les entrepreneurs, ces ajustements sont portés aux revenus de tarification sectorielle de l'exercice au cours duquel ils sont connus.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

REVENUS (SUITE)

Les revenus provenant du plan de garantie qui ne sont pas grevés d'affectation sont constatés au moment où les certificats ont été émis par l'administrateur du plan de garantie. Les revenus provenant du plan de garantie qui sont grevés d'affectation sont constatés lorsque les sommes sont utilisées aux fins prescrites.

Les autres revenus sont composés de revenus d'intérêts constatés lorsqu'ils sont gagnés et de revenus de sources diverses lesquels sont constatés au moment où le bien est livré ou le service est rendu, que le montant est déterminé ou déterminable et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers comprennent les éléments suivants :

Actifs financiers : - la trésorerie et équivalents de trésorerie
 - les placements sous forme d'avances
 - les débiteurs, à l'exception des taxes à recevoir

Passifs financiers : - les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux
 - la provision pour indemnités de vacances dues aux employés
 - les dettes

Évaluation initiale

Les instruments financiers sont constatés au coût à la date de transaction.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

Évaluation ultérieure

Les instruments financiers sont évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse ainsi que des placements rachetables ou facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Placements sous forme d'avances

Lorsqu'un placement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. Cette réduction est comptabilisée dans l'état des résultats et n'est pas annulée si la valeur du placement remonte par la suite.

PASSIFS

Provision pour indemnités de vacances dues aux employés

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées sont prises dans l'exercice suivant.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant de congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que la RBQ ne dispose pas suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2019

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes:

Améliorations locatives	Durée du bail, maximum 10 ans
Mobilier et équipements spécialisés	5 à 10 ans
Équipements informatiques	3 ans
Développement informatique	5 à 7 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la RBQ de fournir des biens et services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux charges de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

OPÉRATIONS INTERENTITÉS

Les opérations interentités sont des opérations conclues entre entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint.

Les actifs reçus sans contrepartie d'une entité incluse au périmètre comptable du gouvernement du Québec sont constatés à leur valeur comptable. Quant aux services reçus à titre gratuit, ils ne sont pas comptabilisés. Les autres opérations interentités ont été réalisées à la valeur d'échange, c'est-à-dire au montant convenu pour la contrepartie donnée en échange de l'élément transféré ou du service fourni.

3. CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION (MAMH)

Depuis l'exercice financier 2013, la RBQ se voit attribuer un financement concernant la lutte contre le travail au noir dans le secteur de la construction. Afin de poursuivre ses interventions, une contribution maximale de 1 750 000 \$ a été attribuée pour l'exercice financier 2019 (1 718 000 \$ pour 2018). Les contributions obtenues ne peuvent être utilisées que pour les fins auxquelles elles sont destinées. Les contributions non utilisées doivent être remboursées au ministère des Finances du Québec avant la fin de l'exercice financier. Au cours des exercices financiers 2019 et 2018, les charges encourues aux fins prescrites ont été supérieures au financement attribué.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2019

4. AUTRES REVENUS

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Intérêts		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 034 330 \$	1 001 122 \$
Placements sous forme d'avances	699 135	626 211
Autres	138 925	96 741
	<u>2 872 390 \$</u>	<u>1 724 074 \$</u>

5. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Encaisse	4 225 \$	4 725 \$
Billet à terme au taux de 1,75 %, venant à échéance le 1 ^{er} avril 2019	105 921 000	-
Billets à escompte rachetables sur le marché monétaire à des taux variant entre 1,25 % et 1,32 % au 31 mars 2018, échus en avril et mai 2018	-	89 322 637
Avance au fonds général du fonds consolidé du revenu, portant intérêt au taux d'emprunt du Québec à 1 jour, lequel représente un taux de 1,75 % (1,25 % au 31 mars 2018)	18 909 091	33 023 080
	<u>124 834 316 \$</u>	<u>122 350 442 \$</u>

6. PLACEMENTS SOUS FORME D'AVANCES

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Placement sous forme d'avances auprès de la Garantie de Construction Résidentielle, au taux de 5,00 %, dont les intérêts sont encaissables semestriellement, recouvrable en décembre 2020	11 500 000 \$	11 500 000 \$
Placement sous forme d'avances auprès du Fonds de garantie, au taux de 1,00 % jusqu'au 31 décembre 2021 et au taux directeur de la Banque du Canada à compter du 1 ^{er} janvier 2022, révisable le 1 ^{er} janvier de chaque année, dont les intérêts sont encaissables à l'échéance, recouvrable en décembre 2024	12 000 000	6 700 000
Placement sous forme d'avances auprès du Fonds de garantie, au taux de 1,75 %, révisable le 1 ^{er} janvier de chaque année selon le taux directeur de la Banque du Canada, dont les intérêts sont encaissables à l'échéance, recouvrable en décembre 2026	6 500 000	-
	<u>30 000 000 \$</u>	<u>18 200 000 \$</u>

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2019

7. DÉBITEURS

	2019	2018
Tarification sectorielle	6 961 419 \$	6 652 328 \$
Qualification professionnelle	221 228	219 851
Plan de garantie	136 594	172 690
Contribution du gouvernement du Québec		
MAMH	1 750 000	-
Intérêts		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	71 033	82 001
Placements sous forme d'avances	330 442	206 307
Taxes à recevoir	106 123	90 440
Autres	72 165	60 149
	9 649 004	7 483 766
Provision pour créances douteuses	(529 358)	(434 768)
	9 119 646 \$	7 048 998 \$

8. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2019	2018
Salaires et avantages sociaux	983 435 \$	1 665 939 \$
Créditeurs et autres fournisseurs	5 142 249	5 437 548
	6 125 684 \$	7 103 487 \$

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2019

9. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de la RBQ participent au Régime de retraite des employés du gouvernement du Québec et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2019, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 10,97 % à 10,88 % de la masse salariale admissible et le taux pour le RRPE et le RRAS, qui fait partie du RRPE, est demeuré à 12,82% de la masse salariale admissible.

Les cotisations versées par l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 2,97 % au 1^{er} janvier 2019 et 2018 de la masse salariale admissible qui doit être versé par l'employeur, pour les participants au RRPE et au RRAS et un montant équivalent pour la partie à verser par les employeurs. Ainsi, la RBQ verse un montant supplémentaire par année civile pour 2019 et 2018 correspondant à 5,94 % de la masse salariale admissible.

Les cotisations de la RBQ, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS, imputées aux charges de l'exercice s'élèvent à 2 970 428 \$ (2 528 285 \$ pour 2018). Les obligations de la RBQ envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie

La RBQ dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie qui engendre des obligations à long terme dont elle assume les coûts en totalité.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours.

Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la RBQ. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2019

9. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

Provision pour congés de maladie (suite)

Les conventions collectives 2015-2020 intervenues en juin 2016 au niveau des conditions salariales des fonctionnaires du gouvernement du Québec et en juillet 2018 au niveau des conditions salariales des professionnels du gouvernement du Québec ont modifié ce programme. Depuis le 1^{er} avril 2017, les fonctionnaires peuvent accumuler les journées non utilisées de congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement jusqu'à un maximum de 20 jours en réserve. Toute journée excédentaire est payable à la fin de l'année civile. Il n'y aura aucune possibilité d'utiliser ces journées dans un contexte de départ en préretraite. Des mesures transitoires sont appliquées jusqu'au 31 mars 2022. Pour les professionnels, les mêmes modalités s'appliquent à partir du 1^{er} avril 2019 ainsi que l'application de mesures transitoires jusqu'au 31 mars 2024.

Les employés cadres n'accumulent pas de journées de congés de maladie mais bénéficient de conditions d'utilisation du programme à l'égard des journées accumulées en date de leur promotion.

	2019	2018
Solde au début	5 522 281 \$	5 899 309 \$
Charge de l'exercice	1 632 229	1 158 051
Prestations versées au cours de l'exercice	(2 142 454)	(1 535 079)
Solde à la fin	5 012 056 \$	5 522 281 \$

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars :

	2019	2018
Taux de croissance de la rémunération	Entre 3,60 % et 4,00 %	Entre 3,50 % et 4,00 %
Taux d'actualisation	Entre 1,91 % et 2,82 %	Entre 1,94 % et 3,08 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	Entre 0 et 21 ans	Entre 1 et 22 ans

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2019

10. REVENUS REPORTÉS

PLAN DE GARANTIE

Depuis l'entrée en vigueur du *Règlement sur le plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs* (RLRQ, c. B 1.1, r.8) le 1^{er} janvier 2015, l'administrateur du plan de garantie verse à la RBQ pour l'application de la *Loi sur le bâtiment* et de ce règlement des frais pour chaque certificat de garantie émis. Ces frais sont de 51,47 \$ par certificat émis jusqu'au 31 décembre 2018 et de 52,61 \$ depuis le 1^{er} janvier 2019. Pour les certificats émis pendant l'exercice, le total de ces versements s'élève à 683 653 \$ au 31 mars 2019 (724 822 \$ au 31 mars 2018). Les frais perçus incluent un montant de 20 \$ par certificat pour fins de subvention de services ou d'organismes destinés à protéger les bénéficiaires de plan de garantie. Cette portion des frais est inscrite aux revenus reportés jusqu'au versement des subventions.

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Solde au début	857 800 \$	571 980 \$
Transferts de l'exercice	(240 478)	-
Revenus reportés de l'exercice	<u>265 700</u>	<u>285 820</u>
Solde à la fin	<u>883 022 \$</u>	<u>857 800 \$</u>

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

La RBQ a reçu un montant de 150 000 \$ à titre de contribution pour la recherche relative à l'impact des agrégats contenant de la pyrrhotite sur les ouvrages en béton du Canada. La RBQ constatera un revenu au moment où les stipulations dans l'entente entre les parties seront rencontrées, soit au rythme des versements effectués.

Les revenus reportés au 31 mars 2019 totalisent 1 033 022 \$ (857 800 \$ au 31 mars 2018).

11. DETTES

Billets dus au ministre des Finances du Québec, à titre de responsable du Fonds de financement, aux taux de 2,020 % à 2,098 %, dont les intérêts sont payables semestriellement, échéant en décembre 2020 et payables par un versement unique de 11 500 000 \$ en décembre 2020

<u>2019</u>	<u>2018</u>
<u>11 500 000 \$</u>	<u>11 500 000 \$</u>

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2019

12. IMMOBILISATIONS

	2019				
	Améliorations locatives	Mobilier et équi- pements spécialisés	Équipements informatiques	Développement informatique	Total
Coût					
Solde au début	2 892 506 \$	842 759 \$	1 900 057 \$	40 088 876 \$	45 724 198 \$
Reclassement	14 893	-	-	(14 893)	-
Acquisitions	65 933	20 404	31 783	1 069 420	1 187 540
Dispositions	-	-	(1 084 117)	-	(1 084 117)
Solde à la fin	2 973 332	863 163	847 723	41 143 403	45 827 621
Amortissement cumulé					
Solde au début	1 572 134	532 540	1 766 602	33 508 863	37 380 139
Reclassement	14 893	-	-	(14 893)	-
Amortissement	250 852	100 396	104 561	2 051 492	2 507 301
Dispositions	-	-	(1 084 117)	-	(1 084 117)
Solde à la fin	1 837 879	632 936	787 046	35 545 462	38 803 323
Valeur comptable nette	1 135 453 \$	230 227 \$	60 677 \$	5 597 941 \$	7 024 298 \$
	2018				
	Améliorations locatives	Mobilier et équi- pements spécialisés	Équipements informatiques	Développement informatique	Total
Coût					
Solde au début	2 708 779 \$	735 463 \$	1 918 905 \$	38 515 200 \$	43 878 347 \$
Reclassement	-	-	(34 351)	34 351	-
Acquisitions	183 727	107 296	15 503	1 647 786	1 954 312
Dispositions	-	-	-	(108 461)	(108 461)
Solde à la fin	2 892 506	842 759	1 900 057	40 088 876	45 724 198
Amortissement cumulé					
Solde au début	1 342 519	433 133	1 607 456	31 435 003	34 818 111
Amortissement	229 615	99 407	159 146	2 073 860	2 562 028
Solde à la fin	1 572 134	532 540	1 766 602	33 508 863	37 380 139
Valeur comptable nette	1 320 372 \$	310 219 \$	133 455 \$	6 580 013 \$	8 344 059 \$

Le total des immobilisations inclut des immobilisations en cours de développement pour un total de 2 097 788 \$ (1 616 403 \$ pour 2018), pour le développement informatique. Aucune charge d'amortissement n'est associée à ces immobilisations. Les acquisitions d'immobilisations qui se retrouvent dans les créditeurs et charges à payer s'élèvent à 698 315 \$ au 31 mars 2019 (1 511 516 \$ pour 2018).

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2019

13. EXCÉDENT CUMULÉ

	2019		
	Excédent cumulé non affecté	Excédent cumulé affecté à la réserve de contingence	Total
Solde au début	98 161 603 \$	27 000 000 \$	125 161 603 \$
Excédent de l'exercice	16 285 759	-	16 285 759
Solde à la fin	114 447 362 \$	27 000 000 \$	141 447 362 \$

	2018		
	Excédent cumulé non affecté	Excédent cumulé affecté à la réserve de contingence	Total
Solde au début	83 794 210 \$	27 000 000 \$	110 794 210 \$
Excédent de l'exercice	14 367 393	-	14 367 393
Solde à la fin	98 161 603 \$	27 000 000 \$	125 161 603 \$

En 2007, en vertu d'une décision du conseil d'administration, la RBQ a créé la réserve de contingence afin de se prémunir contre les imprévus qui pourraient compromettre sa stabilité financière et sa capacité à accomplir sa mission de qualité et de sécurité. La cible de la réserve, établie à 27 000 000 \$, a été atteinte en totalité au cours de l'exercice 2014.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2019

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la RBQ est exposée à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des procédures en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de pertes financières résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles envers la RBQ.

Le risque associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis dans des placements très liquides. La politique de la RBQ est d'investir les excédents de trésorerie auprès d'institutions financières réputées qui offrent ce type de placement. La RBQ juge que le risque de perte est négligeable.

Le risque associé aux placements sous forme d'avances est limité à la valeur comptable de ceux-ci. Au 31 mars 2019, aucune provision pour perte n'a été comptabilisée. La RBQ estime que le risque de crédit lié à ces placements, consentis à la Garantie de Construction Résidentielle et au Fonds de garantie, est faible. La mise en place du Fonds de garantie assure la viabilité du plan de garantie, de la prime minimale prévue par le règlement ainsi que la hausse des contrôles entourant le domaine de la construction.

Le risque associé aux débiteurs, excluant les taxes à recevoir, est limité à la valeur comptable de ceux-ci. La RBQ estime les pertes probables sur ces débiteurs de 120 jours et plus ainsi que sur les poursuites en constituant une provision pour créances douteuses.

La RBQ évalue que l'exposition au risque de crédit est faible en raison du nombre important d'entreprises composant sa clientèle. En raison du type d'activités exercé par la RBQ, cette clientèle est sensiblement la même d'année en année.

Le tableau suivant présente la chronologie des débiteurs, à l'exception des taxes à recevoir et avant provision pour créances douteuses :

	2019		2018	
0 - 90 jours	8 393 853 \$	87,96%	6 547 572 \$	88,56%
91 - 120 jours	190 197	1,99%	132 591	1,79%
+ de 120 jours	958 831	10,05%	713 163	9,65%
	9 542 881 \$	100,00%	7 393 326 \$	100,00%

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2019

14. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de crédit (suite)

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Solde au début de l'exercice	434 768 \$	401 530 \$
Charge à l'état des résultats	280 964	194 422
Montants radiés et recouvrements	(186 374)	(161 184)
Solde à la fin de l'exercice	<u>529 358 \$</u>	<u>434 768 \$</u>

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la RBQ éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier.

La RBQ est en mesure d'honorer les passifs qui nécessitent des déboursés dans une échéance rapprochée au 31 mars 2019, soit ses créditeurs et charges à payer, excluant les avantages sociaux. La RBQ paie généralement ses factures à l'intérieur d'un délai de 30 jours. La RBQ évalue donc que son exposition au risque de liquidité est négligeable.

Au 31 mars 2019, les échéances des passifs financiers (capital et intérêts) de la RBQ se détaillent comme suit :

	<u>Total</u>	<u>Moins de 1 an</u>	<u>1 à 3 ans</u>	<u>Plus de 3 ans</u>
Créditeurs et charges à payer	5 735 009 \$	5 735 009 \$	-	-
Provision pour indemnités de vacances dues aux employés	3 754 692	3 754 692	-	-
Dettes	11 988 529	244 264	11 744 265	-
Total	<u>21 478 230 \$</u>	<u>9 733 965 \$</u>	<u>11 744 265 \$</u>	<u>- \$</u>

Au 31 mars 2018, les échéances des passifs financiers (capital et intérêts) de la RBQ se détaillent comme suit :

	<u>Total</u>	<u>Moins de 1 an</u>	<u>1 à 3 ans</u>	<u>Plus de 3 ans</u>
Créditeurs et charges à payer	6 488 121 \$	6 488 121 \$	-	-
Provision pour indemnités de vacances dues aux employés	3 864 983	3 864 983	-	-
Dettes	12 232 793	244 264	11 988 529	-
Total	<u>22 585 897 \$</u>	<u>10 597 368 \$</u>	<u>11 988 529 \$</u>	<u>- \$</u>

Les créditeurs et charges à payer présentés dans le tableau des échéances des passifs financiers excluent les avantages sociaux d'un montant de 390 675 \$ (615 366 \$ pour 2018).

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2019

14. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. La RBQ est exposée seulement au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché.

Le billet à terme à taux d'intérêt fixe est détenu jusqu'à échéance. Les placements sous forme d'avances sont évalués au coût après amortissement et la RBQ a l'intention de les conserver jusqu'à échéance. Les billets dus au ministre des Finances du Québec sont émis à des taux d'intérêt fixes et sont détenus jusqu'à échéance, réduisant ainsi au minimum le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auxquels la RBQ est exposée. Ainsi, la RBQ considère qu'elle est sujette à un faible risque de taux d'intérêt.

15. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

La RBQ s'est engagée, en vertu d'une entente de services administratifs et d'autres ententes de soutien envers le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) à verser, d'ici le 31 mars 2020, un montant de 4 298 210 \$. Les ententes annuelles avec le MTESS sont renouvelables automatiquement aux mêmes conditions à moins d'un avis écrit. Enfin, la RBQ s'est aussi engagée à verser au cours des prochains exercices un montant total de 11 207 725 \$ à certains fournisseurs de services professionnels, techniques et autre entente. Au 31 mars 2018, les obligations contractuelles de la RBQ étaient de 14 484 296 \$.

Les versements au cours des trois prochains exercices s'établissent comme suit :

	2020	2021	2022	Total
MTESS	4 298 210 \$	- \$	- \$	4 298 210 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	3 740 254	-	-	3 740 254
Autres	4 580 961	1 960 711	925 799	7 467 471
	12 619 425 \$	1 960 711 \$	925 799 \$	15 505 935 \$

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2019

16. VARIATION DES ACTIFS ET DES PASSIFS RELIÉS AU FONCTIONNEMENT

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Actifs financiers		
Débiteurs	(2 070 648) \$	1 046 088 \$
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	(164 602)	230 155
Provision pour indemnités de vacances dues aux employés	(110 291)	94 660
Provision pour congés de maladie	(510 225)	(377 028)
Revenus perçus d'avance	206 605	(5 216)
Revenus reportés	175 222	285 820
	<u>(403 291)</u>	<u>228 391</u>
	<u>(2 473 939) \$</u>	<u>1 274 479 \$</u>

17. APPARENTÉS

La RBQ est apparentée avec toutes les entités contrôlées par le gouvernement du Québec ou soumises à son contrôle conjoint. Elle est également apparentée à ses principaux dirigeants, leurs proches parents, ainsi qu'avec les entités pour lesquelles une ou plusieurs de ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives. Les principaux dirigeants sont composés des membres du conseil d'administration et du comité de direction ainsi que du président-directeur général.

Aucune transaction n'a été conclue entre la RBQ et ses principaux dirigeants, leurs proches parents et les entités pour lesquelles ces personnes ont le pouvoir d'orienter les décisions financières et administratives de ces entités.

La RBQ n'a conclu aucune opération importante avec des apparentés à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

Un montant de 9 928 643 \$ (11 492 016 \$ pour 2018), représentant des services de soutien administratifs et informatiques fournis par le MTESS et le CSPQ, est constaté à la valeur d'échange et inclus dans les charges de services professionnels et techniques, dans les immobilisations et dans les créditeurs et charges à payer.

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2019

18. OPÉRATIONS EXERCÉES À TITRE DE FIDUCIAIRE

La RBQ est fiduciaire du Fonds de garantie d'utilité sociale qui a été constitué le 1^{er} janvier 2014 en vertu de l'article 81.0.1 de la *Loi sur le bâtiment*. Le Fonds de garantie a été constitué pour intervenir dans le cas de sinistres majeurs qui sont exceptionnels ou imprévisibles ou dans le cas où l'administrateur d'un plan de garantie n'est plus en mesure, en raison de sa situation financière, d'assumer les obligations de ce plan.

Conformément au *Règlement sur le plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs* et à l'article 61 de la *Loi visant à prévenir, combattre et sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction et apportant d'autres modifications à la Loi sur le bâtiment*, les administrateurs du plan de garantie ont perçu au nom de la RBQ un montant supplémentaire de 300 \$ par certificat de garantie émis, et ce, à partir du 1^{er} août 2012. Selon les dispositions de l'article 74.3 de ce règlement, les administrateurs ont versé, à chaque trimestre, les montants perçus pour le Fonds de garantie à la RBQ.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, c'est le nouvel administrateur de plan, la Garantie de Construction Résidentielle, société sans but lucratif, qui perçoit les montants de 300 \$ par unité suivant les nouvelles dispositions du règlement.

Les opérations et la composition de l'actif du Fonds de garantie, qui ne sont pas incluses dans l'état des résultats et l'état de la situation financière de la RBQ, sont présentées ci-dessous :

État des résultats

De l'exercice clos le 31 mars

	2019	2018
Revenus		
Contributions	3 957 000 \$	4 157 700 \$
Intérêts	90 514	9 038
	4 047 514	4 166 738
Charges		
Indemnités aux bénéficiaires de plan de garantie	5 900 000	9 000 000
Intérêts	124 135	51 211
	6 024 135	9 051 211
Déficit de l'exercice	(1 976 621) \$	(4 884 473) \$

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2019

18. OPÉRATIONS EXERCÉES À TITRE DE FIDUCIAIRE (SUITE)

État de l'évolution des actifs nets

De l'exercice clos le 31 mars

	2019	2018
(Actifs nets déficitaires) Actifs nets au début de l'exercice	(4 830 262) \$	54 211 \$
Plus		
Contributions ⁽¹⁾	3 957 000	4 157 700
Intérêts	90 514	9 038
	(782 748)	4 220 949
Moins		
Indemnités aux bénéficiaires de plan de garantie	5 900 000	9 000 000
Intérêts	124 135	51 211
	6 024 135	9 051 211
Actifs nets déficitaires à la fin de l'exercice	(6 806 883) \$	(4 830 262) \$

État de la situation financière

Au 31 mars

	2019	2018
Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11 086 511 \$	1 032 985 \$
Contributions à recevoir		
Garantie Abritat inc.	(7 800)	(6 600)
Garantie Habitation du Québec inc.	(27 300)	(115 800)
Garantie de Construction Résidentielle	779 400	1 021 500
Intérêts à recevoir	50 967	2 179
	11 881 778	1 934 264
Passifs		
Avances à payer à la RBQ	18 500 000	6 700 000
Intérêts à payer	188 661	64 526
	18 688 661	6 764 526
Actifs nets déficitaires	(6 806 883) \$	(4 830 262) \$

(1) Les contributions incluses dans l'actif du fonds depuis sa constitution le 1^{er} janvier 2014 se répartissent comme suit :

	2019	2018	Exercices antérieurs	Total
Garantie Abritat inc.	(1 200) \$	(6 600) \$	11 194 800 \$	11 187 000 \$
Garantie Habitation du Québec inc.	(27 300)	(123 000)	5 134 200	4 983 900
Garantie de Construction Résidentielle	3 985 500	4 287 300	8 579 700	16 852 500
	3 957 000 \$	4 157 700 \$	24 908 700 \$	33 023 400 \$

RÉGIE DU BÂTIMENT DU QUÉBEC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 MARS 2019

18. OPÉRATIONS EXERCÉES À TITRE DE FIDUCIAIRE (SUITE)

GARANTIE DES MAISONS NEUVES (GMN)

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2014, une réclamation d'un montant maximal de 34 M\$ a été présentée au Fonds de garantie afin de pallier au déficit de caisse prévu de la GMN qui doit honorer les réclamations des bénéficiaires. Conformément aux dispositions de la *Loi sur le bâtiment et du Règlement sur le plan de garantie des bâtiments résidentiels neufs*, la RBQ s'est engagée, à titre de fiduciaire du Fonds de garantie, à verser un montant maximal de 34 M\$ à GMN à la suite de cette réclamation. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018, une réclamation additionnelle d'un montant de 8 M\$ a été présentée, portant le montant total maximal autorisé des deux réclamations à 42 M\$.

Les déboursés relatifs à ces réclamations doivent être autorisés par le Fiduciaire à la suite de l'analyse des critères établis. Afin de couvrir les besoins à court terme du fonds de réserve tel que prévu dans l'entente entre les deux parties, la RBQ a autorisé de 2016 à 2018 les transferts totalisant 34 M\$ du Fonds de garantie à son administrateur provisoire. En 2019, la RBQ a autorisé le transfert de 4 M\$.

GARANTIE HABITATION DU QUÉBEC (GHQ)

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2019, une réclamation d'un montant maximal de 7,6 M\$ a été présentée au Fonds de garantie afin de pallier au déficit de caisse prévu de la GHQ suite à laquelle la RBQ s'est engagée, à titre de fiduciaire du Fonds de garantie, à verser un montant maximal de 7,6 M\$.

Les déboursés relatifs à ces réclamations doivent être autorisés par le Fiduciaire à la suite de l'analyse des critères établis. En 2019, la RBQ a autorisé le transfert de 1,9 M\$ du Fonds de garantie à l'administrateur provisoire de GHQ.

AVANCES DE LA RBQ AU FONDS DE GARANTIE

Pour permettre au Fonds de garantie de respecter les engagements liés à la réclamation de 42 M\$, la RBQ a consenti à lui verser une avance d'un montant de 12 M\$, portant intérêt à un taux annuel de 1 % jusqu'au 31 décembre 2021 et au taux directeur de la Banque du Canada à compter du 1^{er} janvier 2022, révisable le 1^{er} janvier de chaque année, remboursable au plus tard le 31 décembre 2024. Une avance supplémentaire d'un montant de 6,5 M\$ a été consentie afin de permettre au Fonds de garantie de respecter les engagements reliés à la GMN et la GHQ et ceux à venir envers l'administration provisoire de la Garantie Abris, portant intérêt à un taux annuel de 1,75 %, révisable le 1^{er} janvier de chaque année selon le taux directeur de la Banque du Canada et remboursable au plus tard le 31 décembre 2026.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 MARS 2019

Les informations concernant ce régime se retrouvent à la note 1 des états financiers de la Société québécoise de récupération et de recyclage (RECYC-QUÉBEC) (Section S-24).

Rapport de la direction

Les états financiers de Retraite Québec, des régimes de retraite du secteur public (RRSP), du régime de base du Régime de rentes du Québec (RRQ de base) et ceux du régime supplémentaire du Régime de rentes du Québec (RRQ supplémentaire) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes internationales d'information financière (IFRS) ou les normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Comme responsables de la fiabilité de l'information financière, nous nous appuyons sur un dispositif de contrôle interne élaboré, appliqué systématiquement à tous les niveaux de l'organisation. Ce dispositif est constitué de contrôles organisationnels et opérationnels, de contrôles et de procédures de communication de l'information financière et du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Le dispositif de contrôle interne de Retraite Québec est fondé notamment sur une définition claire des responsabilités, la répartition efficace des tâches et la délégation de pouvoirs; sur des ressources compétentes; sur des politiques, des procédures, des systèmes d'information, des outils et des pratiques appropriés; sur de l'information pertinente et fiable dont la suffisance permet à chaque employé d'exercer ses responsabilités et sur des mesures de contrôle.

Ce dispositif de contrôle vise à donner à Retraite Québec un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des registres comptables utilisés pour la préparation des états financiers. Il a également comme objectif d'assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou aliénation non autorisées, que le passif est constaté et que Retraite Québec satisfait à toutes les exigences légales auxquelles elle est assujettie.

Chaque année, nous attestons que la conception et le fonctionnement des contrôles et des procédures de communication de l'information financière sont efficaces. Nous rapportons toute situation irrégulière d'importance au comité de vérification du conseil d'administration de Retraite Québec, le cas échéant.

Retraite Québec reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et aux règlements qui la régissent.

Comme il est prévu dans la *Loi sur le régime de rentes du Québec*, tous les trois ans, l'actuaire en chef du RRQ procède, conformément aux normes actuarielles reconnues, à une évaluation actuarielle du RRQ de base et séparément à une évaluation actuarielle du RRQ supplémentaire. Ces évaluations donnent de l'information sur la capacité du RRQ de base et du RRQ supplémentaire à verser les prestations à long terme et déterminer le taux de cotisation d'équilibre pour le RRQ de base et le taux de cotisation de référence pour le RRQ supplémentaire. Ces éléments d'information figurent par la suite dans les états financiers de ces régimes. L'actuaire en chef présente l'évaluation actuarielle au président-directeur général, qui la transmet au ministre responsable de Retraite Québec pour dépôt à l'Assemblée nationale.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière. Il a la responsabilité d'approuver les états financiers et le rapport annuel de gestion de Retraite Québec. Il a également la responsabilité d'approuver les états financiers des RRSP, du RRQ de base et du RRQ supplémentaire, à moins que cette fonction n'ait été confiée en vertu des dispositions d'une loi ou d'un régime de retraite à un comité de retraite et que celui-ci l'ait exercée dans le délai prévu par cette loi ou ce régime. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers de Retraite Québec, des RRSP du RRQ de base et ceux du RRQ supplémentaire, et en recommande l'approbation au conseil d'administration à l'exception des états financiers des RRSP qui ont fait l'objet d'une approbation par le comité de retraite concerné.

Le Vérificateur général du Québec a audité les états financiers de Retraite Québec, des RRSP, du RRQ de base et ceux du RRQ supplémentaire conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son *Rapport de l'auditeur indépendant* expose la nature et l'étendue de son audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le président-directeur
général,

Le vice-président aux services
à l'organisation,

Le directeur des finances
et du contrôle organisationnel,

Michel Després, ASC

Daniel Charbonneau

Louis Larouche, CPA, CA

Québec, le 25 avril 2019

RETRAITE QUÉBEC

**RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC
(RÉGIME DE BASE ET RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE)**

États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers**Opinion**

J'ai effectué l'audit des états financiers du Régime de rentes du Québec constitué d'un régime de base et d'un régime supplémentaire (« régimes »), qui comprennent :

- l'état de la situation financière du Régime de base de rentes du Québec au 31 décembre 2018, et l'état du résultat net et global, l'état de la variation de l'actif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- l'état de la situation financière du Régime supplémentaire de rentes du Québec au 31 décembre 2018, et l'état du résultat net et global, l'état de la variation de l'actif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date;
- ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des régimes au 31 décembre 2018, ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante des régimes conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité des régimes à poursuivre leur exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider les régimes ou de cesser leur activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière des régimes.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne des régimes;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité des régimes à poursuivre leur exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener les régimes à cesser leur exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des changements apportés aux méthodes comptables relatives aux instruments financiers expliqués à la note 4-a, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 25 avril 2019

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIME DE BASE DU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

État du résultat net et global pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Produits		
Cotisations au Régime	15 326 673	14 597 672
Revenus de placement et d'intérêts (note 6-a-1)	2 773 329	6 678 455
Autres produits	1 722	1 527
	<u>18 101 724</u>	<u>21 277 654</u>
Charges		
Rentes et prestations		
Rentes de retraite	11 823 757	11 273 442
Rentes de conjoint survivant	1 712 119	1 697 660
Rentes d'invalidité	760 926	776 333
Rentes d'orphelin	37 713	37 334
Rentes d'enfant de cotisant invalide	9 839	10 391
Montants additionnels pour invalidité	10 669	9 269
Prestations de décès	128 021	118 820
	<u>14 483 044</u>	<u>13 923 249</u>
Frais d'administration (note 7-a)	111 531	113 157
Trop-payé de rentes et de prestations	359	350
Créances irrécouvrables	1 255	980
Charges financières (note 8-a)	2 449	2 916
Créances irrécouvrables liées aux cotisations non perçues (note 9-a)	31 608	31 120
	<u>14 630 246</u>	<u>14 071 772</u>
Résultat net et global	<u>3 471 478</u>	<u>7 205 882</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIME DE BASE DU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

État de la variation de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Actif net au début	69 396 394	62 190 512
Résultat net et global	3 471 478	7 205 882
Actif net à la fin	<u>72 867 872</u>	<u>69 396 394</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIME DE BASE DU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

État de la situation financière au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Actif		
Trésorerie	1 345	5 045
Cotisations à recevoir de Revenu Québec	1 086 117	1 066 029
Clients (note 12-a-1)	45 794	44 296
Revenus de placement à recevoir de la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 13-a-1)	607 636	449 994
À recevoir de Retraite Québec, sans intérêt ni modalité de remboursement	6 533	8 309
Charges payées d'avance	23 975	18 268
Dépôts à participation à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 13-a-1)	71 976 823	68 831 752
Immobilisations incorporelles (note 14-a)	12 918	15 988
	73 761 141	70 439 681
Passif		
Découvert bancaire au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 15-b-1)	645 064	807 106
Fournisseurs et autres créditeurs	195 977	179 763
Rendement à payer à Retraite Québec (note 3-f)	365	1 128
Avance reçue de Retraite Québec (note 3-f)	9 305	13 175
Provisions (note 16-b-1)	42 558	42 115
	893 269	1 043 287
Actif net (note 2-a-1)	72 867 872	69 396 394
	73 761 141	70 439 681

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration

Le président du conseil
d'administration,

La présidente du comité
de vérification,

Le président-directeur
général,

Richard Fortier,
IAS.A, FICA, CFA

Ginette Fortin,
FCPA, FCGA

Michel Després,
ASC

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIME DE BASE DU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Activités d'exploitation		
Résultat net et global de l'exercice	3 471 478	7 205 882
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Diminution (augmentation) non réalisée de la juste valeur des dépôts à participation (note 6-a-1)	143 271	(4 140 327)
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles du RRQ (note 7-a)	3 265	3 238
	3 618 014	3 068 793
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités d'exploitation (note 17-a-1)	(171 135)	(336 690)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	3 446 879	2 732 103
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations incorporelles (note 14-a)	(195)	(910)
Actifs financiers confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec :		
Acquisition d'unités de dépôts à participation	(3 288 342)	(2 793 782)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(3 288 537)	(2 794 692)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	158 342	(62 589)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	(802 061)	(739 472)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin (note 11-a)	(643 719)	(802 061)
Information additionnelle liée aux activités d'exploitation		
Intérêts perçus	38 685	33 032
Intérêts versés	2 098	1 701

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

État du résultat net et global pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

(en milliers de dollars canadiens)

	2018
	(313 jours)
Produits	
Autres produits	5
Charges	
Frais d'administration (note 7-b)	1 944
Charges financières (note 8-b)	19
	1 963
Résultat net et global	(1 958)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

État de la variation de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	<u>2018</u>
	(313 jours)
Actif net au 22 février 2018	–
Résultat net et global	<u>(1 958)</u>
(Déficit) actif net à la fin	<u><u>(1 958)</u></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

État de la situation financière au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars canadiens)

	2018	22 février 2018 (bilan d'ouverture)
Actif		
Immobilisations incorporelles (note 14-b)	1 038	
	1 038	-
Passif		
Dû à Retraite Québec, portant intérêt au taux variable bancaire pour les soldes de trésorerie (2,05 %) et remboursable à demande	2 996	
(Déficit) actif net (note 2-a-2)	(1 958)	-
	1 038	-

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration

Le président du conseil
d'administration,

La présidente du comité
de vérification,

Le président-directeur
général,

Richard Fortier,
IAS.A, FICA, CFA

Ginette Fortin,
FCPA, FCGA

Michel Després,
ASC

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DU RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

(en milliers de dollars canadiens)

	2018
	(313 jours)
Activités d'exploitation	
Résultat net et global de l'exercice	(1 958)
Élément sans incidence sur la trésorerie	
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles du RRQ (note 7-b)	1
	(1 957)
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités d'exploitation (note 17-a-2)	2 996
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 039
Activités d'investissement	
Acquisition d'immobilisations incorporelles (note 14-b)	(1 039)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 039)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	–
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	–
Information additionnelle liée aux activités d'exploitation	
Intérêts perçus	–
Intérêts versés	–

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

**RÉGIME DE RENTES DU QUÉBEC
(RÉGIME DE BASE ET RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE)****Notes complémentaires au 31 décembre 2018**

(Sauf indications contraires, les montants dans les notes et tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

Dans les notes complémentaires, les termes suivants sont utilisés :

- Régime de base du Régime de rentes du Québec (RRQ de base) : désigne le régime original mis en place en 1966.
- Régime supplémentaire du Régime de rentes du Québec (RRQ supplémentaire) désigne le nouveau régime supplémentaire en cours de mise en place et qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2019.
- Régime de rentes du Québec (RRQ) : désigne les deux régimes en même temps.

De plus, l'information inscrite est commune aux deux régimes sauf si elle est indiquée spécifiquement à l'un ou l'autre de ceux-ci.

Finalement, puisque les opérations du RRQ supplémentaire vont débiter le 1^{er} janvier 2019, plusieurs transactions et soldes ne s'appliquent pas en 2018 (ex. : revenus de cotisation, dépense de rentes, placements à la CDPQ, etc.).

1. Constitution et mandats de Retraite Québec et du Régime de rentes du Québec

Retraite Québec est un organisme public exerçant des fonctions administratives. Elle administre notamment le Régime de rentes du Québec conformément à la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9) (Loi RRQ).

Retraite Québec jouit de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière. Elle est mandataire de l'État. Ses actes n'engagent cependant qu'elle-même. À ce titre, elle est exempte d'impôts tout comme le RRQ.

En tant qu'administrateur, Retraite Québec prépare et approuve les états financiers du RRQ de base et ceux du RRQ supplémentaire.

Retraite Québec a son siège, dans la province de Québec, au Canada, soit au 2600, boulevard Laurier, à Québec.

2. Description du mandat de Retraite Québec pour l'administration du Régime de rentes du Québec

La présente description est fournie à titre d'information. Pour des renseignements plus complets sur le mandat, il faut se référer à la loi applicable.

La Loi sur le régime de rentes du Québec est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1966.

Le 22 février 2018, la Loi bonifiant le régime de rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives en matière de retraite a été sanctionnée. Le RRQ est dorénavant formé de deux parties : le RRQ de base et le RRQ supplémentaire qui entre en vigueur à compter de 2019. Selon cette loi, les cotisations, les prestations et les frais d'administration de chacun des régimes font l'objet d'une comptabilité distincte.

La participation au RRQ est obligatoire. Il a pour objectif de permettre aux travailleurs et aux personnes dont ils ont la charge de recevoir un montant de base contre la perte de revenus résultant de la retraite, de l'invalidité ou du décès.

Retraite Québec a aussi pour mandat de promouvoir la planification financière de la retraite, notamment en favorisant l'établissement et l'amélioration des régimes de retraite.

Retraite Québec administre le RRQ depuis le 1^{er} janvier 2016. Toutefois, puisque les activités relatives au RRQ sont de nature fiduciaire, des états financiers distincts du volet administratif de Retraite Québec sont présentés ici pour le RRQ de base et le RRQ supplémentaire. Donc, dans les présents états financiers, les charges pour l'administration du RRQ qui y figurent sont celles qui ont été effectuées par Retraite Québec et qui sont attribuables à ces régimes. Elles leur ont donc été facturées par Retraite Québec.

2-a) Financement et actif net du Régime de rentes du Québec

Pour un régime de sécurité sociale, un mode de financement dit « par capitalisation partielle » implique que les cotisations de l'année servent à payer les prestations courantes et à constituer une réserve permettant de stabiliser le financement à long terme. Le RRQ utilise ce mode de financement. Cependant, il existe des particularités propres au financement de chacun des régimes à l'intérieur du RRQ. Ces particularités sont discutées plus en détails aux sections 2-a-1) et 2-a-2). Notamment, le financement du RRQ de base repose davantage sur ses cotisations alors que celui du RRQ supplémentaire s'appuie en majorité sur ses actifs financiers.

Chacune des parties dispose de trois sources de financement pour verser ses prestations :

- Les cotisations courantes payées à parts égales par les salariés et leurs employeurs. Les travailleurs autonomes ainsi que les ressources intermédiaires ou de type familial doivent verser les deux parts;
- Les revenus de placement, c'est-à-dire les revenus générés par les actifs financiers confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ);
- L'utilisation de la réserve (actif net) en cas d'insuffisance des deux premières sources.

Le gouvernement du Québec, Retraite Québec, ou le RRQ n'assument pas d'obligations juridiques ou implicites de verser des sommes au RRQ en cas de financement déficitaire de ce dernier. De plus, la responsabilité des Régimes quant aux versements des rentes et prestations prévues par la loi actuelle est limitée à leur actif net respectif.

La direction de Retraite Québec est d'avis que le RRQ n'a pas d'obligations au-delà du versement mensuel courant des rentes et des prestations. Elle considère que le fait donnant lieu à l'obligation survient mensuellement lorsque la personne a officiellement acquis ou maintenu le statut lui donnant droit aux rentes ou aux prestations. Ainsi, les états financiers ne présentent pas la valeur actualisée des obligations pour les individus qui bénéficient de rentes et de prestations en ce moment ni pour ceux qui pourraient en bénéficier à l'avenir.

2-a-1) RRQ de base

L'actif net du RRQ de base (réserve) contribue à la stabilisation du financement, mais ne constitue pas la valeur actualisée des prestations futures, conformément au mode de financement par capitalisation partielle. Il représente l'avoir accumulé qui servira pour le paiement des rentes, des prestations et des autres charges dans l'avenir. Au 31 décembre 2018, l'actif net du RRQ de base est de 72,9 milliards de dollars (2017 : 69,4 milliards de dollars), soit environ 5 fois le montant des rentes et des prestations de l'année civile 2018.

Pour être en mesure d'évaluer la stabilité du financement du RRQ de base à long terme, on doit se référer au concept de « taux de cotisation d'équilibre ». Il s'agit du taux de cotisation, applicable aux années futures, qui serait nécessaire pour maintenir constant à long terme le rapport entre la réserve et les sorties de fonds annuelles pour ainsi assurer un financement stable du RRQ de base à long terme.

Le taux de cotisation d'équilibre est établi comme suit : c'est le plus bas taux de cotisation possible qui est appliqué à partir de la troisième année de la période minimale de projection et qui fait en sorte que le rapport entre la réserve à la fin d'une année et les sorties de fonds (charges) prévues de l'année suivante, calculé pour la dernière année de la période de projection, soit au moins égal au même rapport calculé pour la vingtième année précédant la fin de la période de projection.

2-a-1) RRQ de base (suite)

Si le taux de cotisation du RRQ de base est inférieur au taux de cotisation d'équilibre, la stabilité du financement du RRQ de base à long terme pourrait être affectée. Dans l'éventualité où la réserve serait épuisée, si l'on voulait poursuivre le versement de prestations du RRQ de base, le taux de cotisation de ce dernier devrait être rajusté au taux de cotisation par répartition¹, ou certaines prestations devraient être diminuées afin de maintenir le RRQ de base en vigueur. Selon l'*Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2015*, en l'absence de la réserve, le taux de cotisation par répartition serait de 12,7 % en 2065.

Comme il est présenté dans le rapport de l'*Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2015*, le taux de cotisation d'équilibre est évalué à 10,87 %. Le tableau suivant résume les principales hypothèses utilisées pour calculer le taux de cotisation d'équilibre du RRQ de base et pour estimer les entrées et les sorties de fonds, la réserve et le taux de cotisation par répartition.

Démographiques	
Indice synthétique de fécondité	de 1,60 (2015) à 1,65 (à compter de 2045)
Réduction de la mortalité (espérance de vie de la population à la naissance)	Hommes : de 80,8 ans (2016) à 85,9 ans (2065)
	Femmes : de 84,5 ans (2016) à 88,6 ans (2065)
Solde migratoire par rapport à la population totale	de 0,42 % à compter de 2017
Âge moyen du début de la rente	Hommes : 62,2 ans
	Femmes : 61,9 ans
Économiques	
Taux de chômage	de 7,4 % (2016) à 6,5 % (à compter de 2024)
Taux d'inflation	de 1,6 % (2016) à 2,2 % (à compter de 2031)
Taux réel d'augmentation des gains moyens de travail (variation annuelle)	de 0,6 % (2016) à 1,0 % (à compter de 2020)
Taux de rendement réel	de 3,5 % (2016) à 4,7 % (à compter de 2031)

Des renseignements plus détaillés sur les hypothèses et méthodes figurent dans les évaluations actuarielles préparées par Retraite Québec. Il est à noter que si la situation future s'avère différente des hypothèses retenues, le taux de cotisation d'équilibre, les entrées et sorties de fonds prévues, la réserve et le taux de cotisation par répartition pourraient varier significativement.

1. Le taux de cotisation par répartition est calculé en divisant les sorties de fonds d'une année par la masse salariale soumise à cotisation de la même année. Il permet ainsi de constater le taux qui serait exigé des cotisants pour financer les sorties de fonds en l'absence de réserve.

Pour donner un aperçu des effets de la modification d'une de ces hypothèses à la fois, Retraite Québec a réalisé plusieurs tests de sensibilité sur le taux de cotisation d'équilibre. Ces tests servent à évaluer l'écart qui se produirait sur le taux de cotisation d'équilibre si l'évolution d'une hypothèse différait de celle retenue dans l'évaluation. Ils ont été limités aux principales variables démographiques et économiques. Voici leurs principales caractéristiques :

- Huit hypothèses font l'objet d'une analyse de sensibilité. Deux tests sont effectués pour chaque hypothèse. Le premier test évalue l'incidence sur le taux de cotisation d'équilibre d'une évolution moins favorable pour le RRQ de base que celle retenue dans l'évaluation actuarielle, et le second mesure l'effet d'une évolution plus favorable.
- Les scénarios retenus pour les tests de sensibilité sont plausibles. Les variations d'hypothèse correspondent à une fluctuation vraisemblable de l'hypothèse utilisée dans l'évaluation actuarielle sans toutefois constituer les bornes inférieure et supérieure d'un intervalle probable de valeurs. Afin de faciliter l'interprétation des résultats et d'illustrer les variations dans l'établissement des hypothèses ainsi que les différents contextes démographiques et économiques qui peuvent exister, il a été décidé d'associer, lorsque cela est possible, les tests de sensibilité à une hypothèse utilisée dans un autre pays.
- La comparaison entre la valeur de cet indicateur dans les tests et dans l'évaluation actuarielle indique dans quelle mesure le taux de cotisation d'équilibre est sensible à chaque changement d'hypothèse. L'évolution moins favorable d'une hypothèse se traduit par un taux de cotisation d'équilibre plus élevé que dans l'évaluation. Une évolution plus favorable a l'effet inverse. L'écart entre le taux de cotisation d'équilibre d'un test particulier et le taux de 10,87 % de l'évaluation actuarielle représente une estimation de la variation du taux de cotisation qui permettrait de compenser l'effet du changement d'hypothèse.
- Il est à noter que l'effet observé dans un test ne peut pas être combiné à l'effet d'un ou de plusieurs autres tests puisqu'il existe, entre les hypothèses, plusieurs interrelations qui pourraient réduire ou augmenter l'effet de ces tests. L'effet cumulatif de deux ou de plusieurs changements d'hypothèses n'équivaut donc pas nécessairement à la somme des effets pris isolément.

Le tableau à la page suivante résume les tests de sensibilité que Retraite Québec a effectués dans le cadre de l'*Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2015*.

2-a-1) RRQ de base (suite)

Nature de l'hypothèse	Hypothèse pessimiste		Hypothèse retenue pour l'évaluation actuarielle		Hypothèse optimiste	
	Description	Taux de cotisation d'équilibre (et variation)	Description	Taux de cotisation d'équilibre	Description	Taux de cotisation d'équilibre (et variation)
Démographie						
Indice de fécondité	2045 et ss : 1,55	10,92 % (+5 pc)	2015 : 1,60 enfant/femme 2045 et ss : 1,65	10,87 %	2045 et ss : 1,75	10,82 % (–5 pc)
Solde migratoire	2017 et ss : 0,37 % de la population	11,01 % (+14 pc)	2016 : 0,40 % de la population 2017 et ss : 0,42 % de la population	10,87 %	2017 et ss : 0,47 % de la population	10,73 % (–14 pc)
Espérance de vie (à 65 ans)	En 2065 : Hommes : 24,6 ans Femmes : 26,8 ans	11,05 % (+18 pc)	En 2016 : Hommes : 19,6 ans Femmes : 22,4 ans En 2065 : Hommes : 23,6 ans Femmes : 25,8 ans	10,87 %	En 2065 : Hommes : 22,6 ans Femmes : 24,8 ans	10,69 % (–18 pc)
Économie						
Taux de chômage	2024 et ss : 7,0 %	10,91 % (+4 pc)	2016 : 7,4 % 2024 et ss : 6,5 %	10,87 %	2024 et ss : 6,0 %	10,83 % (–4 pc)
Taux d'inflation	2017 à 2025 : 1,5 % 2026 à 2030 : 1,6 % 2031 et ss : 1,7 %	11,03 % (+16 pc)	2016 : 1,6 % 2017 à 2025 : 2 % 2026 à 2030 : 2,1 % 2031 et ss : 2,2 %	10,87 %	2017 à 2025 : 2,5 % 2026 à 2030 : 2,6 % 2031 et ss : 2,7 %	10,71 % (–16 pc)
Taux réel d'augmentation des gains moyens de travail	2020 et ss : 0,5 %	11,40 % (+53 pc)	2016 à 2019 : 0,6 % 2020 et ss : 1,0 %	10,87 %	2020 et ss : 1,5 %	10,36 % (–51 pc)
Taux de rendement réel ^(a)	3,9 %	11,15 % (+28 pc)	4,4 %	10,87 %	4,9 %	10,59 % (–28 pc)
Retraite						
Début de la rente de retraite	En 2025 et ss : Hommes : 62 ans et 5 mois Femmes : 62 ans	10,91 % (+4 pc)	En 2025 et ss : Hommes : 62 ans et 2 mois Femmes : 61 ans et 9 mois	10,87 %	En 2025 et ss : Hommes : 61 ans et 11 mois Femmes : 61 ans et 6 mois	10,83 % (–4 pc)

(a) Moyenne du taux pour l'ensemble de la période de projection : 2016-2065. Il est à noter que le taux de rendement réel correspond au taux de rendement nominal prévu de la CDPQ (après frais de gestion) moins le taux d'inflation prévu.

Note : Dans le tableau ci-dessus, le signe « ss » signifie « suivantes », et le signe « pc » signifie « points centésimaux ».

Mise en garde : Il est à noter que l'effet observé dans un test ne peut pas être combiné à l'effet d'un ou de plusieurs autres tests, puisqu'il existe, entre les hypothèses, plusieurs interrelations qui pourraient réduire ou augmenter l'effet de ces tests. L'effet cumulatif de deux ou de plusieurs changements d'hypothèses n'équivaut donc pas nécessairement à la somme des effets pris isolément.

Voici quelques éléments d'information à noter concernant les résultats de certains tests de sensibilité plus significatifs :

- Pour l'espérance de vie, la variation moins favorable suppose une hausse de l'espérance de vie par rapport à l'évaluation, donc le versement de rentes et de prestations sur une plus longue période. Les espérances de vie à 65 ans retenues pour ce test sont similaires aux projections du Royaume-Uni pour 2060. Le taux de cotisation d'équilibre se chiffrerait alors à 11,05 %, ce qui représenterait une hausse de 18 points centésimaux par rapport au taux de cotisation d'équilibre de 10,87 % dans l'évaluation.
- D'autres tests très significatifs consistent à faire varier la croissance réelle des gains moyens de travail :
 - Un premier test de variation moins favorable retient une augmentation réelle de seulement 0,1 % de 2016 à 2019 et de 0,5 % à partir de 2020. Le taux de cotisation d'équilibre se chiffrerait alors à 11,40 % pour ce test, où l'augmentation des gains moyens de travail est plus faible, ce qui représenterait une hausse de 53 points centésimaux par rapport au taux de 10,87 % dans l'évaluation.
 - Un deuxième test de variation plus favorable utilise plutôt une augmentation réelle de 1,1 % de 2016 à 2019 et de 1,5 % à partir de 2020. Le taux de cotisation d'équilibre deviendrait alors 10,36 %, soit une baisse de 51 points centésimaux par rapport au taux de 10,87 % dans l'évaluation.
- En ce qui concerne le taux de rendement réel de la réserve, nous portons attention au test de variation moins favorable qui a été effectué. Ce test fait varier à la baisse de 0,5 % le taux de rendement réel moyen de 2016 à 2065. Un rendement réel moyen de 3,9 % correspond à un taux de cotisation d'équilibre de 11,15 %, soit 28 points centésimaux au-dessus du taux de cotisation d'équilibre de 10,87 % dans l'évaluation.

Une analyse stochastique a également été effectuée. Celle-ci prend en considération, de façon intégrée, les rendements, l'inflation et le chômage. L'analyse de sensibilité et l'analyse stochastique montrent que la sensibilité des rendements sur les résultats de l'évaluation est supérieure à la sensibilité de l'inflation et du chômage. Elle est cependant inférieure à la sensibilité de la croissance des gains de travail.

En 2018, le taux de cotisation au RRQ de base était de 10,80 %. Un mécanisme de rajustement automatique du taux de cotisation permet de rétablir l'équilibre du financement du RRQ de base, s'il y a lieu. Le taux de cotisation légal devra être rajusté s'il est inférieur au taux de cotisation d'équilibre. En effet, lorsque l'écart entre le taux de cotisation d'équilibre et le taux de cotisation légal sera d'au moins 0,1 %, le taux de cotisation légal sera augmenté à raison de 0,1 % par année jusqu'à ce que l'écart devienne inférieur à 0,1 %. Cependant, malgré ce mécanisme, le gouvernement pourra prévoir que le taux de cotisation demeure le même que celui de l'année précédente.

Selon l'*Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2015*, sans que le mécanisme de rajustement automatique des cotisations intervienne, le RRQ de base sera en mesure de verser ses rentes et prestations, et de payer ses frais d'administration dus sur une très longue période. La réserve (l'actif net) devrait se maintenir à un montant supérieur à quatre fois les sorties de fonds annuelles au cours des quarante prochaines années. Les évaluations actuarielles statutaires sont réalisées tous les trois ans; la prochaine fera état de la situation du RRQ de base au 31 décembre 2018 et sera reflétée dans ses états financiers de l'exercice 2019.

En complément d'information, le tableau suivant résume, sur la période de projection de l'évaluation actuarielle, soit entre 2016 et 2065, les principales entrées et sorties de fonds prévues du RRQ de base, l'état de sa réserve et le taux de cotisation par répartition. Ces données proviennent de l'*Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2015*.

2-a-1) RRQ de base (suite)

Projection de la réserve (en millions de dollars courants)

Année	Entrées de fonds			Sorties de fonds			Réserve	
	Cotisations	Revenus de placement	Total	Prestations	Frais d'administration	Total	Au 31 décembre	En proportion des sorties de fonds de l'année suivante
2016	13 748	2 980	16 729	13 428	127	13 555	60 468	4,3
2017	14 374	3 395	17 769	14 062	130	14 192	64 046	4,3
2018	14 861	3 590	18 451	14 779	133	14 912	67 585	4,3
2019	15 379	3 782	19 161	15 545	136	15 680	71 065	4,3
2020	15 942	3 971	19 913	16 338	139	16 477	74 501	4,3
2021	16 464	4 156	20 620	17 151	143	17 294	77 827	4,3
2022	17 027	4 336	21 363	17 985	146	18 131	81 058	4,3
2023	17 607	4 510	22 117	18 846	150	18 996	84 179	4,2
2024	18 229	4 678	22 907	19 729	154	19 883	87 204	4,2
2025	18 845	4 841	23 686	20 623	158	20 781	90 108	4,2
2030	22 422	6 982	29 404	25 292	181	25 473	109 342	4,1
2035	26 994	8 830	35 824	30 486	207	30 694	132 968	4,2
2040	32 435	10 745	43 180	36 795	238	37 034	161 756	4,2
2045	38 678	12 962	51 640	44 421	274	44 695	194 866	4,2
2050	45 837	15 459	61 296	53 254	314	53 568	232 099	4,2
2055	54 110	18 100	72 210	64 067	361	64 428	271 068	4,1
2060	64 090	20 765	84 855	76 284	415	76 699	310 556	3,9
2065	76 391	23 774	100 165	89 868	477	90 345	355 818	3,8

Note : À partir de 2025, on présente dans le tableau ci-dessus seulement une année par période de cinq ans. De plus, les données de l'évaluation actuarielle du tableau ci-dessus n'ont pas été modifiées pour tenir compte des résultats réels des années 2016, 2017 et 2018.

2-a-2) RRQ supplémentaire

Le financement du RRQ supplémentaire est assuré en majorité par ses actifs financiers. Cette réserve du RRQ supplémentaire génère des revenus pour payer les prestations du RRQ supplémentaire et contribue à la stabilisation du financement, mais ne constitue pas la valeur actualisée des prestations futures. Elle représente l'avoir accumulé qui servira pour le paiement des rentes, des prestations et des autres charges dans l'avenir. Le RRQ supplémentaire entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019. Cependant, en raison de l'introduction graduelle sur 40 ans des prestations, les actifs financiers du RRQ supplémentaire devraient croître de façon importante. Le *Rapport actuariel modifiant l'Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2015* anticipe que la réserve du RRQ supplémentaire dépassera celle du RRQ de base dès 2041.

Pour être en mesure d'évaluer la santé du financement du RRQ supplémentaire à long terme, on doit se référer au concept de « taux de cotisation de référence ». Le taux de cotisation de référence est établi comme suit : le plus bas taux de cotisation constant qui est appliqué à partir de la troisième année de la période minimale de projection et qui permet d'atteindre à la fin de la 20^e année de projection une réserve au moins égale à la valeur des dépenses postérieures à la 20^e année de projection qui sont afférentes aux cotisations versées avant la fin de cette année. En raison de l'augmentation graduelle des taux de cotisation au RRQ supplémentaire dans ses premières années d'existence, le taux de cotisation de référence ne peut être appliqué qu'à partir de 2023.

Si le taux de cotisation du RRQ supplémentaire est différent du taux de cotisation de référence, le financement à long terme du RRQ supplémentaire pourrait être affecté. Pour cette raison, le RRQ supplémentaire est soumis à un mécanisme d'ajustement automatique du financement. Dans l'éventualité où le taux de cotisation du RRQ supplémentaire est suffisamment différent du taux de cotisation de référence, le mécanisme, dont les paramètres seront précisés dans un règlement, pourra modifier à la fois le taux de cotisation du RRQ supplémentaire et ses prestations.

En 2019, le taux de cotisation de ce nouveau Régime sera de 0,3 % pour les gains jusqu'au maximum des gains admissibles. Il est prévu que ce taux augmentera jusqu'à 2,0 % en 2023. Le taux de cotisation pour les gains compris entre le maximum des gains admissibles et le maximum supplémentaire des gains admissibles sera de 8,0 % à partir de 2024.

Comme il est présenté dans le *Rapport actuariel modifiant l'Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2015*, le taux de cotisation de référence est évalué à 1,88 %. À l'exception du taux de rendement réel et des frais d'administration, les principales hypothèses utilisées pour calculer le taux de cotisation de référence et pour estimer, pour le RRQ supplémentaire, les entrées et les sorties de fonds et la réserve sont les mêmes que pour le RRQ de base. Pour le RRQ supplémentaire, l'hypothèse de taux de rendement réel est de 3,5 % de 2019 à 2026 et de 3,8 % à partir de 2026.

Des renseignements plus détaillés sur les hypothèses et méthodes figurent dans les évaluations actuarielles préparées par Retraite Québec. Il est à noter que si la situation future s'avère différente des hypothèses retenues, le taux de cotisation de référence, les entrées et sorties de fonds prévues, la réserve et le taux de cotisation par répartition pourraient varier significativement.

Pour donner un aperçu des effets de la modification d'une de ces hypothèses à la fois, Retraite Québec a réalisé plusieurs tests de sensibilité sur le taux de cotisation de référence. Ces tests servent à évaluer l'écart qui se produirait sur le taux de cotisation de référence si l'évolution d'une hypothèse différait de celle retenue dans l'évaluation actuarielle. Ils ont été limités aux principales variables démographiques et économiques ayant un effet sur les résultats de l'évaluation du RRQ supplémentaire. Seulement quatre hypothèses font l'objet d'un test de sensibilité et la mesure de l'effet des tests est le taux de cotisation de référence.

Le tableau suivant résume les tests de sensibilité que Retraite Québec a effectués pour le RRQ supplémentaire dans le cadre du *Rapport actuariel modifiant l'Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2015*.

Nature de l'hypothèse	Hypothèse pessimiste		Hypothèse retenue pour l'évaluation actuarielle		Hypothèse optimiste	
	Description	Taux de cotisation de référence (et variation)	Description	Taux de cotisation de référence	Description	Taux de cotisation de référence (et variation)
Démographie						
Espérance de vie (à 65 ans)	En 2065 : Hommes : 24,6 ans Femmes : 26,8 ans	1,93 % (+ 5 pc)	En 2065 : Hommes : 23,6 ans Femmes : 25,8 ans	1,88 %	En 2065 : Hommes : 22,6 ans Femmes : 24,8 ans	1,83 % (-5 pc)
Économie						
Taux d'inflation	2017 à 2025 : 1,5 % 2026 à 2030 : 1,6 % 2031 et ss : 1,7 %	1,91 %	2017 à 2025 : 2 % 2026 à 2030 : 2,1 % 2031 et ss : 2,2 %	1,88 %	2017 à 2025 : 2,5 % 2026 à 2030 : 2,6 % 2031 et ss : 2,7 %	1,85 % (-3 pc)
Taux réel d'augmentation des gains moyens de travail	2016 à 2019 : 1,1 % 2020 et ss : 1,5 %	2,03 % (+ 15 pc)	2016 à 2019 : 0,6 % 2020 et ss : 1,0 %	1,88 %	2016 à 2019 : 0,1 % 2020 et ss : 0,5 %	1,74 % (-14 pc)
Taux de rendement réel ^(a)	3,3 %	2,19 % (+ 31 pc)	3,8 %	1,88 %	4,3 %	1,62 % (-26 pc)

(a) Moyenne du taux pour l'ensemble de la période de projection : 2016-2065. Il est à noter que le taux de rendement réel correspond au taux de rendement nominal prévu de la CDPQ (après frais de gestion) moins le taux d'inflation prévu.

Note : Dans le tableau ci-dessus, le signe « ss » signifie « suivantes », et le signe « pc » signifie « points centésimaux ».

Mise en garde : Il est à noter que l'effet observé dans un test ne peut pas être combiné à l'effet d'un ou de plusieurs autres tests, puisqu'il existe, entre les hypothèses, plusieurs interrelations qui pourraient réduire ou augmenter l'effet de ces tests. L'effet cumulatif de deux ou de plusieurs changements d'hypothèses n'équivaut donc pas nécessairement à la somme des effets pris isolément.

2-a-2) RRQ supplémentaire (suite)

Voici quelques éléments d'information à noter concernant les résultats de certains tests de sensibilité plus significatifs :

- Pour l'espérance de vie, la variation moins favorable suppose une hausse de l'espérance de vie par rapport à l'évaluation actuarielle, donc le versement de rentes et de prestations sur une plus longue période. Le taux de cotisation de référence se chiffrerait alors à 1,93 %, ce qui représente une hausse de 5 points centésimaux par rapport au taux de référence de 1,88 % dans l'évaluation.
- D'autres tests significatifs consistent à faire varier la croissance réelle des gains moyens de travail :
 - Les tests sont définis de la même façon que pour le RRQ de base, mais ont un effet opposé. Le test favorable pour le RRQ de base est défavorable pour le RRQ supplémentaire alors que le test défavorable pour le RRQ de base est favorable pour le RRQ supplémentaire.
 - Une augmentation de la croissance réelle des gains moyens de travail a deux effets : une augmentation des cotisations en raison des salaires plus élevés et, éventuellement, des prestations plus élevées, car elles auront été calculées en fonction de salaires plus élevés. Comme le RRQ de base est principalement financé par les cotisations courantes, une augmentation des cotisations a un effet favorable plus grand que l'effet défavorable de l'augmentation future des prestations. Par contre, le RRQ supplémentaire est principalement financé par les revenus de placement et l'effet favorable de l'augmentation des cotisations courantes n'est pas plus grand que l'effet défavorable de l'augmentation future des prestations.
 - Un premier test de variation moins favorable retient une augmentation réelle de 1,1 % de 2016 à 2019 et 1,5 % à partir de 2020. Le taux de cotisation de référence se chiffrerait alors à 2,03 % pour ce test, où l'augmentation des gains moyens de travail est plus forte, ce qui représenterait une hausse de 15 points centésimaux par rapport au taux de 1,88 % dans l'évaluation.
 - Un deuxième test de variation plus favorable utilise plutôt une augmentation réelle de 0,1 % de 2016 à 2019 et 0,5 % à partir de 2020. Le taux de cotisation de référence deviendrait alors 1,74 %, soit une baisse de 14 points centésimaux par rapport au taux de 1,88 % dans l'évaluation.
- En ce qui concerne le taux de rendement réel de la réserve, nous portons attention au test de variation moins favorable qui a été effectué. Ce test fait varier à la baisse de 0,5 % le taux de rendement réel moyen de 2016 à 2065. Un rendement réel moyen de 3,3 % correspond à un taux de cotisation de référence de 2,19 %, soit 31 points centésimaux au-dessus du taux de référence de 1,88 % de l'évaluation.

Comme pour le RRQ de base, une analyse stochastique a également été effectuée, mais en prenant seulement en considération les rendements, car ceux-ci sont le déterminant principal des résultats du RRQ supplémentaire.

Selon le *Rapport actuariel modifiant l'Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2015*, sans que le mécanisme de rajustement automatique des cotisations intervienne, le RRQ supplémentaire sera en mesure de verser les rentes et prestations du RRQ supplémentaire, et de payer ses frais d'administration dus sur une très longue période. La réserve (l'actif net) devrait se maintenir à un montant supérieur à trente fois les sorties de fonds de l'année suivante à la fin de l'horizon de projection.

En complément d'information, le tableau suivant résume, sur la période de projection de l'évaluation actuarielle pour le RRQ supplémentaire, soit entre 2019 et 2065, les principales entrées et sorties de fonds prévues du RRQ supplémentaire et l'état de sa réserve. Ces données proviennent du *Rapport actuariel modifiant l'Évaluation actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2015*.

Projection de la réserve du RRQ supplémentaire (en millions de dollars courants)

Année	Entrées de fonds			Sorties de fonds			Réserve	
	Cotisations	Revenus de placement	Total	Prestations	Frais d'administration	Total	Au 31 décembre	En proportion des sorties de fonds de l'année suivante
2019	421	9	431	0	65	65	366	7,7
2020	874	42	915	4	43	47	1 234	21,9
2021	1 504	106	1 610	12	45	56	2 788	39,8
2022	2 334	214	2 548	24	46	70	5 266	58,4
2023	3 218	375	3 593	43	47	90	8 769	74,1
2024	3 776	585	4 361	70	48	118	13 011	84,5
2025	4 317	836	5 153	105	49	154	18 010	90,7
2030	5 123	2 679	7 802	437	53	490	49 850	83,5
2035	6 159	5 332	11 491	1 131	61	1 192	95 215	68,2
2040	7 375	8 893	16 269	2 426	70	2 496	156 942	55,0
2045	8 779	13 554	22 333	4 567	80	4 647	237 388	45,7
2050	10 387	19 444	29 832	7 713	92	7 805	338 723	39,4
2055	12 247	26 667	38 914	12 143	106	12 248	462 603	34,8
2060	14 492	35 369	49 861	17 620	121	17 742	611 788	32,3
2065	17 241	45 884	63 125	24 057	139	24 196	792 169	30,9

Note : À partir de 2025, on présente dans le tableau ci-dessus seulement une année par période de cinq ans.

2-b) Principales modalités des rentes et prestations en vigueur en date du 31 décembre 2018

Les notes « 2-b-1) Rente de retraite » à « 2-b-8) Indexation des rentes » illustrent les principales modalités des rentes et prestations en vigueur en date du 31 décembre 2018. Il est à noter que les rentes du RRQ supplémentaire seront en vigueur seulement à compter du 1^{er} janvier 2019. À ce moment, ce nouveau régime fournira une rente de retraite, une rente d'invalidité et une rente de conjoint survivant aux cotisants admissibles.

Pour être admissibles aux rentes et prestations du RRQ de base, les clients doivent respecter des critères d'admissibilité qui sont décrits en détails sur le site Web de Retraite Québec.

Les critères d'admissibilité aux différentes prestations du RRQ supplémentaire sont les mêmes que pour le RRQ de base. Autrement dit, un participant est réputé être admissible aux prestations du RRQ supplémentaire s'il a droit à la prestation correspondante du RRQ de base. Cependant, au RRQ supplémentaire, le montant de la prestation est proportionnel au nombre d'années de participation.

2-b-1) Rente de retraite

2-b-1-a) RRQ de base

La rente de retraite de base est payable mensuellement à tous les cotisants de 60 ans ou plus, sous réserve des dispositions de la Loi RRQ. Le montant mensuel initial est égal à 25 % de la moyenne mensuelle des gains admissibles (jusqu'au maximum de ceux-ci), durant la période cotisable. Les rentes de retraite du RRQ de base sont rajustées selon le nombre de mois d'écart avec la date anniversaire de 65 ans, à la baisse ou à la hausse, jusqu'à concurrence de 60 mois, selon que la personne a demandé sa rente avant ou après l'âge de 65 ans. Le rajustement à la rente de retraite est calculé comme suit :

- Pour les rentes débutant avant 65 ans, le facteur d'ajustement varie de 0,5 % à 0,6 % par mois d'écart en fonction du montant de la rente. Il est de 0,5 % pour une personne qui reçoit une rente très faible et de 0,6 % pour une personne qui reçoit la rente maximale.
- Pour les rentes débutant après 65 ans, le facteur d'ajustement est de 0,7 % par mois d'écart.

En 2018, la rente mensuelle maximale versée aux nouveaux bénéficiaires à compter de 65 ans est de 1 134,17 \$.

2-b-2) Rente de conjoint survivant

2-b-2-a) RRQ de base

La rente de conjoint survivant est attribuée dans la mesure où le cotisant décédé a cotisé au RRQ de base pendant au moins le tiers de sa période cotisable, sous réserve d'un minimum de trois années, ou s'il a cotisé pour au moins dix ans. Le montant de la rente varie principalement selon l'âge du conjoint survivant ainsi que selon les gains admissibles et les cotisations de la personne décédée. En 2018, la rente mensuelle maximale versée aux nouveaux bénéficiaires est de 910,48 \$.

2-b-3) Rente d'invalidité

2-b-3-a) RRQ de base

La rente d'invalidité est versée à tout cotisant qui est déclaré invalide au sens de la Loi RRQ. Le montant de la rente varie selon les gains admissibles et les cotisations de la personne invalide. En 2018, la rente mensuelle maximale versée aux nouveaux bénéficiaires est de 1 335,80 \$.

2-b-4) Montant additionnel pour invalidité

2-b-4-a) RRQ de base

La Loi RRQ prévoit un montant additionnel pour invalidité destiné aux bénéficiaires d'une rente de retraite, lorsque certaines conditions sont respectées. Cette disposition vise les bénéficiaires d'une rente de retraite âgés de 60 à 65 ans qui deviennent invalides en raison d'une incapacité à exercer à temps plein tout type d'emploi et qui ne sont pas admissibles à la rente d'invalidité. Un montant additionnel fixe de 485,17 \$ par mois pour invalidité s'ajoute alors à leur rente de retraite. Cet ajout à la rente mensuelle cesse lorsque le bénéficiaire atteint l'âge de 65 ans.

2-b-5) Rente d'orphelin

2-b-5-a) RRQ de base

La rente d'orphelin est versée pour chacun des enfants mineurs d'un cotisant décédé. En 2018, le montant de la rente est de 244,64 \$ par mois pour chaque enfant.

2-b-6) Rente d'enfant de cotisant invalide

2-b-6-a) RRQ de base

La rente d'enfant de cotisant invalide est versée pour chacun des enfants mineurs d'un cotisant invalide au sens de la Loi RRQ. En 2018, le montant de la rente mensuelle est de 77,67 \$ par enfant.

2-b-7) Prestation de décès**2-b-7-a) RRQ de base**

La prestation de décès est versée en priorité à la personne qui a acquitté les frais funéraires, pourvu qu'elle en fasse la demande dans les 60 jours qui suivent le décès du cotisant. Après ce délai, elle est versée aux demandeurs qualifiés au sens de la Loi RRQ. Le montant de cette prestation est fixé à 2 500 \$ depuis janvier 1998 pour tous les cotisants qui satisfont aux exigences du RRQ de base.

2-b-8) Indexation des rentes

Les rentes sont indexées annuellement en fonction de l'indice moyen des prix à la consommation au Canada. Le taux d'indexation au 1^{er} janvier 2018 est de 1,5 %.

3. Principales méthodes comptables**3-a) Base de préparation des états financiers****3-a-1) Déclaration de conformité aux Normes internationales d'information financière**

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Ces états financiers ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration de Retraite Québec le 25 avril 2019.

3-a-2) Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés selon la base du coût historique, à l'exception des dépôts à participation, qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, ainsi que des autres provisions, qui sont évaluées à la meilleure estimation des paiements futurs prévus, actualisés lorsque l'effet du temps est significatif.

3-a-3) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Ces états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de Retraite Québec et du RRQ.

3-b) Cotisations au RRQ**3-b-1) RRQ de base**

Revenu Québec perçoit les cotisations au nom du RRQ et les verse régulièrement à Retraite Québec, qui en fait l'administration. Selon l'article 34 de la Loi RRQ, Retraite Québec doit déposer auprès de la CDPQ tout l'argent du RRQ reçu, sauf ce qui est nécessaire à l'administration courante du RRQ et au paiement des prestations pour une période prescrite.

Les montants versés par Revenu Québec sont provisoires et demeurent susceptibles de vérification et de rectification. Les cotisations sont comptabilisées lorsqu'elles sont dues et selon la meilleure estimation à la fin de l'exercice, comme il est expliqué plus en détail à la note 5-a. Le cas échéant, les rajustements sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont connus.

3-c) Revenus de placement et d'intérêts**3-c-1) Sur les actifs financiers confiés à la CDPQ**

Les revenus de placement représentent ceux attribués par la CDPQ, nets des frais de gestion de celle-ci, qui ont été générés par les actifs financiers du RRQ de base confiés à la CDPQ. Ces revenus comprennent donc les revenus nets de placement, les gains (pertes) nets réalisés sur la vente de placements, l'augmentation (diminution) non réalisée de la juste valeur, ainsi que les intérêts gagnés sur les dépôts à vue.

3-c-2) Intérêts gagnés et pénalités perçues lors de la production de l'avis de cotisation par Revenu Québec

Revenu Québec perçoit ces montants au nom de Retraite Québec en produisant un avis de cotisation au mandataire ou au travailleur autonome lorsque ceux-ci ont omis de payer leur cotisation selon le calendrier de remise prévu. Ces sommes sont ensuite versées périodiquement à Retraite Québec. Cette dernière comptabilise ces montants selon la meilleure estimation à la fin de l'exercice. Ceux-ci sont provisoires et demeurent susceptibles d'être corrigés. Le cas échéant, les rajustements sont inscrits dans l'exercice au cours duquel ils sont connus.

3-d) Charges de rentes et prestations

3-d-1) RRQ de base

Ces charges sont comptabilisées lorsque les demandes de rentes et de prestations sont dues chaque mois. Elles comprennent également les rentes et prestations payées par le Régime de pensions du Canada (RPC) pour le compte du RRQ. Cette situation se produit lorsque des clients ont accumulé des droits à la fois dans le RRQ et le RPC.

3-e) Partage des frais d'administration entre les divers mandats administrés par Retraite Québec

Retraite Québec administre plusieurs mandats dont ceux du RRQ de base et du RRQ supplémentaire. Le partage des frais d'administration entre les divers mandats administrés par Retraite Québec est établi en imputant à chacun de ceux-ci les charges directes qui lui sont propres et en répartissant les charges indirectes en fonction des efforts que Retraite Québec a réellement consacrés à chaque mandat ou selon d'autres indicateurs appropriés. Ainsi, Retraite Québec a imputé au RRQ de base et au RRQ supplémentaire les frais administratifs qui leur sont attribuables.

3-f) Charges financières – rendement attribué au mandat de surveillance des régimes complémentaires de retraite (RCR) par le RRQ de base

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du mandat RCR sont confiés à Retraite Québec, mais puisque le mandat RCR dispose d'une réserve de liquidités dont elle n'a pas besoin à court terme, une entente a été conclue avec le RRQ de base pour lui confier une partie de cette réserve afin de la placer à la CDPQ et ainsi avoir de meilleurs rendements. Sur la base de cette entente, un rendement est attribué au mandat RCR par le RRQ de base en fonction du rendement de ses dépôts à participation et de ses dépôts à vue à la CDPQ et applicable au montant confié par le mandat RCR.

3-g) À recevoir ou dû à Retraite Québec

Afin de simplifier les processus administratifs, c'est Retraite Québec qui effectue les activités opérationnelles d'encaissement et de déboursés pour tous les mandats administrés, incluant le RRQ de base et le RRQ supplémentaire. Ainsi, lorsque Retraite Québec effectue une opération au nom du RRQ de base ou du RRQ supplémentaire, elle enregistre la contrepartie dans le compte inter-mandats approprié (par exemple : « À recevoir du RRQ de base » ou « Dû au RRQ de base »). La même chose se produit lorsque Retraite Québec assume des charges communes aux mandats et leur impute ensuite celles-ci.

3-h) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations corporelles sont détenues par Retraite Québec. Il en va de même pour les immobilisations incorporelles, sauf pour les développements de systèmes informatiques qui sont entièrement attribuables au RRQ de base ou au RRQ supplémentaire. Ces derniers sont donc plutôt détenus par le RRQ de base ou au RRQ supplémentaire et apparaissent dans les présents états financiers.

Les développements de systèmes informatiques sont de nature incorporelle.

3-h-1) Évaluation initiale

Les immobilisations incorporelles sont initialement comptabilisées à leur coût. Le coût varie selon le type d'acquisition :

Acquisition séparée

Les coûts incluent alors le prix d'achat, auquel on ajoute, le cas échéant, tout coût directement attribuable à la préparation de l'actif, tel que les frais de transport et d'installation.

Développement de systèmes informatiques à l'interne

Retraite Québec réalise la majorité des acquisitions d'immobilisations incorporelles de cette façon. Elle affecte plusieurs employés ainsi que des consultants externes à la réalisation et à la gestion de ses projets de développement de systèmes informatiques.

Les coûts directement liés au développement sont inclus dans les coûts capitalisés de développement de systèmes lorsqu'ils remplissent les critères mentionnés ci-dessous. Il s'agit des coûts de main-d'œuvre directs, et des autres coûts qui sont directement rattachés au développement des systèmes concernés jusqu'à la date où ils sont dans l'état nécessaire pour être exploités de la manière prévue par Retraite Québec. Aucuns frais généraux administratifs ne sont inclus.

Pour que les coûts mentionnés précédemment soient capitalisés au coût d'une immobilisation incorporelle, il est obligatoire que le projet respecte les critères suivants :

- ne soit pas du type « recherche »; et
- ait franchi l'étape préliminaire de la conception, donc qu'il ait atteint celle du développement, et que les critères suivants soient satisfaits :
 - il est techniquement faisable d'achever le système en vue de sa mise en service;
 - Retraite Québec a l'intention d'achever le système et de le mettre en service;
 - Retraite Québec a la capacité de mettre le système en service;
 - il est possible de démontrer que le système générera des avantages futurs probables;
 - Retraite Québec a suffisamment de ressources techniques, financières et autres pour achever le développement du système et le mettre en service;
 - les coûts attribuables au développement de ce système peuvent être mesurés et évalués de façon fiable.

3-h-2) Évaluation ultérieure à la comptabilisation

Pour toutes ses immobilisations incorporelles, Retraite Québec utilise le modèle du coût. Selon cette méthode, le coût des immobilisations incorporelles est diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

3-h-3) Amortissement

L'amortissement est calculé sur le coût de l'actif diminué de sa valeur résiduelle. Les valeurs résiduelles, le mode d'amortissement et la durée d'utilité déterminée sont revus à chaque exercice et rajustés au besoin.

Toutes les durées d'utilité de ces immobilisations sont déterminées. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, à partir de la date où elles sont prêtes à être mises en service, et en fonction de leur durée d'utilité déterminée :

Développements de systèmes informatiques	de 5 à 10 ans
--	---------------

3-h-4) Dépréciation

À chaque date de fin d'exercice, la direction de Retraite Québec recherche et analyse tous les renseignements objectifs qui sont disponibles à l'interne ou à l'externe et qui révéleraient des indices de la dépréciation de certaines immobilisations incorporelles, y compris celles qui n'ont pas encore été mises en service. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte pour dépréciation est comptabilisée à l'état du résultat net.

La direction de Retraite Québec évalue également les pertes de valeur qui pourraient faire l'objet d'une récupération lorsque les événements ou les circonstances le justifient.

3-i) Provisions

Une provision est comptabilisée au passif lorsque le RRQ de base ou le RRQ supplémentaire a une obligation actuelle, juridique ou implicite résultant d'événements passés, qu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant peut être évalué de façon fiable. Chaque montant comptabilisé en provisions correspond à la meilleure estimation faite par la direction de Retraite Québec pour la charge nécessaire à l'extinction de l'obligation à la fin de l'exercice. Lorsque l'effet de la valeur du temps de l'argent est significatif, le montant de la provision concernée est déterminé par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus.

3-j) Instruments financiers

Un instrument financier est tout contrat qui donne lieu à un actif financier pour une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres pour une autre entité. Les actifs ou les passifs d'origine non contractuelle qui résultent d'obligations légales imposées par l'État ne sont pas des actifs ou passifs financiers, par exemple les charges sociales à payer.

3-j-1) Évaluation initiale, classement et évaluation ultérieure

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur. On y ajoute les coûts de transaction directement imputables, sauf pour les actifs à la juste valeur par le biais du résultat net, pour lesquels ceux-ci sont comptabilisés en résultat net.

Les actifs financiers sont ensuite classés sous l'une des catégories suivantes applicables au RRQ :

- Au coût amorti;
- À la juste valeur par le biais du résultat net.

Le classement est effectué selon :

- les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier;
- le modèle économique utilisé pour la gestion de l'actif financier.

Pour le RRQ, si les actifs financiers ont des caractéristiques contractuelles qui correspondent à des remboursements de principal et d'intérêts, ceux-ci correspondent donc au modèle économique d'actifs détenus à des fins de perception de flux de trésorerie et sont donc classés dans la catégorie des actifs financiers au coût amorti.

D'autre part, les actifs financiers correspondent au modèle économique de la juste valeur par le biais du résultat net s'ils ont été acquis ou contractés principalement dans l'un des objectifs suivants :

- en vue d'être vendus dans un avenir proche;
- être gérés dans un portefeuille sur la base de la juste valeur;
- comporter des flux de trésorerie qui ne correspondent pas à des remboursements de principal et d'intérêts.

Les passifs financiers sont pour leur part tous classés selon le principe de base de la norme qui est l'évaluation au coût amorti.

Selon leur classification, les actifs et passifs financiers sont ultérieurement évalués et comptabilisés de la manière décrite ci-dessous.

Actifs financiers au coût amorti

Les éléments inclus dans cette catégorie sont la trésorerie, les clients (à l'exception des éléments non financiers, le cas échéant), les revenus de placement à recevoir de la CDPQ.

À chaque fin d'exercice, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ce qui représente une approximation raisonnable de leur juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

3-j-1) Évaluation initiale, comptabilisation, décomptabilisation, et évaluation ultérieure (suite)

Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers classés comme actifs à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés à la juste valeur à chaque date de fin d'exercice, et toute variation de la juste valeur est présentée aux résultats nets dans l'exercice au cours duquel elle survient. La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Cette catégorie inclut uniquement les dépôts à participation au fonds particulier à la Caisse de dépôt et placement du Québec. Ils sont évalués à la juste valeur établie par la CDPQ. Ces dépôts à participation sont notamment investis dans les portefeuilles spécialisés de la CDPQ, pour lesquels celle-ci établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de l'exercice en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que les cours qui sont fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDPQ selon des méthodes d'évaluation couramment employées. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'actif net dudit portefeuille par le nombre d'unités en circulation. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les revenus de placement de l'exercice. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

Passifs financiers au coût amorti

Les éléments inclus dans cette catégorie sont les découverts bancaires, y compris le découvert bancaire au fonds général de la CDPQ, les fournisseurs et autres crédateurs (à l'exception des éléments exclus puisqu'ils ne sont pas des instruments financiers), l'avance reçue de Retraite Québec, et finalement le rendement à payer à Retraite Québec.

À chaque date de fin d'exercice, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et cette valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

3-j-2) Décomptabilisation

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à un actif financier arrivent à expiration, ou lorsqu'un actif financier et tous les risques et avantages importants sont cédés. Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, d'annulation, ou d'expiration.

3-j-3) Dépréciation d'actifs financiers

À chaque date de fin d'exercice, la direction de Retraite Québec détermine s'il y a perte de valeur pour ses actifs financiers.

Actifs financiers évalués au coût amorti

Si le risque de crédit que comporte un instrument financier a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale ou la dernière évaluation, un montant correspondant aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie de l'actif est alors comptabilisé au résultat net à titre de perte de valeur.

Si le risque de crédit n'a pas augmenté de façon importante, la direction de Retraite Québec comptabilise au résultat net, à titre de perte de valeur, le montant des pertes de crédit attendues au cours des 12 mois à venir.

Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

La perte de valeur sur ceux-ci correspond à l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur. Cette dépréciation est comptabilisée au résultat net, le cas échéant.

3-j-4) Hiérarchie de la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon une hiérarchie. Les trois niveaux de la hiérarchie reflètent l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations sur des données d'entrée observables utilisées pour l'évaluation et sont les suivants :

Niveau 1

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non rajustés) auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables, pertinentes et disponibles, soit directement (sous forme de prix), soit indirectement (déterminées à partir de prix). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des instruments identiques, les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé sur des marchés actifs pour des instruments similaires ainsi que sur des techniques qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte des données de marché observables.

Niveau 3

Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas observables. Il est à noter que les données utilisées doivent être les meilleures données disponibles et refléter les hypothèses que les intervenants de marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif, y compris les hypothèses sur les risques. Ce niveau comprend également les instruments dont l'évaluation repose sur des techniques qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte de données de marché observables, mais rajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres à l'instrument évalué.

Le classement des instruments financiers selon les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale des instruments et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice.

L'information quantitative relative à la hiérarchie de la juste valeur est présentée à la note 18.

3-k) Présentation par ordre de liquidité

Pour l'état de la situation financière, il est jugé plus pertinent de ne pas présenter celui-ci selon le découpage « courants – non courants » puisqu'une présentation par ordre de liquidité correspond mieux à la réalité économique du RRQ. Par contre, les actifs et passifs courants sont présentés à la note 10.

4. Modifications de méthodes comptables

4-a) Nouvelles normes comptables ou normes modifiées

Le RRQ de base a adopté de nouvelles normes comptables en 2018. Le RRQ supplémentaire a pour sa part adopté ces nouvelles normes dès son exercice initial (2018). Voici une brève description de celles-ci :

IFRS 9 : Instruments financiers – Classement et évaluation

Cette norme a remplacé la norme IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 couvre le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers ainsi que la dépréciation des actifs financiers. Elle précise que les actifs financiers doivent être évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur, et ce, suivant le modèle économique utilisé par l'entité pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation des passifs financiers au coût amorti est maintenue.

Conséquemment, même si le RRQ de base a adopté, tel qu'exigé, cette nouvelle norme de façon rétrospective sans retraitement de l'information comparative, il n'y a eu aucun impact sur les états financiers, outre les changements de noms de catégories d'instruments financiers. Le tableau suivant résume ces changements :

Catégories d'instruments financiers utilisées en 2018	Catégories d'instruments financiers utilisées en 2017
Actifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais du résultat net
Actifs financiers au coût amorti	Prêts et créances
Passifs financiers au coût amorti	Autres passifs financiers

IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Cette norme remplace les normes IAS 11, *Contrats de construction*, IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IFRIC 13, *Programme de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC-31, *Produits des activités ordinaires – opérations de troc impliquant des services de publicité*.

La norme prévoit cinq étapes à rencontrer pour comptabiliser un produit :

- Identification du ou des contrats avec un client;
- Identification des différentes obligations de performance envers le client incluses dans ce ou ces contrats;
- Détermination du prix de la transaction;
- Affectation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance;
- Comptabilisation du produit lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

Des informations doivent également être fournies pour permettre aux utilisateurs de bien comprendre la nature, le montant, l'échéance, et le niveau d'incertitude lié aux produits et à leur encaissement.

L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucun impact sur les états financiers du RRQ de base.

4-b) Normes comptables et modifications publiées, mais pas encore entrées en vigueur

De nouvelles normes ou modifications aux normes existantes ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) avec prise d'effet pour des exercices postérieurs à 2018. Toutefois, aucune de ces nouvelles normes n'est susceptible d'être pertinente pour les états financiers du RRQ de base et ceux du RRQ supplémentaire.

5. Estimations comptables et jugements

La préparation des états financiers exige que la direction de Retraite Québec ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Ces estimations sont révisées à chaque date de fin d'exercice, et les rajustements en découlant sont comptabilisés immédiatement dans l'exercice au cours duquel sont effectuées ces révisions.

Puisqu'il est difficile d'établir l'ampleur de la variation de ces estimations, il existe donc une possibilité que les résultats réels diffèrent de façon significative des meilleures prévisions faites par la direction de Retraite Québec.

Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont les cotisations au RRQ de base, les cotisations à recevoir de Revenu Québec, la durée d'utilité des immobilisations incorporelles et la juste valeur de certains instruments financiers.

5-a) Cotisations au RRQ et cotisations à recevoir de Revenu Québec

Compte tenu des mécanismes opérationnels et fiscaux établis par le gouvernement pour que les employeurs, les travailleurs autonomes et les particuliers effectuent leurs remises de cotisations, celles-ci sont encaissées sur une longue période qui déborde l'année civile concernée. Ainsi, pour une année civile donnée, les cotisations sont perçues par Revenu Québec, puis remises à Retraite Québec sur une période qui débute au cours de l'année civile concernée et qui se poursuit plusieurs mois après la fin de celle-ci.

La direction de Retraite Québec utilise donc divers outils et différentes hypothèses pour évaluer les revenus de cotisation et pour estimer les cotisations à recevoir de Revenu Québec à la date de fin d'exercice. Elle fonde son estimation sur des techniques élaborées qui visent essentiellement à constituer pour chaque composante (cotisations à recevoir des mandataires, des travailleurs autonomes, ou encore les sommes à rembourser) une banque de données historiques distincte comprenant plusieurs années civiles de cotisations. L'analyse permet ensuite d'établir, pour chaque composante et chaque année civile, un pourcentage entre les éléments connus à la date de fin d'exercice par rapport à ceux constatés subséquentement. La moyenne des pourcentages des années civiles analysées est ensuite calculée pour chaque composante et sert à établir l'estimation à la date de fin d'exercice.

L'estimation des cotisations à recevoir ou à rembourser à la date de fin d'exercice est donc établie en fonction des données connues au 31 décembre pour l'année civile courante (ex. : les encaissements reçus à ce jour) et les pourcentages moyens calculés selon l'expérience des données historiques d'années civiles antérieures.

5-a-1) RRQ de base

Au 31 décembre 2018, le montant des cotisations à recevoir de Revenu Québec est de 1 086,1 millions de dollars (2017 : 1 066 millions de dollars). Ce montant net inclut 1 049,7 millions de dollars (2017 : 1 010,4 millions de dollars) de cours à recevoir qui ont été établis à partir d'estimations et 36,4 millions de dollars d'autres contributions réelles à recevoir (2017 : 55,6 millions de dollars à recevoir).

5-b) Juste valeur

Tous les instruments financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur. Selon leur classement, les actifs financiers sont ensuite évalués soit au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, soit à la juste valeur par le biais du résultat net. Les passifs sont évalués au coût amorti.

Pour les dépôts à participation, la juste valeur est établie par la CDPQ au moyen des cours sur le marché actif le plus avantageux pour l'instrument concerné. S'il n'existe pas de marché actif, la juste valeur est établie selon des modèles d'évaluation internes ou externes, notamment des modèles de flux de trésorerie actualisés. La juste valeur établie selon ces modèles d'évaluation nécessite l'utilisation d'hypothèses à l'égard du montant et du calendrier des flux de trésorerie futurs estimatifs, ainsi que de nombreuses autres variables. Pour déterminer ces hypothèses, des données externes du marché facilement observables sont utilisées lorsqu'elles sont disponibles. Sinon, la CDPQ utilise la meilleure estimation possible. Puisqu'elles sont fondées sur des estimations, les justes valeurs peuvent ne pas être réalisées dans le cadre d'une vente réelle ou d'un règlement immédiat de ces instruments.

La note 18 donne plus de détails sur la juste valeur des instruments financiers.

5-c) Durée d'utilité des immobilisations incorporelles

Comme il est décrit à la note 3-h-3, la direction de Retraite Québec détermine les durées d'utilité de ses immobilisations incorporelles et revoit ces dernières à chaque fin d'exercice. Diverses analyses sont utilisées pour effectuer ce travail, notamment :

- le suivi des développements de systèmes informatiques réalisés durant l'exercice courant et lors des derniers exercices afin de rattacher ceux-ci aux systèmes principaux existants;
- la mise à jour de l'inventaire des principaux systèmes ainsi que leur âge;
- l'examen des estimations de durée d'utilité effectuées par des pairs;
- l'état et le niveau d'utilisation des systèmes.

Les données sur la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles, conséquentes à l'utilisation de ces estimations de durée d'utilité, sont fournies en détail à la note 14.

6. Revenus de placement et d'intérêts**6-a) Tableau sommaire des revenus de placements et d'intérêts****6-a-1) RRQ de base**

	2018	2017
Revenus de placement sur les dépôts à participation à la juste valeur par le biais du résultat net confiés à la CDPQ (note 6-b-1)		
Revenus nets de placement	1 940 545	1 930 852
Gains nets réalisés à la vente de placements	936 903	574 139
(Diminution) Augmentation non réalisée de la juste valeur	(143 271)	4 140 327
	2 734 177	6 645 318
Revenus de placement sur les autres actifs financiers		
Intérêts sur dépôts à vue à la CDPQ	6 480	3 770
Autres intérêts	426	158
	6 906	3 928
Autres revenus d'intérêts		
Intérêts gagnés et pénalités perçues lors de la production de l'avis de cotisation	32 246	29 209
	2 773 329	6 678 455

6-b) Détails des revenus (pertes) de placement sur les dépôts à participation à la CDPQ**6-b-1) Détails pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (en millions de dollars)****6-b-1-a) RRQ de base**

	Revenus nets de placement	Gains (pertes) à la vente de placements	Augmentation (diminution) non réalisée de la juste valeur	Total
PORTFEUILLE				
Valeurs à court terme	0,3	–	–	0,3
Taux	129,6	100,2	(134,6)	95,2
Crédit	366,1	5,8	(187,1)	184,8
Sous-total des revenus fixes	496,0	106,0	(321,7)	280,3
Infrastructures	183,1	15,7	284,3	483,1
Immeubles	1,4	0,7	714,0	716,1
Sous-total des actifs réels	184,5	16,4	998,3	1 199,2
Marchés boursiers	765,8	568,0	(1 662,2)	(328,4)
Placements privés	479,9	158,2	836,5	1 474,6
Sous-total des actions	1 245,7	726,2	(825,7)	1 146,2
Stratégies actives de superposition	20,1	22,8	(82,0)	(39,1)
Répartition de l'actif	(5,4)	(67,4)	72,6	(0,2)
Sous-total des activités de rendement absolu	14,7	(44,6)	(9,4)	(39,3)
Activités non capitalisées	–	132,9	–	132,9
Banquier	(0,4)	–	15,3	14,9
Sous-total des autres placements	(0,4)	132,9	15,3	147,8
Total global	1 940,5	936,9	(143,2)	2 734,2

6-b-2) Détails pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 (en millions de dollars)

6-b-2-a) RRQ de base

	Revenus nets de placement	Gains (pertes) à la vente de placements	Augmentation (diminution) non réalisée de la juste valeur	Total
PORTFEUILLE				
Valeurs à court terme	3,1	–	(0,1)	3,0
Taux	100,0	24,2	(33,4)	90,8
Crédit	274,8	–	85,4	360,2
Sous-total des revenus fixes	377,9	24,2	51,9	454,0
Infrastructures	161,1	17,0	160,5	338,6
Immeubles	45,5	0,6	613,9	660,0
Sous-total des actifs réels	206,6	17,6	774,4	998,6
Marchés boursiers	708,2	400,0	2 795,6	3 903,8
Placements privés	645,3	45,1	312,4	1 002,8
Sous-total des actions	1 353,5	445,1	3 108,0	4 906,6
Stratégies actives de superposition	(25,4)	13,5	(17,3)	(29,2)
Répartition de l'actif	6,6	(1,4)	(200,0)	(194,8)
BTAA ^(a)	0,6	(426,2)	428,4	2,8
Sous-total des activités de rendement absolu	(18,2)	(414,1)	211,1	(221,2)
Activités non capitalisées	(0,4)	501,3		500,9
Banquier	11,5	–	(5,1)	6,4
Sous-total des autres placements	11,1	501,3	(5,1)	507,3
Total global	1 930,9	574,1	4 140,3	6 645,3

(a) BTAA : billets à terme adossés à des actifs

7. Frais d'administration

7-a) RRQ de base

	2018	2017
Salaires et autres avantages du personnel	52 507	54 489
Courrier et communications	5 448	4 968
Frais de déplacement	409	334
Services professionnels et techniques	7 937	7 934
Expertises médicales externes	1 918	1 702
Entretien et location d'immeubles	4 964	4 789
Entretien et location informatique	6 609	6 848
Fournitures	537	588
Autres	40	40
Frais de perception des cotisations par Revenu Québec (note 9)	19 317	19 436
Participation au financement du Tribunal administratif du Québec	1 779	1 914
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	3 265	3 238
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles attribuée par Retraite Québec	6 801	6 877
	111 531	113 157

7-b) RRQ supplémentaire

	2018 (313 jours)
Salaires et autres avantages du personnel	1 502
Courrier et communications	2
Frais de déplacement	4
Services professionnels et techniques	290
Entretien et location d'immeubles	139
Entretien et location informatique	1
Autres	1
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	1
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles attribuée par Retraite Québec	4
	1 944

8. Charges financières

8-a) RRQ de base

	2018	2017
Intérêts sur le découvert bancaire au fonds général de la CDPQ	385	272
Intérêts sur rentes et prestations	1 690	1 516
Rendement attribué au mandat RCR (note 3-f)	374	1 128
	2 449	2 916

8-b) RRQ supplémentaire

	2018 (313 jours)
Intérêts autres	19

9. Frais reliés aux activités de perception des cotisations par Revenu Québec

Revenu Québec est, selon la Loi RRQ, l'organisme chargé de percevoir les cotisations pour le compte du RRQ de base et du RRQ supplémentaire. Dans le cadre de ce mandat, une entente a été signée en 2009. Celle-ci est de durée indéterminée, mais peut être résiliée sur préavis de 180 jours de l'une ou l'autre des parties.

Selon cette entente, Revenu Québec facture à Retraite Québec des frais d'administration ainsi que les frais relatifs aux créances irrécouvrables.

Les frais d'administration sont déterminés en fonction des charges réellement engagées par Revenu Québec et sont réévalués tous les cinq ans. Une mise à jour a été effectuée en 2017 avec les données de Revenu Québec pour son exercice clos le 31 mars 2016. La prochaine évaluation aura lieu en 2022. Entre les deux dates d'évaluation, divers mécanismes d'indexation sont prévus dans l'entente. Ainsi, les salaires directs sont indexés selon le taux moyen d'augmentation de la masse salariale des employés affectés à ces tâches. Les salaires indirects ne sont pas indexés. L'amortissement est rajusté selon les plans d'amortissement des actifs concernés par l'entente. Les autres charges sont indexées selon le taux d'inflation, mesuré à l'aide de l'indice des prix à la consommation pour le Québec.

La charge de créances irrécouvrables est calculée annuellement par Revenu Québec.

9-a) RRQ de base

	2018	2017
Frais d'administration (note 7)	19 317	19 436
Créances irrécouvrables liées aux cotisations non perçues	31 608	31 120
	50 925	50 556

10. Présentation des actifs et passifs courants

Puisque le RRQ ne présente pas de portion « courant » et « non courant » comme l'explique la note 3-k, nous fournissons dans le tableau ci-dessous le montant que le RRQ s'attend à recouvrer ou à régler au plus tard au cours de l'exercice suivant pour chaque poste d'actif et de passif.

10-a) RRQ de base

	2018	2017
ACTIF		
Trésorerie	1 345	5 045
Cotisations à recevoir de Revenu Québec	1 086 117	1 066 029
Clients	45 794	44 296
À recevoir de Retraite Québec	6 533	8 309
Revenus de placement à recevoir de la CDPQ	607 636	449 994
Charges payées d'avance	23 975	18 268
Total des actifs courants	1 771 400	1 591 941
PASSIF		
Découvert bancaire au fonds général de la CDPQ	645 064	807 106
Fournisseurs et autres créditeurs	195 977	179 763
Rendement à payer à Retraite Québec	365	1 128
Avance reçue de Retraite Québec	9 305	13 175
Provisions (note 16-b-1)	1 983	2 140
Total des passifs courants	852 694	1 003 312

10-b) RRQ supplémentaire

	2018	22 février 2018 (bilan d'ouverture)
ACTIF		
Total des actifs courants	-	-
PASSIF		
Dû à Retraite Québec	2 996	-
Total des passifs courants	2 996	-

11. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le RRQ présente, à titre de trésorerie, ses soldes bancaires ainsi que le solde du dépôt à vue au fonds général de la CDPQ. Les deux éléments peuvent à l'occasion être à découvert et ainsi avoir un solde créditeur.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant à l'état des flux de trésorerie sont composés des éléments suivants :

11-a) RRQ de base

	2018	2017
Trésorerie	1 345	5 045
Découvert bancaire au fonds général de la CDPQ	(645 064)	(807 106)
	<u>(643 719)</u>	<u>(802 061)</u>

12. Clients

12-a) Détail des montants inscrits

12-a-1) RRQ de base

	2018	2017
Clients	48 642	46 831
Provision pour créances douteuses	(2 848)	(2 535)
	<u>45 794</u>	<u>44 296</u>

12-b) Classement des sommes à recevoir des clients (selon l'âge des comptes)

Le tableau suivant détaille la valeur brute des comptes clients selon leur âge au 31 décembre.

12-b-1) RRQ de base

	2018	2017
De 0 à 30 jours	40 581	38 877
De 31 à 60 jours	325	199
De 61 à 90 jours	267	158
Plus de 90 jours	7 469	7 597
	<u>48 642</u>	<u>46 831</u>

12-c) Rapprochement de la provision pour créances douteuses

Le tableau suivant donne plus d'information sur la variation de la provision pour créances douteuses.

12-c-1) RRQ de base

	2018	2017
Solde au début de l'exercice	2 535	2 229
(-) Radiation de créances	-	-
(+) Pertes de valeur	313	306
(-) Reprises de provisions	-	-
Solde à la fin de l'exercice	<u>2 848</u>	<u>2 535</u>

13. Dépôts à participation à la CDPQ

13-a) Dépôts aux fonds particuliers du Régime de rentes du Québec à la CDPQ

Le Régime de base dispose de son propre compte à la CDPQ (aussi appelé « fonds 300 » dans les états financiers cumulés de la CDPQ). Le Régime supplémentaire possède son compte distinct (aussi appelé « fonds 399 »).

En vertu de l'article 34 de la Loi RRQ, Retraite Québec doit déposer auprès de la CDPQ tout l'argent attribuable au RRQ en sa possession, sauf ce qui est nécessaire à son administration courante et au paiement des prestations pour une période prescrite. Elle y achète soit des dépôts à vue, soit des dépôts à participation.

Le Régime de base ainsi que le Régime supplémentaire possèdent chacun un compte de dépôts à vue distinct qui sont en fait des « comptes courants » dans lesquels chacun peut y déposer ou retirer des sommes tous les jours ouvrables du mois. Tout solde positif de ces comptes, comptabilisé au poste Dépôts à vue au fonds général de la CDPQ, est rémunéré quotidiennement à un taux d'intérêt fixe. Lorsqu'un solde de ce compte est négatif, cela constitue alors un montant comptabilisé au poste Découvert bancaire au fonds général de la CDPQ (voir la note 15-b).

Une seule fois par mois, le premier jour, chaque régime peut acheter ou vendre des dépôts à participation. La CDPQ inscrit ces opérations dans le compte distinct du régime qui a procédé à un achat ou à une vente (i.e. le fonds particulier 300 ou le fonds particulier 399 à la CDPQ). Cet argent est ensuite investi en achetant divers types de placements selon la politique de placement que Retraite Québec a établie pour chaque régime et a communiquée à la CDPQ. Les placements sont détenus par l'intermédiaire d'unités de participation de portefeuilles spécialisés, d'une quote-part nette des activités de trésorerie effectuées par le fonds général. Les portefeuilles spécialisés et le fonds général font l'objet d'états financiers distincts et constituent des renseignements supplémentaires aux états financiers du fonds particulier 300 et du fonds particulier 399.

Les dépôts à participation aux fonds particuliers du RRQ de base et du RRQ supplémentaire à la CDPQ sont exprimés en unités. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier établie à la fin de chaque mois. À la date de clôture, la CDPQ attribue à chaque régime leurs revenus nets de placement.

Le tableau ci-dessous détaille les actifs financiers confiés à la CDPQ au 31 décembre au Régime de base. Il n'y a aucun dépôts à la CDPQ pour le RRQ supplémentaire au 22 février 2018, ni au 31 décembre 2018 puisque les opérations courantes générant des liquidités pour se faire vont débiter seulement en 2019.

13-a-1) RRQ de base

	2018	2017
Dépôts à participation	71 976 823	68 831 752
Revenus de placement à recevoir	607 636	449 994
	72 584 459	69 281 746

Au 31 décembre 2018, le RRQ de base possédait 57 581 286 unités de participation (2017 : 54 979 495).

	2018	2017
Coût d'acquisition des unités de dépôts à participation	54 782 709	51 494 367

13-a-1) RRQ de base (suite)

Le tableau suivant fournit des renseignements plus détaillés sur les placements en dépôts à participation que le RRQ de base possède à la CDPQ. Le montant global de dépôts à participation est ainsi réparti selon les divers portefeuilles spécialisés sous-jacents à la CDPQ, dans lesquels elle a investi selon les directives de la politique de placement de Retraite Québec pour le RRQ de base.

	Juste valeur en date du (en millions de dollars)			
	31 décembre 2018	%	31 décembre 2017	%
PORTEFEUILLE				
Valeurs à court terme	7,3	0,0 %	83,0	0,1 %
Taux	4 254,6	5,9 %	5 724,8	8,3 %
Crédit	9 059,9	12,6 %	8 231,2	12,0 %
Obligations	–	0,0 %	–	0,0 %
Dettes immobilières	–	0,0 %	–	0,0 %
Sous-total des revenus fixes	13 321,8	18,5 %	14 039,0	20,4 %
Infrastructures	5 386,4	7,5 %	3 779,2	5,5 %
Immeubles	10 092,7	14,0 %	8 940,8	13,0 %
Sous-total des actifs réels	15 479,1	21,5 %	12 720,0	18,5 %
Marchés boursiers	31 900,8	44,2 %	32 570,6	47,3 %
Placements privés	10 777,8	15,0 %	9 174,2	13,3 %
Sous-total des actions	42 678,6	59,2 %	41 744,8	60,6 %
Stratégies actives de superposition	126,6	0,2 %	134,5	0,2 %
Répartition de l'actif	401,5	0,6 %	319,4	0,5 %
Sous-total des activités de rendement absolu	528,1	0,8 %	453,9	0,7 %
Activités non capitalisées	0,1	0,0 %	(0,1)	0,0 %
Banquier	(30,8)	0,0 %	(125,9)	-0,2 %
Sous-total des autres placements	(30,7)	0,0 %	(126,0)	-0,2 %
Total global	71 976,9	100,0 %	68 831,7	100,0 %

14. Immobilisations incorporelles

14-a) RRQ de base

	Développements de systèmes informatiques
COÛT	
Au 1^{er} janvier 2017	70 492
Ajouts	
Rajustements	–
Acquisitions	910
Cessions	–
Au 31 décembre 2017	71 402
Ajouts	
Rajustements	–
Acquisitions	195
Cessions	–
Au 31 décembre 2018	71 597
CUMUL DES AMORTISSEMENTS	
Au 1^{er} janvier 2017	52 176
Dotation aux amortissements de l'exercice	3 238
Cessions	–
Au 31 décembre 2017	55 414
Dotation aux amortissements de l'exercice	3 265
Cessions	–
Au 31 décembre 2018	58 679
VALEUR COMPTABLE	
Au 31 décembre 2017	15 988
Au 31 décembre 2018	12 918

Aucune perte de valeur ou reprise de valeur n'a été comptabilisée au 31 décembre 2018 ni au 31 décembre 2017.

Les immobilisations incorporelles en cours de développement sont incluses dans la catégorie « Développements de systèmes informatiques » du tableau ci-dessus, et leur montant totalise 74 300 \$ au 31 décembre 2018 (2017 : 224 300 \$).

Le montant total des dépenses de recherche et développement comptabilisé en charges directes dans les résultats du RRQ de base pour l'exercice 2018 est de 357 522 \$ (2017 : 751 174 \$).

14-b) RRQ supplémentaire

	Développements de systèmes informatiques
COÛT	
Au 22 février 2018	<u>–</u>
Ajouts	
Rajustements	–
Acquisitions	1 039
Cessions	–
Au 31 décembre 2018	<u>1 039</u>
CUMUL DES AMORTISSEMENTS	
Au 22 février 2018	<u>–</u>
Dotation aux amortissements de l'exercice	1
Cessions	–
Au 31 décembre 2018	<u>1</u>
VALEUR COMPTABLE	
Au 22 février 2018	<u>–</u>
Au 31 décembre 2018	<u>1 038</u>

Aucune perte de valeur ou reprise de valeur n'a été comptabilisée au 31 décembre 2018.

Les immobilisations incorporelles en cours de développement sont incluses dans la catégorie « Développements de systèmes informatiques » du tableau ci-dessus, et leur montant totalise 902 600 \$ au 31 décembre 2018 (22 février 2018 : - \$).

Le montant total des dépenses de recherche et développement comptabilisé en charges directes dans les résultats du RRQ supplémentaire pour l'exercice 2018 est de 819 274 \$ (22 février 2018 : - \$).

15. Découverts bancaires

15-a) Autres découverts bancaires

Au 31 décembre 2018, le RRQ de base dispose d'une marge de crédit bancaire sans garantie de 65 millions de dollars (31 décembre 2017 : 61 millions de dollars) remboursable à demande. Depuis le 1^{er} janvier 2016, le RRQ de base bénéficie conjointement avec Retraite Québec de cette facilité de crédit et le montant combiné de la marge ne peut pas dépasser 65 millions de dollars. Les montants portent intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2018, le taux est de 3,95 % (31 décembre 2017 : 3,2 %), et la marge n'est pas utilisée (2017 : pas utilisée non plus).

15-b) Découvert bancaire au fonds général de la CDPQ

15-b-1) RRQ de base

La CDPQ accorde au RRQ de base un crédit permettant de rendre son dépôt à vue à découvert. Ce crédit ne comporte pas de garantie et est limité à un solde de 850 millions de dollars (2017 : 850 millions de dollars) en date du premier jour de chaque mois. Il porte intérêt au taux du dépôt à vue établi quotidiennement et majoré de 0,05 %. Les montants empruntés peuvent être remboursés par anticipation sans pénalités. Au 31 décembre 2018, le taux est de 1,80 % (2017 : 1,05 %). La durée de la convention est fixée à un an. De plus, celle-ci est renouvelable automatiquement, à sa date d'anniversaire, soit le 5 janvier, pour une même durée, à moins qu'une des parties ne donne un avis d'au moins 90 jours à l'autre partie avant le prochain anniversaire de la convention.

16. Provisions

16-a) Nature des provisions comptabilisées

Provisions

Les provisions incluent celles qui ont été comptabilisées pour couvrir les indemnités à verser à la suite d'autres ententes de règlement. Il est à noter que les provisions sont classées, au cas par cas, soit dans la portion courante, soit dans la portion non courante selon l'estimation faite par la direction de Retraite Québec quant au moment le plus probable de leur paiement.

16-b) Rapprochement des montants présentés

Le tableau suivant fournit le détail des provisions comptabilisées aux différentes dates de fin d'exercice.

16-b-1) RRQ de base

	Provisions	Portion courante	Portion non courante
Solde au 1^{er} janvier 2017	74 550	2 975	71 575
Augmentations	119		
Utilisations ou diminutions	(32 554)		
Solde au 31 décembre 2017	42 115	2 140	39 975
Augmentations	900		
Utilisations ou diminutions	(457)		
Solde au 31 décembre 2018	42 558	1 983	40 575

17. Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités d'exploitation

17-a-1) RRQ de base

	2018	2017
Cotisations à recevoir de Revenu Québec	(20 088)	(216 389)
Clients	(1 498)	(2 192)
Revenus de placement à recevoir de la Caisse de dépôt et placement du Québec	(157 642)	(104 372)
À recevoir de Retraite Québec	1 776	(4 999)
Charges payées d'avance	(5 707)	(5 638)
Fournisseurs et autres créditeurs	16 214	16 160
Rendement à payer à Retraite Québec	(763)	–
Avance reçue de Retraite Québec	(3 870)	13 175
Provisions	443	(32 435)
	(171 135)	(336 690)

17-a-2) RRQ supplémentaire

	2018
Dû à Retraite Québec	2 996
	2 996

18. Instruments financiers

18-a) Détail des actifs financiers comptabilisés dans l'état de la situation financière et information relative à leur juste valeur

18-a-1) RRQ de base

		Juste valeur par le biais du résultat net		Au coût amorti		Total	
	Niveau ^(a)	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
ACTIFS FINANCIERS							
Au 31 décembre 2018							
Trésorerie	1			1 345	1 345	1 345	1 345
Clients	2			45 794	45 794	45 794	45 794
Actifs financiers confiés à la CDPQ							
Dépôts à participation	2	71 976 823	71 976 823			71 976 823	71 976 823
Revenus de placement à recevoir	2			607 636	607 636	607 636	607 636
		<u>71 976 823</u>	<u>71 976 823</u>	<u>654 775</u>	<u>654 775</u>	<u>72 631 598</u>	<u>72 631 598</u>
Au 31 décembre 2017							
Trésorerie	1			5 045	5 045	5 045	5 045
Clients	2			44 296	44 296	44 296	44 296
Actifs financiers confiés à la CDPQ							
Dépôts à participation	2	68 831 752	68 831 752			68 831 752	68 831 752
Revenus de placement à recevoir	2			449 994	449 994	449 994	449 994
		<u>68 831 752</u>	<u>68 831 752</u>	<u>499 335</u>	<u>499 335</u>	<u>69 331 087</u>	<u>69 331 087</u>

(a) Voir la note 3-j-4 pour la définition des niveaux.

18-b) Détail des passifs financiers comptabilisés dans l'état de la situation financière et information relative à leur juste valeur

18-b-1) RRQ de base

		Au coût amorti	
	Niveau ^(a)	Juste valeur	Valeur comptable
PASSIFS FINANCIERS			
Au 31 décembre 2018			
Découvert bancaire au fonds général de la CDPQ	1	645 064	645 064
Fournisseurs et autres créditeurs	2	195 977	195 977
(moins) partie exclue ^(b)		(99 332)	(99 332)
Fournisseurs et autres créditeurs étant des passifs financiers		96 645	96 645
Rendement à payer à Retraite Québec	2	365	365
Avance reçue de Retraite Québec	2	9 305	9 305
		751 379	751 379
Au 31 décembre 2017			
Découvert bancaire au fonds général de la CDPQ	1	807 106	807 106
Fournisseurs et autres créditeurs	2	179 763	179 763
(moins) partie exclue ^(b)		(95 027)	(95 027)
Fournisseurs et autres créditeurs étant des passifs financiers		84 736	84 736
Rendement à payer à Retraite Québec	2	1 128	1 128
Avance reçue de Retraite Québec	2	13 175	13 175
		906 145	906 145

(a) Voir la note 3-j-4 pour la définition des niveaux.

(b) La portion exclue correspond au total des créditeurs inclus dans cette catégorie, mais qui ne répondent pas à la définition d'un passif financier.

19. Risques financiers

Dans le cours normal de ses affaires, le RRQ est exposé à divers risques, notamment ceux reliés aux marchés, au crédit, et aux liquidités. Retraite Québec a mis en place des politiques et procédés administratifs pour gérer le mieux possible ces risques.

19-a) Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut subir le RRQ en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers, à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ainsi que les cours boursiers.

19-a-1) Risque de marché sur les actifs

Pour gérer ce risque, le RRQ de base dispose d'une politique de placement qui vise à optimiser les rendements de son fonds particulier tout en maintenant un niveau de risque qui est acceptable. Le comité de placement du RRQ de base révisé périodiquement cette politique. La pierre angulaire de celle-ci est l'établissement du portefeuille de référence, lequel correspond à la répartition cible à long terme par catégorie d'actifs, ainsi qu'aux déviations maximales permises par rapport aux pondérations cibles. La CDPQ fournit aux gestionnaires et administrateurs du RRQ l'information de gestion de façon régulière pour leur permettre d'effectuer diverses analyses et contrôles de l'application de la politique de placement. Pour l'aider à effectuer ces analyses, la direction du RRQ a notamment recours à un consultant indépendant spécialisé dans la gestion des caisses de retraite. La proportion des catégories d'actifs composant le portefeuille de référence du régime détermine le niveau d'exposition au risque de marché. Le tableau ci-dessous illustre le portefeuille de référence du RRQ de base en date du 31 décembre 2018.

	RRQ de base		
	Borne minimale	Portefeuille de référence	Borne maximale
PORTEFEUILLE			
Taux	4,5 %	8,5 %	12,5 %
Crédit	7,0 %	11,0 %	16,0 %
Valeurs à court terme	0,0 %	0,5 %	3,5 %
Sous-total des titres à revenu fixe	14,0 %	20,0 %	26,0 %
Infrastructures	3,5 %	6,5 %	9,5 %
Immeubles	8,5 %	13,5 %	16,5 %
Placements privés	9,5 %	13,5 %	17,5 %
Sous-total des placements moins liquides	28,5 %	33,5 %	38,5 %
Marchés boursiers	40,5 %	46,5 %	52,5 %
Sous-total des marchés boursiers	40,5 %	46,5 %	52,5 %
Stratégies actives de superposition	0,0 %	0,0 %	0,5 %
Répartition de l'actif	0,0 %	0,0 %	1,0 %
Sous-total autres placements	0,0 %	0,0 %	1,5 %
Total global		100,0 %	

Notes : Seuls les éléments surlignés peuvent être additionnés pour donner la somme verticale globale de 100 %. Les autres additions verticales sont à éviter, car les chiffres indiqués représentent plutôt des bornes minimales ou maximales globales fixées pour un groupe de portefeuilles donnés.

Ces bornes sont mesurées à partir des justes valeurs et tiennent compte des positions prises au comptant et par l'achat d'unités de portefeuilles spécialisés à l'intérieur des activités de répartition de l'actif effectuées par la CDPQ.

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement tout en contribuant au développement économique du Québec. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités.

19-a-1) Risque de marché sur les actifs (suite)

Entre autres choses, la CDPQ détermine la politique d'investissement pour chaque portefeuille spécialisé. La politique d'investissement définit la stratégie, le type de gestion, l'univers de placement, l'indice de référence, l'objectif de rendement absolu ou de valeur ajoutée et l'encadrement de risque, qui comprend notamment des limites de concentration. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaires à la gestion des risques, la CDPQ confie la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés à des équipes indépendantes des gestionnaires de portefeuilles. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

La CDPQ mesure le risque de marché au moyen de la méthode dite de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR est une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir un portefeuille, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La CDPQ utilise un niveau de confiance de 95 % dans son calcul. Elle évalue la VaR pour chaque instrument détenu dans l'ensemble des portefeuilles spécialisés et agrège l'information pour le portefeuille réel du fonds particulier.

La CDPQ utilise la méthode de la simulation historique pour estimer la VaR. Cette méthode se fonde principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle nécessite que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées. Un historique de 3 000 jours d'observation des facteurs de risque, tels que la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt, des écarts de crédit et des prix des actifs financiers, est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des actifs détenus par la CDPQ pour le fonds particulier RRQ de base.

Deux types de risques sont calculés, soit les risques absolu et actif. Le risque absolu, ou la VaR absolue, du portefeuille de référence du déposant (portefeuille visé par le déposant) est la résultante du risque (la volatilité) des indices de référence des catégories d'actifs qui composent ce portefeuille. Par exemple, si le déposant choisissait globalement d'augmenter la proportion des actions dans son portefeuille de référence, ce risque s'en trouverait automatiquement accru étant donné la plus grande volatilité de cette catégorie d'actifs. Le rendement absolu attendu s'en trouverait aussi augmenté. Le risque absolu du portefeuille global (composé des investissements réels) correspond au risque (la volatilité) des positions qui composent le portefeuille global du déposant.

Le risque absolu du portefeuille global et celui du portefeuille de référence se calculent selon la même méthode, mais couvrent différents portefeuilles, soit le portefeuille global du déposant réellement investi par la CDPQ et le portefeuille de référence visé par ce déposant.

Le risque actif, ou la VaR de la gestion active, représente la possibilité que la CDPQ dégage un rendement différent de celui du portefeuille de référence en gérant le portefeuille d'un fonds particulier de façon active. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille du fonds particulier tendra à se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille de référence, le risque absolu et le risque actif du portefeuille du fonds particulier sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif du fonds particulier du RRQ de base à la CDPQ, selon un niveau de confiance de 95 % et un historique de 3 000 jours, sont illustrés dans le tableau suivant :

	RRQ de base	
	2018	2017
Type de risque		
Risque absolu du portefeuille réel	15,4 %	15,4 %
Risque actif du portefeuille réel	2,4 %	2,0 %

Il est à noter que, compte tenu des limites inhérentes à cette méthode, les résultats réels pourraient différer de ces calculs.

La CDPQ a contracté des contrats d'échange de rendement dans le fonds particulier du RRQ de base. La juste valeur de ces contrats au 31 décembre 2018 est nulle (2017 : nulle). La valeur nominale de référence de ces contrats au 31 décembre 2018 est de 5 154 009 milliers de dollars (2017 : 7 404 800 milliers de dollars).

Finalement, il est à mentionner que la CDPQ fournit aux gestionnaires et administrateurs du RRQ l'information de gestion de façon régulière pour leur permettre d'effectuer ses diverses analyses et contrôles de l'application de sa politique de placement. Pour l'aider à effectuer ces analyses, le RRQ a notamment recours à un consultant indépendant spécialisé dans la gestion des caisses de retraite.

19-a-1-a) Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Pour le RRQ de base, ce risque concerne essentiellement les actifs financiers confiés à la CDPQ. Ceux-ci sont libellés en dollars canadiens. Toutefois, la CDPQ dispose de placements libellés en diverses devises dans ses portefeuilles de placements.

La mesure du risque de change relative aux placements en devises détenus par la CDPQ est intégrée dans le calcul global de la VaR décrit à la note 19-a-1.

L'exposition nette aux devises du RRQ de base, incluant les investissements sous-jacents en devises détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net du fonds particulier à la CDPQ, se détaille comme suit :

Devise	Régime de base	
	2018	2017
Dollar canadien	35 %	40 %
Dollar américain	30 %	27 %
Euro	8 %	8 %
Livre sterling	5 %	4 %
Autres devises	22 %	21 %
Total	100 %	100 %

Finalement, la direction de Retraite Québec juge que le RRQ de base est adéquatement exposé au risque de change sur une longue période.

19-a-2) Risque de taux d'intérêt sur les passifs

Le risque de taux d'intérêt se définit comme le risque que la valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Le RRQ de base est également exposé à un risque de taux d'intérêt pour ses passifs en raison de ses découverts bancaires (voir la note 15) pour lesquels le taux d'intérêt est variable. Retraite Québec ne juge pas important d'utiliser des instruments dérivés pour gérer ce risque, étant donné qu'il s'agit d'emprunts courants en dollars canadiens qui sont remboursés rapidement.

19-b) Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte financière dans le cas où un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou de remplir tout autre engagement financier, ou verrait sa situation financière se dégrader.

L'exposition maximale du RRQ de base au risque de crédit correspond à la valeur comptable de ses actifs financiers indiqués à la note 18-a.

Le RRQ de base est exposé à un risque de crédit limité à l'égard des créances provenant de ses clients, même si les débiteurs ne sont pas garantis. Le risque de non-recouvrement est atténué du fait que les débiteurs proviennent d'un grand nombre de clients, d'une part, et que, d'autre part, la majeure partie de la valeur de ces débiteurs est à recevoir d'organismes publics et parapublics. Pour sa part, le RRQ supplémentaire n'a aucun solde à recevoir de clients en 2018, car ses opérations avec la clientèle débiteront seulement en 2019.

Retraite Québec effectue régulièrement le suivi des soldes impayés et entreprend diverses procédures de recouvrement auprès des clients. Ces procédures sont échelonnées selon une gradation des moyens en fonction de l'âge des comptes, de la situation et des mesures antérieures de recouvrement.

Retraite Québec évalue périodiquement les débiteurs du RRQ de base et rajuste le niveau de la provision pour créances irrécouvrables selon une analyse statistique des dossiers clients. L'analyse vise à déterminer le pourcentage de recouvrement moyen en fonction de l'évolution des encaissements réels reçus des clients et de l'expérience d'encaissement des soldes impayés observée pour diverses situations ou différents événements. Les résultats de cette analyse sont disponibles à la note 12 et peuvent y être comparés avec le solde total du poste « Clients ».

Dans les actifs financiers du fonds particulier à la CDPQ, il y a également des éléments de risque de crédit pour le RRQ de base, puisque l'actif net de son fonds particulier est investi dans des portefeuilles sous-jacents. Le fonds particulier du RRQ de base est donc exposé indirectement au risque de crédit. Le risque provient notamment :

- Des titres à revenus fixes et de l'octroi de garanties financières ou d'engagements de prêts donnés. L'analyse et la gestion de ces risques sont effectuées directement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles qu'elle gère au nom des déposants.
- De la contrepartie liée aux instruments financiers dérivés :
 - Il s'agit du risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés dans l'éventualité où la contrepartie serait incapable de respecter les conditions aux contrats.
 - Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition du fonds particulier RRQ de base à la CDPQ sont des contrats de gré à gré avec la CDPQ. Toutefois, ce fonds particulier demeure exposé au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des investissements sous-jacents détenus par les portefeuilles spécialisés.

L'information à ce sujet est disponible dans les états financiers de la CDPQ.

Par ailleurs, tous les instruments financiers détenus directement par le fonds particulier 300 du RRQ de base sont conclus avec la CDPQ, qui détient une cote de crédit AAA. Le risque de crédit associé à sa trésorerie et équivalents de trésorerie est réduit au minimum en s'assurant qu'il est investi auprès d'institutions financières réputées.

19-c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas pouvoir respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actifs.

Tous les trois ans, une évaluation actuarielle est effectuée pour établir les prévisions de liquidités sur un horizon très long, soit pour une période de projection de 50 ans.

Pour le RRQ de base, Retraite Québec effectue annuellement une analyse des besoins de liquidités prévus pour les cinq prochaines années. Cette analyse tient compte notamment des prévisions des actuaires du RRQ de base en regard des paiements de rentes à venir et de prestations ainsi que des recettes de cotisations et de revenus de placement prévus. Ainsi, cette analyse comporte des prévisions pour la première année qui sont ventilées mois par mois, et celles des quatre années suivantes sont ventilées annuellement. Chaque année au début de l'exercice, Retraite Québec effectue à l'avance une planification quotidienne des besoins réels de liquidités pour l'exercice à venir. Durant l'exercice, elle met à jour ces diverses prévisions s'il survient des changements importants qui peuvent avoir une incidence sur les liquidités prévues.

Pour le RRQ supplémentaire, étant donné qu'il n'y avait pas d'activités opérationnelles en 2018, la direction de Retraite Québec s'est limitée à réaliser des prévisions annuelles de liquidités.

Le RRQ de base dispose également de marges de crédit d'une valeur maximale de 915 millions de dollars (2017 : 911 millions de dollars) pour subvenir à des besoins temporaires de liquidités sans avoir à vendre des unités de dépôts à participation. Le RRQ supplémentaire ne dispose pas de marges de crédit.

De plus, seulement le premier jour de chaque mois, le RRQ de base est en mesure de vendre des unités de dépôts à participation afin de renflouer ses liquidités s'il le désire, par exemple en cas d'imprévus majeurs. Le montant maximal de dépôts à participation qu'il est permis de disposer mensuellement, selon l'article 20 du *Règlement sur les conditions et modalités des dépôts, fonds et portefeuilles de la Caisse de dépôt et placement du Québec*, est de 15 millions de dollars, plus le produit de 2 millions de dollars multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait du déposant par la CDPQ.

Les actifs financiers confiés à la CDPQ présentent également des éléments de risque de liquidité pour le RRQ de base puisque ces actifs sont investis dans des portefeuilles sous-jacents. Le choix du portefeuille de référence du RRQ de base a donc une incidence sur le risque de liquidité. Ce risque provient des émetteurs des placements que la CDPQ détient dans ses portefeuilles sous-jacents. L'analyse et la gestion du risque sont effectuées directement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles qu'elle gère au nom des déposants. Divers scénarios sont simulés afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur les liquidités. Lors de la gestion du risque de liquidité, la CDPQ tient aussi compte de facteurs autres que les échéances des flux contractuels lorsqu'elle évalue les besoins en matière de flux de trésorerie futurs prévus. L'information à ce sujet est disponible dans les états financiers de la CDPQ.

Finalement, tous les passifs financiers ont une date d'échéance inférieure à un an.

Le RRQ supplémentaire débutera les encaissements de revenus de cotisations dès le mois de janvier 2019. Selon le rapport actuariel modifiant l'évaluation actuarielle du RRQ au 31 décembre 2015, le RRQ supplémentaire disposera d'importants excédents des entrées de fonds sur les sorties de fonds au cours des prochaines années. Ainsi, comme on peut le constater au tableau de la note 2-a-2, la réserve accumulée est estimée à 366 millions de dollars au 31 décembre 2019 et demeure positive pour atteindre 792 milliards de dollars le 31 décembre 2065.

Puisque le RRQ de base dispose déjà d'une grande quantité de liquidités ou de facilités de crédit pour régler ses passifs, il n'y a pas de plan défini de gestion du risque à cet égard.

En ce qui concerne le RRQ supplémentaire, il disposera dès 2019 d'une grande quantité de liquidités pour régler ses passifs, et il n'y a donc pas non plus de plan défini de gestion du risque à cet égard.

Pour toutes ces raisons, le risque de liquidité du RRQ de base et du RRQ supplémentaire est jugé faible.

20. Éventualités

Le RRQ de base et le RRQ supplémentaire sont sujets à des litiges ou à des contestations de décisions dans le cours normal de leurs activités.

20-a) RRQ de base

Pour ce régime, des procès ou contestations ne sont pas tous réglés, et leur issue demeure imprévisible pour le moment. Selon l'information connue dont Retraite Québec dispose, et l'évaluation de ses avocats, celle-ci estime que, pour ces événements, la probabilité est faible qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit possible. Par conséquent, le RRQ de base n'a pas provisionné ces éventualités dans les données présentées à la note 16.

20-b) RRQ supplémentaire

Il n'y a aucun litige en cours, puisque les opérations débuteront seulement en 2019.

21. Gestion du capital

21-a) RRQ de base

Le capital est représenté par « l'actif net ». Au 31 décembre 2018, ce montant est de 72 867 872 milliers de dollars (2017 : 69 396 394 milliers de dollars).

L'objectif de gestion de cet actif net est décrit plus en détail à la note 2-a-1.

21-b) RRQ supplémentaire

Le capital est représenté par « l'actif net ». Au 31 décembre 2018, le déficit est de 1 958 milliers de dollars (22 février 2018 : nul).

L'objectif de gestion de cet actif net est décrit plus en détail à la note 2-a-2.

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (« régime »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du régime au 31 décembre 2018, ainsi que de l'évolution de son actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de ses obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante du régime conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du régime à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le régime ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du régime.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du régime;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du régime à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le régime à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 1^{er} mai 2019

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

État de la situation financière
au 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Actif		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 4)		
Fonds des cotisations salariales	69 967 990	68 022 765
Fonds des régimes complémentaires de retraite	652 176	674 112
Dépôts à vue au fonds général – cotisations patronales	38	2 054
	<u>70 620 204</u>	<u>68 698 931</u>
Créances		
Cotisations salariales à recevoir	201 350	196 069
Cotisations patronales à recevoir	19 527	18 170
Sommes à recevoir du gouvernement	71 215	73 114
Sommes à recevoir des prestataires	1 981	2 112
Sommes à recevoir relatives à des transferts provenant d'autres régimes de retraite	2 761	2 692
	<u>296 834</u>	<u>292 157</u>
	70 917 038	68 991 088
Passif		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	68 325	50 796
Cotisations salariales perçues en trop à rembourser	24 081	25 703
Sommes à payer relatives à des transferts vers d'autres régimes de retraite	10 885	8 863
Transferts vers le Régime de retraite du personnel d'encadrement à payer	120 359	107 012
Frais d'administration à payer à Retraite Québec	1 018	9 154
Dû à Retraite Québec pour le financement du Plan global d'investissement (note 6)	20 314	30 471
	<u>244 982</u>	<u>231 999</u>
Actif (déficit) net disponible pour le service des prestations (note 7)	70 672 056	68 759 089
Employés	70 029 272	68 092 920
Employeurs	(9 350)	(10 668)
Régimes complémentaires de retraite	652 134	676 837
	<u>70 672 056</u>	<u>68 759 089</u>

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

État de la situation financière
au 31 décembre 2018 (suite)
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Obligations au titre des prestations de retraite (note 7)		
Employés	60 508 607	60 341 267
Employeurs	63 374 303	63 360 013
Régimes complémentaires de retraite	450 794	478 319
	124 333 704	124 179 599
Excédent (déficit) de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite (notes 7 et 8)		
Employés	9 520 665	7 751 653
Employeurs (note 2b)	(63 383 653)	(63 370 681)
Régimes complémentaires de retraite	201 340	198 518
	(53 661 648)	(55 420 510)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le Comité de retraite,

Marie Gendron

Benoît Malo

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Augmentation de l'actif net		
Cotisations (note 9)	5 365 311	5 108 213
Transferts provenant d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	8 665	12 021
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Revenus de placement (note 10)	2 023 444	1 975 580
Modification de la juste valeur (note 10)	696 929	3 635 457
Intérêts sur les dépôts à vue au fonds général	333	114
	2 720 706	5 611 151
Revenus d'intérêts	1 255	927
	8 095 937	10 732 312
Diminution de l'actif net		
Prestations et transferts		
Rentes (note 11)	5 762 669	5 512 995
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	86 456	68 489
Transferts vers le Régime de retraite du personnel d'encadrement, y compris les intérêts	144 364	145 594
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	65 273	50 721
	6 058 762	5 777 799
Régimes complémentaires de retraite		
Rentes (note 11)	44 014	45 165
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	775	232
	44 789	45 397
Frais d'administration de Retraite Québec (note 12)	79 419	73 528
	6 182 970	5 896 724
Augmentation nette de l'exercice (note 8)	1 912 967	4 835 588
Actif net disponible pour le service des prestations au début	68 759 089	63 923 501
Actif net disponible pour le service des prestations à la fin (note 7)	70 672 056	68 759 089

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite
de l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Ajustements au solde de début à la suite du dépôt d'une nouvelle évaluation actuarielle		
Perte actuarielle	—	759
Modification des hypothèses actuarielles	—	(5 622)
	—	(4 863)
Évolution des obligations au cours de l'exercice		
Intérêts	7 515 958	7 207 605
Prestations constituées	4 080 392	3 826 564
Transferts vers le Régime de retraite du personnel d'encadrement, y compris les intérêts	(249 485)	(291 958)
Prestations et transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	(5 952 824)	(5 669 926)
	5 394 041	5 072 285
Autres ajustements au cours de l'exercice		
Modification des hypothèses actuarielles (note 7)	(5 239 936)	(8 694)
Augmentation nette de l'exercice (note 8)	154 105	5 058 728
Obligations au titre des prestations de retraite au début	124 179 599	119 120 871
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 7)	124 333 704	124 179 599

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT ET DES ORGANISMES PUBLICS

Notes complémentaires au 31 décembre 2018

(Sauf indications contraires, les montants dans les notes sont en milliers de dollars canadiens (k\$).)

1. Description du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)

La description du RREGOP fournie ci-dessous l'est à titre informatif. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

a) Généralités

Retraite Québec est un organisme public exerçant des fonctions administratives. Elle administre le RREGOP conformément à la loi désignée ci-dessus. Retraite Québec a son siège social dans la province de Québec, au Canada, soit au 2600, boulevard Laurier, à Québec.

En tant qu'administrateur, Retraite Québec prépare les états financiers du RREGOP pour approbation par le Comité de retraite. Ces états financiers ont été approuvés pour publication par le Comité de retraite du RREGOP le 1^{er} mai 2019.

Le RREGOP est un régime à prestations déterminées offert depuis le 1^{er} juillet 1973 aux employés de la fonction publique, des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

Les régimes de pension agréés (RPA) ne sont pas assujettis aux impôts aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu. Cette loi prévoit des déductions à la fois pour les cotisations versées au RPA par les employés et les employeurs. Enfin, les prestations de ces régimes sont imposables au moment où elles sont versées.

Les prestations décrites ci-après peuvent être différentes pour certaines catégories d'employés déterminées par le gouvernement.

b) Rentes de retraite

Les participants au RREGOP acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont au moins 60 ans, ou s'ils comptent au moins 35 années de service crédité.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle lorsqu'ils ont 55 ans.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des cinq années les mieux rémunérées par 2 % par année de service crédité (40 années de service crédité maximum).

Peuvent s'ajouter à la rente de retraite des crédits de rente accordés à la suite du rachat d'années de service antérieures, d'une entente de transfert ou d'un transfert d'un régime complémentaire de retraite ainsi que des montants découlant de la revalorisation de certaines années de service.

La rente de retraite est réduite à 65 ans, pour chaque année de service crédité jusqu'à concurrence de 35 années, de 0,7 % du salaire admissible moyen des cinq dernières années, sans excéder la moyenne du maximum des gains admissibles (MGA) au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9) pour ces années.

1. Description du RREGOP (suite)

c) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RREGOP, ou qu'elle y participait et qu'elle était âgée d'au moins 55 ans, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir. Cette rente correspond à 60 % si elle avait fait le choix de recevoir une rente réduite de 2 %. Lorsqu'il n'y a pas de conjointe ou de conjoint, les cotisations versées par la personne sont remboursées aux héritiers, avec intérêts, déduction faite des sommes déjà versées à titre de rente, le cas échéant.

La conjointe ou le conjoint ou, à défaut, les héritiers d'une personne qui participait au RREGOP et qui était âgée de moins de 55 ans au moment de son décès ont droit au remboursement des cotisations versées par cette personne, avec intérêts, si elle comptait moins de deux années de service. Si elle comptait plus de deux années de service, ils ont droit au plus élevé des montants suivants : le remboursement des cotisations versées par la personne, avec intérêts, ou la valeur actuarielle de la rente différée indexée.

d) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RREGOP avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts si elle compte moins de deux années de service et si elle a moins de 55 ans. Dans les autres cas, sous certaines conditions, elle peut avoir droit à une rente de retraite différée indexée payable sans réduction à 65 ans ou avec réduction actuarielle à compter de 55 ans. Avant cet âge, elle peut demander un transfert de la valeur de sa rente différée dans un compte de retraite immobilisé.

e) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RREGOP sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie pour la portion de la rente qui correspond au service acquis avant le 1^{er} juillet 1982. Elles sont partiellement indexées pour la portion de la rente qui correspond au service acquis après le 30 juin 1982.

f) Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Pour le service effectué avant le 1^{er} juillet 1982, les sommes nécessaires au paiement des prestations à l'égard du service régulier et des crédits de rente acquis par rachat sont puisées dans le fonds des cotisations salariales à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) dans une proportion de 5/12 et dans un compte de dépôts à vue à la CDPQ, pour la part des prestations à la charge du gouvernement et des employeurs autonomes, dans une proportion de 7/12. Pour le service effectué à compter du 1^{er} juillet 1982, les sommes sont puisées à parts égales dans le fonds des cotisations salariales et dans le compte de dépôts à vue. Lorsque le compte de dépôt à vue est épuisé, les sommes manquantes pour couvrir la part à la charge du gouvernement et des employeurs autonomes sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Les sommes nécessaires au paiement des prestations relatives aux crédits de rente acquis par le transfert de régimes complémentaires de retraite (RCR), y compris le Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale (CSC) et le Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM), sont d'abord puisées dans les fonds des RCR à la CDPQ où elles avaient été déposées lors du transfert et, par la suite, dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Les sommes nécessaires au paiement de la totalité des prestations relatives au service transféré du Régime de retraite des enseignants (RRE) et du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

En règle générale, les sommes nécessaires au paiement des frais d'administration sont puisées à parts égales dans le fonds des cotisations salariales à la CDPQ et dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

g) Modifications aux dispositions du RREGOP devenant applicables après le 31 décembre 2018

En vertu de la Loi modifiant certaines lois instituant des régimes de retraite applicables aux employés du secteur public (L.Q. 2016, chapitre 14), certaines dispositions applicables au service régulier du RREGOP qui sont en vigueur à la fin du présent exercice et décrites dans les paragraphes précédents se voient modifiées après cette date. Les changements sont les suivants :

- Les critères donnant droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle sont modifiés pour les personnes qui cesseront de participer au RREGOP après le 30 juin 2019. Les participants acquerront le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont au moins 61 ans, s'ils ont 35 années de service ou s'ils ont au moins 60 ans et que leur âge et leur nombre d'années de service totalisent 90.
- À compter du 1^{er} juillet 2020, le taux annuel de réduction actuarielle due à l'anticipation de la rente sera augmenté de 4 % à 6 %.

2. Modalités de financement

a) Prestations à la charge des participants

Le financement des prestations et des frais d'administration à la charge des participants est assuré par les cotisations des participants, les montants de compensation versée par le gouvernement et les rendements obtenus dans le fonds des cotisations salariales confiées à la CDPQ.

Conformément à l'article 174 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (Loi sur le RREGOP), les actuaires de Retraite Québec doivent réaliser tous les trois ans une évaluation actuarielle du RREGOP. L'objectif de celle-ci est de déterminer le taux de cotisation des participants en tenant compte de la valeur de la caisse de retraite qu'ils ont constituée, des prestations dont ils ont la charge et de la politique de financement des prestations à la charge des employés.

Cette politique de financement est adoptée par le Comité de retraite du RREGOP. Elle prévoit l'utilisation de la méthode de répartition des prestations constituées avec projection des salaires et l'utilisation d'hypothèses de meilleure estimation, jugées pertinentes par l'actuaire-conseil nommé par le Comité de retraite. La politique prévoit également qu'un ajustement est apporté à la juste valeur de la caisse pour prendre en considération graduellement, sur une période de cinq ans, les écarts entre le rendement réalisé et celui anticipé.

Ainsi, pour ce qui est de la capitalisation, la situation financière est définie comme étant en surplus lorsque la valeur actuarielle de la caisse des employés excède la valeur actuarielle des prestations constituées. Elle est définie comme étant en déficit dans le cas contraire. La politique de financement des prestations à la charge des participants prévoit la gestion des surplus et des déficits. Le surplus est utilisé dans un premier temps pour constituer un fonds de stabilisation à titre de provision pour les écarts défavorables dont la valeur maximale est de 10 % de la valeur actuarielle des prestations constituées à la charge des employés. La portion du surplus comprise entre 10 % et 20 %, ou la totalité du déficit, est amortie sur 15 ans et a pour effet de réduire ou d'augmenter le taux de cotisation. La portion du surplus excédant 20 % de la valeur actuarielle des prestations constituées à la charge des employés est utilisée pour bonifier la clause d'indexation.

La dernière évaluation actuarielle du RREGOP a été produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2014 et vise à déterminer le taux de cotisation des participants pour les années 2017, 2018 et 2019. Elle a été déposée au Comité de retraite en octobre 2016, et les taux de cotisation qui en résultent ont été approuvés par les autorités gouvernementales. Les résultats de cette évaluation démontrent que le taux de cotisation requis est établi à 12,47 % de l'excédent du salaire admissible sur 35 % du MGA. Compte tenu de l'application du règlement de la Loi sur le RREGOP qui limite la variation annuelle du taux de cotisation, ce dernier, exprimé en fonction de l'excédent du salaire admissible sur 25 % du MGA, est établi à 10,97 % pour 2018 et à 10,88 % pour 2019 (11,05 % en 2017).

Par ailleurs, la Loi sur le RREGOP prévoit un versement annuel par le gouvernement dans le fonds des cotisations salariales à la CDPQ pour compenser la réduction des cotisations des participants dont le salaire admissible est inférieur au MGA.

2. Modalités de financement (suite)

b) Prestations à la charge du gouvernement et des employeurs autonomes

Le financement des prestations et des frais d'administration à la charge du gouvernement et des employeurs autonomes est assuré par les cotisations de ceux-ci. Comme le gouvernement n'a pas l'obligation de verser ces cotisations dans une caisse de retraite, le RREGOP ne bénéficie donc pas de revenus de placement pour financer ces prestations.

En vertu de la Loi sur le RREGOP, les employeurs autonomes doivent verser à Retraite Québec en même temps qu'ils font la remise de la cotisation de leurs employés une cotisation patronale équivalente qui est déposée dans un compte de dépôts à vue à la CDPQ.

La cotisation du gouvernement correspond aux sommes requises afin de pourvoir au paiement des prestations dont il a la charge au moment où elles deviennent payables, diminution faite des cotisations des employeurs autonomes. Par conséquent, le gouvernement inscrit dans ses états financiers consolidés les obligations au titre des prestations de retraite dont il a la charge selon ses propres normes comptables.

Finalement, la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la CDPQ, des sommes du fonds général du fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux. Étant donné que le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) n'appartient pas au régime, l'information sur celui-ci est présentée dans les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, publiés dans les Comptes publics.

3. Principales méthodes comptables

a) Base de préparation des états financiers

Les états financiers du RREGOP ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou du changement de méthode comptable qui ne concernent pas son portefeuille de placements ni ses obligations au titre des prestations de retraite, les Normes internationales d'information financière (IFRS) sont utilisées.

b) Nouvelles normes comptables

Adoption d'une nouvelle norme comptable

L'IFRS 9 – Instruments financiers, remplace l'IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation. L'IFRS 9 précise que les actifs financiers doivent être évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur, et ce, suivant le modèle économique utilisé par l'entité pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue. En date du 1^{er} janvier 2018, soit la date de première application, cette norme a été appliquée de manière rétrospective sans retraitement de l'information comparative, tel que permis par la norme, et n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

Norme comptable publiée, mais pas encore entrée en vigueur

Aucune norme comptable publiée, mais non en vigueur n'a d'incidence sur les états financiers.

c) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction de Retraite Québec ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels, sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la CDPQ, des prestations et transferts ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Ces estimations sont révisées à chaque date de fin d'exercice, et les rajustements en découlant sont comptabilisés immédiatement dans l'exercice au cours duquel sont effectuées ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

d) Fonds confiés à la CDPQ

Les fonds confiés à la CDPQ sont investis par l'achat de divers types de placements selon les politiques de placement désignées à la note 5. Ces fonds se composent principalement de dépôts à participation et de dépôts à vue. Les dépôts à participation se composent essentiellement de placements dans des portefeuilles spécialisés.

Les dépôts à participation des fonds particuliers 301, 361 et 362 sont comptabilisés à la juste valeur établie par la CDPQ selon le nombre d'unités de participation (ci-après appelées « unités ») détenues par le régime. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la CDPQ attribue aux fonds particuliers les revenus nets de placement. Les dépôts à vue au fonds général ainsi que les revenus de placement à recevoir sont comptabilisés au coût qui se rapproche de la juste valeur compte tenu de leur échéance rapprochée.

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La CDPQ établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur à l'aide de prix cotés sur des marchés actifs. Lorsqu'il n'existe pas de prix cotés, la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation faisant appel à des données d'entrée observables ainsi qu'à des données d'entrée non observables. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'actif net dudit portefeuille par le nombre d'unités en circulation. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

Revenus de placement

Les revenus nets de placement provenant de chaque portefeuille spécialisé sont comptabilisés en date de leur attribution aux fonds particuliers selon le nombre d'unités de participation détenues durant chacune des périodes. Les revenus attribués au Fonds particulier 301 sont, par la suite, comptabilisés dans les fonds des cotisations salariales et celui des RCR selon la proportion détenue.

Les revenus tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus des placements sous-jacents.

Hiérarchie de la juste valeur

Les dépôts à participation à la CDPQ comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon la hiérarchie suivante, en fonction du plus bas niveau de données d'entrée importantes utilisées pour l'évaluation de la juste valeur :

- Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.
- Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 4. Au cours des exercices, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur.

3. Principales méthodes comptables (suite)

e) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par Retraite Québec. Les évaluations actuarielles réalisées pour les états financiers du RREGOP sont produites tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires signataires déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés au régime, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants du régime. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

f) Cotisations

Les cotisations salariales et patronales (correspondant aux employeurs autonomes) sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les participants du régime.

Les rajustements apportés à ces cotisations sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

La cotisation du gouvernement est comptabilisée au moment où les prestations dont il a la charge deviennent payables.

g) Transferts vers le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE)

Les transferts de cotisations cumulées avec intérêts des participants ayant changé de régime avant le 1^{er} janvier 2018 ont été effectués et pris en compte dans l'actif net disponible pour le service des prestations et dans les obligations au titre des prestations de retraite. Les obligations au titre des prestations de retraite de ces participants ont été déterminées en fonction de la valeur des prestations acquises à la date du transfert. Au 31 décembre 2018, une provision correspondant à la valeur des transferts de cotisations cumulées avec intérêts et des obligations au titre des prestations de retraite a été déterminée pour les participants ayant transféré vers le RRPE au cours du présent exercice. Le montant réel de ces transferts sera connu lorsque les données de participation, produites par les employeurs, auront été reçues et traitées par Retraite Québec, soit au cours de l'exercice suivant la date du transfert de régime.

4. Fonds confiés à la CDPQ

Fonds des cotisations salariales et des RCR

Le tableau ci-dessous détaille les fonds des cotisations salariales et des RCR.

	2018		2017
	Fonds des cotisations salariales (301)	Fonds des RCR (301, 361, 362)	Total
Dépôts à participation aux fonds particuliers à la CDPQ ¹			
Placements (note 4a)	69 380 826	647 008	70 027 834
Revenus de placement courus à recevoir	510 509	4 674	515 183
Dépôts à vue au fonds général	66 749	460	67 209
Passifs relatifs aux placements (note 4a)	–	–	–
Montants à distribuer au RREGOP (note 5)	(652 159)	(5 948)	(658 107)
	69 305 925	646 194	69 952 119
Dépôts à vue au fonds général	9 906	34	9 940
Revenus de placement courus à recevoir des fonds particuliers	652 159	5 948	658 107
	69 967 990	652 176	70 620 166
Dépôts à vue au fonds général – cotisations patronales			38
			70 620 204
			68 698 931

1. Tous les dépôts à participation sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur de niveau 2. Le coût des dépôts à participation pour 2018 s'élève à 53 817 837 k\$ (51 578 587 k\$ pour 2017).

4. Fonds confiés à la CDPQ (suite)

a) Placements et passifs relatifs aux placements

Au 31 décembre, la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements se détaille comme suit :

	2018	2017
Placements		
Unités de participation de portefeuilles spécialisés		
Revenu fixe		
Taux	7 306 334	9 945 850
Crédit	14 737 259	12 542 897
Valeurs à court terme	10 861	130 081
	22 054 454	22 618 828
Actifs réels		
Immeubles	7 993 788	7 287 680
Infrastructures	5 395 757	3 896 053
	13 389 545	11 183 733
Actions		
Marchés boursiers	24 390 239	25 520 303
Placements privés	9 695 981	8 467 298
	34 086 220	33 987 601
Activités de rendement absolu		
Stratégies actives de superposition	122 348	133 045
Répartition de l'actif	374 672	315 040
	497 020	448 085
Quote-part nette des activités du fonds général	595	–
Total des placements	70 027 834	68 238 247
Passifs relatifs aux placements		
Quote-part nette des activités du fonds général (note 5)	–	14 469
Total des passifs relatifs aux placements	–	14 469

b) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun investissement initial ou qui en requièrent très peu et qui sont réglés à une date future.

La CDPQ effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de marché, de taux d'intérêt ou à des fins discrétionnaires. La CDPQ a recours aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'instruments financiers basés sur un indice boursier, un indice de défaillance de crédit ou un panier d'actions, d'obligations ou de devises. Le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé à la clôture de chaque mois.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Le tableau suivant présente la juste valeur ainsi que le montant nominal de référence des instruments financiers dérivés :

	2018			2017		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif	
Marchés hors cote						
Dérivés de taux d'intérêt						
Contrats d'échange de rendement liés aux taux d'intérêt	–	–	1 402 188	–	–	–
Dérivés sur actions						
Contrats d'échange de rendement liés aux placements moins liquides	–	–	1 741 825	–	–	2 190 872
Total des instruments financiers dérivés	–	–	3 144 013	–	–	2 190 872

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement

Aux fins de la gestion du capital, le capital du RREGOP est constitué de l'actif net disponible pour le service des prestations. Au 31 décembre 2018, il s'élève à 70 672 056 k\$ (68 759 089 k\$ au 31 décembre 2017). Le RREGOP n'est assujéti à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe.

Le Comité de retraite du RREGOP, conjointement avec la CDPQ, établit la politique de placement du Fonds particulier 301. Le Comité de retraite s'est doté d'une politique de placement qui encadre les activités de placement de la CDPQ. Il établit les objectifs de placement, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. La politique de placement vise à obtenir un taux de rendement optimal tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par le Comité de retraite dans le but de permettre au RREGOP d'assurer le paiement des prestations actuelles et futures prévues par les dispositions du régime. Le gouvernement établit les politiques de placement des fonds particuliers 361 et 362.

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Entre autres choses, la CDPQ élabore et révisé périodiquement les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés qui visent l'encadrement du travail des gestionnaires de ces portefeuilles. Une politique d'investissement distincte établit la stratégie, le type de gestion, les titres admissibles, les objectifs de rendement, l'indice de référence ainsi que les limites de risques et de concentration. Le tableau présenté à la section traitant du risque de marché détaille la concentration des placements du Fonds particulier 301 dans les portefeuilles spécialisés. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Des équipes indépendantes et des comités internes sont responsables d'appuyer les employés des groupes d'investissement et d'établir les mécanismes de contrôle appropriés. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. Les politiques de placement du RREGOP et des RCR permettent d'utiliser des instruments financiers dérivés à des fins discrétionnaires ou aux fins de la gestion des risques de marché.

La pierre angulaire de ces politiques de placement est l'établissement d'un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence.

La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence de chaque fonds particulier influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée par la CDPQ le premier jour de chaque mois. Advenant un dépassement des limites établies par catégorie d'investissement, la CDPQ avise les représentants du RREGOP et prend les mesures appropriées afin de respecter les limites permises.

Au 31 décembre 2018, la composition du portefeuille réel et du portefeuille de référence du Fonds particulier 301, en pourcentage de l'actif net, ajusté des montants à distribuer au RREGOP, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

Fonds particulier 301

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
Revenu fixe				
Taux	10,36	7,50	12,50	19,50
Crédit	21,12	14,50	19,50	26,50
Obligations à long terme	0,00	0,00	0,00	7,00
Valeurs à court terme	0,01	0,00	1,00	12,00
	31,49	26,00	33,00	48,00
Actifs réels				
Immeubles	11,34	8,00	11,00	14,00
Infrastructures	7,72	3,70	6,70	9,70
	19,06	11,70	17,70	23,70
Actions				
Marchés boursiers	34,65	24,80	36,80	43,80
Placements privés	14,01	9,50	12,50	15,50
	48,66	34,30	49,30	59,30
Activités de rendement absolu				
Stratégies actives de superposition	0,19	0,00	0,00	0,50
Répartition de l'actif	0,53	0,00	0,00	1,00
	0,72	0,00	0,00	1,50
Autres	0,07			
	100,00		100,00	

La CDPQ mesure le risque de marché au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 95 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel pourrait dépasser dans 5 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille subirait si cet événement se reproduisait. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 95 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel pourraient excéder les estimations présentées.

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement (suite)

Risque de marché (suite)

Un historique de 3 000 jours d'observation des facteurs de risque est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'un mois.

Trois mesures du risque sont analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence.
- Le risque actif du portefeuille réel représente la possibilité que les fonds particuliers dégagent un rendement différent de celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif des fonds particuliers sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif des fonds particuliers 301, 361 et 362 découlent directement des risques absolus et des risques actifs de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels les fonds particuliers investissent. Ainsi, ces fonds particuliers sont exposés aux risques de taux d'intérêt, d'écart de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR des fonds particuliers.

Le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du portefeuille réel du Fonds particulier 301, en pourcentage de l'actif net attribuable au détenteur de dépôts à participation, selon un niveau de confiance de 95 % et un historique de 3 000 jours, se présentent comme suit :

	2018			2017		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	13,5 %	13,7 %	2,2 %	13,3 %	13,5 %	1,7 %

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR des fonds particuliers 301, 361 et 362.

Les portefeuilles spécialisés auxquels les fonds particuliers 301, 361 et 362 participent détiennent des instruments financiers libellés en dollars canadiens ou en devises. Certains portefeuilles spécialisés peuvent se couvrir en partie contre les fluctuations de devises.

L'exposition nette aux devises du Fonds particulier 301, y compris les investissements sous-jacents en devises détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net, se détaille comme suit :

	2018	2017
Dollar canadien	46 %	52 %
Dollar américain	26 %	23 %
Euro	7 %	7 %
Livre sterling	4 %	3 %
Autres devises	17 %	15 %
	100 %	100 %

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration du risque de crédit sont effectuées globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère au nom des déposants. L'information à ce sujet est disponible dans les états financiers de la CDPQ.

Les fonds particuliers 301, 361 et 362 sont exposés au risque de crédit découlant des investissements sous-jacents détenus par les portefeuilles spécialisés.

Risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés

Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés dans l'éventualité où la contrepartie serait incapable de respecter les conditions aux contrats.

Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition des fonds particuliers 301, 361 et 362 sont des contrats de gré à gré avec la CDPQ. Par conséquent, le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés est faible. Toutefois, ces fonds particuliers demeurent exposés au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des investissements sous-jacents détenus par les portefeuilles spécialisés.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Le choix du portefeuille de référence a une incidence sur le risque de liquidité des fonds particuliers 301, 361 et 362. Divers scénarios sont simulés afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur les liquidités de ces fonds particuliers.

Lors de la gestion du risque de liquidité, pour les fonds particuliers 301, 361 et 362, la CDPQ tient compte de facteurs autres que les échéances des flux contractuels lorsqu'elle évalue les besoins en matière de flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, l'objectif d'investissement à long terme de ces fonds particuliers est considéré lors de l'analyse des besoins de liquidité.

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement (suite)

Risque de liquidité (suite)

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère le risque de liquidité et les besoins de financement.

Le sommaire des échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers des fonds particuliers 301, 361 et 362 se détaille comme suit :

	2018				2017			
	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total
Passifs financiers								
Montants à distribuer au RREGOP (note 4)	(658 107)	–	–	(658 107)	(482 209)	–	–	(482 209)
Passifs relatifs aux placements (note 4a)	–	–	–	–	–	–	(14 469)	(14 469)
	(658 107)	–	–	(658 107)	(482 209)	–	(14 469)	(496 678)

De plus, concernant l'actif net des fonds particuliers 301, 361 et 362 attribuable au RREGOP, le Règlement prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de dépôts à participation détenues par le RREGOP, soit un remboursement maximal pour le RREGOP pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la CDPQ de 15 M\$ plus le produit de 2 M\$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. L'annulation d'unités de participation non effectuée en raison de ce maximum est reportée au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la CDPQ.

6. Dû à Retraite Québec pour le financement du Plan global d'investissement

Le montant dû à Retraite Québec découle d'une démarche complète et globale de modernisation des processus d'affaires et des systèmes qui s'est concrétisée par le Plan global d'investissement. Le remboursement du montant dû à Retraite Québec s'effectue au même rythme que la dette à long terme correspondante contractée par Retraite Québec auprès de Financement-Québec. Cette dette est remboursable par versements annuels de 10 M\$ assumés par le RREGOP, portant intérêt au taux de 1,409 % et arrivant à échéance le 1^{er} juin 2020.

7. Actif net disponible pour le service des prestations et obligations au titre des prestations de retraite

(en millions de dollars)

	2018			2017	
	Employés	Employeurs ¹	RCR ²	Total	Total
Actif (déficit) net disponible pour le service des prestations					
Service régulier	69 830	(9)	–	69 821	67 874
Crédits de rente acquis par rachat	199	–	–	199	208
Régimes complémentaires de retraite	–	–	438	438	447
CSC	–	–	31	31	33
CECM	–	–	183	183	197
	70 029	(9)	652	70 672	68 759
Obligations au titre des prestations de retraite					
Service régulier	60 360	61 228	–	121 588	121 266
Service transféré	–	1 943	–	1 943	2 058
Crédits de rente acquis par rachat	149	203	–	352	377
Régimes complémentaires de retraite	–	–	235	235	251
CSC	–	–	34	34	36
CECM	–	–	182	182	191
	60 509	63 374	451	124 334	124 179
Excédent (déficit) de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite					
Service régulier et autres composantes	9 520	(63 383)	–	(53 863)	(55 619)
Régimes complémentaires de retraite ³	–	–	203	203	196
CSC	–	–	(3)	(3)	(3)
CECM	–	–	1	1	6
	9 520	(63 383)	201	(53 662)	(55 420)

- Comme il est spécifié à la note 2b, le gouvernement verse sa cotisation au moment où les prestations deviennent payables.
- Les transferts des actifs de ces RCR incluent la part des employés et la part des employeurs. Les sommes nécessaires au paiement des prestations sont puisées dans les fonds où elles avaient été déposées à la CDPQ lors des transferts, sans égard à la part de chacune des parties et, par la suite, dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.
- La Loi sur le RREGOP ne précise pas la propriété de l'excédent d'actif à la terminaison de ces RCR. Le gouvernement peut augmenter, par règlement, les crédits de rente en utilisant le surplus actuariel.

7. Actif net disponible pour le service des prestations et obligations au titre des prestations de retraite (suite)

Les obligations au titre des prestations de retraite du RREGOP sont établies à 124 334 M\$ au 31 décembre 2018 (124 179 M\$ au 31 décembre 2017).

Dans le cadre des dernières évaluations actuarielles produites conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires signataires ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à :

- 107 197 M\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2014 pour le service régulier et les rentes additionnelles. Ce résultat a été reflété dans l'état de l'évolution des obligations de l'exercice clos le 31 décembre 2016 par un ajustement au solde de début. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2017, et les résultats seront pris en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019;
- 2 303 M\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2014 pour les années de service transférées du RRE et du RRF. Ce résultat a été reflété dans l'état de l'évolution des obligations de l'exercice clos le 31 décembre 2016 par un ajustement au solde de début. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2017, et les résultats seront pris en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019;
- 680 M\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2015 pour les Régimes complémentaires de retraite et les crédits de rente acquis par rachat. Ce résultat a été reflété dans l'état de l'évolution des obligations de l'exercice clos le 31 décembre 2017 par un ajustement au solde de début. Les prochaines évaluations actuarielles devraient être produites sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2018, et les résultats seront pris en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020;
- 249 M\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2015 pour le Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale, le Régime de rente pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal. Ce résultat a été reflété dans l'état de l'évolution des obligations de l'exercice clos le 31 décembre 2017 par un ajustement au solde de début. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2018, et les résultats seront pris en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Pour ces évaluations actuarielles, les hypothèses retenues par Retraite Québec sont celles jugées les plus probables par les actuaires signataires dans l'année au cours de laquelle l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, un ajustement à la baisse de 5 239,9 M\$ (8,7 M\$ au 31 décembre 2017) a été apporté aux obligations après le dépôt des évaluations afin de tenir compte principalement de la révision des hypothèses économiques.

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite sont les suivantes :

	2018		2017	
	Années d'application			
	2015 à 2028	2029 et suivantes	2015 à 2027	2028 et suivantes
Taux d'inflation	2,05 %	2,20 %	2,05 %	2,20 %
Taux d'actualisation	6,45 %	6,60 %	6,15 %	6,30 %
Taux d'augmentation des salaires	2,25 %	2,70 %	2,25 %	2,70 %

Selon les résultats de la plus récente évaluation actuarielle produite à l'égard du service régulier, une baisse de 20 points de base du taux d'actualisation aurait pour effet de faire augmenter de 3,0 % les obligations au titre des prestations de retraite, alors qu'une hausse de 20 points de base aurait pour effet de les faire diminuer de 2,8 %.

8. Excédent (déficit) de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite

	2018			2017	
	Employés	Employeurs ¹	RCR	Total	Total
Excédent (déficit) au début	7 751 653	(63 370 681)	198 518	(55 420 510)	(55 197 370)
Augmentation (diminution) de l'actif net disponible pour le service des prestations	1 936 352	1 318	(24 703)	1 912 967	4 835 588
(Augmentation) diminution des obligations au titre des prestations de retraite	(167 340)	(14 290)	27 525	(154 105)	(5 058 728)
Excédent (déficit) à la fin	9 520 665	(63 383 653)	201 340	(53 661 648)	(55 420 510)

1. Comme il est spécifié à la note 2b, le gouvernement verse sa cotisation au moment où les prestations deviennent payables.

9. Cotisations

Les cotisations se détaillent comme suit :

	2018	2017 ¹
Cotisations salariales		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	2 147 288	2 032 931
Cotisations au titre des services passés	39 001	36 070
	2 186 289	2 069 001
Cotisations patronales		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	222 870	208 755
Cotisations au titre des services passés	7 700	7 335
	230 570	216 090
Cotisations du gouvernement du Québec		
Cotisation pour le paiement des prestations et des frais d'administration		
Service régulier	2 699 586	2 585 142
Service transféré	197 525	184 886
Compensation du gouvernement versée au fonds des cotisations salariales	51 341	53 094
	2 948 452	2 823 122
	5 365 311	5 108 213

1. Suite aux changements dans la présentation de la note des cotisations adoptés en 2018, certains postes ont été reclassés sans impact sur le total des cotisations.

10. Revenus de placement des dépôts à participation à la CDPQ

Les revenus de placement se détaillent comme suit :

	2018			2017
	Fonds des cotisations salariales	Fonds des RCR	Total	Total
Revenus de placement				
Revenus (pertes) nets de placement des fonds particuliers				
Revenu fixe	788 291	8 947	797 238	607 528
Actifs réels	184 953	1 445	186 398	206 105
Actions	1 017 548	8 608	1 026 156	1 169 201
Activités de rendement absolu	13 570	82	13 652	(7 254)
	2 004 362	19 082	2 023 444	1 975 580
Modification de la juste valeur				
Gains (pertes) nets réalisés à la vente de placements				
Revenu fixe	246 640	2 359	248 999	10 868
Actifs réels	47 538	815	48 353	95 740
Actions	841 890	8 649	850 539	810 099
Activités de rendement absolu	45 530	380	45 910	(502 626)
	1 181 598	12 203	1 193 801	414 081
Gains (pertes) nets non réalisés				
Revenu fixe	(575 511)	(5 690)	(581 201)	125 761
Actifs réels	824 094	5 995	830 089	595 485
Actions	(748 720)	(8 736)	(757 456)	2 103 956
Activités de rendement absolu	11 575	121	11 696	396 174
	(488 562)	(8 310)	(496 872)	3 221 376
	693 036	3 893	696 929	3 635 457

11. Rentes

Les rentes se détaillent comme suit :

	2018	2017
Régime général		
Rentes de retraite	5 598 721	5 339 008
Rentes de survivants	163 948	173 987
	5 762 669	5 512 995
Régimes complémentaires de retraite		
Rentes de retraite	39 617	40 638
Rentes de survivants	4 397	4 527
	44 014	45 165

12. Frais d'administration de Retraite Québec

Les frais d'administration tiennent compte d'une somme de 57 826 \$ en 2018 (49 490 \$ en 2017) puisée à même le fonds des cotisations salariales du RREGOP pour assumer le coût des services professionnels à l'intention des participants et des prestataires tel que le prévoit l'article 82 de la Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic (L.Q. 2000, chapitre 32).

En vertu de cette loi, les représentants des employés au Comité de retraite du RREGOP disposent annuellement d'une somme maximale de 150 000 \$. L'excédent non utilisé une année peut être reporté aux années subséquentes. Toutefois, ce budget spécifique ne peut excéder 250 000 \$ par année.

RÉGIMES DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT**États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018****RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers**Opinion**

J'ai effectué l'audit des états financiers des régimes de retraite du personnel d'encadrement (« régimes »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des régimes au 31 décembre 2018, ainsi que de l'évolution de leur actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de leurs obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante des régimes conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité des régimes à poursuivre leur exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider les régimes ou de cesser leur activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière des régimes.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne des régimes;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité des régimes à poursuivre leur exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener les régimes à cesser leur exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 9 mai 2019

RÉGIMES DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

État de la situation financière
au 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Actif		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 4)		
Fonds des cotisations salariales	8 035 234	6 870 987
Dépôt à vue au fonds général – cotisations patronales	3	–
	<u>8 035 237</u>	<u>6 870 987</u>
Créances		
Cotisations salariales à recevoir	36 599	49 437
Cotisations patronales à recevoir	14 775	23 609
Sommes à recevoir du gouvernement		
Compensation pour le financement (note 2a)	49 822	79 757
Contribution annuelle (note 2a)	–	142 588
Contributions additionnelles (note 2a)	–	418 500
Autres sommes à recevoir	1 529	1 529
Sommes à recevoir des prestataires	1 234	1 279
Sommes à recevoir relatives à des transferts provenant d'autres régimes de retraite	2 078	1 224
Transferts à recevoir du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	120 359	107 012
	<u>226 396</u>	<u>824 935</u>
Sommes détenues par Retraite Québec	<u>1 781</u>	<u>1 156</u>
	8 263 414	7 697 078
Passif		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	5 911	8 131
Cotisations salariales perçues en trop à rembourser	2 290	2 360
Sommes à payer relatives à des transferts vers d'autres régimes de retraite	8 065	5 460
Dû à Retraite Québec pour le financement du Plan global d'investissement (note 6)	1 529	2 293
	<u>17 795</u>	<u>18 244</u>
Actif net disponible pour le service des prestations (note 7)	8 245 619	7 678 834
Employés	8 229 816	7 655 563
Employeurs	15 803	23 271
	<u>8 245 619</u>	<u>7 678 834</u>

RÉGIMES DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

État de la situation financière
au 31 décembre 2018 (suite)
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Obligations au titre des prestations de retraite (note 7)		
Employés	6 931 747	6 407 926
Employeurs	19 475 437	19 306 740
	26 407 184	25 714 666
Excédent (déficit) de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite (notes 7 et 8)		
Employés	1 298 069	1 247 637
Employeurs (note 2b)	(19 459 634)	(19 283 469)
	(18 161 565)	(18 035 832)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le Comité de retraite,

Marie Gendron

Josée Lamontagne

RÉGIMES DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Augmentation de l'actif net		
Cotisations (note 9)	1 631 328	2 249 030
Transferts provenant du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, y compris les intérêts	144 364	145 594
Transferts provenant d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	4 429	2 983
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Revenus de placement (note 10)	221 787	246 068
Modification de la juste valeur (note 10)	75 030	518 395
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général	500	107
	297 317	764 570
Revenus d'intérêts	194	172
	2 077 632	3 162 349
Diminution de l'actif net		
Prestations et transferts		
Rentes (note 11)	1 435 285	1 379 965
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	6 998	3 299
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	22 965	21 076
	1 465 248	1 404 340
Transfert au Fonds d'amortissement des régimes de retraite	—	285 243
Frais d'administration de Retraite Québec (note 12)	5 886	5 857
Cotisations des membres de l'administration supérieure déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu (note 2d)	39 713	53 105
	1 510 847	1 748 545
Augmentation nette de l'exercice (note 8)	566 785	1 413 804
Actif net disponible pour le service des prestations au début	7 678 834	6 265 030
Actif net disponible pour le service des prestations à la fin (note 7)	8 245 619	7 678 834

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIMES DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite de l'exercice clos le 31 décembre 2018

(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Ajustements au solde de début à la suite du dépôt d'une nouvelle évaluation actuarielle		
Perte actuarielle	21 160	–
Modification des hypothèses actuarielles	1 583	–
Modifications des dispositions des régimes	(2 446)	–
	20 297	–
Évolution des obligations au cours de l'exercice		
Intérêts	1 591 665	1 514 486
Prestations constituées	517 346	533 561
Transferts provenant du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, y compris les intérêts	319 500	329 477
Prestations et transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	(1 466 229)	(1 397 052)
	962 282	980 472
Autres ajustements au cours de l'exercice		
Modification des hypothèses actuarielles (note 7)	(290 061)	(1 369 212)
Augmentation (diminution) nette de l'exercice (note 8)	692 518	(388 740)
Obligations au titre des prestations de retraite au début	25 714 666	26 103 406
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 7)	26 407 184	25 714 666

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIMES DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

Notes complémentaires au 31 décembre 2018

(Sauf indications contraires, les montants dans les notes sont en milliers de dollars canadiens (k\$).)

1. Description des régimes

Les régimes de retraite du personnel d'encadrement se composent du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) incluant l'administration supérieure et du Régime de prestations supplémentaires de l'administration supérieure (RPSAS).

La description du RRPE fournie ci-dessous l'est à titre informatif. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

a) Généralités

Retraite Québec est un organisme public exerçant des fonctions administratives. Elle administre les régimes de retraite du personnel d'encadrement conformément à la loi désignée ci-dessus. Retraite Québec a son siège social dans la province de Québec, au Canada, soit au 2600, boulevard Laurier, à Québec.

En tant qu'administrateur, Retraite Québec prépare les états financiers de ces régimes pour approbation par le Comité de retraite. Ces états financiers ont été approuvés pour publication par le Comité de retraite du RRPE le 9 mai 2019.

Le RRPE est un régime à prestations déterminées offert à certaines catégories d'employés non syndiqués des secteurs public et parapublic nommés ou engagés le 1^{er} janvier 2001 ou après cette date.

Le RRPE s'applique également aux employés non syndiqués nommés ou engagés avant le 1^{er} janvier 2001 qui participaient au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) le 31 décembre 2000.

Les régimes de pension agréés (RPA) ne sont pas assujettis aux impôts aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu. Cette loi prévoit des déductions à la fois pour les cotisations versées au RPA par les employés et les employeurs. Par contre, les régimes de prestations supplémentaires sont assujettis, puisqu'ils ne se définissent pas comme des régimes agréés, mais, étant donné qu'ils ne sont pas capitalisés, aucun impôt n'est exigé. Enfin, les prestations de ces régimes sont imposables au moment où elles sont versées.

Les prestations décrites ci-après peuvent être différentes pour certaines catégories d'employés déterminées par le gouvernement, dont les membres de l'administration supérieure. La description des prestations spécifiques à ces derniers est présentée dans les notes 1h à 1k.

RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (RRPE)

b) Rentes de retraite

Les participants au RRPE acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont au moins 60 ans, ou s'ils ont au moins 55 ans et que leur âge et leur nombre d'années de service totalisent 90. Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle lorsqu'ils ont 55 ans.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des trois années les mieux rémunérées par 2 % par année de service crédité (40 années de service crédité maximum).

Peuvent s'ajouter à la rente de retraite des crédits de rente accordés à la suite du rachat d'années de service antérieures, d'une entente de transfert ou d'un transfert d'un régime complémentaire de retraite ainsi que des montants découlant de la revalorisation de certaines années de service.

La rente de retraite est réduite à 65 ans, pour chaque année de service crédité jusqu'à concurrence de 35 années, de 0,7 % du salaire admissible moyen des cinq dernières années, sans excéder la moyenne du maximum des gains admissibles (MGA) au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9) pour ces années.

1. Description des régimes (suite)

RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (RRPE) (suite)

c) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RRPE, ou qu'elle y participait et qu'elle était âgée d'au moins 55 ans, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir; cette rente correspond à 60 % si elle avait fait le choix de recevoir une rente réduite de 2 %. Lorsqu'il n'y a pas de conjointe ou de conjoint, les cotisations versées par la personne sont remboursées aux héritiers, avec intérêts, déduction faite des sommes déjà versées à titre de rente, le cas échéant.

La conjointe ou le conjoint ou, à défaut, les héritiers d'une personne qui participait au RRPE et qui était âgée de moins de 55 ans au moment de son décès ont droit au remboursement des cotisations versées par cette personne, avec intérêts, si elle comptait moins de deux années de service. Si elle comptait plus de deux années de service, ils ont droit au plus élevé des montants suivants : le remboursement des cotisations versées par la personne avec intérêts, ou la valeur actuarielle de la rente différée indexée.

d) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RRPE avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts si elle compte moins de deux années de service et si elle a moins de 55 ans. Dans les autres cas, sous certaines conditions, elle peut avoir droit à une rente de retraite différée indexée payable sans réduction à 65 ans, ou avec réduction actuarielle à compter de 55 ans. Avant cet âge, elle peut demander un transfert de la valeur de sa rente différée dans un compte de retraite immobilisé.

e) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RRPE sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie pour la portion de la rente qui correspond au service acquis avant le 1^{er} juillet 1982. Elles sont partiellement indexées pour la portion de la rente qui correspond au service acquis après le 30 juin 1982. Par contre, en vertu de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives (L.Q. 2017, chapitre 7), l'indexation des rentes attribuables au service régulier du RRPE et découlant d'une retraite à une date antérieure au 1^{er} juillet 2019 est suspendue pour une période de six années. Après la période de suspension, la portion de la rente qui était pleinement indexée deviendra partiellement indexée.

f) Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les sommes nécessaires au paiement des prestations à l'égard du service régulier effectué avant le 1^{er} juillet 1982 sont puisées dans le fonds des cotisations salariales à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) dans une proportion de 5/12 et dans un compte de dépôts à vue à la CDPQ pour la part des prestations à la charge du gouvernement et des employeurs autonomes dans une proportion de 7/12. Les sommes nécessaires au paiement des prestations à l'égard du service régulier effectué à compter du 1^{er} juillet 1982 sont puisées à parts égales dans le fonds des cotisations salariales et dans le compte de dépôts à vue. Lorsque le compte de dépôts à vue est épuisé, les sommes manquantes pour couvrir la part à la charge du gouvernement et des employeurs autonomes sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

En vertu de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives, les frais d'administration et les prestations payables à l'égard du service régulier du RRPE et découlant d'une retraite à une date antérieure au 1^{er} janvier 2015 sont entièrement à la charge du gouvernement, et les sommes nécessaires au paiement de ces prestations sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu, et ce, depuis le 1^{er} janvier 2017.

Les sommes nécessaires au paiement de la totalité des prestations relatives au service transféré du Régime de retraite des enseignants (RRE) et du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

L'information relative aux prestations à l'égard des crédits de rente accordés à la suite du rachat d'années de service antérieures et des crédits de rente acquis par le transfert d'un régime complémentaire de retraite est présentée dans les états financiers du RREGOP puisque le RREGOP assume le paiement de ces prestations pour les participants du RRPE qui y ont droit.

En règle générale, les sommes nécessaires au paiement des frais d'administration sont puisées à parts égales dans le fonds des cotisations salariales à la CDPQ et dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

g) Modifications aux dispositions du RRPE devenant applicables après le 31 décembre 2018

En vertu de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives, certaines dispositions applicables au service régulier du RRPE qui sont en vigueur à la fin du présent exercice et décrites dans les paragraphes précédents se voient modifiées après cette date. Les principaux changements sont les suivants :

- À compter du 1^{er} juillet 2019, les participants acquerront le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont au moins 61 ans, s'ils ont au moins 58 ans et que leur âge et leur nombre d'années de service totalisent 90, ou s'ils ont au moins 56 ans et comptent au moins 35 années de service.
- À compter du 1^{er} juillet 2019, le taux annuel de réduction actuarielle due à l'anticipation de la rente sera augmenté de 4 % à 6 %.
- À compter du 1^{er} juillet 2019, les salaires admissibles annualisés retenus aux fins du calcul de la rente passeront des trois années les mieux rémunérées aux cinq années les mieux rémunérées.

RÉGIME DE RETRAITE DE L'ADMINISTRATION SUPÉRIEURE (RRAS)

Conformément à l'article 23 de la Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (Loi sur le RRPE), le gouvernement a déterminé des dispositions particulières qui sont applicables aux membres de l'administration supérieure. Bien que faisant partie intégrante du RRPE, ces dispositions sont désignées à des fins administratives sous le nom de « Régime de retraite de l'administration supérieure ». La présente section résume les principales dispositions qui distinguent le RRAS du RRPE.

h) Rentes de retraite

Pour le service postérieur à l'adhésion au RRAS, les participants acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont au moins 60 ans, 35 ans de service ou si leur âge et leur nombre d'années de service totalisent 85. Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle lorsqu'ils ont 50 ans. Les prestations de retraite sont constituées d'une rente viagère et d'une rente temporaire payable jusqu'à 65 ans.

i) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle est âgée d'au moins 50 ans ou qu'elle est prestataire du RRAS, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 60 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir. Lorsqu'il n'y a pas de conjointe ou de conjoint, les héritiers ont droit à la valeur présente (valeur annuelle) de la rente à laquelle le participant aurait eu droit pendant les 10 premières années de sa retraite. Si la personne est retraitée au moment du décès, cette période de 10 années est réduite pour tenir compte du nombre de mois écoulés depuis le début de la retraite.

La conjointe ou le conjoint ou, à défaut, les héritiers d'une personne qui participait au RRAS et qui était âgée de moins de 50 ans au moment de son décès ont droit au plus élevé des montants suivants : le remboursement des cotisations versées par la personne, avec intérêts, ou la valeur actuarielle de la rente différée indexée.

j) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RRAS avant l'âge de 50 ans a droit à une rente différée indexée payable à 60 ans ou elle peut demander un transfert de la valeur de sa rente différée vers un compte de retraite immobilisé.

1. Description des régimes (suite)

RÉGIME DE RETRAITE DE L'ADMINISTRATION SUPÉRIEURE (RRAS) (suite)

k) Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les sommes nécessaires au paiement des prestations et des frais d'administration sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

RÉGIME DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES DE L'ADMINISTRATION SUPÉRIEURE (RPSAS)

Conformément à l'article 208 de la Loi sur le RRPE, le gouvernement a établi le Régime de prestations supplémentaires de l'administration supérieure. Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert à certains membres de l'administration supérieure ayant droit à une prestation en vertu de la Loi sur le RRPE. Les sommes nécessaires au paiement des prestations et des frais d'administration sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

2. Modalités de financement

RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (RRPE)

a) Prestations à la charge des participants

Le financement des prestations et des frais d'administration à la charge des participants est assuré par les cotisations des participants, les montants de compensation versée par le gouvernement et les employeurs autonomes ainsi que par les rendements obtenus dans le fonds des cotisations salariales confiées à la CDPQ. De plus, en vertu de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives, des contributions particulières ont été versées dans ce fonds par le gouvernement.

Conformément à l'article 171 de la Loi sur le RRPE, les actuaires de Retraite Québec doivent réaliser tous les trois ans une évaluation actuarielle du RRPE. L'objectif de celle-ci est de déterminer le taux de cotisation des participants en tenant compte de la valeur de la caisse de retraite qu'ils ont constituée, des prestations dont ils ont la charge et de la politique de provisionnement des prestations à la charge des participants du RRPE.

Cette politique de provisionnement adoptée par le Comité de retraite du RRPE prévoit l'utilisation de la méthode de répartition des prestations constituées avec projection des salaires et l'utilisation d'hypothèses de meilleure estimation, jugées pertinentes par l'actuaire-conseil nommé par le Comité de retraite. La politique prévoit également qu'un ajustement doit être apporté à la juste valeur de la caisse pour prendre en considération graduellement, sur une période de cinq ans, les écarts entre le rendement réalisé et celui anticipé. De plus, elle prévoit la constitution d'une provision pour écarts défavorables qui est déterminée par le biais d'un fonds de stabilisation dont la valeur maximale est établie à 10 % de la valeur actuarielle des prestations constituées à la charge des participants. La situation financière est définie comme étant en surplus lorsque la valeur actuarielle de la caisse des participants excède la somme de la valeur actuarielle des prestations constituées et de la valeur maximale du fonds de stabilisation. Finalement, le taux de cotisation requis doit permettre de financer les prestations acquises annuellement, les frais d'administration et l'amortissement du déficit sur une période de 15 ans, le cas échéant.

Cotisation, compensation et contributions particulières de 2017

La dernière évaluation actuarielle du RRPE a été produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2014 et visait à déterminer le taux de cotisation des participants applicable à compter de 2017. Elle a été déposée au Comité de retraite en octobre 2016 et les taux de cotisation qui en résultent ont été approuvés par les autorités gouvernementales. Les résultats de cette évaluation démontrent que le taux de cotisation requis est établi à 19,97 % de l'excédent du salaire admissible sur 35 % du maximum des gains admissibles (MGA) au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9). Conformément aux dispositions réglementaires du RRPE, le taux effectif de cotisation des participants doit être limité et il a été établi à 15,03 % en 2017.

Par ailleurs, lorsque le taux effectif de cotisation des participants est inférieur à celui requis, la Loi sur le RRPE prévoit le versement par le gouvernement et les employeurs autonomes d'un montant annuel de compensation dans le fonds des cotisations salariales confiées à la CDPQ. En 2017, ce montant était basé sur la différence entre le taux de cotisation requis pour le financement du régime et le taux de cotisation effectivement appliqué. Le montant de la compensation correspondait donc à 4,94 % de l'excédent du salaire admissible sur 35 % du MGA.

Enfin, la Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives prévoit différentes mesures ayant un effet sur le financement des prestations à la charge des participants, dont le versement, par le gouvernement, de contributions particulières au fonds des cotisations salariales. Ces contributions particulières sont basées sur la diminution de la valeur actuarielle des obligations du gouvernement découlant des modifications apportées aux dispositions du RRPE. La valeur de cette diminution a été établie par Retraite Québec à 561 millions de dollars et a été reconnue en totalité dans l'exercice terminé au 31 décembre 2017 telle qu'elle est illustrée à la note 9 des états financiers.

Cotisation et compensation de 2018

Pour établir les taux de cotisation et de compensation pour les années 2018 et 2019, la Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives prévoit la production d'une évaluation actuarielle amendée. Cette évaluation actuarielle, produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2014, a été déposée en juin 2017 et elle tient compte de l'ensemble des modifications apportées aux dispositions du RRPE. Les résultats de l'évaluation démontrent que le taux de cotisation requis est établi à 13,81 % de l'excédent du salaire admissible sur 35 % du MGA. Compte tenu des nouvelles modalités pour déterminer les taux de cotisation et de compensation pour les années 2018 et 2019, le taux de cotisation des participants correspond à 12,82 % de l'excédent du salaire admissible sur 35 % du MGA et le montant de compensation versé par le gouvernement et les employeurs autonomes dans le fonds des cotisations salariales correspond à 2,97 % de l'excédent du salaire admissible sur 35 % du MGA.

Par ailleurs, les modifications apportées aux dispositions du régime prévoient également que, pour les années 2018 à 2022, le montant de compensation annuel versé au fonds des cotisations salariales est sujet à un maximum de 100 millions de dollars ainsi qu'à un minimum correspondant à la perte assumée par la caisse des participants pour le transfert de participants en provenance du RREGOP. De plus, aucune compensation ne sera versée dans une année suivant celle où une évaluation actuarielle ou sa mise à jour montre que l'excédent de la valeur actuarielle de la caisse des participants sur la valeur actuarielle des prestations constituées à la charge des participants s'élève à 25 % ou plus de cette dernière. Le montant de compensation de l'année 2018 qui tiendra compte de ces limites sera établi à l'automne 2019.

b) Prestations à la charge du gouvernement et des employeurs autonomes

Le financement des prestations et des frais d'administration à la charge du gouvernement et des employeurs autonomes est assuré par les cotisations de ceux-ci. Comme le gouvernement n'a pas l'obligation de verser ces cotisations dans une caisse de retraite, le RRPE ne bénéficie donc pas de revenus de placement pour financer ces prestations.

En vertu de la Loi sur le RRPE, les employeurs autonomes doivent verser à Retraite Québec en même temps qu'ils font la remise de la cotisation de leurs employés, une cotisation patronale équivalente qui est déposée dans un compte de dépôts à vue à la CDPQ. De plus, ils doivent verser en même temps qu'ils versent le montant annuel de compensation dans le fonds des cotisations salariales, un montant de contribution égal à ce montant de compensation dans le compte de dépôts à vue.

La cotisation du gouvernement correspond aux sommes requises afin de pourvoir au paiement des prestations dont il a la charge au moment où elles deviennent payables, diminution faite des cotisations des employeurs autonomes. Par conséquent, le gouvernement inscrit dans ses états financiers consolidés les obligations au titre des prestations de retraite dont il a la charge selon ses propres normes comptables.

2. Modalités de financement (suite)

RÉGIME DE RETRAITE DU PERSONNEL D'ENCADREMENT (RRPE) (suite)

b) Prestations à la charge du gouvernement et des employeurs autonomes (suite)

La Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la CDPQ, des sommes du fonds général du fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux. Étant donné que le FARR n'appartient pas au régime, l'information sur celui-ci est présentée dans les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, publiés dans les Comptes publics.

Finalement, en vertu de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité du régime de retraite du personnel d'encadrement et modifiant diverses dispositions législatives, un montant de 5 milliards de dollars a été transféré du fonds des cotisations salariales du régime de retraite du personnel d'encadrement au FARR en juin 2017.

c) Modifications apportées à la politique de provisionnement devenant applicables après le 31 décembre 2018

En décembre 2017, des modifications ont été apportées à la politique de provisionnement des prestations à la charge des participants du RRPE. La politique prévoit maintenant la constitution d'une provision pour écarts défavorables qui provient de deux sources. En effet, une marge pour écarts défavorables établie par une diminution de l'hypothèse de rendement réel est ajoutée à l'utilisation d'un fonds de stabilisation. Ces modifications seront prises en compte dans les prochaines évaluations actuarielles du régime.

RÉGIME DE RETRAITE ET RÉGIME DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES DE L'ADMINISTRATION SUPÉRIEURE (RRAS ET RPSAS)

d) Prestations à la charge du gouvernement et des employeurs autonomes

Les prestations de ces régimes sont financées par le gouvernement, diminution faite des cotisations des participants.

Les participants du RRAS sont tenus de cotiser à celui-ci en fonction du taux de cotisation établi pour le RRPE, et leurs cotisations sont déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu. Le RPSAS n'est pas contributif.

La cotisation du gouvernement correspond aux sommes requises afin de pourvoir au paiement de l'ensemble des prestations au moment où elles deviennent payables. Par conséquent, le gouvernement inscrit dans ses états financiers consolidés les obligations au titre des prestations de retraite dont il a la charge selon ses propres normes comptables.

3. Principales méthodes comptables

a) Base de préparation des états financiers

Les états financiers des régimes de retraite du personnel d'encadrement ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou du changement de méthode comptable qui ne concernent pas son portefeuille de placements ni ses obligations au titre des prestations de retraite, les Normes internationales d'information financière (IFRS) sont utilisées.

b) Nouvelles normes comptables

Adoption d'une nouvelle norme comptable

L'IFRS 9 – Instruments financiers remplace l'IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation. L'IFRS 9 précise que les actifs financiers doivent être évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur, et ce, suivant le modèle économique utilisé par l'entité pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue. En date du 1^{er} janvier 2018, soit la date de première application, cette norme a été appliquée de manière rétrospective sans retraitement de l'information comparative, tel que permis par la norme, et n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

Norme comptable publiée, mais pas encore entrée en vigueur

Aucune norme comptable publiée, mais non en vigueur n'a d'incidence sur les états financiers.

c) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction de Retraite Québec ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels, sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la CDPQ, des prestations et transferts ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Ces estimations sont révisées à chaque date de fin d'exercice, et les rajustements en découlant sont comptabilisés immédiatement dans l'exercice au cours duquel sont effectuées ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

d) Fonds confiés à la CDPQ

Les fonds confiés à la CDPQ sont investis par l'achat de divers types de placements selon la politique de placement désignée à la note 5. Ces fonds se composent principalement de dépôts à participation et de dépôts à vue. Les dépôts à participation se composent essentiellement de placements dans des portefeuilles spécialisés.

Les dépôts à participation du Fonds particulier 302 sont comptabilisés à la juste valeur établie par la CDPQ selon le nombre d'unités de participation (ci-après appelées « unités ») détenues par le régime. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la CDPQ attribue au fonds particulier les revenus nets de placement. Les dépôts à vue au fonds général (avances) ainsi que les revenus de placement courus à recevoir sont comptabilisés au coût qui se rapproche de la juste valeur compte tenu de leur échéance rapprochée.

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La CDPQ établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur à l'aide de prix cotés sur des marchés actifs. Lorsqu'il n'existe pas de prix cotés, la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation faisant appel à des données d'entrée observables ainsi qu'à des données d'entrée non observables. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'actif net dudit portefeuille par le nombre d'unités en circulation. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

Revenus de placement

Les revenus nets de placement provenant de chaque portefeuille spécialisé sont comptabilisés en date de leur attribution au fonds particulier selon le nombre d'unités de participation détenues durant chacune des périodes.

Les revenus tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus des placements sous-jacents.

3. Principales méthodes comptables (suite)

d) Fonds confiés à la CDPQ (suite)

Hiérarchie de la juste valeur

Les dépôts à participation à la CDPQ comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon la hiérarchie suivante, en fonction du plus bas niveau de données d'entrée importantes utilisées pour l'évaluation de la juste valeur :

- Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.
- Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 4. Au cours des exercices, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur.

e) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par Retraite Québec. Les évaluations actuarielles réalisées pour les états financiers des régimes sont produites tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires signataires déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés aux régimes, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants des régimes. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

f) Cotisations

Les cotisations salariales et patronales (correspondant aux employeurs autonomes) sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les participants du régime.

Les rajustements apportés à ces cotisations sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

La cotisation du gouvernement est comptabilisée au moment où les prestations dont il a la charge deviennent payables.

g) Transferts provenant du RREGOP

Les transferts de cotisations cumulées avec intérêts des participants ayant changé de régime avant le 1^{er} janvier 2018 ont été effectués et pris en compte dans l'actif net disponible pour le service des prestations et dans les obligations au titre des prestations de retraite. Les obligations au titre des prestations de retraite de ces participants ont été déterminées en fonction de la valeur des prestations acquises à la date du transfert. Au 31 décembre 2018, une provision correspondant à la valeur des transferts de cotisations cumulées avec intérêts et des obligations au titre des prestations de retraite a été déterminée pour les participants ayant transféré dans le RRPE au cours du présent exercice. Le montant réel de ces transferts sera connu lorsque les données de participation, produites par les employeurs, auront été reçues et traitées par Retraite Québec, soit au cours de l'exercice suivant la date du transfert de régime.

4. Fonds confiés à la CDPQ**Fonds des cotisations salariales**

Le tableau ci-dessous détaille le fonds des cotisations salariales.

	2018	2017
Dépôts à participation au Fonds particulier 302 à la CDPQ ¹		
Placements (note 4a)	7 855 085	6 814 787
Revenus de placement courus à recevoir	60 256	45 760
Dépôts à vue au fonds général (avances) (note 5)	489	(573)
Passifs relatifs aux placements (note 4a)	–	(1 448)
Montants à distribuer au RRPE (note 5)	(61 371)	(43 155)
	7 854 459	6 815 371
Dépôts à vue au fonds général	119 404	12 461
Revenus de placement courus à recevoir du fonds particulier	61 371	43 155
	8 035 234	6 870 987
Dépôts à vue au fonds général – cotisations patronales	3	–
	8 035 237	6 870 987

1. Tous les dépôts à participation sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur de niveau 2. Le coût des dépôts à participation pour 2018 s'élève à 6 387 851 k\$ (5 352 717 k\$ pour 2017).

4. Fonds confiés à la CDPQ (suite)

a) Placements et passifs relatifs aux placements

Au 31 décembre, la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements se détaille comme suit :

	2018	2017
Placements		
Unités de participation de portefeuilles spécialisés		
Revenu fixe		
Taux	901 394	1 159 944
Crédit	1 805 159	1 384 525
Valeurs à court terme	13 070	106 696
	2 719 623	2 651 165
Actifs réels		
Immeubles	899 760	729 748
Infrastructures	607 125	390 003
	1 506 885	1 119 751
Actions		
Marchés boursiers	2 444 747	2 187 604
Placements privés	1 127 933	811 358
	3 572 680	2 998 962
Activités de rendement absolu		
Stratégies actives de superposition	13 745	13 346
Répartition de l'actif	42 085	31 563
	55 830	44 909
Quote-part nette des activités du fonds général	67	–
Total des placements	7 855 085	6 814 787
Passifs relatifs aux placements		
Quote-part nette des activités du fonds général (note 5)	–	1 448
Total des passifs relatifs aux placements	–	1 448

b) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun investissement initial ou qui en requièrent très peu et qui sont réglés à une date future.

La CDPQ effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de marché ou à des fins discrétionnaires. La CDPQ a recours aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'instruments financiers basés sur un indice boursier, un indice de défaillance de crédit ou un panier d'actions, d'obligations ou de devises. Le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé à la clôture de chaque mois.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Le tableau suivant présente la juste valeur ainsi que le montant nominal de référence des instruments financiers dérivés :

	2018			2017		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif	
Marchés hors cote						
Dérivés sur actions						
Contrats d'échange de rendement liés aux placements moins liquides	-	-	211 185	-	-	286 982
Total des instruments financiers dérivés	-	-	211 185	-	-	286 982

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement

Aux fins de la gestion du capital, le capital du RRPE est constitué de l'actif net disponible pour le service des prestations. Au 31 décembre 2018, il s'élève à 8 245 619 k\$ (7 678 834 k\$ au 31 décembre 2017). Le RRPE n'est assujéti à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe.

Le Comité de retraite du RRPE, conjointement avec la CDPQ, établit la politique de placement du Fonds particulier 302. Le Comité de retraite s'est doté d'une politique de placement qui encadre les activités de placement de la CDPQ. Il établit les objectifs de placement, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. La politique de placement vise à obtenir un taux de rendement optimal, tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par le Comité de retraite, dans le but de permettre au RRPE d'assurer le paiement des prestations actuelles et futures prévues par les dispositions du régime.

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Entre autres choses, la CDPQ élabore et révisé périodiquement les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés qui visent l'encadrement du travail des gestionnaires de ces portefeuilles. Une politique d'investissement distincte établit la stratégie, le type de gestion, les titres admissibles, les objectifs de rendement, l'indice de référence ainsi que les limites de risques et de concentration. Le tableau présenté à la section traitant du risque de marché détaille la concentration des placements du Fonds particulier 302 dans les portefeuilles spécialisés. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Des équipes indépendantes et des comités internes sont responsables d'appuyer les employés des groupes d'investissement et d'établir les mécanismes de contrôle appropriés. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement (suite)

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. La politique de placement du RRPE permet d'utiliser des instruments financiers dérivés à des fins discrétionnaires ou aux fins de la gestion des risques de marché.

La pierre angulaire de la politique de placement du RRPE est l'établissement d'un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence.

La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence du Fonds particulier 302 influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée par la CDPQ le premier jour de chaque mois. Advenant un dépassement des limites établies par catégorie d'investissement, la CDPQ avise les représentants du RRPE et prend les mesures appropriées afin de respecter les limites permises.

Au 31 décembre 2018, la composition du portefeuille réel et du portefeuille de référence du Fonds particulier 302, en pourcentage de l'actif net, ajusté des montants à distribuer au RRPE, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

Fonds particulier 302

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
Revenu fixe				
Taux	11,46	7,50	12,50	19,50
Crédit	23,09	16,50	21,50	28,50
Obligations à long terme	0,00	0,00	0,00	7,00
Obligations à rendement réel	0,00	0,00	0,00	3,50
Valeurs à court terme	0,17	0,00	1,00	15,00
	34,72	27,00	35,00	50,00
Actifs réels				
Immeubles	11,37	8,50	11,50	14,50
Infrastructures	7,73	4,00	7,00	10,00
	19,10	12,50	18,50	24,50
Actions				
Marchés boursiers	30,97	18,00	33,00	41,00
Placements privés	14,51	10,50	13,50	16,50
	45,48	31,50	46,50	54,50
Activités de rendement absolu				
Stratégies actives de superposition	0,19	0,00	0,00	0,50
Répartition de l'actif	0,53	0,00	0,00	1,00
	0,72	0,00	0,00	1,50
Autres	(0,02)			
	100,00		100,00	

La CDPQ mesure le risque de marché au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 95 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel pourrait dépasser dans 5 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille subirait si cet événement se reproduisait. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 95 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel pourraient excéder les estimations présentées.

Un historique de 3 000 jours d'observation des facteurs de risque est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'un mois.

Trois mesures du risque sont analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence.
- Le risque actif du portefeuille réel représente la possibilité que le Fonds particulier 302 dégage un rendement différent de celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif du Fonds particulier 302 découlent directement des risques absolus et des risques actifs de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels le fonds particulier investit. Ainsi, ce fonds particulier est exposé aux risques de taux d'intérêt, d'écart de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier.

Le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du portefeuille réel du Fonds particulier 302, en pourcentage de l'actif net attribuable au détenteur de dépôts à participation, selon un niveau de confiance de 95 % et un historique de 3 000 jours, se présentent comme suit :

	2018			2017		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	13,1 %	13,4 %	2,2 %	12,3 %	12,7 %	1,7 %

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement (suite)

Risque de marché (suite)

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR du Fonds particulier 302.

Les portefeuilles spécialisés auxquels le Fonds particulier 302 participe détiennent des instruments financiers libellés en dollars canadiens ou en devises. Certains portefeuilles spécialisés peuvent se couvrir en partie contre les fluctuations de devises.

L'exposition nette aux devises du Fonds particulier 302, y compris les investissements sous-jacents en devises détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net se détaille comme suit :

	2018	2017
Dollar canadien	48 %	56 %
Dollar américain	25 %	21 %
Euro	7 %	6 %
Livre sterling	4 %	3 %
Autres devises	16 %	14 %
	100 %	100 %

Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration du risque de crédit sont effectuées globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère au nom des déposants. L'information à ce sujet est disponible dans les états financiers de la CDPQ.

Le Fonds particulier 302 est exposé au risque de crédit découlant des investissements sous-jacents détenus par les portefeuilles spécialisés.

Risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés

Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés dans l'éventualité où la contrepartie serait incapable de respecter les conditions aux contrats.

Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition du Fonds particulier 302 sont des contrats de gré à gré avec la CDPQ. Par conséquent, le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés est faible. Toutefois, ce fonds particulier demeure exposé au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des investissements sous-jacents détenus par les portefeuilles spécialisés.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Le choix du portefeuille de référence a une incidence sur le risque de liquidité du Fonds particulier 302. Divers scénarios sont simulés afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur les liquidités de ce fonds particulier.

Lors de la gestion du risque de liquidité pour le Fonds particulier 302, la CDPQ tient compte de facteurs autres que les échéances des flux contractuels lorsqu'elle évalue les besoins en matière de flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, l'objectif d'investissement à long terme de ce fonds particulier est considéré lors de l'analyse des besoins de liquidité.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère le risque de liquidité et les besoins de financement.

Le sommaire des échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers du Fonds particulier 302 se détaille comme suit :

	2018				2017			
	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total
Passifs financiers								
Avances du fonds général (note 4)	–	–	–	–	(573)	–	–	(573)
Montants à distribuer au RRPE (note 4)	(61 371)	–	–	(61 371)	(43 155)	–	–	(43 155)
Passifs relatifs aux placements (note 4a)	–	–	–	–	–	–	(1 448)	(1 448)
	(61 371)	–	–	(61 371)	(43 728)	–	(1 448)	(45 176)

De plus, concernant l'actif net du Fonds particulier 302 attribuable au RRPE, le Règlement prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de dépôts à participation détenues par le RRPE, soit un remboursement maximal pour le RRPE pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la CDPQ de 15 M\$ plus le produit de 2 M\$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. L'annulation d'unités de participation non effectuée en raison de ce maximum est reportée au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la CDPQ.

6. Dû à Retraite Québec pour le financement du Plan global d'investissement

Le montant dû à Retraite Québec découle d'une démarche complète et globale de modernisation de ses processus d'affaires et de ses systèmes qui s'est concrétisée par le Plan global d'investissement. Le remboursement du montant dû à Retraite Québec s'effectue au même rythme que la dette à long terme correspondante contractée par Retraite Québec auprès de Financement-Québec. Cette dette est remboursable par versements annuels de 765 k\$ assumés par le RRPE et portant intérêt au taux de 1,409 % et arrivant à échéance le 1^{er} juin 2020.

7. Actif net disponible pour le service des prestations et obligations au titre des prestations de retraite

	2018			2017
	Employés	Employeurs ¹	Total	Total
Actif net disponible pour le service des prestations				
Service régulier	8 229 816	18 035	8 247 851	7 681 123
Service transféré	—	(2 232)	(2 232)	(2 289)
	8 229 816	15 803	8 245 619	7 678 834
Obligations au titre des prestations de retraite				
Personnel d'encadrement				
Service régulier :				
- Prestataires au 31 décembre 2014	—	9 668 732	9 668 732	10 052 315
- Excluant les prestataires au 31 décembre 2014	6 931 747	6 945 762	13 877 509	12 830 636
Service transféré	—	1 036 787	1 036 787	1 075 074
	6 931 747	17 651 281	24 583 028	23 958 025
Membres de l'administration supérieure	—	1 710 039	1 710 039	1 649 356
Régime de prestations supplémentaires de l'administration supérieure	—	114 117	114 117	107 285
	—	1 824 156	1 824 156	1 756 641
	6 931 747	19 475 437	26 407 184	25 714 666
Excédent (déficit) de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite	1 298 069	(19 459 634)	(18 161 565)	(18 035 832)

1. Comme il est spécifié aux notes 2b et 2d, le gouvernement verse sa cotisation au moment où les prestations deviennent payables.

Les obligations au titre des prestations de retraite sont établies à 26 407 184 k\$ au 31 décembre 2018 (25 714 666 k\$ au 31 décembre 2017).

Dans le cadre des dernières évaluations actuarielles produites conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaire signataires ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à :

- 22 608 082 k\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2014 pour le service régulier et les rentes additionnelles. Ce résultat a été reflété dans l'état de l'évolution des obligations de l'exercice clos le 31 décembre 2016 par un ajustement au solde de début. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2017, et les résultats seront pris en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019;
- 1 213 599 k\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2014 pour les années de service transférées du RRE et du RRF. Ce résultat a été reflété dans l'état de l'évolution des obligations de l'exercice clos le 31 décembre 2016 par un ajustement au solde de début. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2017, et les résultats seront pris en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019;
- 1 736 847 k\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2016 pour les membres de l'administration supérieure. Ce montant inclut des obligations de 105 713 k\$ pour le Régime de prestations supplémentaires de l'administration supérieure. Ces résultats ont été reflétés dans l'état de l'évolution des obligations de l'exercice clos le 31 décembre 2018 par un ajustement au solde de début. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2019, et les résultats seront pris en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Pour ces évaluations actuarielles, les hypothèses retenues par Retraite Québec sont celles jugées les plus probables par les actuaire signataires dans l'année au cours de laquelle l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, un ajustement à la baisse de 290 061 k\$ (1 369 212 k\$ au 31 décembre 2017) a été apporté aux obligations après le dépôt des évaluations afin de tenir compte principalement de la révision des hypothèses économiques.

Certains participants ont droit à des prestations découlant des crédits de rente acquis par rachat ou par le transfert de RCR. L'actif net disponible et les obligations au titre des prestations de retraite découlant de ces crédits sont présentés dans les états financiers du RREGOP.

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite sont les suivantes :

	2018		2017	
	Années d'application			
	2015 à 2028	2029 et suivantes	2015 à 2027	2028 et suivantes
Taux d'inflation	2,05 %	2,20 %	2,05 %	2,20 %
Taux d'actualisation	6,45 %	6,60 %	6,35 %	6,50 %
Taux d'augmentation des salaires	2,30 %	2,70 %	2,30 %	2,70 %

Selon les résultats de la plus récente évaluation actuarielle produite à l'égard du service régulier, une baisse de 20 points de base du taux d'actualisation aurait pour effet de faire augmenter de 2,8 % les obligations au titre des prestations de retraite, alors qu'une hausse de 20 points de base aurait pour effet de les faire diminuer de 2,6 %.

8. Excédent (déficit) de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite

	2018			2017
	Employés	Employeurs ¹	Total	Total
Excédent (déficit) au début	1 247 637	(19 283 469)	(18 035 832)	(19 838 376)
Augmentation (diminution) de l'actif net disponible pour le service des prestations	574 253	(7 468)	566 785	1 413 804
(Augmentation) diminution des obligations au titre des prestations de retraite	(523 821)	(168 697)	(692 518)	388 740
Excédent (déficit) à la fin	1 298 069	(19 459 634)	(18 161 565)	(18 035 832)

1. Comme il est spécifié à la note 2b, le gouvernement verse sa cotisation au moment où les prestations deviennent payables.

9. Cotisations

Les cotisations se détaillent comme suit :

	2018	2017 ¹
Cotisations salariales		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	278 135	312 039
Cotisations au titre des services passés	5 001	4 326
	283 136	316 365
Cotisations patronales		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	51 625	55 950
Cotisations au titre des services passés	1 044	1 070
Compensation pour le financement du RRPE		
Versée au fonds des cotisations salariales	11 755	17 909
Versée au compte de dépôts à vue – cotisations patronales	11 755	17 909
	76 179	92 838
Cotisations du gouvernement du Québec		
Cotisation pour le paiement des prestations et des frais d'administration		
Service régulier :		
- Prestataires au 31 décembre 2014	912 832	938 413
- Excluant les prestataires au 31 décembre 2014	106 440	65 966
Service transféré	96 636	93 947
Administration supérieure	106 201	99 916
	1 222 109	1 198 242
Compensation pour le financement du RRPE versée au fonds des cotisations salariales (note 2a)	49 904	80 497
Contributions particulières pour le financement du RRPE versées au fonds des cotisations salariales (note 2a)		
Contribution annuelle	–	142 588
Contributions additionnelles	–	418 500
	–	561 088
	1 272 013	1 839 827
	1 631 328	2 249 030

1. Suite aux changements dans la présentation de la note des cotisations adoptés en 2018, certains postes ont été reclassés sans impact sur le total des cotisations.

10. Revenus de placement des dépôts à participation à la CDPQ

Les revenus de placement se détaillent comme suit :

	2018	2017
Revenus de placement		
Revenus (pertes) nets de placement du fonds particulier		
Revenu fixe	94 803	84 005
Actifs réels	20 374	28 580
Actions	104 886	134 979
Activités de rendement absolu	1 724	(1 496)
	221 787	246 068
Modification de la juste valeur		
Gains (pertes) nets réalisés à la vente de placements		
Revenu fixe	35 336	191 172
Actifs réels	1 203	268 912
Actions	33 628	767 913
Activités de rendement absolu	908	(87 089)
	71 075	1 140 908
Gains (pertes) nets non réalisés		
Revenu fixe	(72 411)	(129 008)
Actifs réels	93 836	(194 728)
Actions	(16 819)	(381 467)
Activités de rendement absolu	(651)	82 690
	3 955	(622 513)
	75 030	518 395

11. Rentes

Les rentes se détaillent comme suit :

	2018	2017
Rentes de retraite	1 392 334	1 334 471
Rentes de survivants	42 951	45 494
	1 435 285	1 379 965

Pour l'exercice 2018, un montant de 6 693 k\$ (6 295 k\$ en 2017) a été versé selon le Régime de prestations supplémentaires de l'administration supérieure et il est inclus dans le poste « Rentes ».

12. Frais d'administration de Retraite Québec

Les frais d'administration tiennent compte d'une somme de 250 000 \$ en 2018 (250 000 \$ en 2017) puisée à même le fonds des cotisations salariales du RRPE pour assumer le coût des services professionnels à l'intention des participants et des prestataires tel que le prévoit l'article 82 de la Loi modifiant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic (L.Q. 2000, chapitre 32).

En vertu de cette loi, les représentants des employés au Comité de retraite du RRPE disposent annuellement d'une somme maximale de 250 000 \$. L'excédent non utilisé peut être reporté à l'année suivante jusqu'à un maximum de 100 000 \$.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS**RÉGIME DE RETRAITE DE CERTAINS ENSEIGNANTS****États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018**

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers des régimes de retraite des enseignants et du Régime de retraite de certains enseignants (« régimes »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des régimes au 31 décembre 2018, ainsi que de l'évolution de leur actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de leurs obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante des régimes conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité des régimes à poursuivre leur exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider les régimes ou de cesser leur activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière des régimes.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne des régimes;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité des régimes à poursuivre leur exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener les régimes à cesser leur exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 25 avril 2019

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS

État de la situation financière
au 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Actif		
Créances		
Cotisations salariales à recevoir	45	65
Sommes à recevoir des prestataires	361	590
	406	655
Sommes à recevoir du fonds général du fonds consolidé du revenu	562	57
	968	712
Passif		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	630	363
Cotisations salariales perçues en trop à rembourser	16	18
Sommes à payer relatives à des transferts vers d'autres régimes de retraite	322	331
	968	712
Actif net disponible pour le service des prestations au début et à la fin	–	–
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 7)	9 606 831	10 225 211
Déficit de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite	(9 606 831)	(10 225 211)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil
d'administration,

La présidente du comité
de vérification,

Le président-directeur
général,

Richard Fortier
IAS.A, FICA, CFA

Ginette Fortin
FCPA, FCGA

Michel Després
ASC

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS

État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations
de l'exercice clos le 31 décembre 2018

(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Augmentation de l'actif net		
Cotisations (note 4)	1 023 378	1 040 665
Diminution de l'actif net		
Prestations et transferts		
Rentes (note 5)	1 022 581	1 040 107
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	164	47
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	633	511
	1 023 378	1 040 665
Augmentation nette de l'exercice	-	-
Actif net disponible pour le service des prestations au début et à la fin	-	-

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS

État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite
de l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Évolution des obligations au cours de l'exercice		
Intérêts	592 527	619 807
Prestations constituées	79	168
Prestations et transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	(1 023 378)	(1 040 665)
	(430 772)	(420 690)
Autres ajustements au cours de l'exercice		
Modification des hypothèses actuarielles (note 7)	(187 608)	(35 110)
Diminution nette de l'exercice	(618 380)	(455 800)
Obligations au titre des prestations de retraite au début	10 225 211	10 681 011
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 7)	9 606 831	10 225 211

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIME DE RETRAITE DE CERTAINS ENSEIGNANTS

État de la situation financière
au 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Actif		
Créances		
Cotisations salariales à recevoir	28	104
Cotisations patronales à recevoir	2	–
Sommes à recevoir des prestataires	49	83
Sommes à recevoir du fonds général du fonds consolidé du revenu	306	–
	385	187
Passif		
Rentes à payer	385	73
Sommes à verser au fonds général du fonds consolidé du revenu	–	114
	385	187
Actif net disponible pour le service des prestations au début et à la fin	–	–
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 7)	1 123 247	1 207 089
Déficit de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite	(1 123 247)	(1 207 089)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil
d'administration,

La présidente du comité
de vérification,

Le président-directeur
général,

Richard Fortier
IAS.A, FICA, CFA

Ginette Fortin
FCPA, FCGA

Michel Després
ASC

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIME DE RETRAITE DE CERTAINS ENSEIGNANTS

État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations
de l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Augmentation de l'actif net		
Cotisations (note 4)	133 059	139 368
Diminution de l'actif net		
Prestations et transferts		
Rentes (note 5)	133 058	135 336
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	1	–
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	–	4 032
	133 059	139 368
Augmentation nette de l'exercice	–	–
Actif net disponible pour le service des prestations au début et à la fin	–	–

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIME DE RETRAITE DE CERTAINS ENSEIGNANTS

État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite
de l'exercice clos le 31 décembre 2018

(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Évolution des obligations au cours de l'exercice		
Intérêts	69 583	73 487
Prestations constituées	283	310
Prestations et transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	(133 059)	(135 922)
	(63 193)	(62 125)
Autres ajustements au cours de l'exercice		
Modification des hypothèses actuarielles (note 7)	(20 649)	(3 306)
Diminution nette de l'exercice	(83 842)	(65 431)
Obligations au titre des prestations de retraite au début	1 207 089	1 272 520
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 7)	1 123 247	1 207 089

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS

RÉGIME DE RETRAITE DE CERTAINS ENSEIGNANTS

**Notes complémentaires
au 31 décembre 2018**

(Sauf indications contraires, les montants dans les notes sont en milliers de dollars canadiens (k\$).)

1. Description des régimes

Les régimes de retraite des enseignants se composent du Régime de retraite des enseignants (RRE) et du Régime de prestations supplémentaires à l'égard des enseignants (RPS-RRE). Ces états financiers incluent également les états financiers du Régime de retraite de certains enseignants (RRCE).

RÉGIME DE RETRAITE DES ENSEIGNANTS**RÉGIME DE RETRAITE DE CERTAINS ENSEIGNANTS**

La description des régimes fournie ci-dessous l'est à titre informatif. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ces régimes, les lecteurs devront se référer aux textes suivants :

- la Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11);
- la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1);
- la Loi sur la protection à la retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre P-32.1).

RÉGIME DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES À L'ÉGARD DES ENSEIGNANTS

Le RPS-RRE (C.T. 195706 du 19 décembre 2000) établit la rente minimale lorsque cette dernière est supérieure à la rente calculée selon le RRE.

a) Généralités

Retraite Québec est un organisme public exerçant des fonctions administratives. Elle administre ces régimes conformément aux lois désignées ci-dessus. Retraite Québec a son siège social dans la province de Québec, au Canada, soit au 2600, boulevard Laurier, à Québec.

En tant qu'administrateur, Retraite Québec prépare les états financiers de ces régimes pour approbation par le conseil d'administration. Ces états financiers ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration le 25 avril 2019.

Les régimes de pension agréés (RPA) ne sont pas assujettis aux impôts aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu. Cette loi prévoit des déductions à la fois pour les cotisations versées au RPA par les employés et les employeurs. Par contre, les régimes de prestations supplémentaires sont assujettis, puisqu'ils ne se définissent pas comme des régimes agréés, mais, étant donné qu'ils ne sont pas capitalisés, aucun impôt n'est exigé. Enfin, les prestations de ces régimes sont imposables au moment où elles sont versées.

Il s'agit de régimes à prestations déterminées offerts aux personnes suivantes :

- les enseignants nommés ou engagés avant le 1^{er} juillet 1973 dans un établissement d'enseignement reconnu à cette fin;
- certaines catégories d'enseignants ayant été membres de communautés religieuses.

1. Description des régimes (suite)

b) Rentes de retraite

Les participants acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes, s'ils ont 62 ans et comptent au moins 10 années de service pour les hommes, s'ils comptent au moins 33 années de service au RRE ou au moins 35 années de service au RRCE, ou s'ils ont 55 ans et comptent au moins 32 années de service.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle s'ils comptent au moins 22 années de service et ont 55 ans pour les hommes et 50 ans pour les femmes, ou s'ils comptent au moins 10 années de service et ont 58 ans pour les femmes.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des cinq années les mieux rémunérées par 2 % par année de service crédité (40 années de service crédité maximum). Pour le RRCE, une rente additionnelle équivalant au salaire admissible moyen multiplié par 1,6 % par année de service crédité effectuée avant l'adhésion à un régime de retraite s'ajoute à la rente de retraite.

La rente de retraite, y compris la rente additionnelle, est réduite à 65 ans, pour chaque année de service crédité jusqu'à concurrence de 35 années, de 0,7 % du salaire moyen, sans excéder la moyenne du maximum des gains admissibles au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9) pour les années correspondantes.

c) Rentes d'invalidité

Le RRE prévoit qu'une rente d'invalidité est payable à la personne participant au régime devenue invalide. Cette rente est calculée comme une rente régulière en fonction du nombre d'années de service accumulées au RRE.

d) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RRE, ou qu'elle y participait, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir. S'il n'y a pas de conjointe ou de conjoint, les cotisations versées par la personne sont remboursées aux héritiers, sans intérêts, déduction faite des sommes déjà versées à titre de rente, le cas échéant.

Ces mêmes droits sont payables lorsque la personne ayant participé au RRE décède alors qu'elle était admissible à une rente de retraite immédiate ou avant d'être admissible à une telle rente alors qu'elle avait accumulé au moins 10 années de service.

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RRCE, ou qu'elle y participait et qu'elle était admissible à une rente de retraite immédiate, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir. Lorsqu'il n'y a pas de conjointe ou de conjoint, les cotisations qu'elle avait versées sont remboursées aux héritiers, avec intérêts, déduction faite des sommes déjà versées à titre de rente, le cas échéant.

Si une personne décède avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate, les cotisations qu'elle avait versées au RRCE sont remboursées avec intérêts à la conjointe ou au conjoint ou, à défaut, aux héritiers.

e) Prestations de fin d'emploi

Selon les modalités du RRE, la personne qui cesse de participer peut avoir droit à une rente de retraite ou elle peut demander un transfert de la valeur de sa rente différée dans un compte de retraite immobilisé.

Selon les modalités du RRCE, la personne qui cesse de participer avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts si elle compte moins de deux années de service. Si elle compte 10 années et plus de service crédité et a plus de 45 ans, elle a droit à une rente de retraite différée payable sans réduction actuarielle à 65 ans. Dans les autres cas, sous certaines conditions, elle peut avoir le droit d'opter pour le remboursement de ses cotisations avec intérêts ou pour une rente différée.

La rente de retraite différée est payable à 60 ans ou à 65 ans selon les modalités de chacun des régimes.

f) Indexation des rentes

Les rentes versées par ces régimes sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie pour la portion de la rente qui correspond au service acquis avant le 1^{er} juillet 1982. Elles sont partiellement indexées pour la portion de la rente qui correspond au service acquis après le 30 juin 1982 et au service donnant droit à une rente additionnelle au RRCE.

g) Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les sommes nécessaires au paiement des prestations et des frais d'administration sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

RÉGIME DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES À L'ÉGARD DES ENSEIGNANTS

Le RPS-RRCE établit la rente minimale lorsque cette dernière est supérieure à la rente calculée selon le RRE.

Il prévoit également le versement, à certaines conditions, d'une rente d'invalidité lorsqu'un participant est invalide et ne reçoit pas déjà une telle rente conformément au RRE.

2. Modalités de financement

Les prestations sont financées par le gouvernement, diminution faite des cotisations des participants et des employeurs autonomes.

Au RRE, la cotisation salariale correspond à 6,28 % de la partie du salaire admissible qui excède l'exemption personnelle selon la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9), jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles (MGA) au sens de cette même loi, et à 8,08 % du solde du salaire admissible. Au RRCE, la cotisation salariale s'élève à 10,97 % (11,05 % en 2017) de l'excédent du salaire admissible sur 25 % du MGA. Les cotisations salariales sont déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu.

En vertu de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (Loi sur le RRE) et de la Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (Loi sur le RRCE), les employeurs autonomes doivent verser à Retraite Québec en même temps qu'ils font la remise de la cotisation de leurs employés une cotisation patronale équivalente. Les cotisations patronales sont déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu.

La cotisation du gouvernement correspond aux sommes requises afin de pourvoir au paiement des prestations dont il a la charge au moment où elles deviennent payables. Par conséquent, le gouvernement inscrit dans ses états financiers consolidés les obligations au titre des prestations de retraite dont il a la charge selon ses propres normes comptables.

Finalement, la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, des sommes du fonds général du fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux. Étant donné que le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) n'appartient pas aux régimes, l'information sur celui-ci est présentée dans les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, publiés dans les Comptes publics.

3. Principales méthodes comptables**a) Base de préparation des états financiers**

Les états financiers des régimes de retraite des enseignants et du Régime de retraite de certains enseignants ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou du changement de méthode comptable qui ne concernent pas leurs obligations au titre des prestations de retraite, les Normes internationales d'information financière (IFRS) sont utilisées.

3. Principales méthodes comptables (suite)

b) Nouvelles normes comptables

Adoption d'une nouvelle norme comptable

L'IFRS 9 – Instruments financiers remplace l'IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation. L'IFRS 9 précise que les actifs financiers doivent être évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur, et ce, suivant le modèle économique utilisé par l'entité pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue. En date du 1^{er} janvier 2018, soit la date de première application, cette norme a été appliquée de manière rétrospective sans retraitement de l'information comparative, tel que permis par la norme, et n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

Norme comptable publiée, mais pas encore entrée en vigueur

Aucune norme comptable publiée, mais non en vigueur n'a d'incidence sur les états financiers.

c) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction de Retraite Québec ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des cotisations, des prestations et transferts ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Ces estimations sont révisées à chaque date de fin d'exercice, et les rajustements en découlant sont comptabilisés immédiatement dans l'exercice au cours duquel sont effectuées ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

d) Cotisations

Les cotisations salariales et patronales (correspondant aux employeurs autonomes) sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les participants des régimes.

Les rajustements apportés à ces cotisations sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

La cotisation du gouvernement est comptabilisée au moment où les prestations dont il a la charge deviennent payables.

e) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par Retraite Québec. Les évaluations actuarielles réalisées pour les états financiers des régimes de retraite des enseignants et du Régime de retraite de certains enseignants sont produites tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires signataires déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés aux régimes, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants des régimes. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

4. Cotisations

Les cotisations se détaillent comme suit :

	2018	2017
Régime de retraite des enseignants		
Cotisations salariales		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	23	51
Cotisations au titre des services passés (cotisations perçues en trop)	(1)	1
	22	52
Cotisations du gouvernement du Québec pour le paiement des prestations et des frais d'administration	1 023 356	1 040 613
	1 023 378	1 040 665
Régime de retraite de certains enseignants		
Cotisations salariales		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	109	122
Cotisations au titre des services passés	2	2
	111	124
Cotisations patronales		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice (cotisations perçues en trop)	1	(1)
Cotisations du gouvernement du Québec pour le paiement des prestations et des frais d'administration	132 947	139 245
	133 059	139 368

5. Rentes

Les rentes se détaillent comme suit :

	2018	2017
Régimes de retraite des enseignants		
Rentes de retraite	933 900	953 787
Rentes de survivants	88 681	86 320
	1 022 581	1 040 107
Régime de retraite de certains enseignants		
Rentes de retraite	120 633	123 651
Rentes de survivants	12 425	11 685
	133 058	135 336

Le poste « Rentes de retraite » des régimes de retraite des enseignants comprend un montant de 2 188 k\$ (2 228 k\$ en 2017) versé par le RPS-RRE.

6. Frais d'administration assumés par le gouvernement

Les frais reliés à l'administration de ces régimes s'élèvent à 3 296 k\$ (3 251 k\$ en 2017) pour les régimes de retraite des enseignants et à 463 k\$ (493 k\$ en 2017) pour le Régime de retraite de certains enseignants.

7. Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite au 31 décembre 2018 sont établies à 9 606 831 k\$ pour le RRE incluant le RPS-RRE (10 225 211 k\$ au 31 décembre 2017) et à 1 123 247 k\$ pour le RRCE (1 207 089 k\$ au 31 décembre 2017).

Dans le cadre des dernières évaluations actuarielles produites conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaire signataires ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à :

- 11 596 521 k\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2014 pour le RRE incluant le RPS-RRE. Ce résultat a été reflété dans l'état de l'évolution des obligations de l'exercice clos le 31 décembre 2016 par un ajustement au solde de début. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2017, et les résultats seront pris en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019;
- 1 332 572 k\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2015 pour le RRCE. Ce résultat a été reflété dans l'état de l'évolution des obligations de l'exercice clos le 31 décembre 2016 par un ajustement au solde de début. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2018, et les résultats seront pris en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Pour ces évaluations actuarielles, les hypothèses retenues par Retraite Québec sont celles jugées les plus probables par les actuaire signataires dans l'année au cours de laquelle l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les obligations ont été ajustées à la baisse de 187 608 k\$ (35 110 k\$ au 31 décembre 2017) pour le RRE et de 20 649 k\$ (3 306 k\$ au 31 décembre 2017) pour le RRCE après le dépôt des évaluations afin de tenir compte principalement de la révision des hypothèses économiques.

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite pour le RRE et le RPS-RRE sont les suivantes :

	2018		2017	
	Années d'application			
	2015 à 2028	2029 et suivantes	2015 à 2027	2028 et suivantes
Taux d'inflation	2,05 %	2,20 %	2,05 %	2,20 %
Taux d'actualisation	6,45 %	6,60 %	6,15 %	6,30 %
Taux d'augmentation des salaires	2,20 %	2,70 %	2,20 %	2,70 %

Selon les résultats de la plus récente évaluation actuarielle, une baisse de 20 points de base du taux d'actualisation aurait pour effet de faire augmenter de 1,6 % les obligations au titre des prestations de retraite, alors qu'une hausse de 20 points de base aurait pour effet de les faire diminuer de 1,6 %.

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite pour le RRCE sont les suivantes :

	2018		2017	
	Années d'application			
	2016 à 2028	2029 et suivantes	2016 à 2027	2028 et suivantes
Taux d'inflation	2,05 %	2,20 %	2,05 %	2,20 %
Taux d'actualisation	6,45 %	6,60 %	6,15 %	6,30 %
Taux d'augmentation des salaires	2,30 %	2,70 %	2,30 %	2,70 %

Selon les résultats de la plus récente évaluation actuarielle, une baisse de 20 points de base du taux d'actualisation aurait pour effet de faire augmenter de 1,4 % les obligations au titre des prestations de retraite, alors qu'une hausse de 20 points de base aurait pour effet de les faire diminuer de 1,4 %.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES**États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018****RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers**Opinion**

J'ai effectué l'audit des états financiers des régimes de retraite des fonctionnaires (« régimes »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des régimes au 31 décembre 2018, ainsi que de l'évolution de leur actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de leurs obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante des régimes conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité des régimes à poursuivre leur exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider les régimes ou de cesser leur activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière des régimes.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne des régimes;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité des régimes à poursuivre leur exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener les régimes à cesser leur exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 25 avril 2019

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

État de la situation financière

au 31 décembre 2018

(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Actif		
Créances		
Cotisations patronales à recevoir	13	10
Sommes à recevoir des prestataires	187	220
	200	230
Passif		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	47	187
Cotisations salariales perçues en trop à rembourser	7	8
Sommes à payer relatives à des transferts vers d'autres régimes de retraite	63	–
Sommes à verser au fonds général du fonds consolidé du revenu	83	35
	200	230
Actif net disponible pour le service des prestations au début et à la fin	–	–
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 7)	3 108 764	3 338 717
Déficit de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite	(3 108 764)	(3 338 717)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil
d'administration,

La présidente du comité
de vérification,

Le président-directeur
général,

Richard Fortier
IAS.A, FICA, CFA

Ginette Fortin
FCPA, FCGA

Michel Després
ASC

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations
de l'exercice clos le 31 décembre 2018

(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Augmentation de l'actif net		
Cotisations (note 4)	363 577	375 938
Diminution de l'actif net		
Prestations et transferts		
Rentes (note 5)	363 346	375 681
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	1	111
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	230	146
	363 577	375 938
Augmentation nette de l'exercice	-	-
Actif net disponible pour le service des prestations au début et à la fin	-	-

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite
de l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Évolution des obligations au cours de l'exercice		
Intérêts	192 573	203 421
Prestations constituées	(4)	102
Prestations et transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	(363 577)	(375 938)
	(171 008)	(172 415)
Autres ajustements au cours de l'exercice		
Modification des hypothèses actuarielles (note 7)	(58 945)	(11 564)
Diminution nette de l'exercice	(229 953)	(183 979)
Obligations au titre des prestations de retraite au début	3 338 717	3 522 696
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 7)	3 108 764	3 338 717

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

Notes complémentaires au 31 décembre 2018

(Sauf indications contraires, les montants dans les notes sont en milliers de dollars canadiens (k\$).)

1. Description des régimes

Les régimes de retraite des fonctionnaires se composent du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) et du Régime de prestations supplémentaires à l'égard des fonctionnaires (RPS-RRF).

RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

La description du RRF fournie ci-dessous l'est à titre informatif. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).

RÉGIME DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES À L'ÉGARD DES FONCTIONNAIRES

Le RPS-RRF (C.T. 195705 du 19 décembre 2000) établit la rente minimale lorsque cette dernière est supérieure à la rente calculée selon le RRF.

a) Généralités

Retraite Québec est un organisme public exerçant des fonctions administratives. Elle administre ces régimes conformément aux lois désignées ci-dessus. Retraite Québec a son siège social dans la province de Québec, au Canada, soit au 2600, boulevard Laurier, à Québec.

En tant qu'administrateur, Retraite Québec prépare les états financiers de ces régimes pour approbation par le conseil d'administration. Ces états financiers ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration le 25 avril 2019.

Les régimes de pension agréés (RPA) ne sont pas assujettis aux impôts aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu. Cette loi prévoit des déductions à la fois pour les cotisations versées au RPA par les employés et les employeurs. Par contre, les régimes de prestations supplémentaires sont assujettis, puisqu'ils ne se définissent pas comme des régimes agréés, mais, étant donné qu'ils ne sont pas capitalisés, aucun impôt n'est exigé. Enfin, les prestations de ces régimes sont imposables au moment où elles sont versées.

RÉGIME DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES

Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert aux employés de la fonction publique nommés ou engagés avant le 1^{er} juillet 1973.

b) Rentes de retraite

Les participants au RRF acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont 65 ans, s'ils ont 62 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes et comptent au moins 10 années de service, s'ils comptent au moins 35 années de service, s'ils ont 55 ans et comptent au moins 32 années de service ou s'ils ont 60 ans et que leur âge et leur nombre d'années de service totalisent 90.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle s'ils comptent au moins 22 années de service et ont 55 ans pour les hommes et 50 ans pour les femmes, si leur âge et leur nombre d'années de service totalisent 90 et qu'ils ont moins de 60 ans, ou s'ils ont 60 ans.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des cinq années les mieux rémunérées par 2 % par année de service crédité (40 années de service crédité maximum).

La rente est réduite à 65 ans, pour chaque année de service crédité jusqu'à concurrence de 35 années, de 0,7 % du salaire moyen, sans excéder la moyenne du maximum des gains admissibles au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9) pour les années correspondantes.

c) Rentes d'invalidité

Le RRF prévoit qu'une rente d'invalidité est payable à la personne participant au régime devenue invalide. Celle-ci est calculée comme une rente régulière en fonction du nombre d'années de service accumulées au RRF.

d) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RRF, ou qu'elle y participait, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 60 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir. Toutefois, cette rente sera égale à 50 % si cette personne a cessé de participer au RRF ou a pris sa retraite avant le 1^{er} janvier 1991. S'il n'y a pas de conjointe ou de conjoint, les cotisations versées par la personne sont remboursées aux héritiers, sans intérêts, déduction faite des sommes déjà versées à titre de rente, le cas échéant.

Ces mêmes droits sont payables lorsque la personne ayant participé au RRF décède alors qu'elle était admissible à une rente de retraite immédiate.

e) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RRF peut avoir droit à une rente de retraite ou peut demander un transfert de la valeur de sa rente différée dans un compte de retraite immobilisé.

f) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RRF sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie pour la portion de la rente qui correspond au service acquis avant le 1^{er} juillet 1982; elles sont partiellement indexées pour la portion de la rente qui correspond au service acquis après le 30 juin 1982.

g) Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les sommes nécessaires au paiement des prestations et des frais d'administration sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

RÉGIME DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES À L'ÉGARD DES FONCTIONNAIRES

Le RPS-RRF établit la rente minimale lorsque cette dernière est supérieure à la rente calculée selon le RRF.

Il prévoit également le versement, à certaines conditions, d'une rente d'invalidité lorsqu'un participant est invalide et ne reçoit pas déjà une telle rente conformément au RRF.

2. Modalités de financement

Les prestations sont financées par le gouvernement, diminution faite des cotisations des participants et des employeurs autonomes.

La cotisation salariale correspond à 5,45 % de la partie du salaire admissible qui excède l'exemption personnelle selon la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9), jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de cette même loi, et à 7,25 % du solde du salaire admissible. Les cotisations salariales sont déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu.

Les employeurs autonomes doivent verser à Retraite Québec, en même temps qu'ils font la remise de la cotisation de leurs employés, une cotisation patronale équivalente qui est déposée au fonds général du fonds consolidé du revenu.

La cotisation du gouvernement correspond aux sommes requises afin de pourvoir au paiement des prestations dont il a la charge au moment où elles deviennent payables. Par conséquent, le gouvernement inscrit dans ses états financiers consolidés les obligations au titre des prestations de retraite dont il a la charge selon ses propres normes comptables.

2. Modalités de financement (suite)

Finalement, la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, des sommes du fonds général du fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux. Étant donné que le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) n'appartient pas au régime, l'information sur celui-ci est présentée dans les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, publiés dans les Comptes publics.

3. Principales méthodes comptables

a) Base de préparation des états financiers

Les états financiers des régimes de retraite des fonctionnaires ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou du changement de méthode comptable qui ne concernent pas leurs obligations au titre des prestations de retraite, les Normes internationales d'information financière (IFRS) sont utilisées.

b) Nouvelles normes comptables

Adoption d'une nouvelle norme comptable

L'IFRS 9 – Instruments financiers remplace l'IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation. L'IFRS 9 précise que les actifs financiers doivent être évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur, et ce, suivant le modèle économique utilisé par l'entité pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue. En date du 1^{er} janvier 2018, soit la date de première application, cette norme a été appliquée de manière rétrospective sans retraitement de l'information comparative, tel que permis par la norme, et n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

Norme comptable publiée, mais pas encore entrée en vigueur

Aucune norme comptable publiée, mais non en vigueur n'a d'incidence sur les états financiers.

c) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction de Retraite Québec ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des cotisations, des prestations et transferts ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Ces estimations sont révisées à chaque date de fin d'exercice, et les rajustements en découlant sont comptabilisés immédiatement dans l'exercice au cours duquel sont effectuées ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

d) Cotisations

Les cotisations salariales et patronales (correspondant aux employeurs autonomes) sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les participants des régimes.

Les rajustements apportés à ces cotisations sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

La cotisation du gouvernement est comptabilisée au moment où les prestations dont il a la charge deviennent payables.

e) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par Retraite Québec. L'évaluation actuarielle réalisée pour les états financiers des régimes de retraite des fonctionnaires est produite tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires signataires déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés aux régimes, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants des régimes. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

4. Cotisations

Les cotisations se détaillent comme suit :

	2018	2017
Cotisations salariales		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	–	28
Cotisations patronales		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice (cotisations perçues en trop)	(8)	18
Cotisations du gouvernement du Québec pour le paiement des prestations et des frais d'administration	363 585	375 892
	363 577	375 938

5. Rentes

Les rentes se détaillent comme suit :

	2018	2017
Rentes de retraite	290 529	302 855
Rentes de survivants	72 817	72 826
	363 346	375 681

Le poste « Rentes de retraite » comprend un montant de 134 k\$ (138 k\$ en 2017) versé par le RPS-RRF.

6. Frais d'administration assumés par le gouvernement

Les frais liés à l'administration de ces régimes s'élèvent à 1 577 k\$ (1 568 k\$ en 2017).

7. Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite des régimes de retraite des fonctionnaires sont établies à 3 108 764 k\$ au 31 décembre 2018 (3 338 717 k\$ au 31 décembre 2017).

Dans le cadre de la dernière évaluation actuarielle produite conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires signataires ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à 3 902 789 k\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2014. Ce résultat a été reflété dans l'état de l'évolution des obligations de l'exercice clos le 31 décembre 2016 par un ajustement au solde de début. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2017, et les résultats seront pris en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Pour cette évaluation actuarielle, les hypothèses retenues par Retraite Québec sont celles jugées les plus probables par les actuaires signataires dans l'année au cours de laquelle l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, un ajustement à la baisse de 58 945 k\$ (11 564 k\$ au 31 décembre 2017) a été apporté aux obligations après le dépôt des évaluations afin de tenir compte principalement de la révision des hypothèses économiques.

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite sont les suivantes :

	2018		2017	
	Années d'application			
	2015 à 2028	2029 et suivantes	2015 à 2027	2028 et suivantes
Taux d'inflation	2,05 %	2,20 %	2,05 %	2,20 %
Taux d'actualisation	6,45 %	6,60 %	6,15 %	6,30 %
Taux d'augmentation des salaires	2,20 %	2,70 %	2,20 %	2,70 %

Selon les résultats de la plus récente évaluation actuarielle, une baisse de 20 points de base du taux d'actualisation aurait pour effet de faire augmenter de 1,5 % les obligations au titre des prestations de retraite, alors qu'une hausse de 20 points de base aurait pour effet de les faire diminuer de 1,5 %.

RETRAITE QUÉBEC

**RÉGIMES DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES JUGES
DE CERTAINES COURS MUNICIPALES ET DES JUGES DE PAIX MAGISTRATS
RÉGIME DE RETRAITE DU PROTECTEUR DU CITOYEN
ET DES VICE-PROTECTEURS**
États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018


RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers des régimes de retraite des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats et du Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vices-protecteurs (« régimes »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des régimes au 31 décembre 2018, ainsi que de l'évolution de leur actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de leurs obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante des régimes conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité des régimes à poursuivre leur exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider les régimes ou de cesser leur activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière des régimes.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne des régimes;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité des régimes à poursuivre leur exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener les régimes à cesser leur exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 25 avril 2019

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES JUGES DE CERTAINES COURS MUNICIPALES ET DES JUGES DE PAIX MAGISTRATS

État de la situation financière
au 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Actif		
Créances		
Cotisations salariales à recevoir	221	1 273
Cotisations patronales à recevoir	24	29
Sommes à recevoir des prestataires	3	342
Sommes à recevoir relatives à des transferts provenant d'autres régimes de retraite	4 481	2 553
	4 729	4 197
Passif		
Rentes à payer	188	1 049
Sommes à verser au fonds général du fonds consolidé du revenu	4 541	3 148
	4 729	4 197
Actif net disponible pour le service des prestations au début et à la fin	-	-

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES JUGES DE CERTAINES COURS MUNICIPALES ET DES JUGES DE PAIX MAGISTRATS

État de la situation financière
au 31 décembre 2018 (suite)
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Obligations au titre des prestations de retraite (note 7)		
Régimes de retraite des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats	362 694	358 098
Régimes de prestations supplémentaires des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats	378 310	369 699
	741 004	727 797
Déficit de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite		
Régimes de retraite des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats	(362 694)	(358 098)
Régimes de prestations supplémentaires des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats	(378 310)	(369 699)
	(741 004)	(727 797)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil
d'administration,

La présidente du comité
de vérification,

Le président-directeur
général,

Richard Fortier
IAS.A, FICA, CFA

Ginette Fortin
FCPA, FCGA

Michel Després
ASC

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES JUGES DE CERTAINES COURS MUNICIPALES ET DES JUGES DE PAIX MAGISTRATS

État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Régimes de retraite des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats		
Augmentation de l'actif net		
Cotisations (note 4)	17 369	17 713
Transferts provenant d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	5 011	3 123
	22 380	20 836
Diminution de l'actif net		
Rentes et transferts		
Rentes (note 5)	21 906	20 836
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	474	–
	22 380	20 836
Augmentation nette de l'exercice	–	–
Actif net disponible pour le service des prestations au début et à la fin	–	–

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES JUGES DE CERTAINES COURS MUNICIPALES ET DES JUGES DE PAIX MAGISTRATS

État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice clos le 31 décembre 2018 (suite)
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Régimes de prestations supplémentaires des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats		
Augmentation de l'actif net		
Cotisations (note 4)	21 590	19 475
Transferts provenant d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	–	848
	21 590	20 323
Diminution de l'actif net		
Rentes et transferts		
Rentes (note 5)	20 868	20 228
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	722	95
	21 590	20 323
Augmentation nette de l'exercice	–	–
Actif net disponible pour le service des prestations au début et à la fin	–	–

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES JUGES DE CERTAINES COURS MUNICIPALES ET DES JUGES DE PAIX MAGISTRATS

État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite de l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Régimes de retraite des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats		
Ajustements au solde de début à la suite du dépôt d'une nouvelle évaluation actuarielle		
Gain actuariel	(4 870)	—
Modification des hypothèses actuarielles	(9 801)	—
	(14 671)	—
Évolution des obligations au cours de l'exercice		
Intérêts	21 607	20 718
Prestations constituées	10 213	10 736
Transferts provenant d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	9 777	4 962
Rentes et transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	(22 380)	(20 836)
	19 217	15 580
Autres ajustements au cours de l'exercice		
Modification des hypothèses actuarielles (note 7)	50	(2 178)
Augmentation nette de l'exercice	4 596	13 402
Obligations au titre des prestations de retraite au début	358 098	344 696
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 7)	362 694	358 098

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES JUGES DE CERTAINES COURS MUNICIPALES ET DES JUGES DE PAIX MAGISTRATS

État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite de l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Régimes de prestations supplémentaires des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats		
Ajustements au solde de début à la suite du dépôt d'une nouvelle évaluation actuarielle		
Perte actuarielle	7 569	–
Modification des hypothèses actuarielles	(14 969)	–
	(7 400)	–
Évolution des obligations au cours de l'exercice		
Intérêts	22 976	21 573
Prestations constituées	15 003	17 022
Rentes et transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	(21 590)	(20 323)
	16 389	18 272
Autres ajustements au cours de l'exercice		
Modification des hypothèses actuarielles (note 7)	(378)	(3 887)
Augmentation nette de l'exercice	8 611	14 385
Obligations au titre des prestations de retraite au début	369 699	355 314
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 7)	378 310	369 699

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

**RÉGIME DE RETRAITE DU PROTECTEUR DU CITOYEN
ET DES VICE-PROTECTEURS**

État de la situation financière
au 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Actif		
Sommes à recevoir du fonds général du fonds consolidé du revenu	–	–
Passif		
Rentes à payer	–	–
Actif net disponible pour le service des prestations au début et à la fin	–	–
Obligations au titre des prestations de retraite (note 7)	5 674	5 646
Déficit de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite	(5 674)	(5 646)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil
d'administration,

La présidente du comité
de vérification,

Le président-directeur
général,

Richard Fortier
IAS.A, FICA, CFA

Ginette Fortin
FCPA, FCGA

Michel Després
ASC

RETRAITE QUÉBEC

**RÉGIME DE RETRAITE DU PROTECTEUR DU CITOYEN
ET DES VICE-PROTECTEURS**

**État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations
de l'exercice clos le 31 décembre 2018**
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Augmentation de l'actif net		
Cotisations (note 4)	416	418
Diminution de l'actif net		
Rentes (note 5)	416	418
Augmentation nette de l'exercice	–	–
Actif net disponible pour le service des prestations au début et à la fin	–	–

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

**RÉGIME DE RETRAITE DU PROTECTEUR DU CITOYEN
ET DES VICE-PROTECTEURS**

**État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite
de l'exercice clos le 31 décembre 2018**
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Ajustements au solde de début à la suite du dépôt d'une nouvelle évaluation actuarielle		
Gain actuariel	(13)	(121)
Modification des hypothèses actuarielles	(153)	16
	(166)	(105)
Évolution des obligations au cours de l'exercice		
Intérêts	340	336
Prestations constituées	270	238
Rentes	(416)	(418)
	194	156
Augmentation nette de l'exercice	28	51
Obligations au titre des prestations de retraite au début	5 646	5 595
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 7)	5 674	5 646

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES JUGES DE CERTAINES COURS MUNICIPALES ET DES JUGES DE PAIX MAGISTRATS**RÉGIME DE RETRAITE DU PROTECTEUR DU CITOYEN ET DES VICE-PROTECTEURS****Notes complémentaires
au 31 décembre 2018**

(Sauf indications contraires, les montants dans les notes sont en milliers de dollars canadiens (k\$).)

1. Description des régimes

Les régimes de retraite des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats se composent des régimes suivants :

RÉGIME DE RETRAITE DES JUGES DE LA COUR DU QUÉBEC, DES JUGES DE CERTAINES COURS MUNICIPALES ET DES JUGES DE PAIX MAGISTRATS (RRCJQ)**RÉGIME DE RETRAITE DE CERTAINS JUGES NOMMÉS
AVANT LE 1^{ER} JANVIER 2001 (RRCJAJ)****RÉGIME DE RETRAITE DE CERTAINS JUGES NOMMÉS
AVANT LE 30 MAI 1978 (RRCJAM)****RÉGIMES DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES DES JUGES ÉTABLIS EN VERTU
DE L'ARTICLE 122 DE LA LOI SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES (RPS)**

La description des régimes fournie ci-dessous l'est à titre informatif. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ces régimes, les lecteurs devront se référer aux parties V.1 à VI.3 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16) pour les régimes de retraite et aux règlements 6 et 7 de cette même loi (RLRQ, chapitre T-16, r. 6 et r. 7) pour les régimes de prestations supplémentaires.

Conformément à l'article 25 de la Loi modifiant la Loi des valeurs mobilières (L.Q. 1971, chapitre 77), le Régime de retraite de certains juges nommés avant le 30 mai 1978 s'applique également aux commissaires de la Commission des valeurs mobilières du Québec qui étaient en fonction le 7 juillet 1971.

**RÉGIME DE RETRAITE DU PROTECTEUR DU CITOYEN
ET DES VICE-PROTECTEURS (RRPCVP)**

La description du régime fournie ci-dessous l'est à titre informatif. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à la Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32) concernant la rente de retraite accordée au Protecteur du citoyen et aux vice-protecteurs.

a) Généralités

Retraite Québec est un organisme public exerçant des fonctions administratives. Elle administre ces régimes conformément aux lois désignées ci-dessus. Retraite Québec a son siège social dans la province de Québec, au Canada, soit au 2600, boulevard Laurier, à Québec.

En tant qu'administrateur, Retraite Québec prépare les états financiers de ces régimes pour approbation par le conseil d'administration. Ces états financiers ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration le 25 avril 2019.

Les régimes de pension agréés (RPA) ne sont pas assujettis aux impôts aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu. Cette loi prévoit des déductions à la fois pour les cotisations versées au RPA par les employés et les employeurs. Par contre, les régimes de prestations supplémentaires sont assujettis, puisqu'ils ne se définissent pas comme des régimes agréés, mais, étant donné qu'ils ne sont pas capitalisés, aucun impôt n'est exigé. Enfin, les prestations de ces régimes sont imposables au moment où elles sont versées.

Il s'agit de régimes à prestations déterminées. Les régimes de retraite des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats sont offerts aux juges visés de la Cour du Québec, y compris ceux des cours municipales de Québec et de Laval. Depuis le 1^{er} janvier 2017, les juges de paix magistrats participent au régime de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales et au régime prévoyant des prestations supplémentaires plutôt que de participer au régime de retraite du personnel d'encadrement.

b) Rentes de retraite

Les participants du RRCJQ acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle à 65 ans, lorsque la somme de leur âge et de leur nombre d'années de service totalise au moins 80 ou lorsqu'ils ont accumulé au moins 21,7 années de service. Selon les dispositions de ce régime, la rente de retraite est calculée en multipliant le traitement admissible moyen des trois années les mieux rémunérées par 1,5 % par année de service crédité. Ces participants acquièrent également le droit à une rente supplémentaire, qui équivaut à l'excédent du montant obtenu en multipliant le traitement admissible moyen total des trois années les mieux rémunérées par 3 % par année de service crédité sur la rente de retraite calculée selon le régime de base. La somme des prestations du RRCJQ et du régime de prestations supplémentaires ne peut dépasser 65 % du traitement admissible moyen ni être inférieure à 55 % de ce dernier si l'âge et les années de service totalisent au moins 80.

Les participants du RRCJAJ acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle à 65 ans ou lorsqu'ils comptent au moins 25 années de service. La rente de retraite est calculée en multipliant le traitement admissible moyen des trois années les mieux rémunérées par 2,8 % par année de service pour les années de service crédité antérieures au 1^{er} janvier 1992 et par 1,5 % par année de service pour les années suivantes. Ces participants acquièrent également le droit à une rente supplémentaire, qui équivaut à l'excédent du montant obtenu en multipliant le traitement admissible moyen total des trois années les mieux rémunérées par 2,8 % par année de service crédité sur la rente de retraite calculée selon le régime de base.

Les participants du RRCJQ et du RRCJAJ acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle lorsqu'ils ont 55 ans et comptent au moins cinq années de service.

Selon les dispositions du RRCJAM, la rente est constituée d'un montant fixe.

Les participants du RRPCVP acquièrent le droit à une rente de retraite qui s'élève à 25 % du traitement que recevait la personne au moment où elle a cessé d'exercer ses fonctions par tranche de cinq années de service accomplies à ce titre, sans toutefois excéder 75 %.

c) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RRCJQ ou du RRCJAJ, ou qu'elle y participait, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir; cette rente correspond à 60 % ou 66 2/3 % si elle avait fait le choix de recevoir une rente réduite. Chaque enfant à charge a droit à une rente correspondant à 10 % de cette rente de retraite, sans que le total excède 40 % de celle-ci, si une rente de conjoint survivant est versée, ou à 20 %, sans que le total excède 80 %, si aucune rente de conjoint survivant n'est versée.

S'il n'y a pas de conjointe ou de conjoint et qu'il n'y a aucune rente versée aux enfants, les cotisations versées par cette personne sont remboursées, avec intérêts, aux héritiers, déduction faite de toute prestation versée.

Si la personne décède avant d'être admissible à une rente de retraite, les cotisations qu'elle avait versées sont remboursées, avec intérêts, à la conjointe ou au conjoint ou, à défaut, aux héritiers.

Si une personne décède alors qu'elle recevait une rente de retraite du RRCJAM, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente qui lui était versée.

Les mêmes conditions s'appliquent aux prestations des régimes supplémentaires.

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RRPCVP, ou qu'elle y participait, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente égale à 50 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir. Des rentes sont aussi prévues en cas d'invalidité.

1. Description des régimes (suite)

d) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RRCJQ ou au RRCJAJ avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate peut avoir droit, si elle compte plus de deux années de service et sous certaines conditions, à une rente différée payable sans réduction à compter de 65 ans. Si elle compte moins de deux années de service, elle a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts. Les mêmes conditions s'appliquent aux prestations des régimes supplémentaires.

e) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RRCJQ et les prestations supplémentaires correspondantes sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie. Les rentes versées par le RRCJAJ et les prestations supplémentaires correspondantes sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie pour la portion de la rente qui correspond au service acquis avant le 1^{er} juillet 1990 et sont partiellement indexées pour la portion de la rente qui correspond au service acquis après le 30 juin 1990. Les rentes versées par le RRCJAM sont pleinement indexées si la personne a opté pour une telle indexation en versant les sommes exigibles.

Les rentes versées par le RRPCVP ne sont pas indexées en fonction de la hausse du coût de la vie.

f) Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les sommes nécessaires au paiement des prestations et des frais d'administration sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

2. Modalités de financement

Les prestations sont financées par le gouvernement, diminution faite des cotisations des participants et des municipalités.

La cotisation salariale au RRCJQ s'élève à 8 % du traitement admissible. Le Régime de prestations supplémentaires est non contributif, sauf pour les participants ayant atteint 21,7 années de service, pour lesquels la cotisation s'élève à 1 % du traitement admissible. Le RRCJAJ est non contributif pour les participants depuis le 1^{er} janvier 1990. Les cotisations salariales du RRCJQ ainsi que celles du RPS sont déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu. Le RRCJAM et le Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs sont non contributifs.

Le taux de contribution des municipalités au RRCJQ correspond à 31,72 % de la masse salariale des juges visés (12,36 % pour le régime de base et 19,36 % pour les prestations supplémentaires), moins les cotisations des participants. Le taux de contribution des municipalités au RRCJAJ correspond à 29,50 % de la masse salariale des participants visés (12,35 % pour le régime de base et 17,15 % pour les prestations supplémentaires). Ces sommes sont déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu.

En vertu de la Loi sur les tribunaux judiciaires et de la Loi sur le Protecteur du citoyen, la cotisation du gouvernement correspond aux sommes requises afin de pourvoir au paiement des prestations dont il a la charge au moment où elles deviennent payables. Par conséquent, le gouvernement inscrit dans ses états financiers consolidés les obligations au titre des prestations de retraite dont il a la charge selon ses propres normes comptables.

Finalement, la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, des sommes du fonds général du fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux. Étant donné que le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) n'appartient pas aux régimes, l'information sur celui-ci est présentée dans les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, publiés dans les Comptes publics.

3. Principales méthodes comptables

a) Base de préparation des états financiers

Les états financiers des régimes de retraite des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats et du Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou du changement de méthode comptable qui ne concernent pas leurs obligations au titre des prestations de retraite, les Normes internationales d'information financière (IFRS) sont utilisées.

b) Nouvelles normes comptables

Adoption d'une nouvelle norme comptable

L'IFRS 9 – Instruments financiers remplace l'IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation. L'IFRS 9 précise que les actifs financiers doivent être évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur, et ce, suivant le modèle économique utilisé par l'entité pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue. En date du 1^{er} janvier 2018, soit la date de première application, cette norme a été appliquée de manière rétrospective sans retraitement de l'information comparative, tel que permis par la norme, et n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

Norme comptable publiée, mais pas encore entrée en vigueur

Aucune norme comptable publiée, mais non en vigueur n'a d'incidence sur les états financiers.

c) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction de Retraite Québec ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des cotisations, des prestations et transferts ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Ces estimations sont révisées à chaque date de fin d'exercice, et les rajustements en découlant sont comptabilisés immédiatement dans l'exercice au cours duquel sont effectuées ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

d) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par Retraite Québec. Les évaluations actuarielles réalisées pour les états financiers des régimes de retraite des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats sont produites tous les trois ans, alors que pour le Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs, cette évaluation est réalisée annuellement. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires signataires déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés aux régimes, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants des régimes. Les obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

e) Cotisations

Les cotisations salariales et celles des municipalités sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les participants des régimes.

Les rajustements apportés à ces cotisations sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

La cotisation du gouvernement est comptabilisée au moment où les prestations dont il a la charge deviennent payables.

4. Cotisations

Les cotisations se détaillent comme suit :

	2018	2017
Régimes de retraite des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats		
Cotisations salariales		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	6 354	5 551
Cotisations des municipalités		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	110	115
Cotisations du gouvernement du Québec pour le paiement des prestations et des frais d'administration	10 905	12 047
	<u>17 369</u>	<u>17 713</u>
Régimes de prestations supplémentaires des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats		
Cotisations salariales		
Cotisations perçues en trop au titre des services rendus au cours de l'exercice	(451)	(9)
Cotisations des municipalités		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	370	312
Cotisations du gouvernement du Québec pour le paiement des prestations et des frais d'administration	21 671	19 172
	<u>21 590</u>	<u>19 475</u>
Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs		
Cotisations du gouvernement du Québec pour le paiement des prestations et des frais d'administration	<u>416</u>	<u>418</u>

5. Rentes

Les rentes se détaillent comme suit :

	2018	2017
Régimes de retraite des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats		
Rentes de retraite	16 598	15 759
Rentes de survivants	5 308	5 077
	21 906	20 836
Régimes de prestations supplémentaires des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats		
Rentes de retraite	19 021	18 713
Rentes de survivants	1 847	1 515
	20 868	20 228
Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs		
Rentes de retraite	355	358
Rentes de survivants	61	60
	416	418

6. Frais d'administration assumés par le gouvernement

Les frais reliés à l'administration de ces régimes s'élèvent à 121 k\$ (65 k\$ en 2017) pour les régimes de retraite des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats et à 1,4 k\$ (1,3 k\$ en 2017) pour le Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs.

7. Obligations au titre des prestations de retraite

	2018	2017
Obligations au titre des prestations de retraite		
Régimes de retraite des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats	362 694	358 098
Régimes de prestations supplémentaires des juges de la Cour du Québec, des juges de certaines cours municipales et des juges de paix magistrats	378 310	369 699
	741 004	727 797
Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs	5 674	5 646

7. Obligations au titre des prestations de retraite (suite)

Dans le cadre des dernières évaluations actuarielles produites conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires signataires ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à :

- 330 050 k\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2016 pour les régimes de retraite de certains juges du Québec. Ce résultat a été reflété dans l'état de l'évolution des obligations de l'exercice clos le 31 décembre 2018 par un ajustement au solde de début. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2019, et les résultats seront pris en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021;
- 345 717 k\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2016 pour les régimes de prestations supplémentaires de certains juges du Québec. Ce résultat a été reflété dans l'état de l'évolution des obligations de l'exercice clos le 31 décembre 2018 par un ajustement au solde de début. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2019, et les résultats seront pris en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021;
- 5 674 k\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2018 pour le Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs. Ce résultat a été reflété dans l'état de l'évolution des obligations du présent exercice. La prochaine évaluation actuarielle requise sera prise en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Pour ces évaluations actuarielles, les hypothèses retenues par Retraite Québec sont celles jugées les plus probables par les actuaires signataires dans l'année au cours de laquelle l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les obligations ont été ajustées à la hausse de 50 k\$ (baisse de 2 178 k\$ en 2017) pour les régimes de retraite de certains juges du Québec et à la baisse de 378 k\$ en 2018 (3 887 k\$ en 2017) pour les régimes de prestations supplémentaires afin de tenir compte principalement de la révision des hypothèses économiques.

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite pour les régimes de retraite et de prestations supplémentaires de certains juges du Québec sont les suivantes :

	2018		2017	
	Années d'application			
	2017 à 2028	2029 et suivantes	2014 à 2027	2028 et suivantes
Taux d'inflation	2,05 %	2,20 %	2,05 %	2,20 %
Taux d'actualisation	6,45 %	6,60 %	6,15 %	6,30 %
Taux d'augmentation des traitements	2,15 %	2,70 %	2,15 %	2,70 %

Selon les résultats des plus récentes évaluations actuarielles, une baisse de 20 points de base du taux d'actualisation aurait pour effet de faire augmenter de 2,2 % les obligations au titre des prestations de retraite, alors qu'une hausse de 20 points de base aurait pour effet de les faire diminuer de 2,2 %.

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite pour le Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs sont les suivantes :

	2018		2017	
	Années d'application			
	2019 à 2028	2029 et suivantes	2018 à 2027	2028 et suivantes
Taux d'inflation	2,05 %	2,20 %	2,05 %	2,20 %
Taux d'actualisation	6,45 %	6,60 %	6,15 %	6,30 %
Taux d'augmentation des traitements	2,45 %	2,70 %	2,55 %	2,70 %

RÉGIME DE RETRAITE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC**États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018****RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers**Opinion**

J'ai effectué l'audit des états financiers du Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (« régime »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du régime au 31 décembre 2018, ainsi que de l'évolution de son actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de ses obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante du régime conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du régime à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le régime ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du régime.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du régime;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du régime à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le régime à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 8 mai 2019

RÉGIME DE RETRAITE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

État de la situation financière
au 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Actif		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 4)		
Fonds des cotisations des membres	524 396	474 478
Fonds des cotisations patronales	872 725	654 259
	<u>1 397 121</u>	<u>1 128 737</u>
Créances		
Cotisation du gouvernement du Québec à recevoir (note 6)	–	129 928
Cotisations salariales à recevoir	2 910	2 293
Cotisations patronales à recevoir	54	49
Sommes à recevoir des prestataires	49	39
Sommes à recevoir relatives à des transferts provenant d'autres régimes de retraite	1 771	1 485
	<u>4 784</u>	<u>133 794</u>
	1 401 905	1 262 531
Passif		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	171	396
Cotisations salariales perçues en trop à rembourser	67	62
Sommes à payer relatives à des transferts vers d'autres régimes de retraite	2 311	501
Sommes à verser au fonds général du fonds consolidé du revenu	394	415
Frais d'administration à payer à Retraite Québec	202	449
	<u>3 145</u>	<u>1 823</u>
Actif net disponible pour le service des prestations	1 398 760	1 260 708
Membres (note 7a)	527 269	476 833
Employeurs		
Service postérieur au 31 décembre 2006 (note 7a)	870 871	783 875
Service antérieur au 1 ^{er} janvier 2007 (note 2b)	620	–
	<u>1 398 760</u>	<u>1 260 708</u>

RÉGIME DE RETRAITE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

État de la situation financière
au 31 décembre 2018 (suite)
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Obligations au titre des prestations de retraite (note 7b)		
Membres	460 265	412 211
Employeurs		
Service postérieur au 31 décembre 2006	1 007 034	886 925
Service antérieur au 1 ^{er} janvier 2007 (note 2b)	3 690 812	3 697 105
	5 158 111	4 996 241
Excédent (déficit) de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite (note 8)		
Membres	67 004	64 622
Employeurs		
Service postérieur au 31 décembre 2006	(136 163)	(103 050)
Service antérieur au 1 ^{er} janvier 2007 (note 2b)	(3 690 192)	(3 697 105)
	(3 759 351)	(3 735 533)

Prestations accessoires (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le Comité de retraite,

Guillaume Barrette

Chrystian Leclerc

RÉGIME DE RETRAITE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

**État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations
de l'exercice clos le 31 décembre 2018**
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Augmentation de l'actif net		
Cotisations (note 9)	347 700	334 813
Transferts provenant d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	1 406	1 612
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Revenus de placement (note 10)	32 937	32 142
Modification de la juste valeur (note 10)	14 881	61 653
Intérêts sur les dépôts à vue au fonds général	202	13
	48 020	93 808
Revenus d'intérêts	7	14
	397 133	430 247
Diminution de l'actif net		
Prestations et transferts		
Rentes (note 11)	254 786	245 019
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	858	492
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	2 161	2 723
	257 805	248 234
Frais d'administration de Retraite Québec	1 123	1 148
Sommes déposées au fonds général du fonds consolidé du revenu		
Cotisations salariales des officiers qui ont opté pour le maintien du versement de leurs cotisations à ce fonds	111	136
Autres cotisations et transferts	42	311
	153	447
	259 081	249 829
Augmentation nette de l'exercice (note 8)	138 052	180 418
Actif net disponible pour le service des prestations au début	1 260 708	1 080 290
Actif net disponible pour le service des prestations à la fin	1 398 760	1 260 708

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIME DE RETRAITE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite de l'exercice clos le 31 décembre 2018

(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Ajustements au solde de début à la suite du dépôt d'une nouvelle évaluation actuarielle		
Gain actuariel	–	(8 035)
Modification des hypothèses actuarielles	–	398 036
	–	390 001
Évolution des obligations au cours de l'exercice		
Intérêts	306 998	296 178
Prestations constituées	112 555	111 041
Transferts provenant d'autres régimes de retraite	1 529	1 488
Prestations et transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	(257 805)	(248 234)
	163 277	160 473
Autres ajustements au cours de l'exercice		
Modification des hypothèses actuarielles (note 7b)	(1 407)	(57 200)
Augmentation nette de l'exercice (note 8)	161 870	493 274
Obligations au titre des prestations de retraite au début	4 996 241	4 502 967
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 7b)	5 158 111	4 996 241

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIME DE RETRAITE DES MEMBRES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC

Notes complémentaires au 31 décembre 2018

(Sauf indications contraires, les montants dans les notes sont en milliers de dollars canadiens (k\$).)

1. Description du Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRMSQ)

La description du RRMSQ fournie ci-dessous l'est à titre informatif.

a) Généralités

Retraite Québec est un organisme public exerçant des fonctions administratives. Elle administre le RRMSQ conformément à la réglementation en vigueur. Retraite Québec a son siège social dans la province de Québec, au Canada, soit au 2600, boulevard Laurier, à Québec.

En tant qu'administrateur, Retraite Québec prépare les états financiers du RRMSQ pour approbation par le Comité de retraite, à l'exception des dispositions relatives aux prestations accessoires administrées par l'Association des policières et policiers provinciaux du Québec (APPQ). Ces états financiers ont été approuvés pour publication par le Comité de retraite du RRMSQ le 8 mai 2019. Le RRMSQ est un régime à prestations déterminées offert aux membres admissibles de la Sûreté du Québec.

Les régimes de pension agréés (RPA) ne sont pas assujettis aux impôts aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu. Cette loi prévoit des déductions à la fois pour les cotisations versées au RPA par les employés et les employeurs. Enfin, les prestations de ces régimes sont imposables au moment où elles sont versées.

b) Rentes de retraite

Les membres acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont 60 ans, s'ils comptent au moins 25 années de service ou si leur âge et leur nombre d'années de service totalisent 75.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle s'ils comptent au moins 20 années de service.

Les membres doivent prendre leur retraite dès qu'ils atteignent l'âge de 65 ans. Ils cessent de cotiser lorsqu'ils atteignent 38 années de service crédité au RRMSQ.

La rente de retraite équivaut à la somme des montants suivants :

- Pour les années de service crédité antérieures au 1^{er} janvier 1992, le montant obtenu en multipliant le salaire admissible moyen des quatre années les mieux rémunérées par 2,3 % par année de service; et
- Pour les années de service crédité postérieures au 31 décembre 1991, le montant obtenu en multipliant le salaire admissible moyen des trois années les mieux rémunérées par 2 % par année de service, auquel vient s'ajouter, jusqu'à l'âge de 65 ans, un montant additionnel équivalant à 0,3 % de ce salaire moyen par année de service.

La rente de retraite est réduite à 65 ans, pour chaque année de service crédité avant le 1^{er} janvier 1992 de 0,7 % du salaire admissible moyen des quatre années les mieux rémunérées sans excéder la moyenne du maximum des gains admissibles (MGA) au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9) pour ces années.

1. Description du RRMSQ (suite)

c) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RRMSQ, ou qu'elle y participait depuis au moins 10 années et n'était pas en fonction, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir, ou à 60 % de cette rente si elle avait fait le choix de recevoir une rente réduite, à l'exclusion du montant additionnel qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir. Si cette personne ne comptait pas 10 années de service, ses cotisations sont remboursées avec intérêts à la conjointe ou au conjoint ou, à défaut, aux héritiers.

Chaque enfant à charge a droit à une rente égale à 10 % de cette rente de retraite, à l'exclusion des prestations accessoires, sans que le total excède 40 % de celle-ci, si une rente de conjoint survivant est versée. Si aucune rente de conjoint survivant n'est versée, les enfants à charge se partagent à parts égales une rente correspondant à celle que la conjointe ou le conjoint aurait reçue plus 10 % par enfant, à compter du deuxième, sans que le total excède 80 % de la rente que la personne recevait ou aurait eu le droit de recevoir.

Si une personne décède alors qu'elle était en fonction, les prestations de survivants sont payables à partir du moment où cesse le paiement de la prestation prévue dans les conditions de travail.

d) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RRMSQ avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts si elle compte moins de deux années de service.

Dans les autres cas, selon l'âge de la personne et ses années de service au moment où elle cesse de participer au RRMSQ, elle a le choix entre le remboursement partiel ou complet de ses cotisations, avec intérêts, et une rente de retraite différée.

La rente de retraite différée est payable sans réduction actuarielle à 60 ans ou avec réduction actuarielle à compter de la date à laquelle la personne aurait atteint 32 années de service, selon l'éventualité qui se présente en premier.

e) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RRMSQ aux personnes retraitées qui étaient membres de la Sûreté du Québec avant le 1^{er} avril 1987 sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie à l'égard des années de service accumulées avant le 1^{er} janvier 1992 et après cette date, jusqu'à concurrence de 20 années de service. Dans les autres cas, les rentes versées par le RRMSQ sont partiellement indexées.

f) Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les sommes nécessaires au paiement des prestations découlant des années de service antérieures au 1^{er} janvier 2007 sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Les sommes nécessaires au paiement des prestations découlant des années de service postérieures au 31 décembre 2006 sont puisées dans le fonds des cotisations des membres confié à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) dans une proportion de 1/3 et dans le fonds des cotisations patronales confié à la CDPQ dans une proportion de 2/3.

Cependant, les sommes nécessaires au paiement des prestations découlant des années de service postérieures au 31 décembre 2006 effectuées par les officiers qui ont opté pour le maintien du versement de leurs cotisations au fonds général du fonds consolidé du revenu sont puisées dans ce fonds.

Les frais liés à l'administration de ce régime sont puisés dans le fonds des cotisations des membres et celui des cotisations patronales confiés à la CDPQ dans les proportions respectives de 1/3 et de 2/3. Toutefois, les frais d'administration relatifs aux membres qui ont pris leur retraite avant le 1^{er} janvier 2007 sont puisés en totalité dans le fonds général du fonds consolidé du revenu et ceux relatifs aux prestations accessoires sont puisés en totalité dans le fonds des cotisations des membres.

g) Modifications aux dispositions du RRMSQ devenant applicables après le 31 décembre 2018

En vertu des modifications apportées au RRMSQ à la suite de l'entente-cadre entre le gouvernement du Québec et l'APPQ signée le 24 mai 2017, certaines dispositions qui sont en vigueur à la fin du présent exercice seront modifiées après cette date. Les changements sont les suivants :

- Le partage de coût du régime de 1/3 – 2/3 (membres – employeurs) en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2007 sera modifié progressivement de la façon suivante :
 - 39 % – 61 % pour les prestations découlant du service crédité en 2020;
 - 45 % – 55 % pour les prestations découlant du service crédité en 2021;
 - 50 % – 50 % pour les prestations découlant du service crédité à compter du 1^{er} janvier 2022.
- Le paiement des prestations et des frais d'administration découlant du service d'une année donnée sera fait dans les mêmes proportions que le partage de coût applicable à l'année en question.

2. Modalités de financement

a) Prestations à la charge des membres

Le financement des prestations et des frais d'administration à la charge des membres est assuré par les cotisations salariales et par les rendements obtenus dans le fonds des cotisations des membres confiées à la CDPQ.

En vertu des dispositions du RRMSQ, les actuaires de Retraite Québec doivent réaliser tous les trois ans une évaluation actuarielle du régime. L'objectif de cette évaluation est de déterminer le taux de cotisation des membres en tenant compte de la valeur de la caisse qu'ils ont constituée, des prestations dont ils ont la charge et de la politique de provisionnement des prestations à la charge des participants du RRMSQ. Par ailleurs, comme il est prévu dans ces dispositions, le Comité de retraite peut déterminer le taux de cotisation.

Cette politique de provisionnement, adoptée par le Comité de retraite du RRMSQ, prévoit l'utilisation de la méthode de répartition des prestations constituées avec projection des salaires et l'utilisation d'hypothèses de meilleure estimation, jugées pertinentes par l'actuaire-conseil nommé par le Comité de retraite. La politique prévoit également qu'un ajustement est apporté à la juste valeur de la caisse pour prendre en compte graduellement, sur une période de cinq ans, les écarts entre le rendement réalisé et celui anticipé. De plus, elle prévoit la constitution d'une provision pour écarts défavorables qui découle de la diminution de 0,50 % de l'hypothèse de rendement réel. La politique prévoit également l'utilisation d'un fonds de stabilisation dont la valeur maximale est établie à 7 % de la valeur actuarielle des prestations constituées à la charge des membres. Ainsi, pour ce qui est de la capitalisation, la situation financière est définie comme étant en surplus lorsque la valeur actuarielle de la caisse des membres excède la somme de la valeur actuarielle des prestations constituées et de la valeur maximale du fonds de stabilisation. Finalement, le taux de cotisation requis doit permettre de financer les prestations acquises annuellement, les frais d'administration et l'amortissement du déficit sur une période de 15 ans, le cas échéant.

En 2017, le taux de cotisation s'est élevé à 6,2 % de la partie du salaire admissible qui excède l'exemption personnelle selon la Loi sur le régime de rentes du Québec, jusqu'à concurrence du MGA au sens de cette même loi, et à 8 % du solde du salaire admissible. Selon les dispositions du RRMSQ, ces taux de cotisation ont été réduits pour les membres ayant accumulé 30 années de service.

En octobre 2017, les actuaires signataires ont déposé une évaluation actuarielle amendée du RRMSQ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2015. Les résultats de cette évaluation démontrent que le taux de cotisation requis s'élève à 6,84 % de la partie du salaire admissible qui excède l'exemption personnelle, jusqu'à concurrence du MGA, et à 8,82 % du solde du salaire admissible. À la suite du dépôt de cette évaluation, le Comité de retraite a décidé de ne pas modifier ce taux de cotisation pour 2018 et 2019.

Finalement, des modifications ont été apportées à la politique de provisionnement des prestations à la charge des participants du RRMSQ en octobre 2018. Il n'y a maintenant plus de provision pour écarts défavorables découlant d'une diminution de l'hypothèse de rendement réel et la valeur maximale du fonds de stabilisation est augmentée à 10 % de la valeur actuarielle des prestations constituées à la charge des membres. Ces modifications seront prises en compte dans les prochaines évaluations actuarielles du régime.

2. Modalités de financement (suite)

b) Prestations à la charge du gouvernement et des employeurs autonomes

Le financement des prestations relatives aux années de service postérieures au 31 décembre 2006 et des frais d'administration à la charge du gouvernement et des employeurs autonomes est assuré par les cotisations des employeurs autonomes, par les cotisations du gouvernement et par les rendements obtenus dans le fonds des cotisations patronales confiées à la CDPQ.

En vertu de la Loi sur le RRMSQ, les employeurs autonomes doivent verser à Retraite Québec en même temps qu'ils font la remise de la cotisation de leurs membres, leur cotisation patronale qui est déposée dans le fonds des cotisations patronales. La cotisation patronale des employeurs autonomes est établie à partir de la plus récente évaluation actuarielle produite aux fins des états financiers du régime. À compter du 1^{er} janvier 2019, la cotisation patronale sera établie sur la base des évaluations actuarielles que le ministère des Finances requiert.

La cotisation du gouvernement relative aux années de service postérieures au 31 décembre 2006 est déterminée sur la base des évaluations actuarielles que le ministère des Finances requiert. En 2017, la cotisation du gouvernement s'est élevée à 13,33 % du salaire admissible des membres et a été établie en fonction de l'évaluation actuarielle réalisée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2012. La cotisation du gouvernement pour l'année 2018 est établie à 14,17 % dans l'évaluation actuarielle basée sur les données au 31 décembre 2015 qui a été déposée en 2017. Le ministre des Finances détermine les montants qui pourraient, d'année en année, mais au plus tard tous les trois ans, être déposés dans le fonds des cotisations patronales confié à la CDPQ. Advenant le cas où ce fonds serait épuisé, les sommes manquantes pour payer la part des prestations relatives aux années de service postérieures au 31 décembre 2006 et la part des frais d'administration à la charge du gouvernement seraient puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Les prestations découlant des années de service antérieures au 1^{er} janvier 2007 et de celles découlant des années de service postérieures au 31 décembre 2006 effectuées par les officiers qui ont opté pour le maintien du versement de leurs cotisations au fonds général du fonds consolidé du revenu sont financées par le gouvernement, diminution faite des cotisations des officiers visés. La cotisation du gouvernement correspond aux sommes requises afin de pourvoir au paiement de ces prestations au moment où elles deviennent payables. Par conséquent, le gouvernement inscrit dans ses états financiers consolidés les obligations au titre des prestations de retraite dont il a la charge selon ses propres normes comptables.

Finalement, la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la CDPQ, des sommes du fonds général du fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux. Étant donné que le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) n'appartient pas au régime, l'information sur celui-ci est présentée dans les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, publiés dans les Comptes publics.

3. Principales méthodes comptables

a) Base de préparation des états financiers

Les états financiers du RRMSQ ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou du changement de méthode comptable qui ne concernent pas son portefeuille de placement ni ses obligations au titre des prestations de retraite, les Normes internationales d'information financière (IFRS) sont utilisées.

b) Nouvelles normes comptables**Adoption d'une nouvelle norme comptable**

L'IFRS 9 – Instruments financiers remplace l'IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation. L'IFRS 9 précise que les actifs financiers doivent être évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur, et ce, suivant le modèle économique utilisé par l'entité pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue. En date du 1^{er} janvier 2018, soit la date de première application, cette norme a été appliquée de manière rétrospective sans retraitement de l'information comparative, tel que permis par la norme, et n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

Norme comptable publiée, mais pas encore entrée en vigueur

Aucune norme comptable publiée, mais non en vigueur n'a d'incidence sur les états financiers.

c) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction de Retraite Québec ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels, sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la CDPQ, des prestations et transferts ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Ces estimations sont révisées à chaque date de fin d'exercice, et les rajustements en découlant sont comptabilisés immédiatement dans l'exercice au cours duquel sont effectuées ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

d) Fonds confiés à la CDPQ

Les fonds confiés à la CDPQ sont investis par l'achat de divers types de placements selon les politiques de placement désignées à la note 5. Ces fonds se composent principalement de dépôts à participation et de dépôts à vue. Les dépôts à participation se composent essentiellement de placements dans des portefeuilles spécialisés.

Les dépôts à participation des fonds particuliers 353 et 354 sont comptabilisés à la juste valeur établie par la CDPQ selon le nombre d'unités de participation (ci-après appelées « unités ») détenues par le régime. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la CDPQ attribue aux fonds particuliers les revenus nets de placement. Les dépôts à vue au fonds général (avances) ainsi que les revenus de placement courus à recevoir sont comptabilisés au coût qui se rapproche de la juste valeur compte tenu de leur échéance rapprochée.

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La CDPQ établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur à l'aide de prix cotés sur des marchés actifs. Lorsqu'il n'existe pas de prix cotés, la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation faisant appel à des données d'entrée observables ainsi qu'à des données d'entrée non observables. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'actif net dudit portefeuille par le nombre d'unités en circulation. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

Revenus de placement

Les revenus nets de placement provenant de chaque portefeuille spécialisé sont comptabilisés en date de leur attribution aux fonds particuliers selon le nombre d'unités de participation détenues durant chacune des périodes.

Les revenus tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus des placements sous-jacents.

3. Principales méthodes comptables (suite)

d) Fonds confiés à la CDPQ (suite)

Hiérarchie de la juste valeur

Les dépôts à participation à la CDPQ comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon la hiérarchie suivante, en fonction du plus bas niveau de données d'entrée importantes utilisées pour l'évaluation de la juste valeur :

- Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.
- Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 4. Au cours des exercices, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur.

e) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par Retraite Québec. L'évaluation actuarielle réalisée pour les états financiers du RRMSQ est produite tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires signataires déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés au régime, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les membres du régime. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

f) Cotisations

Les cotisations salariales et patronales, y compris la cotisation du gouvernement pour le service postérieur au 31 décembre 2006, sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les membres du régime.

Les rajustements apportés à ces cotisations sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

La cotisation du gouvernement pour le service antérieur au 1^{er} janvier 2007 est comptabilisée au moment où les prestations dont il a la charge deviennent payables.

4. Fonds confiés à la CDPQ

Le tableau ci-dessous détaille les fonds des cotisations des membres et des cotisations patronales.

	2018		2017
	Fonds des cotisations des membres (353)	Fonds des cotisations patronales (354)	Total
Dépôts à participation aux fonds particuliers à la CDPQ ¹			
Placements (note 4a)	518 157	662 374	1 180 531
Revenus de placement courus à recevoir	3 437	4 819	8 256
Dépôts à vue au fonds général (avances)	382	246	628
Passifs relatifs aux placements (note 4a)	–	–	–
Montants à distribuer au RRMSQ (note 5)	(3 761)	(5 577)	(9 338)
	518 215	661 862	1 180 077
Dépôts à vue au fonds général	2 420	205 286	207 706
Revenus de placement courus à recevoir des fonds particuliers	3 761	5 577	9 338
	524 396	872 725	1 397 121

1. Tous les dépôts à participation sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur de niveau 2. Le coût des dépôts à participation du fonds particulier 353 pour 2018 s'élève à 429 629 k\$ (379 741 k\$ pour 2017) et le coût des dépôts à participation du fonds particulier 354 pour 2018 s'élève à 551 117 k\$ (539 656 k\$ pour 2017).

4. Fonds confiés à la CDPQ (suite)

a) Placements et passifs relatifs aux placements

Au 31 décembre, la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements se détaille comme suit :

	2018		2017
	Fonds des cotisations des membres (353)	Fonds des cotisations patronales (354)	Total
			Total
Placements			
Unités de participation de portefeuilles spécialisés			
Revenu fixe			
Taux	39 367	87 700	127 067
Crédit	60 000	122 615	182 615
Valeurs à court terme	523	66	589
	99 890	210 381	310 271
Actifs réels			
Immeubles	65 226	79 403	144 629
Infrastructures	46 277	49 756	96 033
	111 503	129 159	240 662
Actions			
Marchés boursiers	222 264	222 263	444 527
Placements privés	80 801	95 856	176 657
	303 065	318 119	621 184
Activités de rendement absolu			
Stratégies actives de superposition	910	1 159	2 069
Répartition de l'actif	2 785	3 551	6 336
	3 695	4 710	8 405
Quote-part nette des activités du fonds général	4	5	9
Total des placements	518 157	662 374	1 180 531
Passifs relatifs aux placements			
Quote-part nette des activités du fonds général (note 5)	-	-	236
Total des passifs relatifs aux placements	-	-	236

b) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun investissement initial ou qui en requièrent très peu et qui sont réglés à une date future.

La CDPQ effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de marché ou à des fins discrétionnaires. La CDPQ a recours aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'instruments financiers basés sur un indice boursier, un indice de défaillance de crédit ou un panier d'actions, d'obligations ou de devises. Le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé à la clôture de chaque mois.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Le tableau suivant présente la juste valeur ainsi que le montant nominal de référence des instruments financiers dérivés :

	2018			2017		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif	
Marchés hors cote						
Dérivés sur actions						
Contrats d'échange de rendement liés aux placements moins liquides	–	–	36 621	–	–	39 267
Contrats d'échange de rendement liés au calibrage des marchés boursiers	–	–	44 890	–	–	43 174
Total des instruments financiers dérivés	–	–	81 511	–	–	82 441

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement

Aux fins de la gestion du capital, le capital du RRMSQ est constitué de l'actif net disponible pour le service des prestations. Au 31 décembre 2018, il s'élève à 1 398 760 k\$ (1 260 708 k\$ au 31 décembre 2017). Le RRMSQ n'est assujéti à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe.

Le Comité de retraite du RRMSQ, conjointement avec la CDPQ, s'est doté d'une politique de placement, établie par résolution du groupe représentant les membres et les prestataires, qui encadre les activités de placement de la CDPQ à l'égard du fonds des cotisations des membres. Le gouvernement établit la politique de placement du fonds des cotisations patronales. Le Comité de retraite et le gouvernement établissent respectivement les objectifs de placement, élaborent la politique afférente et procèdent à sa révision périodique. Les politiques de placement visent à obtenir un taux de rendement optimal tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par le Comité de retraite et le gouvernement dans le but de permettre au RRMSQ d'assurer le paiement des prestations actuelles et futures prévues par les dispositions du régime.

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement (suite)

Entre autres choses, la CDPQ élabore et révisé périodiquement les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés qui visent l'encadrement du travail des gestionnaires de ces portefeuilles. Une politique d'investissement distincte établit la stratégie, le type de gestion, les titres admissibles, les objectifs de rendement, l'indice de référence ainsi que les limites de risques et de concentration. Le tableau présenté à la section traitant du risque de marché détaille la concentration des placements des Fonds particuliers 353 et 354 dans les portefeuilles spécialisés. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Des équipes indépendantes et des comités internes sont responsables d'appuyer les employés des groupes d'investissement et d'établir les mécanismes de contrôle appropriés. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. Les politiques de placement du RRMSQ permettent d'utiliser des instruments financiers dérivés à des fins discrétionnaires ou aux fins de la gestion des risques de marché.

La pierre angulaire des politiques de placement du RRMSQ est l'établissement d'un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence.

La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence de chaque fonds particulier influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée par la CDPQ le premier jour de chaque mois. Advenant un dépassement des limites établies par catégorie d'investissement, la CDPQ avise les représentants du RRMSQ et prend les mesures appropriées afin de respecter les limites permises.

Au 31 décembre 2018, la composition des portefeuilles réels et des portefeuilles de référence des fonds particuliers 353 et 354, en pourcentage de l'actif net, ajusté des montants à distribuer au RRMSQ, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

Fonds des cotisations des membres (353)

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
Revenu fixe				
Taux	7,59	4,00	9,00	16,00
Crédit	11,64	5,00	10,00	17,00
Valeurs à court terme	0,10	0,00	1,00	11,00
	19,33	13,00	20,00	40,00
Actifs réels				
Immeubles	12,50	9,50	12,50	15,50
Infrastructures	8,94	5,00	8,00	11,00
	21,44	14,50	20,50	26,50
Actions				
Marchés boursiers	42,69	35,00	45,00	55,00
Placements privés	15,77	11,50	14,50	17,50
	58,46	49,50	59,50	69,50
Activités de rendement absolu				
Stratégies actives de superposition	0,19	0,00	0,00	0,50
Répartition de l'actif	0,53	0,00	0,00	1,00
	0,72	0,00	0,00	1,50
Autres	0,05			
	100,00		100,00	

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement (suite)

Risque de marché (suite)

Fonds des cotisations patronales (354)

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
Revenu fixe				
Taux	13,22	10,50	15,50	22,50
Crédit	18,60	12,00	17,00	24,00
Obligations à long terme	0,00	0,00	0,00	5,00
Obligations à rendement réel	0,00	0,00	0,00	5,00
Valeurs à court terme	0,01	0,00	1,00	10,00
	31,83	26,50	33,50	48,50
Actifs réels				
Immeubles	11,90	8,50	11,50	14,50
Infrastructures	7,52	3,50	6,50	9,50
	19,42	12,00	18,00	24,00
Actions				
Marchés boursiers	33,39	21,00	35,50	45,50
Placements privés	14,63	10,00	13,00	16,00
	48,02	33,50	48,50	57,50
Activités de rendement absolu				
Stratégies actives de superposition	0,19	0,00	0,00	0,50
Répartition de l'actif	0,53	0,00	0,00	1,00
	0,72	0,00	0,00	1,50
Autres	0,01			
	100,00		100,00	

La CDPQ mesure le risque de marché au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 95 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel pourrait dépasser dans 5 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille subirait si cet événement se reproduisait. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 95 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel pourraient excéder les estimations présentées.

Un historique de 3 000 jours d'observation des facteurs de risque est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'un mois.

Trois mesures du risque sont analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associés aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence.
- Le risque actif du portefeuille réel représente la possibilité que les fonds particuliers dégagent un rendement différent de celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif des fonds particuliers sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif des fonds particuliers 353 et 354 découlent directement des risques absolus et des risques actifs de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels les fonds particuliers investissent. Ainsi, ces fonds particuliers sont exposés aux risques de taux d'intérêt, d'écart de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR des fonds particuliers 353 et 354.

Le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du portefeuille réel des fonds particuliers, en pourcentage de l'actif net attribuable au détenteur de dépôts à participation, selon un niveau de confiance de 95 % et un historique de 3 000 jours, se présentent comme suit :

Fonds des cotisations des membres (353)

	2018			2017		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	15,1 %	15,8 %	2,4 %	14,7 %	15,3 %	2,1 %

Fonds des cotisations patronales (354)

	2018			2017		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	13,5 %	13,6 %	2,2 %	13,3 %	13,4 %	1,8 %

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement (suite)

Risque de marché (suite)

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR des fonds particuliers 353 et 354.

Les portefeuilles spécialisés auxquels les fonds particuliers 353 et 354 participent détiennent des instruments financiers libellés en dollars canadiens ou en devises. Certains portefeuilles spécialisés peuvent se couvrir en partie contre les fluctuations de devises.

L'exposition nette aux devises des fonds particuliers 353 et 354, y compris les investissements sous-jacents en devises détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net, se détaille comme suit :

Fonds des cotisations des membres (353)

	2018	2017
Dollar canadien	39 %	44 %
Dollar américain	30 %	27 %
Euro	7 %	8 %
Livre sterling	5 %	4 %
Autres devises	19 %	17 %
	100 %	100 %

Fonds des cotisations patronales (354)

	2018	2017
Dollar canadien	46 %	53 %
Dollar américain	26 %	22 %
Euro	7 %	7 %
Livre sterling	4 %	3 %
Autres devises	17 %	15 %
	100 %	100 %

Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration du risque de crédit sont effectuées globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère au nom des déposants. L'information à ce sujet est disponible dans les états financiers de la CDPQ.

Les fonds particuliers 353 et 354 sont exposés au risque de crédit découlant des investissements sous-jacents détenus par les portefeuilles spécialisés.

Risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés

Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés dans l'éventualité où la contrepartie serait incapable de respecter les conditions aux contrats.

Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition des fonds particuliers 353 et 354 sont des contrats de gré à gré avec la CDPQ. Par conséquent, le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés est faible. Toutefois, ces fonds particuliers demeurent exposés au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des investissements sous-jacents détenus par les portefeuilles spécialisés.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Le choix du portefeuille de référence a une incidence sur le risque de liquidité des fonds particuliers 353 et 354. Divers scénarios sont simulés afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur les liquidités de ces fonds particuliers.

Lors de la gestion du risque de liquidité des fonds particuliers 353 et 354, la CDPQ tient compte de facteurs autres que les échéances des flux contractuels lorsqu'elle évalue les besoins en matière de flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, l'objectif d'investissement à long terme de ces fonds particuliers est considéré lors de l'analyse des besoins de liquidité.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère le risque de liquidité et les besoins de financement.

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement (suite)

Risque de liquidité (suite)

Le sommaire des échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers des fonds particuliers 353 et 354 se détaille comme suit :

	2018				2017			
	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total
Passifs financiers								
Avances du fonds général	–	–	–	–	(352)	–	–	(352)
Montants à distribuer au RRMSQ (note 4)	(9 338)	–	–	(9 338)	(7 053)	–	–	(7 053)
Passifs relatifs aux placements (note 4a)	–	–	–	–	–	–	(236)	(236)
	(9 338)	–	–	(9 338)	(7 405)	–	(236)	(7 641)

De plus, concernant l'actif net des fonds particuliers 353 et 354 attribuable au RRMSQ, le Règlement prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de dépôts à participation détenues par le RRMSQ, soit un remboursement maximal pour le RRMSQ pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la CDPQ de 15 M\$ plus le produit de 2 M\$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. L'annulation d'unités de participation non effectuée en raison de ce maximum est reportée au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la CDPQ.

6. Cotisation du gouvernement du Québec à recevoir

Selon les dispositions législatives et les termes de l'entente, la cotisation du gouvernement du Québec au RRMSQ pour le service postérieur au 31 décembre 2006 est établie en fonction d'une évaluation actuarielle requise par le ministre des Finances comme il est spécifié à la note 2b. Le gouvernement a retenu l'évaluation actuarielle produite pour les besoins de la comptabilité gouvernementale, publiée en juillet 2017, et réalisée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2015, pour déterminer sa cotisation au RRMSQ en 2018. Le dernier versement effectué par le gouvernement a été fait en 2018, et le prochain devrait être fait en 2021.

Évolution du solde de la cotisation du gouvernement du Québec à recevoir

	2018	2017
Solde au début	129 928	61 264
Cotisation du gouvernement	75 072	68 664
Versement effectué par le gouvernement	(205 000)	–
Solde à la fin	–	129 928

7. Actif net disponible pour le service des prestations et obligations au titre des prestations de retraite

a) Actif net disponible pour le service des prestations postérieures au 31 décembre 2006

L'actif net disponible pour le service des prestations concerne uniquement le service postérieur au 31 décembre 2006, à l'exception de celui effectué par les officiers qui ont opté pour le maintien du versement de leurs cotisations au fonds général du fonds consolidé du revenu. Les prestations découlant de ces années de service sont financées conformément à ce qui est décrit à la note 2.

Composantes de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations

	2018			2017
	Membres	Gouvernement et employeurs autonomes	Total	Total
Cotisations salariales	35 845	–	35 845	34 827
Cotisations du gouvernement	–	75 072	75 072	68 664
Cotisations patronales	–	248	248	163
Transferts provenant d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	1 059	435	1 494	1 434
Revenus des fonds confiés à la CDPQ	21 114	26 906	48 020	93 808
Revenus d'intérêts	10	–	10	11
Prestations et transferts	(7 357)	(14 778)	(22 135)	(17 341)
Frais d'administration de Retraite Québec	(235)	(887)	(1 122)	(1 148)
Augmentation nette de l'exercice	50 436	86 996	137 432	180 418
Actif net disponible pour le service des prestations au début	476 833	783 875	1 260 708	1 080 290
Actif net disponible pour le service des prestations à la fin	527 269	870 871	1 398 140	1 260 708

7. Actif net disponible pour le service des prestations et obligations au titre des prestations de retraite (suite)

b) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite du RRMSQ sont établies à 5 158 111 k\$ au 31 décembre 2018 (4 996 241 k\$ au 31 décembre 2017).

Dans le cadre de la dernière évaluation actuarielle produite conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires signataires ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à 4 743 569 k\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2015. Ce résultat a été reflété dans l'état de l'évolution des obligations de l'exercice clos le 31 décembre 2017 par un ajustement au solde de début. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2018, et les résultats seront pris en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Pour cette évaluation actuarielle, les hypothèses retenues par Retraite Québec sont celles jugées les plus probables par les actuaires signataires dans l'année au cours de laquelle l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les obligations ont été ajustées à la baisse de 1 407 k\$ (57 200 k\$ au 31 décembre 2017) après le dépôt des évaluations afin de tenir compte principalement de la révision des hypothèses économiques.

La partie des obligations au titre des prestations de retraite relative au service antérieur au 1^{er} janvier 2007 inclut celles applicables aux officiers qui ont opté pour le maintien du versement de leurs cotisations au fonds général du fonds consolidé du revenu.

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite sont les suivantes :

	2018		2017	
	Années d'application			
	2016 à 2028	2029 et suivantes	2016 à 2027	2028 et suivantes
Taux d'inflation	2,05 %	2,20 %	2,05 %	2,20 %
Taux d'actualisation				
Membres	6,75 %	6,90 %	6,65 %	6,80 %
Employeurs	6,25 %	6,40 %	6,25 %	6,40 %
Taux d'augmentation des salaires	2,85 %	2,70 %	2,85 %	2,70 %

Selon les résultats de la plus récente évaluation actuarielle, une baisse de 20 points de base du taux d'actualisation aurait pour effet de faire augmenter les obligations au titre des prestations de retraite relatives au service antérieur au 1^{er} janvier 2007 de 2,4 %, celles relatives au service postérieur au 31 décembre 2006 à la charge du gouvernement de 4,3 % et celles relatives au service postérieur au 31 décembre 2006 à la charge des membres de 4,2 %. Une hausse de 20 points de base aurait pour effet de les faire diminuer respectivement de 2,3 %, de 4,1 % et de 3,9 %.

8. Excédent (déficit) de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite

	2018			2017
	Employeurs ¹			
	Membres	Service postérieur au 31 décembre 2006	Service antérieur au 1 ^{er} janvier 2007	Total
Excédent (déficit) au début	64 622	(103 050)	(3 697 105)	(3 735 533)
Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations	50 436	86 996	620	138 052
(Augmentation) diminution des obligations au titre des prestations de retraite	(48 054)	(120 109)	6 293	(161 870)
Excédent (déficit) à la fin	67 004	(136 163)	(3 690 192)	(3 735 533)

1. Comme il est spécifié à la note 2b, la cotisation du gouvernement correspond aux sommes requises afin de pourvoir au paiement des prestations découlant des années de service antérieures au 1^{er} janvier 2007 et de celles découlant des années de service postérieures au 31 décembre 2006 effectuées par les officiers qui ont opté pour le maintien du versement de leurs cotisations au fonds général du fonds consolidé du revenu au moment où elles deviennent payables.

9. Cotisations

Les cotisations se détaillent comme suit :

	2018	2017
Cotisations salariales		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	35 489	34 553
Cotisations au titre des services passés	475	379
	35 964	34 932
Cotisations patronales		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	179	141
Cotisations au titre des services passés	64	53
	243	194
Cotisations du gouvernement du Québec		
Cotisations du gouvernement du Québec pour le service postérieur au 31 décembre 2006 au titre des services rendus au cours de l'exercice	75 072	68 664
Cotisations du gouvernement du Québec pour le paiement des prestations pour le service antérieur au 1 ^{er} janvier 2007	236 421	231 023
	311 493	299 687
	347 700	334 813

10. Revenus de placement des dépôts à participation à la CDPQ

Les revenus de placement se détaillent comme suit :

	2018		2017
	Fonds des cotisations des membres	Fonds des cotisations patronales	Total
Revenus de placement			
Revenus (pertes) nets de placement des fonds particuliers			
Revenu fixe	3 451	7 423	10 874
Actifs réels	1 574	1 722	3 296
Actions	8 763	9 761	18 524
Activités de rendement absolu	116	127	243
	13 904	19 033	32 937
Modification de la juste valeur			
Gains nets réalisés à la vente de placements			
Revenu fixe	320	512	832
Actifs réels	75	466	541
Actions	2 732	5 990	8 722
Activités de rendement absolu	1 603	97	1 700
	4 730	7 065	11 795
Gains (pertes) nets non réalisés			
Revenu fixe	(1 629)	(3 412)	(5 041)
Actifs réels	7 073	8 058	15 131
Actions	(2 970)	(4 166)	(7 136)
Activités de rendement absolu	(10)	142	132
	2 464	622	3 086
	7 194	7 687	14 881

11. Rentes

Les rentes se détaillent comme suit :

	2018	2017
Rentes de retraite	237 916	229 108
Rentes de survivants	16 870	15 911
	254 786	245 019

12. Prestations accessoires

Les dispositions du RRMSQ prévoient l'acquisition de prestations accessoires optionnelles. Pour en bénéficier, le membre doit en faire la demande à l'APPQ, responsable de l'administration des dispositions relatives à ces prestations.

Les prestations accessoires sont établies à partir du montant résultant des cotisations optionnelles versées, accumulées avec intérêt, déduction faite des frais d'administration et des sommes attribuées au conjoint en raison du partage ou de la cession des droits.

Voici le sommaire des états financiers du régime de retraite flexible des membres de l'APPQ au 31 décembre :

État de la situation financière

	2018	2017
Actif	28 063	26 599
Actif net	28 063	26 599

État de l'évolution de l'actif net disponible

	2018	2017
Cotisations	3 013	2 822
Revenus de placement	36	110
Plus-values (moins-values) non matérialisées	(648)	2 287
Remboursement de cotisations	(937)	(1 003)
Augmentation nette de l'exercice	1 464	4 216

Les membres du régime de retraite flexible ont accès aux états financiers complets, y compris au rapport de l'auditeur désigné par l'association.

L'actif net du régime de retraite flexible est entièrement dévolu aux membres de l'APPQ qui y ont cotisé et il sert à verser les prestations auxquelles ont droit les membres retraités.

Lorsqu'un membre prend sa retraite et qu'il a cotisé à ce régime de retraite, l'APPQ transfère à Retraite Québec les sommes accumulées. La somme transférée est versée dans le fonds des cotisations des membres confié à la CDPQ. Ce fonds assure le versement des prestations accessoires aux membres, en même temps que les prestations de retraite régulières.

Au cours de l'exercice, une somme de 935 k\$ de dollars a ainsi été transférée à Retraite Québec (989 k\$ en 2017). Ce montant est inclus dans le poste « Transferts provenant d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts ».

RÉGIME DE RETRAITE DES AGENTS DE LA PAIX EN SERVICES CORRECTIONNELS

États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers du Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (« régime »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du régime au 31 décembre 2018, ainsi que de l'évolution de son actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de ses obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante du régime conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du régime à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le régime ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du régime.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du régime;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du régime à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le régime à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 29 avril 2019

RÉGIME DE RETRAITE DES AGENTS DE LA PAIX EN SERVICES CORRECTIONNELS

État de la situation financière
au 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Actif		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 4)		
Fonds des cotisations salariales	652 075	633 750
Fonds de financement de la prestation complémentaire	8 795	9 450
Dépôts à vue au fonds général – cotisations patronales	4	2
	<u>660 874</u>	<u>643 202</u>
Créances		
Cotisations salariales à recevoir	1 382	951
Sommes à recevoir des prestataires	76	89
Sommes à recevoir relatives à des transferts provenant d'autres régimes de retraite	2 120	343
	<u>3 578</u>	<u>1 383</u>
Sommes détenues par Retraite Québec	<u>76</u>	<u>–</u>
	664 528	644 585
Passif		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	29	48
Cotisations salariales perçues en trop à rembourser	58	64
Cotisations patronales perçues en trop à rembourser	199	147
Sommes à payer relatives à des transferts vers d'autres régimes de retraite	300	146
Frais d'administration à payer à Retraite Québec	–	149
	<u>586</u>	<u>554</u>
Actif net disponible pour le service des prestations	663 942	644 031
Employés	663 808	643 848
Employeurs	134	183
	<u>663 942</u>	<u>644 031</u>

RÉGIME DE RETRAITE DES AGENTS DE LA PAIX EN SERVICES CORRECTIONNELS

État de la situation financière
au 31 décembre 2018 (suite)
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Obligations au titre des prestations de retraite (note 6)		
Employés	585 979	569 617
Employeurs	525 341	504 237
	1 111 320	1 073 854
Excédent (déficit) de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite (note 7)		
Employés	77 829	74 231
Employeurs	(525 207)	(504 054)
	(447 378)	(429 823)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le Comité de retraite,

Jérôme Normand-Laplante

Tony Vallières

RÉGIME DE RETRAITE DES AGENTS DE LA PAIX EN SERVICES CORRECTIONNELS

**État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations
de l'exercice clos le 31 décembre 2018**
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Augmentation de l'actif net		
Cotisations (note 8)	42 383	40 051
Transferts provenant d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	2 067	320
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Revenus de placement (note 9)	18 890	18 579
Modification de la juste valeur (note 9)	11 120	34 152
Intérêts sur les dépôts à vue au fonds général	14	7
	<u>30 024</u>	<u>52 738</u>
	74 474	93 109
Diminution de l'actif net		
Prestations et transferts		
Rentes (note 10)	53 131	50 895
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	367	523
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	375	1 517
	<u>53 873</u>	<u>52 935</u>
Frais d'administration de Retraite Québec	690	580
	<u>54 563</u>	<u>53 515</u>
Augmentation nette de l'exercice (note 7)	19 911	39 594
Actif net disponible pour le service des prestations au début	644 031	604 437
Actif net disponible pour le service des prestations à la fin	663 942	644 031

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIME DE RETRAITE DES AGENTS DE LA PAIX EN SERVICES CORRECTIONNELS

État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite
de l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Ajustements au solde de début à la suite du dépôt d'une nouvelle évaluation actuarielle		
Gain actuariel	(993)	–
Modification des hypothèses actuarielles	(14 740)	–
	(15 733)	–
Évolution des obligations au cours de l'exercice		
Intérêts	67 161	63 253
Prestations constituées	36 287	33 669
Transferts provenant d'autres régimes de retraite	3 733	449
Prestations et transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	(53 826)	(52 779)
	53 355	44 592
Autres ajustements au cours de l'exercice		
Modification des hypothèses actuarielles (note 6)	(156)	(17 205)
Augmentation nette de l'exercice (note 7)	37 466	27 387
Obligations au titre des prestations de retraite au début	1 073 854	1 046 467
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 6)	1 111 320	1 073 854

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIME DE RETRAITE DES AGENTS DE LA PAIX EN SERVICES CORRECTIONNELS

Notes complémentaires au 31 décembre 2018

(Sauf indications contraires, les montants dans les notes sont en milliers de dollars canadiens (k\$).)

1. Description du Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC)

La description du RRAPSC fournie ci-dessous l'est à titre informatif. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).

a) Généralités

Retraite Québec est un organisme public exerçant des fonctions administratives. Elle administre le RRAPSC conformément à la loi désignée ci-dessus. Retraite Québec a son siège social dans la province de Québec, au Canada, soit au 2600, boulevard Laurier, à Québec.

En tant qu'administrateur, Retraite Québec prépare les états financiers du RRAPSC pour approbation par le Comité de retraite. Ces états financiers ont été approuvés pour publication par le Comité de retraite du RRAPSC le 29 avril 2019.

Le RRAPSC est un régime à prestations déterminées offert aux membres du Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec, aux cadres intermédiaires représentés par la Fraternité des cadres intermédiaires des agents de la paix de la fonction publique ou l'Association des administrateurs des établissements de détention du Québec et à certaines catégories d'employés de l'Institut Philippe-Pinel.

Les régimes de pension agréés (RPA) ne sont pas assujettis aux impôts aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu. Cette loi prévoit des déductions à la fois pour les cotisations versées au RPA par les employés et les employeurs. Enfin, les prestations de ces régimes sont imposables au moment où elles sont versées.

b) Rentes de retraite

Les participants au RRAPSC acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont au moins 60 ans, s'ils comptent au moins 32 années de service ou s'ils ont au moins 50 ans et comptent au moins 30 années de service. Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle s'ils comptent au moins 25 années de service.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des cinq années les mieux rémunérées par 2 % par année de service crédité accumulée après le 31 décembre 1991, auquel vient s'ajouter, jusqu'à l'âge de 65 ans, un montant additionnel équivalant à 0,1875 % du salaire moyen par année de service crédité. Pour les années de service crédité accumulées avant le 1^{er} janvier 1992, le taux annuel d'acquisition de la rente est de 2,1875 %.

La rente de retraite est réduite à 65 ans, pour chaque année de service crédité après le 31 décembre 1991, de 0,5 % du salaire admissible moyen des cinq dernières années, sans excéder la moyenne du maximum des gains admissibles (MGA) au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9) pour ces années. Pour chaque année de service crédité avant le 1^{er} janvier 1992, le taux de réduction est de 0,78125 %.

Pour les personnes qui ont participé au RRAPSC à un moment quelconque entre 1988 et 1991, des rentes temporaires additionnelles payables jusqu'à 65 ans peuvent s'ajouter à la rente. Pour les personnes qui ont participé au RRAPSC à un moment quelconque entre 1995 et 2000, des prestations complémentaires payables jusqu'à 65 ans peuvent s'ajouter à la rente.

1. Description du RRAPSC (suite)

c) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RRAPSC, ou qu'elle y participait et était admissible à une rente de retraite immédiate, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir, ou à 60 % de cette rente si elle avait fait le choix de recevoir une rente réduite de 2 %. Chaque enfant à charge a droit à une rente correspondant à 10 % de cette rente de retraite, sans que le total excède 40 % de celle-ci, si une rente de conjoint survivant est versée, ou à 20 %, sans que le total excède 80 %, si aucune rente de conjoint survivant n'est versée. S'il n'y a pas de conjointe ou de conjoint et qu'il n'y a aucune rente versée aux enfants, les cotisations versées par la personne sont remboursées aux héritiers, avec intérêts, déduction faite des sommes déjà versées à titre de rente, le cas échéant.

La conjointe ou le conjoint ou, à défaut, les héritiers d'une personne qui participait au RRAPSC avant d'être admissible à une rente de retraite au moment de son décès ont droit au remboursement des cotisations versées, avec intérêts.

d) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RRAPSC avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts si elle compte moins de deux années de service crédité. Dans les autres cas, elle a droit à une rente de retraite différée sans réduction payable à 65 ans.

e) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RRAPSC sont partiellement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie.

f) Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Pour le service effectué avant le 1^{er} janvier 2013, les sommes nécessaires au paiement des prestations à l'égard du service régulier et des rentes temporaires additionnelles sont puisées dans le fonds des cotisations salariales à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) dans une proportion de 54 % et dans un compte de dépôts à vue à la CDPQ, pour la part des prestations à la charge du gouvernement et des employeurs autonomes, dans une proportion de 46 %. Pour le service effectué à compter du 1^{er} janvier 2013, les sommes nécessaires au paiement des prestations à l'égard du service régulier sont puisées dans le fonds des cotisations salariales dans une proportion de 46 % et dans le compte de dépôts à vue dans une proportion de 54 %. Lorsque le compte de dépôts à vue est épuisé, les sommes manquantes sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Les sommes nécessaires au paiement des prestations complémentaires pour les années 1995 à 2000 sont puisées entièrement dans le fonds de financement de la prestation complémentaire à la CDPQ.

Les sommes nécessaires au paiement des frais d'administration sont puisées dans le fonds des cotisations salariales dans une proportion de 46 % et dans le fonds général du fonds consolidé du revenu dans une proportion de 54 %. Toutefois, les sommes relatives au paiement des frais d'administration reliés au projet « Renouvellement et intégration des systèmes essentiels » de Retraite Québec sont entièrement à la charge du gouvernement et sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

g) Modifications aux dispositions du RRAPSC devenant applicables après le 31 décembre 2018

En vertu des modifications apportées à la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.Q. 2018, chapitre 4), le partage de coût du régime qui est en vigueur à la fin du présent exercice sera modifié. Ainsi, le paiement des prestations et des frais d'administration découlant des années de service créditées à compter du 1^{er} janvier 2025 sera partagé à parts égales entre le gouvernement et les participants.

2. Modalités de financement

a) Prestations à la charge des participants

Le financement des prestations et des frais d'administration à la charge des participants est assuré par les cotisations salariales et par les rendements obtenus dans le fonds des cotisations salariales confiées à la CDPQ.

Conformément à l'article 126 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (Loi sur le RRAPSC), les actuaires de Retraite Québec doivent réaliser tous les trois ans une évaluation actuarielle du RRAPSC. L'objectif de cette évaluation est de déterminer le taux de cotisation des participants en tenant compte de la valeur de la caisse qu'ils ont constituée, des prestations dont ils ont la charge et de la politique de financement du RRAPSC à l'égard des prestations à la charge des participants.

Cette politique de financement, adoptée par le Comité de retraite du RRAPSC, prévoit l'utilisation de la méthode de répartition des prestations constituées avec projection des salaires et l'utilisation d'hypothèses de meilleure estimation. Ainsi, pour ce qui est de la capitalisation, la situation financière est définie comme étant en surplus lorsque la valeur actuarielle de la caisse des participants excède la valeur actuarielle des prestations constituées; elle est définie comme étant en déficit dans le cas contraire. La politique de financement prévoit la gestion des surplus et des déficits. Le surplus est utilisé dans un premier temps pour constituer un fonds de stabilisation à titre de provision pour les écarts défavorables dont la valeur maximale est de 20 % de la valeur actuarielle des prestations constituées à la charge des participants. La portion du surplus en excédant de 20 % de la valeur actuarielle des prestations constituées à la charge des participants est amortie sur six ans tandis que le déficit est amorti sur 12 ans. Le taux de cotisation requis doit permettre de financer les prestations acquises annuellement et les frais d'administration. De plus, l'amortissement du déficit ou de la portion du surplus excédentaire a pour effet d'augmenter ou de diminuer le taux de cotisation, le cas échéant.

En juin 2015, les actuaires signataires ont déposé une évaluation actuarielle sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2013. Les résultats de cette évaluation démontrent que le taux de cotisation requis est de 9,63 %. Le taux de cotisation est applicable à la partie du salaire admissible qui dépasse le moins élevé des montants suivants : 25 % du salaire admissible ou 25 % du MGA. À la suite d'une recommandation du Comité de retraite, le gouvernement a adopté un décret visant à établir le taux de cotisation du RRAPSC à 9,63 % à compter du 1^{er} janvier 2016. En juin 2018, les actuaires signataires ont déposé une évaluation actuarielle sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2016. Les résultats de cette évaluation démontrent que le taux de cotisation requis applicable à compter du 1^{er} janvier 2019 est de 9,77 %.

b) Prestations à la charge du gouvernement et des employeurs autonomes

Le financement des prestations et des frais d'administration à la charge du gouvernement et des employeurs autonomes est assuré par les cotisations des employeurs autonomes, par les cotisations du gouvernement et par les rendements obtenus dans le fonds des cotisations patronales confiées à la CDPQ. Comme le gouvernement n'a pas l'obligation de verser ces cotisations dans une caisse de retraite, le RRAPSC ne bénéficie donc pas de revenus de placement pour financer ces prestations.

En vertu de la Loi sur le RRAPSC, les employeurs autonomes doivent verser à Retraite Québec en même temps qu'ils font la remise de la cotisation de leurs employés, une cotisation patronale qui est déposée dans un compte de dépôts à vue à la CDPQ.

La cotisation du gouvernement correspond aux sommes requises afin de pourvoir au paiement des prestations dont il a la charge au moment où elles deviennent payables, diminution faite des cotisations des employeurs autonomes. Par conséquent, le gouvernement inscrit dans ses états financiers consolidés les obligations au titre des prestations de retraite dont il a la charge selon ses propres normes comptables.

Finalement, la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la CDPQ, des sommes du fonds général du fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux. Étant donné que le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) n'appartient pas au régime, l'information sur celui-ci est présentée dans les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, publiés dans les Comptes publics.

3. Principales méthodes comptables

a) Base de préparation des états financiers

Les états financiers du RRAPSC ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou du changement de méthode comptable qui ne concernent pas son portefeuille de placements ni ses obligations au titre des prestations de retraite, les Normes internationales d'information financière (IFRS) sont utilisées.

b) Nouvelles normes comptables

Adoption d'une nouvelle norme comptable

L'IFRS 9 – Instruments financiers remplace l'IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation. L'IFRS 9 précise que les actifs financiers doivent être évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur, et ce, suivant le modèle économique utilisé par l'entité pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue. En date du 1^{er} janvier 2018, soit la date de première application, cette norme a été appliquée de manière rétrospective sans retraitement de l'information comparative, tel que permis par la norme, et n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

Norme comptable publiée, mais pas encore entrée en vigueur

Aucune norme comptable publiée, mais non en vigueur n'a d'incidence sur les états financiers.

c) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction de Retraite Québec ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels, sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la CDPQ, des prestations et transferts ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Ces estimations sont révisées à chaque date de fin d'exercice, et les rajustements en découlant sont comptabilisés immédiatement dans l'exercice au cours duquel sont effectuées ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

d) Fonds confiés à la CDPQ

Les fonds confiés à la CDPQ sont investis par l'achat de divers types de placements selon la politique de placement désignée à la note 5. Ces fonds se composent principalement de dépôts à participation et de dépôts à vue. Les dépôts à participation se composent essentiellement de placements dans des portefeuilles spécialisés.

Les dépôts à participation du Fonds particulier 378 sont comptabilisés à la juste valeur établie par la CDPQ selon le nombre d'unités de participation (ci-après appelées « unités ») détenues par le régime. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la CDPQ attribue au fonds particulier les revenus nets de placement. Les dépôts à vue au fonds général ainsi que les revenus de placement courus à recevoir sont comptabilisés au coût qui se rapproche de la juste valeur compte tenu de leur échéance rapprochée.

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La CDPQ établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur à l'aide de prix cotés sur des marchés actifs. Lorsqu'il n'existe pas de prix cotés, la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation faisant appel à des données d'entrée observables ainsi qu'à des données d'entrée non observables. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'actif net dudit portefeuille par le nombre d'unités en circulation. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

Revenus de placement

Les revenus nets de placement provenant de chaque portefeuille spécialisé sont comptabilisés en date de leur attribution au fonds particulier selon le nombre d'unités de participation détenues durant chacune des périodes.

Les revenus tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus des placements sous-jacents.

Hiérarchie de la juste valeur

Les dépôts à participation à la CDPQ comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon la hiérarchie suivante, en fonction du plus bas niveau de données d'entrée importantes utilisées pour l'évaluation de la juste valeur :

- Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.
- Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 4. Au cours des exercices, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur.

e) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par Retraite Québec. L'évaluation actuarielle réalisée pour les états financiers du RRAPSC est produite tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires signataires déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés au régime, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants du régime. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

f) Cotisations

Les cotisations salariales et patronales (correspondant aux employeurs autonomes) sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les participants du régime.

Les rajustements apportés à ces cotisations sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

La cotisation du gouvernement est comptabilisée au moment où les prestations dont il a la charge deviennent payables.

4. Fonds confiés à la CDPQ

Fonds des cotisations salariales et de financement de la prestation complémentaire

Le tableau ci-dessous détaille les fonds des cotisations salariales et de financement de la prestation complémentaire.

	2018		2017	
	Fonds des cotisations salariales (378)	Fonds de financement de la prestation complémentaire (378)	Total	Total
Dépôts à participation au Fonds particulier 378 à la CDPQ ¹				
Placements (note 4a)	641 718	8 658	650 376	638 796
Revenus de placement courus à recevoir	4 754	64	4 818	4 273
Dépôts à vue au fonds général	5 387	73	5 460	151
Passifs relatifs aux placements (note 4a)	–	–	–	(136)
Montants à distribuer au RRAPSC (note 5)	(9 297)	(125)	(9 422)	(4 439)
	642 562	8 670	651 232	638 645
Dépôts à vue au fonds général	216	–	216	116
Revenus de placement courus à recevoir du fonds particulier	9 297	125	9 422	4 439
	652 075	8 795	660 870	643 200
Dépôts à vue au fonds général – cotisations patronales			4	2
			660 874	643 202

1. Tous les dépôts à participation sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur de niveau 2. Le coût des dépôts à participation pour 2018 s'élève à 568 236 k\$ (556 072 k\$ pour 2017).

a) Placements et passifs relatifs aux placements

Au 31 décembre, la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements se détaille comme suit :

	2018	2017
Placements		
Unités de participation de portefeuilles spécialisés		
Revenu fixe		
Taux	79 727	92 867
Crédit	123 451	117 233
Valeurs à court terme	65	273
	203 243	210 373
Actifs réels		
Immeubles	74 603	68 652
Infrastructures	50 372	36 717
	124 975	105 369
Actions		
Marchés boursiers	219 749	239 046
Placements privés	97 778	79 799
	317 527	318 845
Activités de rendement absolu		
Stratégies actives de superposition	1 138	1 250
Répartition de l'actif	3 487	2 959
	4 625	4 209
Quote-part nette des activités du fonds général	6	–
Total des placements	650 376	638 796
Passifs relatifs aux placements		
Quote-part nette des activités du fonds général (note 5)	–	136
Total des passifs relatifs aux placements	–	136

b) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun investissement initial ou qui en requièrent très peu et qui sont réglés à une date future.

La CDPQ effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de marché, de taux d'intérêt ou à des fins discrétionnaires. La CDPQ a recours aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'instruments financiers basés sur un indice boursier, un indice de défaillance de crédit ou un panier d'actions, d'obligations ou de devises. Le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé à la clôture de chaque mois.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

4. Fonds confiés à la CDPQ (suite)

b) Instruments financiers dérivés (suite)

Le tableau suivant présente la juste valeur ainsi que le montant nominal de référence des instruments financiers dérivés :

	2018			2017		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif	
Marchés hors cote						
Dérivés de taux d'intérêt						
Contrats d'échange de rendement liés aux taux d'intérêt	-	-	120 972	-	-	-
Dérivés sur actions						
Contrats d'échange de rendement liés aux placements moins liquides	-	-	17 057	-	-	20 294
Total des instruments financiers dérivés	-	-	138 029	-	-	20 294

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement

Aux fins de la gestion du capital, le capital du RRAPSC est constitué de l'actif net disponible pour le service des prestations. Au 31 décembre 2018, il s'élève à 663 942 k\$ (644 031 k\$ au 31 décembre 2017). Le RRAPSC n'est assujéti à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe.

Le Comité de retraite du RRAPSC, conjointement avec la CDPQ, établit la politique de placement du Fonds particulier 378. Le Comité de retraite s'est doté d'une politique de placement qui encadre les activités de placement de la CDPQ. Il établit les objectifs de placement, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. La politique de placement vise à obtenir un taux de rendement optimal tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par le Comité de retraite dans le but de permettre au RRAPSC d'assurer le paiement des prestations actuelles et futures prévues par les dispositions du régime.

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Entre autres choses, la CDPQ élabore et révisé périodiquement les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés qui visent l'encadrement du travail des gestionnaires de ces portefeuilles. Une politique d'investissement distincte établit la stratégie, le type de gestion, les titres admissibles, les objectifs de rendement, l'indice de référence ainsi que les limites de risques et de concentration. Le tableau présenté à la section traitant du risque de marché détaille la concentration des placements du Fonds particulier 378 dans les portefeuilles spécialisés. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Des équipes indépendantes et des comités internes sont responsables d'appuyer les employés des groupes d'investissement et d'établir les mécanismes de contrôle appropriés. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. La politique de placement du RRAPSC permet d'utiliser des instruments financiers dérivés à des fins discrétionnaires ou aux fins de la gestion des risques de marché.

La pierre angulaire de la politique de placement du RRAPSC est l'établissement d'un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence.

La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence du Fonds particulier 378 influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée par la CDPQ le premier jour de chaque mois. Advenant un dépassement des limites établies par catégorie d'investissement, la CDPQ avise les représentants du RRAPSC et prend les mesures appropriées afin de respecter les limites permises.

Au 31 décembre 2018, la composition du portefeuille réel et du portefeuille de référence du Fonds particulier 378, en pourcentage de l'actif net, ajusté des montants à distribuer au RRAPSC, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

Fonds particulier 378

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
Revenu fixe				
Taux	12,14	9,50	14,50	21,50
Crédit	18,92	12,50	17,50	24,50
Valeurs à court terme	0,01	0,00	1,00	12,00
	31,07	26,00	33,00	48,00
Actifs réels				
Immeubles	11,29	8,00	11,00	15,00
Infrastructures	7,69	3,70	6,70	9,70
	18,98	11,70	17,70	24,70
Actions				
Marchés boursiers	33,35	23,80	35,80	45,80
Placements privés	15,08	10,50	13,50	16,50
	48,43	34,30	49,30	59,30
Activités de rendement absolu				
Stratégies actives de superposition	0,19	0,00	0,00	0,50
Répartition de l'actif	0,52	0,00	0,00	1,00
	0,71	0,00	0,00	1,50
Autres	0,81			
	100,00		100,00	

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement (suite)

Risque de marché (suite)

La CDPQ mesure le risque de marché au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 95 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel pourrait dépasser dans 5 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille subirait si cet événement se reproduisait. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 95 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel pourraient excéder les estimations présentées.

Un historique de 3 000 jours d'observation des facteurs de risque est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'un mois.

Trois mesures du risque sont analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence.
- Le risque actif du portefeuille réel représente la possibilité que le Fonds particulier 378 dégage un rendement différent de celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif du Fonds particulier 378 découlent directement des risques absolus et des risques actifs de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels le fonds particulier investit. Ainsi, ce fonds particulier est exposé aux risques de taux d'intérêt, d'écart de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier.

Le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du portefeuille réel du Fonds particulier 378, en pourcentage de l'actif net attribuable au détenteur de dépôts à participation, selon un niveau de confiance de 95 % et un historique de 3 000 jours, se présentent comme suit :

	2018			2017		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	13,7 %	13,7 %	2,2 %	13,3 %	13,5 %	1,8 %

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR du Fonds particulier 378.

Les portefeuilles spécialisés auxquels le Fonds particulier 378 participe détiennent des instruments financiers libellés en dollars canadiens ou en devises. Certains portefeuilles spécialisés peuvent se couvrir en partie contre les fluctuations de devises.

L'exposition nette aux devises du Fonds particulier 378, y compris les investissements sous-jacents en devises détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net, se détaille comme suit :

	2018	2017
Dollar canadien	46 %	52 %
Dollar américain	26 %	23 %
Euro	7 %	7 %
Livre sterling	4 %	3 %
Autres devises	17 %	15 %
	100 %	100 %

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR.

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement (suite)

Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration du risque de crédit sont effectuées globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère au nom des déposants. L'information à ce sujet est disponible dans les états financiers de la CDPQ.

Le Fonds particulier 378 est exposé au risque de crédit découlant des investissements sous-jacents détenus par les portefeuilles spécialisés.

Risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés

Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés dans l'éventualité où la contrepartie serait incapable de respecter les conditions aux contrats.

Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition du Fonds particulier 378 sont des contrats de gré à gré avec la CDPQ. Par conséquent, le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés est faible. Toutefois, ce fonds particulier demeure exposé au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des investissements sous-jacents détenus par les portefeuilles spécialisés.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Le choix du portefeuille de référence a une incidence sur le risque de liquidité du Fonds particulier 378. Divers scénarios sont simulés afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur les liquidités de ce fonds particulier.

Lors de la gestion du risque de liquidité du Fonds particulier 378, la CDPQ tient compte de facteurs autres que les échéances des flux contractuels lorsqu'elle évalue les besoins en matière de flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, l'objectif d'investissement à long terme de ce fonds particulier est considéré lors de l'analyse des besoins de liquidité.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère le risque de liquidité et les besoins de financement.

Le sommaire des échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers du Fonds particulier 378 se détaille comme suit :

	2018				2017			
	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total
Passifs financiers								
Montants à distribuer au RRAPSC (note 4)	(9 422)	–	–	(9 422)	(4 439)	–	–	(4 439)
Passifs relatifs aux placements (note 4a)	–	–	–	–	–	–	(136)	(136)
	(9 422)	–	–	(9 422)	(4 439)	–	(136)	(4 575)

De plus, concernant l'actif net du Fonds particulier 378 attribuable au RRAPSC, le Règlement prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de dépôts à participation détenues par le RRAPSC, soit un remboursement maximal pour le RRAPSC pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la CDPQ de 15 M\$ plus le produit de 2 M\$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. L'annulation d'unités de participation non effectuée en raison de ce maximum est reportée au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la CDPQ.

6. Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite du RRAPSC sont établies à 1 111 320 k\$ au 31 décembre 2018 (1 073 854 k\$ au 31 décembre 2017).

Dans le cadre de la dernière évaluation actuarielle produite conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires signataires ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à 1 014 207 k\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2016. Ce résultat a été reflété dans l'état de l'évolution des obligations de l'exercice clos le 31 décembre 2018 par un ajustement au solde de début. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2019, et les résultats seront pris en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Pour cette évaluation actuarielle, les hypothèses retenues par Retraite Québec sont celles jugées les plus probables par les actuaires signataires dans l'année au cours de laquelle l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les obligations ont été ajustées à la baisse de 156 k\$ (17 205 k\$ au 31 décembre 2017) après le dépôt des évaluations afin de tenir compte principalement de la révision des hypothèses économiques.

6. Obligations au titre des prestations de retraite (suite)

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite sont les suivantes :

	2018		2017	
	Années d'application			
	2017 à 2028	2029 et suivantes	2014 à 2027	2028 et suivantes
Taux d'inflation	2,05 %	2,20 %	2,05 %	2,20 %
Taux d'actualisation	6,45 %	6,60 %	6,25 %	6,40 %
Taux d'augmentation des salaires	2,30 %	2,70 %	2,10 %	2,70 %

Selon les résultats de la plus récente évaluation actuarielle, une baisse de 20 points de base du taux d'actualisation aurait pour effet de faire augmenter de 2,6 % les obligations au titre des prestations de retraite, alors qu'une hausse de 20 points de base aurait pour effet de les faire diminuer de 2,5 %.

7. Excédent (déficit) de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite

	2018			2017
	Employés	Employeurs ¹	Total	Total
Excédent (déficit) au début	74 231	(504 054)	(429 823)	(442 030)
Augmentation (diminution) de l'actif net disponible pour le service des prestations	19 960	(49)	19 911	39 594
(Augmentation) des obligations au titre des prestations de retraite	(16 362)	(21 104)	(37 466)	(27 387)
Excédent (déficit) à la fin	77 829	(525 207)	(447 378)	(429 823)

1. Comme il est spécifié à la note 2b, le gouvernement n'a pas l'obligation de verser de cotisations dans une caisse de retraite.

La partie des employés inclut l'actif net disponible pour le service des prestations de 8 794 k\$ (9 450 k\$ au 31 décembre 2017) et les obligations de 8 880 k\$ (9 287 k\$ au 31 décembre 2017) à l'égard des prestations complémentaires.

8. Cotisations

Les cotisations se détaillent comme suit :

	2018	2017
Cotisations salariales		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	17 346	15 434
Cotisations au titre des services passés	211	46
	17 557	15 480
Cotisations patronales		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	641	655
Cotisations du gouvernement du Québec pour le paiement des prestations et des frais d'administration	24 185	23 916
	42 383	40 051

9. Revenus de placement des dépôts à participation à la CDPQ

Les revenus de placement se détaillent comme suit :

	2018	2017
Revenus de placement		
Revenus (pertes) nets de placement du fonds particulier		
Revenu fixe	7 263	5 694
Actifs réels	1 742	1 946
Actions	9 760	11 017
Activités de rendement absolu	125	(78)
	18 890	18 579
Modification de la juste valeur		
Gains nets réalisés à la vente de placements		
Revenu fixe	77	26
Actifs réels	389	488
Actions	6 429	4 298
Activités de rendement absolu	3 801	1 000
	10 696	5 812
Gains (pertes) nets non réalisés		
Revenu fixe	(2 973)	1 261
Actifs réels	7 825	6 033
Actions	(4 566)	23 109
Activités de rendement absolu	138	(2 063)
	424	28 340
	11 120	34 152

10. Rentes

Les rentes se détaillent comme suit :

	2018	2017
Rentes de retraite	50 788	48 700
Rentes de survivants	2 343	2 195
	53 131	50 895

RETRAITE QUÉBEC

**RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS FÉDÉRAUX INTÉGRÉS
DANS UNE FONCTION AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC****États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018****RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers**Opinion**

J'ai effectué l'audit des états financiers du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (« régime »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du régime au 31 décembre 2018, ainsi que de l'évolution de son actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de ses obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante du régime conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance
à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du régime à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le régime ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du régime.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du régime;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du régime à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le régime à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 25 avril 2019

RETRAITE QUÉBEC

**RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS FÉDÉRAUX INTÉGRÉS
DANS UNE FONCTION AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

État de la situation financière
au 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Actif		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 4)	263 647	261 667
Créances		
Cotisations salariales à recevoir	66	113
Sommes à recevoir des prestataires	9	11
	263 722	261 791
Passif		
Sommes à payer relatives à des transferts vers d'autres régimes de retraite	166	–
Actif net disponible pour le service des prestations	263 556	261 791
Obligations au titre des prestations de retraite (note 7)	188 603	182 871
Excédent de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite (note 8)	74 953	78 920

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil
d'administration,

La présidente du comité
de vérification,

Le président-directeur
général,

Richard Fortier
IAS.A, FICA, CFA

Ginette Fortin
FCPA, FCGA

Michel Després
ASC

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS FÉDÉRAUX INTÉGRÉS
DANS UNE FONCTION AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations
de l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Augmentation de l'actif net		
Cotisations (note 9)	1	2
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Revenus de placement (note 10)	7 684	7 560
Modification de la juste valeur (note 10)	2 100	12 591
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général	5	2
	<u>9 789</u>	<u>20 153</u>
	9 790	20 155
Diminution de l'actif net		
Rentes et transferts		
Rentes (note 11)	7 879	7 320
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	146	–
	<u>8 025</u>	<u>7 320</u>
	8 025	7 320
Augmentation nette de l'exercice (note 8)	1 765	12 835
Actif net disponible pour le service des prestations au début	261 791	248 956
Actif net disponible pour le service des prestations à la fin	263 556	261 791

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

**RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS FÉDÉRAUX INTÉGRÉS
DANS UNE FONCTION AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

**État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite
de l'exercice clos le 31 décembre 2018**
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Ajustements au solde de début à la suite du dépôt d'une nouvelle évaluation actuarielle		
Gain actuariel	(3 692)	–
Modification des hypothèses actuarielles	4 386	–
	694	–
Évolution des obligations au cours de l'exercice		
Intérêts	10 668	10 306
Prestations constituées	2 530	2 590
Rentes et transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	(8 025)	(7 320)
	5 173	5 576
Autres ajustements au cours de l'exercice		
Modification des hypothèses actuarielles (note 7)	(135)	(2 768)
Augmentation nette de l'exercice (note 8)	5 732	2 808
Obligations au titre des prestations de retraite au début	182 871	180 063
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 7)	188 603	182 871

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

**RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS FÉDÉRAUX INTÉGRÉS
DANS UNE FONCTION AUPRÈS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC****Notes complémentaires
au 31 décembre 2018**

(Sauf indications contraires, les montants dans les notes sont en milliers de dollars canadiens (k\$).)

**1. Description du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés
dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ)**

La description du RREFQ fournie ci-dessous l'est à titre informatif. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer au règlement portant sur le Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RLRQ, chapitre R-10, r. 10).

a) Généralités

Retraite Québec est un organisme public exerçant des fonctions administratives. Elle administre le RREFQ conformément au règlement désigné ci-dessus. Retraite Québec a son siège social dans la province de Québec, au Canada, soit au 2600, boulevard Laurier, à Québec.

En tant qu'administrateur, Retraite Québec prépare les états financiers du RREFQ pour approbation par le conseil d'administration. Ces états financiers ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration le 25 avril 2019.

Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert aux employés fédéraux mutés au gouvernement du Québec pour administrer les programmes d'immigration et la taxe sur les produits et services. Le RREFQ a été établi par le gouvernement du Québec en vertu du décret 430-93 du 31 mars 1993, qui a pris effet le 1^{er} janvier 1992.

Les régimes de pension agréés (RPA) ne sont pas assujettis aux impôts aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu. Cette loi prévoit des déductions à la fois pour les cotisations versées au RPA par les employés et les employeurs. Enfin, les prestations de ces régimes sont imposables au moment où elles sont versées.

b) Rentes de retraite

Les participants au RREFQ acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont au moins 60 ans et comptent cinq années de service ou plus, ou s'ils ont 55 ans et comptent 30 années de service ou plus.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle, s'ils ont 50 ans et comptent au moins cinq années de service.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des cinq années consécutives les mieux rémunérées par 2 % par année de service (35 années de service maximum). La rente de retraite est réduite à 65 ans, pour chaque année de service crédité jusqu'à concurrence de 35 années, de 0,7 % du salaire moyen, sans excéder la moyenne du maximum des gains admissibles au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9) de l'année de la retraite et des quatre années précédentes.

c) Prestations d'invalidité

Une prestation d'invalidité est payable à la personne participant au régime et comptant plus de cinq années de service crédité qui est devenue invalide. Cette prestation est calculée comme une rente régulière en fonction du nombre d'années de service crédité accumulées au RREFQ. Si une personne devient invalide avant 60 ans, elle a droit au plus élevé des montants suivants : une allocation de cessation d'emploi correspondant à un mois de salaire par année de service ou le remboursement de ses cotisations avec intérêts.

d) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RREFQ, ou qu'elle y participait et comptait au moins cinq années de service, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir. Chaque enfant à charge a droit à une rente égale à 10 % de cette rente de retraite, sans que le total excède 40 % de celle-ci, si une rente de conjoint survivant est versée, ou à 20 %, sans que le total excède 80 %, si aucune rente de conjoint survivant n'est versée.

Si, au moment du décès, la personne n'a pas de conjoint survivant ni d'enfant à charge, ou lorsque toutes les personnes qui recevaient une rente payable en vertu du RREFQ décèdent ou cessent d'y avoir droit et qu'aucun autre montant ne peut leur être versé, les héritiers ont droit au plus élevé entre les cotisations versées plus intérêts et un montant égal à cinq fois la rente de retraite annuelle à laquelle la personne avait droit ou aurait eu droit à la date de son décès, déduction faite de toute somme versée.

La conjointe ou le conjoint ou, à défaut, les héritiers d'une personne qui participait au RREFQ au moment de son décès ont droit au remboursement des cotisations versées, avec intérêts, si elle comptait moins de cinq années de service.

e) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RREFQ avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate sans réduction et qui a au moins cinq années de service crédité a droit à une rente de retraite différée indexée payable sans réduction à 60 ans ou à 55 ans si elle compte au moins 30 années de service crédité, ou à une rente différée payable avec réduction actuarielle à n'importe quel moment à compter de 50 ans. La personne qui cesse de participer au RREFQ qui a moins de cinq années de service crédité a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts.

f) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RREFQ sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie.

g) Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les sommes nécessaires au paiement des prestations sont puisées dans les fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ). Si ces derniers venaient à être épuisés, les sommes seraient alors puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

Les sommes nécessaires au paiement des frais d'administration sont à la charge du gouvernement et sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

2. Modalités de financement

Les prestations de ce régime sont assurées par les cotisations salariales, les sommes transférées du gouvernement fédéral et les cotisations du gouvernement du Québec, si requis.

En vertu du règlement portant sur le RREFQ, la cotisation salariale s'élève à 5,2 % de la partie du salaire admissible qui excède l'exemption personnelle selon la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9) jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de cette même loi, et à 7,5 % du solde du salaire admissible. Ces taux sont diminués de 0,83 % pour les employés non syndiqués. Toutefois, lorsque l'employé atteint 35 années de service, sa cotisation salariale s'élève à 1 % de son salaire. Les taux de cotisations salariales peuvent varier annuellement en fonction du ratio de capitalisation déterminé à partir des résultats de l'évaluation actuarielle du régime ou de sa mise à jour. Depuis 2014, les ratios de capitalisation observés ont donné lieu à un congé de cotisation salariale chaque année. Les cotisations salariales sont déposées dans un fonds particulier confié à la CDPQ.

Les sommes transférées du gouvernement fédéral ont été déposées dans un fonds particulier confié à la CDPQ.

2. Modalités de financement (suite)

La différence entre le coût du régime et les cotisations salariales est à la charge du gouvernement du Québec. Toutefois, lorsque l'actif net disponible pour le service des prestations permet de couvrir l'ensemble des prestations futures, le gouvernement du Québec n'a pas à verser de cotisations au régime. Ainsi, depuis l'établissement du RREFQ, aucune cotisation n'a été versée au fonds particulier par le gouvernement du Québec. Le gouvernement du Québec inscrit dans ses états financiers consolidés les obligations au titre des prestations dont il a la charge selon ses propres normes comptables.

Les dispositions du décret 430-93, qui institue le régime, ne précisent pas la propriété et l'utilisation de l'excédent d'actif.

3. Principales méthodes comptables

a) Base de préparation des états financiers

Les états financiers du RREFQ ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou du changement de méthode comptable qui ne concernent pas son portefeuille de placement ni ses obligations au titre des prestations de retraite, les Normes internationales d'information financière (IFRS) sont utilisées.

b) Nouvelles normes comptables

Adoption d'une nouvelle norme comptable

L'IFRS 9 – Instruments financiers remplace l'IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation. L'IFRS 9 précise que les actifs financiers doivent être évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur, et ce, suivant le modèle économique utilisé par l'entité pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue. En date du 1^{er} janvier 2018, soit la date de première application, cette norme a été appliquée de manière rétrospective sans retraitement de l'information comparative, tel que permis par la norme, et n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

Norme comptable publiée, mais pas encore entrée en vigueur

Aucune norme comptable publiée, mais non en vigueur n'a d'incidence sur les états financiers.

c) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction de Retraite Québec ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels, sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la CDPQ, des prestations ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Ces estimations sont révisées à chaque date de fin d'exercice, et les rajustements en découlant sont comptabilisés immédiatement dans l'exercice au cours duquel sont effectuées ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

d) Fonds confiés à la CDPQ

Les fonds confiés à la CDPQ sont investis par l'achat de divers types de placements selon la politique de placement désignée à la note 5. Ces fonds se composent principalement de dépôts à participation et de dépôts à vue. Les dépôts à participation se composent essentiellement de placements dans des portefeuilles spécialisés.

Les dépôts à participation du Fonds particulier 303 sont comptabilisés à la juste valeur établie par la CDPQ selon le nombre d'unités de participation (ci-après appelées « unités ») détenues par le régime. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la CDPQ attribue au fonds particulier les revenus nets de placement. Les dépôts à vue au fonds général ainsi que les revenus de placement courus à recevoir sont comptabilisés au coût qui se rapproche de la juste valeur compte tenu de leur échéance rapprochée.

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La CDPQ établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur à l'aide de prix cotés sur des marchés actifs. Lorsqu'il n'existe pas de prix cotés, la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation faisant appel à des données d'entrée observables ainsi qu'à des données d'entrée non observables. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'actif net dudit portefeuille par le nombre d'unités en circulation. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

Revenus de placement

Les revenus nets de placement provenant de chaque portefeuille spécialisé sont comptabilisés en date de leur attribution au fonds particulier selon le nombre d'unités de participation détenues durant chacune des périodes.

Les revenus tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus des placements sous-jacents.

Hiérarchie de la juste valeur

Les dépôts à participation à la CDPQ comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon la hiérarchie suivante, en fonction du plus bas niveau de données d'entrée importantes utilisées pour l'évaluation de la juste valeur :

- Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.
- Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 4. Au cours des exercices, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur.

3. Principales méthodes comptables (suite)

e) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par Retraite Québec. L'évaluation actuarielle réalisée pour les états financiers du RREFQ est produite tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires signataires déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés au régime, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants au régime. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

f) Cotisations salariales

Les cotisations salariales sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les participants du régime.

Les rajustements apportés à ces cotisations sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

4. Fonds confiés à la CDPQ

Le tableau ci-dessous détaille les fonds confiés à la CDPQ.

	2018	2017
Dépôts à participation au Fonds particulier 303 à la CDPQ ¹		
Placements (note 4a)	261 609	259 867
Revenus de placement courus à recevoir	1 943	1 753
Dépôts à vue au fonds général	88	70
Passifs relatifs aux placements (note 4a)	–	(55)
Montants à distribuer au RREFQ (note 5)	(2 344)	(1 895)
	261 296	259 740
Dépôts à vue au fonds général	7	32
Revenus de placement courus à recevoir du fonds particulier	2 344	1 895
	263 647	261 667

1. Tous les dépôts à participation sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur de niveau 2. Le coût des dépôts à participation pour 2018 s'élève à 205 317 k\$ (201 360 k\$ pour 2017).

a) Placements et passifs relatifs aux placements

Au 31 décembre, la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements se détaille comme suit :

	2018	2017
Placements		
Unités de participation de portefeuilles spécialisés		
Revenu fixe		
Taux	41 616	46 250
Crédit	58 881	56 675
Valeurs à court terme	26	313
	100 523	103 238
Actifs réels		
Immeubles	27 365	25 528
Infrastructures	18 203	13 450
	45 568	38 978
Actions		
Marchés boursiers	81 509	86 016
Placements privés	32 145	29 924
	113 654	115 940
Activités de rendement absolu		
Stratégies actives de superposition	459	507
Répartition de l'actif	1 403	1 204
	1 862	1 711
Quote-part nette des activités du fonds général	2	-
Total des placements	261 609	259 867
Passifs relatifs aux placements		
Quote-part nette des activités du fonds général (note 5)	-	55
Total des passifs relatifs aux placements	-	55

b) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun investissement initial ou qui en requièrent très peu et qui sont réglés à une date future.

La CDPQ effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de marché ou à des fins discrétionnaires. La CDPQ a recours aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'instruments financiers basés sur un indice boursier, un indice de défaillance de crédit ou un panier d'actions, d'obligations ou de devises. Le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé à la clôture de chaque mois.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

4. Fonds confiés à la CDPQ (suite)

b) Instruments financiers dérivés (suite)

Le tableau suivant présente la juste valeur ainsi que le montant nominal de référence des instruments financiers dérivés :

	2018			2017		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif	
Marchés hors cote						
Dérivés sur actions						
Contrats d'échange de rendement liés aux placements moins liquides	—	—	5 529	—	—	7 419
Total des instruments financiers dérivés	—	—	5 529	—	—	7 419

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement

Aux fins de la gestion du capital, le capital du RREFQ est constitué de l'actif net disponible pour le service des prestations. Au 31 décembre 2018, il s'élève à 263 556 k\$ (261 791 k\$ au 31 décembre 2017). Le RREFQ n'est assujéti à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe.

La direction de Retraite Québec a doté le RREFQ d'une politique de placement qui encadre les activités de placement de la CDPQ. Elle établit les objectifs de placement, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. La politique de placement vise à obtenir un taux de rendement optimal tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par la direction de Retraite Québec dans le but de permettre au RREFQ d'assurer le paiement des prestations actuelles et futures prévues par les dispositions du régime.

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Entre autres choses, la CDPQ élabore et révisé périodiquement les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés qui visent l'encadrement du travail des gestionnaires de ces portefeuilles. Une politique d'investissement distincte établit la stratégie, le type de gestion, les titres admissibles, les objectifs de rendement, l'indice de référence ainsi que les limites de risques et de concentration. Le tableau présenté à la section traitant du risque de marché détaille la concentration des placements du Fonds particulier 303 dans les portefeuilles spécialisés. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Des équipes indépendantes et des comités internes sont responsables d'appuyer les employés des groupes d'investissement et d'établir les mécanismes de contrôle appropriés. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. La politique de placement du Fonds particulier 303 permet d'utiliser des instruments financiers dérivés à des fins discrétionnaires ou aux fins de la gestion des risques de marché.

La pierre angulaire de la politique de placement du Fonds particulier 303 est l'établissement d'un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence.

La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence du Fonds particulier 303 influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée par la CDPQ le premier jour de chaque mois. Advenant un dépassement des limites établies par catégorie d'investissement, la CDPQ avise les représentants du RREFQ et prend les mesures appropriées afin de respecter les limites permises.

Au 31 décembre 2018, la composition du portefeuille réel et du portefeuille de référence du Fonds particulier 303, en pourcentage de l'actif net, ajusté des montants à distribuer au RREFQ, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

Fonds particulier 303

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
Revenu fixe				
Taux	15,88	13,00	18,00	25,00
Crédit	22,62	16,00	21,00	28,00
Valeurs à court terme	0,01	0,00	1,00	7,00
	38,51	32,00	40,00	52,00
Actifs réels				
Immeubles	10,38	7,00	10,00	13,00
Infrastructures	6,96	3,00	6,00	9,00
	17,34	11,00	16,00	21,00
Actions				
Marchés boursiers	31,00	23,00	33,00	41,00
Placements privés	12,42	8,00	11,00	14,00
	43,42	32,00	44,00	52,00
Activités de rendement absolu				
Stratégies actives de superposition	0,19	0,00	0,00	0,50
Répartition de l'actif	0,53	0,00	0,00	1,00
	0,72	0,00	0,00	1,50
Autres	0,01		0,00	
	100,00		100,00	

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement (suite)

Risque de marché (suite)

La CDPQ mesure le risque de marché au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 95 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel pourrait dépasser dans 5 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille subirait si cet événement se reproduisait. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 95 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel pourraient excéder les estimations présentées.

Un historique de 3 000 jours d'observation des facteurs de risque est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'un mois.

Trois mesures du risque sont analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence.
- Le risque actif du portefeuille réel représente la possibilité que le Fonds particulier 303 dégage un rendement différent de celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif du Fonds particulier 303 découlent directement des risques absolus et des risques actifs de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels le fonds particulier investit. Ainsi, ce fonds particulier est exposé aux risques de taux d'intérêt, d'écart de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier.

Le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du portefeuille réel du Fonds particulier 303, en pourcentage de l'actif net attribuable au détenteur de dépôts à participation, selon un niveau de confiance de 95 % et un historique de 3 000 jours, se présentent comme suit :

	2018			2017		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	12,4 %	12,5 %	2,0 %	12,3 %	12,4 %	1,6 %

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR du Fonds particulier 303.

Les portefeuilles spécialisés auxquels le Fonds particulier 303 participe détiennent des instruments financiers libellés en dollars canadiens ou en devises. Certains portefeuilles spécialisés peuvent se couvrir en partie contre les fluctuations des devises.

L'exposition nette aux devises du Fonds particulier 303, y compris les investissements sous-jacents en devises détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net, se détaille comme suit :

	2018	2017
Dollar canadien	50 %	57 %
Dollar américain	24 %	20 %
Euro	6 %	6 %
Livre sterling	4 %	3 %
Autres devises	16 %	14 %
	100 %	100 %

Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration du risque de crédit sont effectuées globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère au nom des déposants. L'information à ce sujet est disponible dans les états financiers de la CDPQ.

Le Fonds particulier 303 est exposé au risque de crédit découlant des investissements sous-jacents détenus par les portefeuilles spécialisés.

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement (suite)

Risque de crédit (suite)

Risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés

Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés dans l'éventualité où la contrepartie serait incapable de respecter les conditions aux contrats.

Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition du Fonds particulier 303 sont des contrats de gré à gré avec la CDPQ. Par conséquent, le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés est faible. Toutefois, ce fonds particulier demeure exposé au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des investissements sous-jacents détenus par les portefeuilles spécialisés.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Le choix du portefeuille de référence a une incidence sur le risque de liquidité du Fonds particulier 303. Divers scénarios sont simulés afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur les liquidités de ce fonds particulier.

Lors de la gestion du risque de liquidité du Fonds particulier 303, la CDPQ tient compte de facteurs autres que les échéances des flux contractuels lorsqu'elle évalue les besoins en matière de flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, l'objectif d'investissement à long terme de ce fonds particulier est considéré lors de l'analyse des besoins de liquidité.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère le risque de liquidité et les besoins de financement.

Le sommaire des échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers du RREFQ se détaille comme suit :

	2018				2017			
	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total
Passifs financiers								
Montants à distribuer au RREFQ (note 4)	(2 344)	–	–	(2 344)	(1 895)	–	–	(1 895)
Passifs relatifs aux placements (note 4a)	–	–	–	–	–	–	(55)	(55)
	(2 344)	–	–	(2 344)	(1 895)	–	(55)	(1 950)

De plus, concernant l'actif net du Fonds particulier 303 attribuable au RREFQ, le Règlement prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de dépôts à participation détenues par le RREFQ, soit un remboursement maximal pour le RREFQ pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la CDPQ de 15 M\$ plus le produit de 2 M\$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. L'annulation d'unités de participation non effectuée en raison de ce maximum est reportée au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la CDPQ.

6. Frais d'administration assumés par le gouvernement

Les frais reliés à l'administration de ce régime s'élèvent à 77 k\$ (34 k\$ en 2017).

7. Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite du RREFQ sont établies à 188 603 k\$ au 31 décembre 2018 (182 871 k\$ au 31 décembre 2017).

Dans le cadre de la dernière évaluation actuarielle produite conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires signataires ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à 177 793 k\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2016. Ce résultat a été reflété dans l'état de l'évolution des obligations de l'exercice clos le 31 décembre 2018 par un ajustement au solde du début. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2019, et les résultats seront pris en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Pour cette évaluation actuarielle, les hypothèses retenues par Retraite Québec sont celles jugées les plus probables par les actuaires signataires dans l'année au cours de laquelle l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les obligations ont été ajustées à la baisse de 135 k\$ (2 768 k\$ au 31 décembre 2017) afin de tenir compte principalement de la révision des hypothèses économiques.

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite sont les suivantes :

	2018		2017	
	Années d'application			
	2017 à 2028	2029 et suivantes	2014 à 2027	2028 et suivantes
Taux d'inflation	2,05 %	2,20 %	2,05 %	2,20 %
Taux d'actualisation	5,95 %	6,10 %	5,95 %	6,10 %
Taux d'augmentation des salaires	2,55 %	2,70 %	2,20 %	2,70 %

Selon les résultats de la plus récente évaluation actuarielle, une baisse de 20 points de base du taux d'actualisation aurait pour effet de faire augmenter de 2,7 % les obligations au titre des prestations de retraite, alors qu'une hausse de 20 points de base aurait pour effet de les faire diminuer de 2,5 %.

8. Excédent de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite

	2018	2017
Excédent au début	78 920	68 893
Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations	1 765	12 835
(Augmentation) des obligations au titre des prestations de retraite	(5 732)	(2 808)
Excédent à la fin	74 953	78 920

9. Cotisations

Les cotisations se détaillent comme suit :

	2018	2017
Cotisations salariales		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice, y compris les rajustements	1	3
Cotisations au titre des services passés, y compris les rajustements	–	(1)
	1	2

10. Revenus de placement des dépôts à participation à la CDPQ

Les revenus de placement se détaillent comme suit :

	2018	2017
Revenus de placement		
Revenus (pertes) nets de placement du fonds particulier		
Revenu fixe	3 545	2 801
Actifs réels	632	718
Actions	3 457	4 071
Activités de rendement absolu	50	(30)
	7 684	7 560
Modification de la juste valeur		
Gains (pertes) nets réalisés à la vente de placements		
Revenu fixe	728	140
Actifs réels	364	646
Actions	3 404	3 024
Activités de rendement absolu	5	(1 606)
	4 501	2 204
Gains (pertes) nets non réalisés		
Revenu fixe	(2 115)	500
Actifs réels	2 646	1 742
Actions	(2 989)	6 770
Activités de rendement absolu	57	1 375
	(2 401)	10 387
	2 100	12 591

11. Rentes

Les rentes se détaillent comme suit :

	2018	2017
Rentes de retraite	7 616	7 129
Rentes de survivants	263	191
	7 879	7 320

RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018****RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers**Opinion**

J'ai effectué l'audit des états financiers des régimes de retraite des élus municipaux (« régimes »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des régimes au 31 décembre 2018, ainsi que de l'évolution de leur actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de leurs obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante des régimes conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité des régimes à poursuivre leur exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider les régimes ou de cesser leur activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière des régimes.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne des régimes;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité des régimes à poursuivre leur exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener les régimes à cesser leur exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guyline Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 26 avril 2019

RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

État de la situation financière
au 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Actif		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 4)	270 411	263 260
Créances		
Cotisations des élus à recevoir	230	151
Cotisations des municipalités à recevoir	758	694
Sommes à recevoir des prestataires	10	–
	998	845
Sommes détenues par Retraite Québec	89	2
	271 498	264 107
Passif		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	834	1 246
Cotisations des municipalités perçues d'avance	639	529
	1 473	1 775
Actif net disponible pour le service des prestations	270 025	262 332
Régime de retraite des élus municipaux	270 025	262 320
Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux	–	12
	270 025	262 332
Obligations au titre des prestations de retraite (note 6)		
Régime de retraite des élus municipaux	227 836	223 034
Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux	43 397	45 121
	271 233	268 155
Excédent (déficit) de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite (note 7)		
Régime de retraite des élus municipaux	42 189	39 286
Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux	(43 397)	(45 109)
	(1 208)	(5 823)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le Comité de retraite,

Sylvie Panneton

Jean Perron

RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations
de l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Régime de retraite des élus municipaux		
Augmentation de l'actif net		
Cotisations (note 8)	13 740	12 137
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Revenus de placement (note 9)	7 569	7 538
Modification de la juste valeur (note 9)	2 813	14 393
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général	(20)	(10)
	10 362	21 921
	24 102	34 058
Diminution de l'actif net		
Prestations et transferts		
Rentes (note 10)	15 753	15 941
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	102	67
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	156	8
	16 011	16 016
Frais d'administration de Retraite Québec	386	337
	16 397	16 353
Augmentation nette de l'exercice (note 7)	7 705	17 705
Actif net disponible pour le service des prestations au début	262 320	244 615
Actif net disponible pour le service des prestations à la fin	270 025	262 320

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice clos le 31 décembre 2018 (suite)
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux		
Augmentation de l'actif net		
Cotisations (note 8)	4 186	4 342
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général	26	13
	4 212	4 355
Diminution de l'actif net		
Prestations et transferts		
Rentes (note 10)	4 014	4 195
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	22	2
	4 036	4 197
Frais d'administration de Retraite Québec	188	146
	4 224	4 343
Augmentation (diminution) nette de l'exercice (note 7)	(12)	12
Actif net disponible pour le service des prestations au début	12	–
Actif net disponible pour le service des prestations à la fin	–	12

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite de l'exercice clos le 31 décembre 2018

(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Régime de retraite des élus municipaux		
Ajustements au solde de début à la suite du dépôt d'une nouvelle évaluation actuarielle		
Gain actuariel	–	(169)
Modification des hypothèses actuarielles	–	(485)
	–	(654)
Évolution des obligations au cours de l'exercice		
Intérêts	13 626	13 240
Prestations constituées	9 478	8 220
Prestations et transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	(16 011)	(15 690)
	7 093	5 770
Autres ajustements au cours de l'exercice		
Modification des hypothèses actuarielles (note 6)	(2 291)	(18)
Augmentation nette de l'exercice (note 7)	4 802	5 098
Obligations au titre des prestations de retraite au début	223 034	217 936
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 6)	227 836	223 034

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite
de l'exercice clos le 31 décembre 2018 (suite)
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux		
Ajustements au solde de début à la suite du dépôt d'une nouvelle évaluation actuarielle		
Perte actuarielle	–	291
Modification des hypothèses actuarielles	–	(72)
	–	219
Évolution des obligations au cours de l'exercice		
Intérêts	2 672	2 755
Prestations et transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	(4 036)	(4 143)
	(1 364)	(1 388)
Autres ajustements au cours de l'exercice		
Modification des hypothèses actuarielles (note 6)	(360)	(11)
Diminution nette de l'exercice (note 7)	(1 724)	(1 180)
Obligations au titre des prestations de retraite au début	45 121	46 301
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 6)	43 397	45 121

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Notes complémentaires au 31 décembre 2018

(Sauf indications contraires, les montants dans les notes sont en milliers de dollars canadiens (k\$).)

1. Description des régimes

Les régimes de retraite des élus municipaux se composent du Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et du Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM).

RÉGIME DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

RÉGIME DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES DES ÉLUS MUNICIPAUX

La description des régimes fournie ci-dessous l'est à titre informatif. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ces régimes, les lecteurs devront se référer à la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (RLRQ, chapitre R-9.3) pour le régime de retraite agréé et au Règlement 3 de cette même loi (RLRQ, chapitre R-9.3, r.3) pour le régime de prestations supplémentaires.

a) Généralités

Retraite Québec est un organisme public exerçant des fonctions administratives. Elle administre ces régimes conformément aux lois désignées ci-dessus. Retraite Québec a son siège social dans la province de Québec, au Canada, soit au 2600, boulevard Laurier, à Québec.

En tant qu'administrateur, Retraite Québec prépare les états financiers de ces régimes pour approbation par le Comité de retraite. Ces états financiers ont été approuvés pour publication par le Comité de retraite du RREM le 26 avril 2019. Il s'agit de régimes à prestations déterminées offerts aux membres élus du conseil d'une municipalité qui y a adhéré par la voie d'un règlement adopté à cette fin.

Le RPSEM, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002, s'applique aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date.

Les régimes de pension agréés (RPA) ne sont pas assujettis aux impôts aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu. Cette loi prévoit des déductions à la fois pour les cotisations versées au RPA par les employés et les employeurs. Par contre, les régimes de prestations supplémentaires sont assujettis, puisqu'ils ne se définissent pas comme des régimes agréés, mais, étant donné qu'ils ne sont pas capitalisés, aucun impôt n'est exigé. Enfin, les prestations de ces régimes sont imposables au moment où elles sont versées.

b) Rentes de retraite

Les élus acquièrent le droit à une rente de retraite, sans réduction actuarielle, s'ils cessent d'être membres du conseil d'une municipalité alors qu'ils ont au moins 60 ans et qu'ils comptent au moins deux années de service. Ils acquièrent le droit à une rente de retraite, avec réduction actuarielle, à 50 ans s'ils comptent au moins deux années de service lorsqu'ils cessent de participer au RREM.

Toutefois, cette rente de retraite devient payable au plus tard le 31 décembre de l'année au cours de laquelle l' élu atteint l'âge de 69 ans, même s'il n'a pas cessé d'être élu municipal à cette date. Les élus ont droit, pour chaque année de service crédité antérieure au 1^{er} janvier 1992, à un crédit de rente égal à 3,5 % du salaire admissible moins 0,7 % du moindre de ce salaire et du maximum des gains admissibles au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9) et, pour chaque année de service crédité postérieure au 31 décembre 1991, à un crédit de rente égal à 2 % du salaire admissible. Ce crédit de rente est pleinement indexé en fonction de la hausse du coût de la vie chaque année, jusqu'au moment où la personne qui participe à ce régime prend sa retraite.

Les personnes visées par le RPSEM acquièrent le droit à une rente supplémentaire à la date à laquelle elles deviennent admissibles à une rente de retraite du RREM. Pour les élus en poste au 31 décembre 2000, la rente correspond à l'excédent de 3,75 % du salaire admissible sur le crédit de rente calculé au RREM, pour chaque année antérieure au 1^{er} janvier 2002. Ces montants sont indexés de la même façon que les crédits de rente du RREM.

Pour les personnes retraitées et les conjointes ou conjoints survivants, la rente supplémentaire correspond à 24,1 % de la rente annuelle payable le 31 décembre 2001. Pour les participants non actifs au 31 décembre 2000, la rente supplémentaire correspond à 24,1 % de la rente annuelle payable à la date de la mise en paiement.

c) Prestations de survivants

Si la personne décède alors qu'elle était prestataire du RREM et du RPSEM, le cas échéant, ou qu'elle y participait et était âgée d'au moins 60 ans, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 60 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir. Lorsqu'il n'y a pas de conjointe ou de conjoint, les cotisations versées par la personne sont remboursées aux héritiers, avec intérêts, déduction faite des sommes déjà versées à titre de rente, le cas échéant.

La conjointe ou le conjoint ou, à défaut, les héritiers d'une personne qui décède avant d'être admissible à une rente de retraite sans réduction actuarielle, ont droit au remboursement des cotisations versées, avec intérêts, si elle comptait moins de deux années de service. Ils ont droit à la valeur actuarielle de la rente acquise au RREM et au RPSEM si elle comptait deux années de service ou plus.

d) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RREM avant d'être admissible à une rente de retraite a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts. Si la personne a moins de 50 ans et compte deux à sept années de service, elle a le choix entre le remboursement de ses cotisations avec intérêts ou une rente différée indexée payable à 60 ans. Si elle a moins de 50 ans et compte au moins huit années de service, elle a droit à une rente différée indexée, payable à 60 ans.

La rente différée comprend la somme des crédits de rente acquis au RREM et au RPSEM.

e) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RREM et le RPSEM sont partiellement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie.

f) Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les sommes nécessaires au paiement des prestations et des frais d'administration sont puisées dans le fonds particulier 305 confié à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ).

2. Modalités de financement

Le financement des prestations est assuré par les cotisations des élus et des municipalités qui sont déposées dans un fonds particulier confié à la CDPQ de même que par les rendements obtenus par ce fonds.

Conformément à l'article 64 de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (Loi sur le RREM), les actuaires de Retraite Québec doivent réaliser tous les trois ans une évaluation actuarielle du RREM. L'objectif de cette évaluation est de déterminer le taux de cotisation des élus en tenant compte de la politique de financement adoptée par le Comité de retraite du RREM.

La politique prévoit l'utilisation de la méthode de répartition des prestations constituées avec projection des salaires avec des hypothèses de meilleure estimation, jugées pertinentes par l'actuaire-conseil nommé par le Comité de retraite en vertu de la Loi sur le RREM. Un ajustement est apporté à la juste valeur de la caisse pour prendre en considération graduellement, sur une période de cinq ans, les écarts entre le rendement réalisé et celui anticipé. La politique de financement prévoit également la constitution d'une provision pour écarts défavorables qui découle d'une diminution de 1,0 % de l'hypothèse de rendement réel. Ainsi, la situation financière est définie comme étant en surplus lorsque la valeur actuarielle de la caisse excède la valeur actuarielle des prestations constituées. Elle est définie comme étant en déficit dans le cas contraire. La politique de financement prévoit que le surplus ou le déficit est amorti sur 15 ans et a pour effet de réduire ou d'augmenter les cotisations des élus et des municipalités. Elle prévoit aussi que la cotisation des municipalités correspond à 3,37 fois le montant de la cotisation versée par les élus. Enfin, en cas de déficit, le taux de cotisation des élus ne peut être inférieur à 6,15 %.

2. Modalités de financement (suite)

En mai 2017, les actuaires signataires ont déposé une évaluation actuarielle sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2015. Les résultats de cette évaluation démontrent que le taux de cotisation des élus et celui des municipalités requis pour financer les prestations acquises annuellement, les frais d'administration et le déficit sont respectivement de 5,52 % et 18,61 % du salaire admissible. Cependant, puisque l'évaluation présente un déficit, le taux de cotisation des élus ne peut être inférieur à 6,15 %, comme prévu à la politique. À la suite d'une recommandation favorable du Comité de retraite du RREM, le gouvernement a conservé le taux de cotisation des élus du RREM à 6,15 % du salaire admissible. La cotisation des municipalités, qui correspond à 3,37 fois celle des élus, est donc de 20,73 %.

Le RPSEM n'est pas contributif. Il n'est pas capitalisé et la cotisation annuelle des municipalités correspond aux prestations et aux frais d'administration de ce régime pour l'exercice.

3. Principales méthodes comptables

a) Base de préparation des états financiers

Les états financiers du RREM et du RPSEM ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou du changement de méthode comptable qui ne concernent pas leur portefeuille de placement ni leurs obligations au titre des prestations de retraite, les Normes internationales d'information financière (IFRS) sont utilisées.

b) Nouvelles normes comptables

Adoption d'une nouvelle norme comptable

L'IFRS 9 – Instruments financiers remplace l'IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation. L'IFRS 9 précise que les actifs financiers doivent être évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur, et ce, suivant le modèle économique utilisé par l'entité pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue. En date du 1^{er} janvier 2018, soit la date de première application, cette norme a été appliquée de manière rétrospective sans retraitement de l'information comparative, tel que permis par la norme, et n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

Norme comptable publiée, mais pas encore entrée en vigueur

Aucune norme comptable publiée, mais non en vigueur n'a d'incidence sur les états financiers.

c) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction de Retraite Québec ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels, sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la CDPQ, des prestations et transferts ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Ces estimations sont révisées à chaque date de fin d'exercice, et les rajustements en découlant sont comptabilisés immédiatement dans l'exercice au cours duquel sont effectuées ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

d) Fonds confiés à la CDPQ

Les fonds confiés à la CDPQ sont investis par l'achat de divers types de placements selon la politique de placement désignée à la note 5. Ces fonds se composent principalement de dépôts à participation et de dépôts à vue. Les dépôts à participation se composent essentiellement de placements dans des portefeuilles spécialisés.

Les dépôts à participation du Fonds particulier 305 sont comptabilisés à la juste valeur établie par la CDPQ selon le nombre d'unités de participation (ci-après appelées « unités ») détenues par le régime. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier, au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la CDPQ attribue au fonds particulier les revenus nets de placement.

Les dépôts à vue au fonds général (avances) ainsi que les revenus de placement courus à recevoir sont comptabilisés au coût qui se rapproche de la juste valeur compte tenu de leur échéance rapprochée.

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La CDPQ établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur à l'aide de prix cotés sur des marchés actifs. Lorsqu'il n'existe pas de prix cotés, la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation faisant appel à des données d'entrée observables ainsi qu'à des données d'entrée non observables. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'actif net dudit portefeuille par le nombre d'unités en circulation. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

Revenus de placement

Les revenus nets de placement provenant de chaque portefeuille spécialisé sont comptabilisés en date de leur attribution au fonds particulier selon le nombre d'unités de participation détenues durant chacune des périodes.

Les revenus tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus des placements sous-jacents.

Hiérarchie de la juste valeur

Les dépôts à participation à la CDPQ comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon la hiérarchie suivante, en fonction du plus bas niveau de données d'entrée importantes utilisées pour l'évaluation de la juste valeur :

- Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.
- Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 4. Au cours des exercices, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur.

3. Principales méthodes comptables (suite)

e) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par Retraite Québec. Les évaluations actuarielles réalisées pour les états financiers du RREM et du RPSEM sont produites tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires signataires déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés aux régimes, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants des régimes. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

f) Cotisations des élus et cotisations des municipalités

Les cotisations des élus et celles des municipalités sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les élus participant au régime. Les rajustements apportés à ces cotisations sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

Pour le RPSEM, la cotisation des municipalités est comptabilisée lors de la facturation annuelle. Les cotisations des municipalités perçues d'avance sont comptabilisées dans le poste « Cotisations des municipalités perçues d'avance ».

4. Fonds confiés à la CDPQ

Le tableau ci-dessous détaille les fonds confiés à la CDPQ.

	2018	2017
Dépôts à participation au Fonds particulier 305 à la CDPQ ¹		
Placements (note 4a)	268 276	261 921
Revenus de placement courus à recevoir	1 870	1 720
Dépôts à vue au fonds général	95	70
Passifs relatifs aux placements (note 4a)	–	(56)
Montants à distribuer au RREM (note 5)	(2 288)	(1 909)
	267 953	261 746
Dépôts à vue au fonds général (avances)	170	(395)
Revenus de placement courus à recevoir du fonds particulier	2 288	1 909
	270 411	263 260

1. Tous les dépôts à participation sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur de niveau 2. Le coût des dépôts à participation pour 2018 s'élève à 202 439 k\$ (195 088 k\$ pour 2017).

a) Placements et passifs relatifs aux placements

Au 31 décembre, la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements se détaille comme suit :

	2018	2017
Placements		
Unités de participation de portefeuilles spécialisés		
Revenu fixe		
Taux	31 490	36 771
Crédit	47 040	44 165
Valeurs à court terme	26	25
	78 556	80 961
Actifs réels		
Immeubles	33 604	30 797
Infrastructures	21 730	15 774
	55 334	46 571
Actions		
Marchés boursiers	96 592	99 852
Placements privés	35 881	32 813
	132 473	132 665
Activités de rendement absolu		
Stratégies actives de superposition	471	512
Répartition de l'actif	1 440	1 212
	1 911	1 724
Quote-part nette des activités du fonds général	2	-
Total des placements	268 276	261 921
Passifs relatifs aux placements		
Quote-part nette des activités du fonds général (note 5)	-	56
Total des passifs relatifs aux placements	-	56

b) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun investissement initial ou qui en requièrent très peu et qui sont réglés à une date future.

La CDPQ effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de marché ou à des fins discrétionnaires. La CDPQ a recours aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'instruments financiers basés sur un indice boursier, un indice de défaillance de crédit ou un panier d'actions, d'obligations ou de devises. Le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé à la clôture de chaque mois.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

4. Fonds confiés à la CDPQ (suite)

b) Instruments financiers dérivés (suite)

Le tableau suivant présente la juste valeur ainsi que le montant nominal de référence des instruments financiers dérivés :

	2018			2017		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif	
Marchés hors cote						
Dérivés sur actions						
Contrats d'échange de rendement liés aux placements moins liquides	-	-	6 643	-	-	8 570
Total des instruments financiers dérivés	-	-	6 643	-	-	8 570

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement

Aux fins de la gestion du capital, le capital du RREM et du RPSEM est constitué de l'actif net disponible pour le service des prestations. Au 31 décembre 2018, il s'élève à 270 025 k\$ (262 332 k\$ au 31 décembre 2017). Le RREM et le RPSEM ne sont pas assujettis à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe.

Le Comité de retraite du RREM, conjointement avec la CDPQ, établit la politique de placement du Fonds particulier 305. Le Comité de retraite s'est doté d'une politique de placement qui encadre les activités de placement de la CDPQ. Il établit les objectifs de placement, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. La politique de placement vise à obtenir un taux de rendement optimal tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par le Comité de retraite dans le but de permettre au RREM d'assurer le paiement des prestations actuelles et futures prévues par les dispositions du régime.

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Entre autres choses, la CDPQ élabore et révisé périodiquement les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés qui visent l'encadrement du travail des gestionnaires de ces portefeuilles. Une politique d'investissement distincte établit la stratégie, le type de gestion, les titres admissibles, les objectifs de rendement, l'indice de référence ainsi que les limites de risques et de concentration. Le tableau présenté à la section traitant du risque de marché détaille la concentration des placements du Fonds particulier 305 dans les portefeuilles spécialisés. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Des équipes indépendantes et des comités internes sont responsables d'appuyer les employés des groupes d'investissement et d'établir les mécanismes de contrôle appropriés. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. La politique de placement du RREM permet d'utiliser des instruments financiers dérivés à des fins discrétionnaires ou aux fins de la gestion des risques de marché.

La pierre angulaire de la politique de placement du RREM est l'établissement d'un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence.

La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence du Fonds particulier 305 influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée par la CDPQ le premier jour de chaque mois. Advenant un dépassement des limites établies par catégorie d'investissement, la CDPQ avise les représentants du RREM et prend les mesures appropriées afin de respecter les limites permises.

Au 31 décembre 2018, la composition du portefeuille réel et du portefeuille de référence du Fonds particulier 305, en pourcentage de l'actif net, ajusté des montants à distribuer au RREM, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

Fonds particulier 305

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
Revenu fixe				
Taux	11,72	9,00	14,00	21,00
Crédit	17,63	11,00	16,00	23,00
Valeurs à court terme	0,01	0,00	1,00	11,00
	29,36	24,00	31,00	46,00
Actifs réels				
Immeubles	12,43	9,00	12,00	15,00
Infrastructures	8,11	4,00	7,00	10,00
	20,54	13,00	19,00	24,00
Actions				
Marchés boursiers	35,84	28,00	38,00	46,00
Placements privés	13,52	9,00	12,00	15,00
	49,36	37,00	50,00	60,00
Activités de rendement absolu				
Stratégies actives de superposition	0,19	0,00	0,00	0,50
Répartition de l'actif	0,53	0,00	0,00	1,00
	0,72	0,00	0,00	1,50
Autres	0,02			
	100,00		100,00	

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement (suite)

Risque de marché (suite)

La CDPQ mesure le risque de marché au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 95 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel pourrait dépasser dans 5 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille subirait si cet événement se reproduisait. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 95 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel pourraient excéder les estimations présentées.

Un historique de 3 000 jours d'observation des facteurs de risque est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'un mois.

Trois mesures du risque sont analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence.
- Le risque actif du portefeuille réel représente la possibilité que le Fonds particulier 305 dégage un rendement différent de celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif du Fonds particulier 305 découlent directement des risques absolus et des risques actifs de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels le fonds particulier investit. Ainsi, ce fonds particulier est exposé aux risques de taux d'intérêt, d'écart de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier.

Le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du portefeuille réel du Fonds particulier 305, en pourcentage de l'actif net attribuable au détenteur de dépôts à participation, selon un niveau de confiance de 95 % et un historique de 3 000 jours, se présentent comme suit :

	2018			2017		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	13,6 %	13,9 %	2,2 %	13,5 %	13,7 %	1,8 %

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR du Fonds particulier 305.

Les portefeuilles spécialisés auxquels le Fonds particulier 305 participe détiennent des instruments financiers libellés en dollars canadiens ou en devises. Certains portefeuilles spécialisés peuvent se couvrir en partie contre les fluctuations des devises.

L'exposition nette aux devises du Fonds particulier 305, y compris les investissements sous-jacents en devises détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net, se détaille comme suit :

	2018	2017
Dollar canadien	44 %	51 %
Dollar américain	27 %	23 %
Euro	7 %	7 %
Livre sterling	4 %	3 %
Autres devises	18 %	16 %
	100 %	100 %

Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration du risque de crédit sont effectuées globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère au nom des déposants. L'information à ce sujet est disponible dans les états financiers de la CDPQ.

Le Fonds particulier 305 est exposé au risque de crédit découlant des investissements sous-jacents détenus par les portefeuilles spécialisés.

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement (suite)

Risque de crédit (suite)

Risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés

Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés dans l'éventualité où la contrepartie serait incapable de respecter les conditions aux contrats.

Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition du Fonds particulier 305 sont des contrats de gré à gré avec la CDPQ. Par conséquent, le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés est faible. Toutefois, ce fonds particulier demeure exposé au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des investissements sous-jacents détenus par les portefeuilles spécialisés.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Le choix du portefeuille de référence a une incidence sur le risque de liquidité du Fonds particulier 305. Divers scénarios sont simulés afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur les liquidités de ce fonds particulier.

Lors de la gestion du risque de liquidité du Fonds particulier 305, la CDPQ tient compte de facteurs autres que les échéances des flux contractuels lorsqu'elle évalue les besoins en matière de flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, l'objectif d'investissement à long terme de ce fonds particulier est considéré lors de l'analyse des besoins de liquidité.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère le risque de liquidité et les besoins de financement.

Le sommaire des échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers du Fonds particulier 305 se détaille comme suit :

	2018				2017			
	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total
Passifs financiers								
Montants à distribuer au RREM (note 4)	(2 288)	—	—	(2 288)	(1 909)	—	—	(1 909)
Passifs relatifs aux placements (note 4a)	—	—	—	—	—	—	(56)	(56)
	(2 288)	—	—	(2 288)	(1 909)	—	(56)	(1 965)

De plus, concernant l'actif net du Fonds particulier 305 attribuable au RREM, le Règlement prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de dépôts à participation détenues par le RREM, soit un remboursement maximal pour le RREM pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la CDPQ de 15 M\$ plus le produit de 2 M\$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. L'annulation d'unités de participation non effectuée en raison de ce maximum est reportée au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la CDPQ.

6. Obligations au titre des prestations de retraite

	2018	2017
Régime de retraite des élus municipaux	227 836	223 034
Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux	43 397	45 121
	271 233	268 155

Dans le cadre des dernières évaluations actuarielles produites conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaire signataires ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées du RREM à 209 907 k\$ et celle du RPSEM à 47 633 k\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2015. Ces résultats ont été reflétés dans l'état de l'évolution des obligations de l'exercice clos le 31 décembre 2017 par un ajustement au solde de début. Les prochaines évaluations actuarielles devraient être produites sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2018, et les résultats seront pris en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Pour ces évaluations actuarielles, les hypothèses retenues par Retraite Québec sont celles jugées les plus probables par les actuaire signataires dans l'année au cours de laquelle l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, un ajustement à la baisse de 2 291 k\$ (18 k\$ au 31 décembre 2017) pour le RREM et de 360 k\$ (11 k\$ au 31 décembre 2017) pour le RPSEM a été apporté après le dépôt des évaluations afin de tenir compte principalement de la révision des hypothèses économiques.

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite sont les suivantes :

	2018		2017	
	Années d'application			
	2016 à 2028	2029 et suivantes	2016 à 2027	2028 et suivantes
Taux d'inflation	2,05 %	2,20 %	2,05 %	2,20 %
Taux d'actualisation	6,35 %	6,50 %	6,25 %	6,40 %
Taux d'augmentation des salaires	2,05 %	2,20 %	2,05 %	2,20 %

Selon les résultats des plus récentes évaluations actuarielles, une baisse de 20 points de base du taux d'actualisation aurait pour effet de faire augmenter de 2,1 % les obligations au titre des prestations de retraite du RREM et du RPSEM, alors qu'une hausse de 20 points de base aurait pour effet de les faire diminuer de 2,0 %.

7. Excédent (déficit) de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite

	2018	2017
RREM		
Excédent au début	39 286	26 679
Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations	7 705	17 705
(Augmentation) des obligations au titre des prestations de retraite	(4 802)	(5 098)
Excédent à la fin	42 189	39 286
RPSEM		
Déficit au début	(45 109)	(46 301)
Augmentation (diminution) de l'actif net disponible pour le service des prestations	(12)	12
Diminution des obligations au titre des prestations de retraite	1 724	1 180
Déficit à la fin	(43 397)	(45 109)

8. Cotisations

Les cotisations se détaillent comme suit :

	2018	2017
RREM		
Cotisations des élus		
Cotisations au titre des services rendus au cours de l'exercice	3 113	2 790
Cotisations au titre des services passés	104	–
	3 217	2 790
Cotisations des municipalités au titre des services rendus au cours de l'exercice	10 523	9 347
	13 740	12 137
RPSEM		
Cotisations des municipalités pour le paiement des prestations et des frais d'administration	4 186	4 342

9. Revenus de placement des dépôts à participation à la CDPQ

Les revenus de placement du RREM se détaillent comme suit :

	2018	2017
Revenus de placement		
Revenus (pertes) nets de placement du fonds particulier		
Revenu fixe	2 801	2 176
Actifs réels	749	837
Actions	3 966	4 554
Activités de rendement absolu	53	(29)
	7 569	7 538
Modification de la juste valeur		
Gains (pertes) nets réalisés à la vente de placements		
Revenu fixe	631	45
Actifs réels	129	323
Actions	3 152	2 984
Activités de rendement absolu	45	(1 608)
	3 957	1 744
Gains (pertes) nets non réalisés		
Revenu fixe	(1 734)	429
Actifs réels	3 498	2 555
Actions	(2 951)	8 422
Activités de rendement absolu	43	1 243
	(1 144)	12 649
	2 813	14 393

10. Rentes

Les rentes se détaillent comme suit :

	2018	2017
RREM		
Rentes de retraite	14 310	14 578
Rentes de survivants	1 443	1 363
	15 753	15 941
RPSEM		
Rentes de retraite	3 546	3 759
Rentes de survivants	468	436
	4 014	4 195

RETRAITE QUÉBEC

**RÉGIMES DE RETRAITE DES MAIRES ET DES CONSEILLERS
DES MUNICIPALITÉS****États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018****RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers**Opinion**

J'ai effectué l'audit des états financiers des régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (« régimes »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des régimes au 31 décembre 2018, ainsi que de l'évolution de leur actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de leurs obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante des régimes conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance
à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité des régimes à poursuivre leur exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider les régimes ou de cesser leur activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière des régimes.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne des régimes;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité des régimes à poursuivre leur exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener les régimes à cesser leur exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 25 avril 2019

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES MAIRES ET DES CONSEILLERS
DES MUNICIPALITÉS

État de la situation financière
au 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Actif		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 4)	805	812
Passif		
Cotisations des municipalités perçues d'avance	805	798
Actif net disponible pour le service des prestations	–	14
Obligations au titre des prestations de retraite (note 7)	7 098	7 922
Déficit de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite (note 8)	(7 098)	(7 908)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil
d'administration,

La présidente du comité
de vérification,

Le président-directeur
général,

Richard Fortier
IAS.A, FICA, CFA

Ginette Fortin
FCPA, FCGA

Michel Després
ASC

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES MAIRES ET DES CONSEILLERS
DES MUNICIPALITÉS

État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations
de l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Augmentation de l'actif net		
Cotisations des municipalités pour le paiement des prestations	841	136
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Revenus de placement des dépôts à participation (note 9)	14	6
Intérêts sur dépôt à vue au fonds général	1	–
	15	6
	856	142
Diminution de l'actif net		
Rentes (note 10)	870	887
Diminution nette de l'exercice (note 8)	(14)	(745)
Actif net disponible pour le service des prestations au début	14	759
Actif net disponible pour le service des prestations à la fin	–	14

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES MAIRES ET DES CONSEILLERS
DES MUNICIPALITÉS

État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite
de l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Ajustements au solde de début à la suite du dépôt d'une nouvelle évaluation actuarielle		
Gain actuariel	–	(367)
Modification des hypothèses actuarielles	–	(12)
	–	(379)
Évolution des obligations au cours de l'exercice		
Intérêts	240	260
Rentes	(870)	(887)
	(630)	(627)
Autres ajustements au cours de l'exercice		
Modification des hypothèses actuarielles	(194)	–
Diminution nette de l'exercice (note 8)	(824)	(1 006)
Obligations au titre des prestations de retraite au début	7 922	8 928
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 7)	7 098	7 922

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

**RÉGIMES DE RETRAITE DES MAIRES ET DES CONSEILLERS
DES MUNICIPALITÉS****Notes complémentaires
au 31 décembre 2018**

(Sauf indications contraires, les montants dans les notes sont en milliers de dollars canadiens (k\$).)

1. Description des régimes

Les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités se composent du Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM) et du Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM). Les fonds du RRMCM étant épuisés depuis novembre 2017, le RRMCM ne compte plus aucun actif, et l'obligation est désormais assurée par le RPSMCM selon les conditions applicables au RRMCM. Par conséquent, aucune transaction pour le RRMCM au cours de 2018 n'apparaît aux états financiers.

RÉGIME DE RETRAITE DES MAIRES ET DES CONSEILLERS DES MUNICIPALITÉS**RÉGIME DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES DES MAIRES ET DES CONSEILLERS
DES MUNICIPALITÉS**

La description des régimes fournie ci-dessous l'est à titre informatif. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ces régimes, les lecteurs devront se référer à la Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RLRQ, chapitre R-16) pour le RRMCM et au décret 26-2017 pour le RPSMCM.

a) Généralités

Retraite Québec est un organisme public exerçant des fonctions administratives. Elle administre ces régimes conformément aux lois désignées ci-dessus. Retraite Québec a son siège social dans la province de Québec, au Canada, soit au 2600, boulevard Laurier, à Québec.

En tant qu'administrateur, Retraite Québec prépare les états financiers de ces régimes pour approbation par le conseil d'administration. Ces états financiers ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration le 25 avril 2019.

Le RRMCM est un régime à cotisations déterminées offert aux membres du conseil d'une municipalité qui y ont adhéré en vertu d'un règlement adopté à cette fin. Depuis le 1^{er} janvier 1989, le droit de participer à ce régime a été aboli avec l'entrée en vigueur du Régime de retraite des élus municipaux (RLRQ, chapitre R-9.3).

Le RPSMCM, en vigueur depuis le 1^{er} octobre 2016, a été créé par le gouvernement afin d'assurer le paiement des prestations acquises au RRMCM.

Les régimes de pension agréés (RPA) ne sont pas assujettis aux impôts aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu. Cette loi prévoit des déductions à la fois pour les cotisations versées au RPA par les employés et les employeurs. Par contre, les régimes de prestations supplémentaires sont assujettis, puisqu'ils ne se définissent pas comme des régimes agréés, mais, étant donné qu'ils ne sont pas capitalisés, aucun impôt n'est exigé. Enfin, les prestations de ces régimes sont imposables au moment où elles sont versées.

b) Rentes de retraite

Une personne qui participait au RRMCM acquerrait le droit à une rente de retraite si elle avait au moins 60 ans, qu'elle avait accumulé au moins huit années de service et avait cessé d'être membre du conseil d'une municipalité. La prestation dépend de la somme des cotisations salariales et patronales accumulées avec intérêts au compte de la personne qui participait au RRMCM. La rente est viagère et elle n'est pas indexée en fonction de la hausse du coût de la vie.

c) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle recevait une rente de retraite depuis moins de 15 ans, sa conjointe ou son conjoint ou, à défaut, ses héritiers ont droit à la rente jusqu'à l'expiration de cette période de 15 ans ou, sur demande, à une somme égale à la valeur actuelle de la rente.

Si une personne décède avant la mise en paiement de sa rente après avoir atteint 60 ans, sa conjointe ou son conjoint ou, à défaut, ses héritiers ont droit à la rente jusqu'à l'expiration d'une période de 15 ans ou, sur demande, à une somme égale à la valeur actuelle de la rente.

d) Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les sommes nécessaires au paiement des prestations sont puisées dans le fonds particulier 395 confié à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ). Comme il a été mentionné précédemment, les fonds du RRMCM étant épuisés depuis novembre 2017, toutes les sommes payables en vertu du RRMCM sont maintenant des prestations payables en vertu du régime de prestations supplémentaires selon les mêmes modalités de versement et sont également puisées dans les fonds confiés à la CDPQ.

Les sommes nécessaires au paiement des frais d'administration sont assumées par le gouvernement et puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

2. Modalités de financement

En vertu de la Loi sur le régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (Loi sur le RRMCM), les cotisations des maires et des conseillers municipaux ainsi que celles des municipalités ont été déposées dans un fonds particulier confié à la CDPQ. Depuis l'abolition du droit de participer à ce régime le 1^{er} janvier 1989, il n'y a plus de cotisations en provenance du RRMCM déposées dans ce fonds. Ce fonds étant épuisé depuis novembre 2017, le RPSMCM assure le financement depuis cette date.

Le RPSMCM n'est pas capitalisé et les sommes requises pour financer les prestations de l'exercice sont à la charge des municipalités déterminées par le gouvernement et déposées dans un fonds particulier confié à la CDPQ.

3. Principales méthodes comptables**a) Base de préparation des états financiers**

Les états financiers du RRMCM et du RPSMCM ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou du changement de méthode comptable qui ne concernent pas son portefeuille de placements ni ses obligations au titre des prestations de retraite, les Normes internationales d'information financière (IFRS) sont utilisées.

b) Nouvelles normes comptables**Adoption d'une nouvelle norme comptable**

L'IFRS 9 – Instruments financiers remplace l'IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation. L'IFRS 9 précise que les actifs financiers doivent être évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur, et ce, suivant le modèle économique utilisé par l'entité pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue. En date du 1^{er} janvier 2018, soit la date de première application, cette norme a été appliquée de manière rétrospective sans retraitement de l'information comparative, tel que permis par la norme, et n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

Norme comptable publiée, mais pas encore entrée en vigueur

Aucune norme comptable publiée, mais non en vigueur n'a d'incidence sur les états financiers.

3. Principales méthodes comptables (suite)

c) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction de Retraite Québec ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels, sur la comptabilisation des revenus des fonds confiés à la CDPQ et des prestations ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Ces estimations sont révisées à chaque date de fin d'exercice, et les rajustements en découlant sont comptabilisés immédiatement dans l'exercice au cours duquel sont effectuées ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

d) Fonds confiés à la CDPQ

Les fonds confiés à la CDPQ sont investis par l'achat de divers types de placements selon la politique de placement désignée à la note 5. Ces fonds se composent principalement de dépôts à participation et de dépôts à vue. Les dépôts à participation se composent essentiellement de placements dans le portefeuille spécialisé « Valeurs à court terme ».

Les dépôts à participation du Fonds particulier 395 sont comptabilisés à la juste valeur établie par la CDPQ selon le nombre d'unités de participation (ci-après appelées « unités ») détenues par le régime. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la CDPQ attribue au fonds particulier les revenus nets de placement.

Les dépôts à vue au fonds général ainsi que les revenus de placement courus à recevoir sont comptabilisés au coût qui se rapproche de la juste valeur compte tenu de leur échéance rapprochée.

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La CDPQ établit la juste valeur du portefeuille spécialisé « Valeurs à court terme » à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net du portefeuille spécialisé « Valeurs à court terme » est établi à la juste valeur à l'aide de prix cotés sur des marchés actifs.

Lorsqu'il n'existe pas de prix cotés, la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation faisant appel à des données d'entrée observables ainsi qu'à des données d'entrée non observables. Le prix unitaire d'une unité de participation du portefeuille spécialisé « Valeurs à court terme » est établi en divisant l'actif net dudit portefeuille par le nombre d'unités en circulation. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

Revenus de placement

Les revenus nets de placement provenant du portefeuille spécialisé « Valeurs à court terme » sont comptabilisés en date de leur attribution au fonds particulier selon le nombre d'unités de participation détenues durant chacune des périodes.

Hiérarchie de la juste valeur

Les dépôts à participation à la CDPQ comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon la hiérarchie suivante, en fonction du plus bas niveau de données d'entrée importantes utilisées pour l'évaluation de la juste valeur :

- Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.
- Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 4. Au cours des exercices, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur.

e) Obligations au titre des prestations de retraite

Le RRMCM est un régime à cotisations déterminées. Toutefois, puisque les rentes sont viagères, l'obligation relative à celles-ci est déterminée selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par Retraite Québec. L'évaluation actuarielle réalisée pour les états financiers est produite tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Comme l'actif net disponible pour le service des prestations a été épuisé en novembre 2017, l'obligation du RRMCM est devenue une obligation du RPSMCM.

Chaque année, les actuaires signataires déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés aux régimes, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants des régimes. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

f) Cotisation des municipalités

La cotisation des municipalités est comptabilisée lors de la facturation annuelle. Les cotisations des municipalités perçues d'avance sont comptabilisées dans le poste « Cotisations des municipalités perçues d'avance ».

4. Fonds confiés à la CDPQ

Le tableau ci-dessous détaille les fonds confiés à la CDPQ.

	2018	2017
Dépôts à participation au Fonds particulier 395 à la CDPQ ¹		
Placements (note 4a)	780	805
Revenus de placement courus à recevoir	1	1
Dépôts à vue au fonds général	1	–
Montants à distribuer au RPSMCM (note 5)	(1)	(1)
	781	805
Dépôts à vue au fonds général	23	6
Revenus de placement courus à recevoir du fonds particulier	1	1
	805	812

1. Tous les dépôts à participation sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur de niveau 2. Le coût des dépôts à participation pour 2018 s'élève à 781 k\$ (806 k\$ pour 2017).

4. Fonds confiés à la CDPQ (suite)

a) Placements

Au 31 décembre, la juste valeur des placements se détaille comme suit :

	2018	2017
Placements		
Unités de participation du portefeuille spécialisé		
Revenu fixe		
Valeurs à court terme	780	805

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement

Aux fins de la gestion du capital, le capital du RRMCM est composé du capital du RPSMCM uniquement. Le capital du RPSMCM correspond aux cotisations versées chaque année par les municipalités. Ces cotisations représentent les montants requis pour assurer les prestations pour l'exercice.

La direction de Retraite Québec a doté le RPSMCM d'une politique de placement qui encadre les activités de placement à la CDPQ. Elle établit les objectifs de placement, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. L'horizon de placement du Fonds particulier 395 étant à très court terme, l'objectif de placement consiste à minimiser le risque absolu du fonds. Afin de conserver le niveau de risque minimal, Retraite Québec n'autorise pas une gestion active de la répartition des actifs.

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Entre autres choses, la CDPQ élabore et révisé périodiquement les politiques d'investissement du portefeuille spécialisé « Valeurs à court terme » qui visent l'encadrement du travail des gestionnaires du portefeuille. Une politique d'investissement distincte établit la stratégie, le type de gestion, les titres admissibles, les objectifs de rendement, l'indice de référence ainsi que les limites de risques et de concentration. Le tableau présenté à la section traitant du risque de marché détaille la concentration des placements du Fonds particulier 395 dans le portefeuille spécialisé « Valeurs à court terme ». Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Des équipes indépendantes et des comités internes sont responsables d'appuyer les employés des groupes d'investissement et d'établir les mécanismes de contrôle appropriés. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base.

La pierre angulaire de la politique de placement du Fonds particulier 395 est l'établissement d'un portefeuille de référence qui définit la répartition cible pour chacune des catégories d'investissement ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence.

La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence du Fonds particulier 395 influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel.

Au 31 décembre 2018, la composition du portefeuille réel et du portefeuille de référence du Fonds particulier 395, en pourcentage de l'actif net, ajusté des montants à distribuer au régime, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

Fonds particulier 395

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
Revenu fixe				
Valeurs à court terme	99,95	0,00	100,00	100,00
Autres	0,05			
	100,00		100,00	

La CDPQ mesure le risque de marché au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 95 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel pourrait dépasser dans 5 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille subirait si cet événement se reproduisait. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 95 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel pourraient excéder les estimations présentées.

Un historique de 3 000 jours d'observation des facteurs de risque est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'un mois.

Trois mesures du risque sont analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence.
- Le risque actif du portefeuille réel représente la possibilité que le Fonds particulier 395 dégage un rendement différent de celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier sont mesurés régulièrement.

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement (suite)

Risque de marché (suite)

Le risque absolu et le risque actif du Fonds particulier 395 découlent directement des risques absolus et des risques actifs du portefeuille spécialisé « Valeurs à court terme » dans lesquels le fonds particulier investit. Ainsi, ce fonds particulier est exposé aux risques de taux d'intérêt, d'écart de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier.

Le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du portefeuille réel du Fonds particulier 395, en pourcentage de l'actif net attribuable au détenteur de dépôts à participation, selon un niveau de confiance de 95 % et un historique de 3 000 jours, se présentent comme suit :

	2018			2017		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	0,2 %	0,2 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,00 %

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR du Fonds particulier 395.

Le portefeuille spécialisé « Valeurs à court terme » auquel le Fonds particulier 395 participe détient des instruments financiers libellés en dollars canadiens. Par conséquent, le Fonds particulier 395 n'est pas exposé au risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration du risque de crédit sont effectuées globalement par la CDPQ pour le portefeuille spécialisé « Valeurs à court terme » qu'elle gère au nom des déposants. L'information à ce sujet est disponible dans les états financiers de la CDPQ.

Le Fonds particulier 395 est exposé au risque de crédit découlant des investissements sous-jacents détenus par le portefeuille spécialisé « Valeurs à court terme ».

Risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés

Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés dans l'éventualité où la contrepartie serait incapable de respecter les conditions aux contrats. Toutefois, le Fonds particulier 395 demeure exposé au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des investissements sous-jacents détenus par le portefeuille spécialisé « Valeurs à court terme ».

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Le choix du portefeuille de référence a une incidence sur le risque de liquidité du Fonds particulier 395. Divers scénarios sont simulés afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur les liquidités de ce fonds particulier.

Lors de la gestion du risque de liquidité du Fonds particulier 395, la CDPQ tient compte de facteurs autres que les échéances des flux contractuels lorsqu'elle évalue les besoins en matière de flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, l'objectif d'investissement à long terme de ce fonds particulier est considéré lors de l'analyse des besoins de liquidité.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère le risque de liquidité et les besoins de financement.

Le sommaire des échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers du Fonds particulier 395 se détaille comme suit :

	2018				2017			
	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total
Passifs financiers								
Montants à distribuer au RPSMCM (note 4)	(1)	-	-	(1)	(1)	-	-	(1)

De plus, concernant l'actif net du Fonds particulier 395 attribuable au RPSMCM, le Règlement sur les conditions et modalités des dépôts, fonds et portefeuilles de la CDPQ prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de dépôts à participation détenues par le RPSMCM, soit un remboursement maximal pour le RPSMCM pour l'ensemble de ses unités de participation dans le portefeuille spécialisé « Valeurs à court terme » de la CDPQ de 15 M\$ plus le produit de 2 M\$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. L'annulation d'unités de participation non effectuée en raison de ce maximum est reportée au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la CDPQ.

6. Frais d'administration assumés par le gouvernement

Les frais liés à l'administration de ces régimes s'élèvent à 15 k\$ en 2018 (16 k\$ en 2017).

7. Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite du RRMCM sont établies à 7 098 k\$ (7 922 k\$ au 31 décembre 2017).

Dans le cadre de la dernière évaluation actuarielle du RRMCM produite conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires signataires ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à 8 549 k\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2016. Ces résultats ont été reflétés dans l'état de l'évolution des obligations de l'exercice clos le 31 décembre 2017 par un ajustement au solde de début. Puisqu'il y a eu un transfert des obligations du RRMCM vers le RPSMCM en 2017, la prochaine évaluation actuarielle couvrira le RPSMCM et devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2019, et les résultats seront pris en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Pour l'évaluation actuarielle du RRMCM, les hypothèses retenues par Retraite Québec sont celles jugées les plus probables par les actuaires signataires dans l'année au cours de laquelle l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

En 2018, les obligations au titre des prestations de retraite ont été déterminées avec un taux d'actualisation de 3,6 % (3,2 % en 2017).

Selon les résultats de la plus récente évaluation actuarielle, une baisse de 20 points de base du taux d'actualisation aurait pour effet de faire augmenter de 1,5 % les obligations au titre des prestations de retraite, alors qu'une hausse de 20 points de base aurait pour effet de les faire diminuer de 1,4 %.

8. Déficit de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite

	2018	2017
Déficit au début	(7 908)	(8 169)
Augmentation (diminution) de l'actif net disponible pour le service des prestations		
RRMCM	–	(759)
RPSMCM	(14)	14
	(14)	(745)
(Augmentation) diminution des obligations au titre des prestations de retraite		
RRMCM	–	8 928
RPSMCM	824	(7 922)
	824	1 006
Déficit à la fin	(7 098)	(7 908)

9. Revenus de placement des dépôts à participation à la CDPQ

Les revenus de placement se détaillent comme suit :

	2018	2017
Revenus de placement		
Revenus nets de placement du fonds particulier		
RRMCM	–	1
RPSMCM	14	5
	14	6
Modification de la juste valeur		
Gains nets (pertes nettes) réalisés		
Activités de rendement absolu		
RRMCM	–	(31)
RPSMCM	–	9
	–	(22)
Gains nets non réalisés		
Activités de rendement absolu		
RRMCM	–	22
	–	–
	14	6

10. Rentes

Les rentes se détaillent comme suit :

	2018	2017
Rentes de retraite		
RRMCM	–	721
RPSMCM	832	131
	832	852
Rentes de survivants		
RRMCM	–	30
RPSMCM	38	5
	38	35
	870	887

RETRAITE QUÉBEC

**RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS EN FONCTION
AU CENTRE HOSPITALIER CÔTE-DES-NEIGES****États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018****RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers**Opinion**

J'ai effectué l'audit des états financiers du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges (« régime »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du régime au 31 décembre 2018, ainsi que de l'évolution de son actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de ses obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante du régime conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance
à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du régime à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le régime ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du régime.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du régime;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du régime à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le régime à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 25 avril 2019

RETRAITE QUÉBEC

**RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS EN FONCTION
AU CENTRE HOSPITALIER CÔTE-DES-NEIGES**

**État de la situation financière
au 31 décembre 2018**
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Actif		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 4)	88 028	86 931
Sommes à recevoir des prestataires	–	1
	88 028	86 932
Actif net disponible pour le service des prestations	88 028	86 932
Obligations au titre des prestations de retraite (note 7)	22 690	23 900
Excédent de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite (note 8)	65 338	63 032

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil
d'administration,

La présidente du comité
de vérification,

Le président-directeur
général,

Richard Fortier
IAS.A, FICA, CFA

Ginette Fortin
FCPA, FCGA

Michel Després
ASC

RETRAITE QUÉBEC

**RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS EN FONCTION
AU CENTRE HOSPITALIER CÔTE-DES-NEIGES**

**État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations
de l'exercice clos le 31 décembre 2018**
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Augmentation de l'actif net		
Cotisations salariales au titre des services passés	–	2
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Revenus de placement (note 9)	2 508	2 318
Modification de la juste valeur (note 9)	677	2 824
Intérêts sur les dépôts à vue au fonds général	1	1
	3 186	5 143
	3 186	5 145
Diminution de l'actif net		
Rentes (note 10)	2 090	2 177
Augmentation nette de l'exercice (note 8)	1 096	2 968
Actif net disponible pour le service des prestations au début	86 932	83 964
Actif net disponible pour le service des prestations à la fin	88 028	86 932

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

**RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS EN FONCTION
AU CENTRE HOSPITALIER CÔTE-DES-NEIGES**

**État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite
de l'exercice clos le 31 décembre 2018**
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Ajustements au solde de début à la suite du dépôt d'une nouvelle évaluation actuarielle		
Gain actuariel	(940)	–
Modification des hypothèses actuarielles	936	–
	(4)	–
Évolution des obligations au cours de l'exercice		
Intérêts	1 074	1 205
Prestations constituées	–	14
Rentes	(2 090)	(2 177)
	(1 016)	(958)
Autres ajustements au cours de l'exercice		
Modification des hypothèses actuarielles (note 7)	(190)	(309)
Diminution nette de l'exercice (note 8)	(1 210)	(1 267)
Obligations au titre des prestations de retraite au début	23 900	25 167
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 7)	22 690	23 900

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

**RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS EN FONCTION
AU CENTRE HOSPITALIER CÔTE-DES-NEIGES****Notes complémentaires
au 31 décembre 2018**

(Sauf indications contraires, les montants dans les notes sont en milliers de dollars canadiens (k\$).)

**1. Description du Régime de retraite des employés en fonction
au Centre hospitalier Côte-des-Neiges (RRHCN)**

La description du RRHCN fournie ci-dessous l'est à titre informatif. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à l'arrêté en conseil 397-78 du gouvernement du Québec, aux décrets 2497-81, 736-96, 1170-97 et 1595-97 ainsi qu'aux C.T. 195630 du 12 décembre 2000 et C.T. 197248 du 13 novembre 2001.

a) Généralités

Retraite Québec est un organisme public exerçant des fonctions administratives. Elle administre le RRHCN conformément aux décrets désignés ci-dessus. Retraite Québec a son siège social dans la province de Québec, au Canada, soit au 2600, boulevard Laurier, à Québec.

En tant qu'administrateur, Retraite Québec prépare les états financiers du RRHCN pour approbation par le conseil d'administration. Ces états financiers ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration le 25 avril 2019. Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert à certains employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges et dans certains autres centres hospitaliers.

Les régimes de pension agréés (RPA) ne sont pas assujettis aux impôts aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu. Cette loi prévoit des déductions à la fois pour les cotisations versées au RPA par les employés et les employeurs. Enfin, les prestations de ces régimes sont imposables au moment où elles sont versées.

b) Rentes de retraite

Les personnes qui participent au RRHCN acquièrent le droit à une rente de retraite à 60 ans si elles comptent cinq années de service ou plus, ou à 55 ans si elles comptent 30 années de service ou plus. Elles acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle à 50 ans si elles comptent au moins cinq années de service.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des six années consécutives les mieux rémunérées par 2 % par année de service crédité (35 années de service crédité maximum).

Elle est réduite à 65 ans pour chaque année de service crédité jusqu'à concurrence de 35 années, de 0,7 % du salaire moyen, sans excéder la moyenne du maximum des gains admissibles au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9) de l'année de la retraite et des deux précédentes.

c) Prestations d'invalidité

Une prestation d'invalidité est payable à la personne participant au régime devenue invalide et comptant plus de cinq années de service crédité. Celle-ci est calculée comme une rente régulière en fonction du nombre d'années de service crédité accumulées au RRHCN. De plus, si une personne devient invalide avant 60 ans, elle a droit au plus élevé des montants suivants : une allocation de cessation d'emploi correspondant à un mois de salaire par année de service ou le remboursement de ses cotisations avec intérêts.

d) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RRCHCN ou qu'elle y participait et comptait au moins cinq années de service, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 50 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir. Chaque enfant à charge a droit à une rente égale à 10 % de cette rente de retraite, sans que le total excède 40 % de celle-ci, si une rente de conjoint survivant est versée, ou à 20 %, sans que le total excède 80 %, si aucune rente de conjoint survivant n'est versée.

Si, au moment du décès, la personne qui participait au régime comptait moins de cinq années de service, sa conjointe ou son conjoint ou, à défaut, ses héritiers ont droit au remboursement des cotisations qu'elle avait versées, avec intérêts.

De plus, la personne sans conjoint survivant ni enfant à charge, ou lorsque toutes les personnes qui recevaient une rente payable en vertu du RRCHCN décèdent ou cessent d'y avoir droit et qu'aucun autre montant ne peut leur être versé, les héritiers ont droit au plus élevé entre les cotisations versées plus intérêts et un montant égal à cinq fois la rente de retraite annuelle à laquelle la personne avait droit ou aurait eu droit à la date de son décès, déduction faite de toute somme versée.

e) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RRCHCN sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie.

f) Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les sommes nécessaires au paiement des prestations sont puisées dans le fonds particulier 373 confié à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), et les sommes nécessaires au paiement des frais d'administration sont assumées par le gouvernement et puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

2. Modalités de financement

Les cotisations salariales et patronales ont été déposées dans un fonds particulier confié à la CDPQ. Étant donné qu'il n'y a plus de participants actifs, aucune cotisation n'est déposée dans ce fonds. L'actif net disponible pour le service des prestations permet de couvrir l'ensemble des prestations futures du RRCHCN. Les dispositions de l'arrêté en conseil 397-78, qui institue le régime, ne précisent pas la propriété et l'utilisation de l'excédent d'actif.

3. Principales méthodes comptables**a) Base de préparation des états financiers**

Les états financiers du RRCHCN ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou du changement de méthode comptable qui ne concernent pas son portefeuille de placements ni ses obligations au titre des prestations de retraite, les Normes internationales d'information financière (IFRS) sont utilisées.

b) Nouvelles normes comptables**Adoption d'une nouvelle norme comptable**

L'IFRS 9 – Instruments financiers remplace l'IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation. L'IFRS 9 précise que les actifs financiers doivent être évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur, et ce, suivant le modèle économique utilisé par l'entité pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue. En date du 1^{er} janvier 2018, soit la date de première application, cette norme a été appliquée de manière rétrospective sans retraitement de l'information comparative, tel que permis par la norme, et n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

3. Principales méthodes comptables (suite)

b) Nouvelles normes comptables (suite)

Norme comptable publiée, mais pas encore entrée en vigueur

Aucune norme comptable publiée, mais non en vigueur n'a d'incidence sur les états financiers.

c) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction de Retraite Québec ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels, sur la comptabilisation des revenus des fonds confiés à la CDPQ, des prestations et transferts ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Ces estimations sont révisées à chaque date de fin d'exercice, et les rajustements en découlant sont comptabilisés immédiatement dans l'exercice au cours duquel sont effectuées ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

d) Fonds confiés à la CDPQ

Les fonds confiés à la CDPQ sont investis par l'achat de divers types de placements selon la politique de placement désignée à la note 5. Ces fonds se composent principalement de dépôts à participation et de dépôts à vue. Les dépôts à participation se composent essentiellement de placements dans des portefeuilles spécialisés.

Les dépôts à participation du Fonds particulier 373 appartenant au RRCHCN sont comptabilisés à la juste valeur établie par la CDPQ selon le nombre d'unités de participation (ci-après appelées « unités ») détenues par le régime. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier au début de chaque mois.

À la clôture de chaque mois, la CDPQ attribue au fonds particulier les revenus nets de placement. Les dépôts à vue au fonds général ainsi que les revenus de placement courus à recevoir sont comptabilisés au coût qui se rapproche de la juste valeur compte tenu de leur échéance rapprochée.

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La CDPQ établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur à l'aide de prix cotés sur des marchés actifs. Lorsqu'il n'existe pas de prix cotés, la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation faisant appel à des données d'entrée observables ainsi qu'à des données d'entrée non observables. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'actif net dudit portefeuille par le nombre d'unités en circulation. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

Revenus de placement

Les revenus nets de placement provenant de chaque portefeuille spécialisé sont comptabilisés en date de leur attribution au fonds particulier selon le nombre d'unités de participation détenues durant chacune des périodes. Les revenus attribués au Fonds particulier 373 sont, par la suite, comptabilisés dans les fonds confiés à la CDPQ selon la proportion détenue par le RRCHCN dans ce fonds particulier.

Les revenus tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus des placements sous-jacents.

Hiérarchie de la juste valeur

Les dépôts à participation à la CDPQ comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon la hiérarchie suivante, en fonction du plus bas niveau de données d'entrée importantes utilisées pour l'évaluation de la juste valeur :

- Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.
- Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 4. Au cours des exercices, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur.

e) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par Retraite Québec. L'évaluation actuarielle réalisée pour les états financiers du RRCHCN est produite tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente.

Chaque année, les actuaires signataires déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés au régime, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants du régime. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

4. Fonds confiés à la CDPQ

Le tableau ci-dessous détaille les fonds confiés à la CDPQ.

	2018	2017
Dépôts à participation au Fonds particulier 373 à la CDPQ ¹		
Placements (note 4a)	87 358	86 400
Revenus de placement courus à recevoir	642	517
Dépôts à vue au fonds général	21	18
Passifs relatifs aux placements (note 4a)	–	(19)
Montants à distribuer au RRCHCN (note 5)	(702)	(516)
	87 319	86 400
Dépôts à vue au fonds général	7	15
Revenus de placement courus à recevoir du fonds particulier	702	516
	88 028	86 931

1. Tous les dépôts à participation sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur de niveau 2. Le coût des dépôts à participation pour 2018 s'élève à 73 096 k\$ (71 716 k\$ pour 2017).

4. Fonds confiés à la CDPQ (suite)

a) Placements et passifs relatifs aux placements

Au 31 décembre, la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements se détaille comme suit :

	2018	2017
Placements		
Unités de participation de portefeuilles spécialisés		
Revenu fixe		
Taux	27 373	28 486
Crédit	20 418	19 634
Obligations à rendement réel	1 175	1 247
Valeurs à court terme	25	41
	48 991	49 408
Actifs réels		
Immeubles	9 087	8 563
Infrastructures	6 041	4 511
	15 128	13 074
Actions		
Marchés boursiers	15 342	16 499
Placements privés	7 279	6 848
	22 621	23 347
Activités de rendement absolu		
Stratégies actives de superposition	151	171
Répartition de l'actif	466	400
	617	571
Quote-part nette des activités du fonds général	1	–
Total des placements	87 358	86 400
Passifs relatifs aux placements		
Quote-part nette des activités du fonds général (note 5)	–	19
Total des passifs relatifs aux placements	–	19

b) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun investissement initial ou qui en requièrent très peu et qui sont réglés à une date future.

La CDPQ effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de marché ou à des fins discrétionnaires. La CDPQ a recours aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'instruments financiers basés sur un indice boursier, un indice de défaillance de crédit ou un panier d'actions d'obligations ou de devises. Le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé à la clôture de chaque mois.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Le tableau suivant présente la juste valeur ainsi que le montant nominal de référence des instruments financiers dérivés :

	2018			2017		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif	
Marchés hors cote						
Dérivés sur actions						
Contrats d'échange de rendement liés aux placements moins liquides	–	–	1 509	–	–	2 395
Total des instruments financiers dérivés	–	–	1 509	–	–	2 395

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement

Aux fins de la gestion du capital, le capital du RRCHCN est constitué de l'actif net disponible pour le service des prestations. Au 31 décembre 2018, il s'élève à 88 028 k\$ (86 932 k\$ au 31 décembre 2017). Le RRCHCN n'est assujéti à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe.

Les fonds confiés à la CDPQ, dont les sommes investies en dépôts à participation du Fonds particulier 373, comprennent à la fois le capital du RRCHCN et celui des régimes de retraite particuliers (RRP) depuis le 1^{er} juillet 2017. La direction de Retraite Québec a doté le RRCHCN et les RRP d'une politique de placement qui encadre les activités de placement de la CDPQ. Elle établit pour ces régimes les objectifs de placement, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. La politique de placement vise à obtenir un taux de rendement optimal tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par la direction de Retraite Québec dans le but de permettre aux régimes d'assurer le paiement des prestations actuelles et futures prévues par les dispositions de ces régimes.

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités, selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Entre autres choses, la CDPQ élabore et révise périodiquement les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés qui visent l'encadrement du travail des gestionnaires de ces portefeuilles. Une politique d'investissement distincte établit la stratégie, le type de gestion, les titres admissibles, les objectifs de rendement, l'indice de référence ainsi que les limites de risques et de concentration. Le tableau présenté à la section traitant du risque de marché détaille la concentration des placements du Fonds particulier 373 dans les portefeuilles spécialisés. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Des équipes indépendantes et des comités internes sont responsables d'appuyer les employés des groupes d'investissement et d'établir les mécanismes de contrôle appropriés. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement (suite)

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. La politique de placement du Fonds particulier 373 permet d'utiliser des instruments financiers dérivés à des fins discrétionnaires ou aux fins de la gestion des risques de marché.

La pierre angulaire de la politique de placement du Fonds particulier 373 est l'établissement d'un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence.

La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence du Fonds particulier 373 influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée par la CDPQ le premier jour de chaque mois. Advenant un dépassement des limites établies par catégorie d'investissement, la CDPQ avise les représentants du RRCHCN et prend les mesures appropriées afin de respecter les limites permises.

Au 31 décembre 2018, la composition du portefeuille réel et du portefeuille de référence du Fonds particulier 373, en pourcentage de l'actif net, ajusté des montants à distribuer aux détenteurs du fonds particulier, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

Fonds particulier 373

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
Revenu fixe				
Taux	31,29	28,00	33,00	40,00
Crédit	23,49	17,00	22,00	29,00
Obligations à rendement réel	1,33	0,00	1,50	5,00
Valeurs à court terme	0,03	0,00	1,00	7,00
	56,14	49,50	57,50	71,50
Actifs réels				
Immeubles	10,32	7,00	10,00	13,00
Infrastructures	6,92	3,00	6,00	9,00
	17,24	11,00	16,00	21,00
Actions				
Marchés boursiers	17,48	9,00	19,00	27,00
Placements privés	8,42	4,50	7,50	10,50
	25,90	14,50	26,50	34,50
Activités de rendement absolu				
Stratégies actives de superposition	0,19	0,00	0,00	0,50
Répartition de l'actif	0,53	0,00	0,00	1,00
	0,72	0,00	0,00	1,50
	100,00		100,00	

La CDPQ mesure le risque de marché au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 95 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel pourrait dépasser dans 5 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille subirait si cet événement se reproduisait. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 95 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel pourraient excéder les estimations présentées.

Un historique de 3 000 jours d'observation des facteurs de risque est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'un mois.

Trois mesures du risque sont analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence.
- Le risque actif du portefeuille réel représente la possibilité que le Fonds particulier 373 dégage un rendement différent de celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif du Fonds particulier 373 découlent directement des risques absolus et des risques actifs de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels le fonds particulier investit. Ainsi, ce fonds particulier est exposé aux risques de taux d'intérêt, d'écart de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier.

Le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du portefeuille réel du Fonds particulier 373, en pourcentage de l'actif net attribuable au détenteur de dépôts à participation selon un niveau de confiance de 95 % et un historique de 3 000 jours, se présentent comme suit :

	2018			2017		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	9,4 %	9,6 %	1,8 %	9,4 %	9,6 %	1,5 %

5. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement (suite)

Risque de marché (suite)

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR du Fonds particulier 373.

Les portefeuilles spécialisés auxquels le Fonds particulier 373 participe détiennent des instruments financiers libellés en dollars canadiens ou en devises. Certains portefeuilles spécialisés peuvent se couvrir en partie contre les fluctuations de devises.

L'exposition nette aux devises du Fonds particulier 373, y compris les investissements sous-jacents en devises détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net, se détaille comme suit :

	2018	2017
Dollar canadien	64 %	69 %
Dollar américain	17 %	15 %
Euro	4 %	4 %
Livre sterling	3 %	2 %
Autres devises	12 %	10 %
	100 %	100 %

Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration du risque de crédit sont effectuées globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère au nom des déposants. L'information à ce sujet est disponible dans les états financiers de la CDPQ.

Le Fonds particulier 373 est exposé au risque de crédit découlant des investissements sous-jacents détenus par les portefeuilles spécialisés.

Risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés

Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés dans l'éventualité où la contrepartie serait incapable de respecter les conditions aux contrats.

Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition du Fonds particulier 373 sont des contrats de gré à gré avec la CDPQ. Par conséquent, le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés est faible. Toutefois, ce fonds particulier demeure exposé au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des investissements sous-jacents détenus par les portefeuilles spécialisés.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Le choix du portefeuille de référence a une incidence sur le risque de liquidité du Fonds particulier 373. Divers scénarios sont simulés afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur les liquidités de ce fonds particulier.

Lors de la gestion du risque de liquidité du Fonds particulier 373, la CDPQ tient compte de facteurs autres que les échéances des flux contractuels lorsqu'elle évalue les besoins en matière de flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, l'objectif d'investissement à long terme de ce fonds particulier est considéré lors de l'analyse des besoins de liquidité.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère le risque de liquidité et les besoins de financement.

Le sommaire des échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers du Fonds particulier 373 se détaille comme suit :

	2018				2017			
	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total
Passifs financiers								
Montants à distribuer au RRCHCN (note 4)	(702)	–	–	(702)	(516)	–	–	(516)
Passifs relatifs aux placements (note 4a)	–	–	–	–	–	–	(19)	(19)
	(702)	–	–	(702)	(516)	–	(19)	(535)

De plus, concernant l'actif net du Fonds particulier 373 attribuable au RRCHCN, le Règlement prévoit des limites mensuelles d'annulation pour les unités de dépôts à participation détenues par le RRCHCN, soit un remboursement maximal pour le RRCHCN pour l'ensemble de ses unités de participation dans tous les portefeuilles spécialisés de la CDPQ de 15 M\$ plus le produit de 2 M\$ multiplié par le nombre de mois écoulés depuis la réception de l'avis de retrait. L'annulation d'unités de participation non effectuée en raison de ce maximum est reportée au premier jour du mois suivant, au fur et à mesure que cette limite le permet. Ces limites ont pour objectif d'effectuer une gestion optimale et globale des liquidités de la CDPQ.

6. Frais d'administration assumés par le gouvernement

Les frais liés à l'administration de ce régime s'élèvent à 10 k\$ en 2018 et en 2017.

7. Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite du RRCHCN sont établies à 22 690 k\$ au 31 décembre 2018 (23 900 k\$ au 31 décembre 2017).

Dans le cadre de la dernière évaluation actuarielle produite conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires signataires ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à 23 896 k\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2017. Ces résultats ont été reflétés dans l'état de l'évolution des obligations de l'exercice clos le 31 décembre 2018 par un ajustement au solde de début. La prochaine évaluation actuarielle devrait être produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2020, et les résultats seront pris en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Pour cette évaluation actuarielle, les hypothèses retenues par Retraite Québec sont celles jugées les plus probables par les actuaires signataires dans l'année au cours de laquelle l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les obligations ont été ajustées à la baisse de 190 k\$ (309 k\$ au 31 décembre 2017) après le dépôt des évaluations afin de tenir compte principalement de la révision des hypothèses économiques.

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite sont les suivantes :

	2018		2017	
	Années d'application			
	2018 à 2028	2029 et suivantes	2015 à 2027	2028 et suivantes
Taux d'inflation	2,05 %	2,20 %	2,05 %	2,20 %
Taux d'actualisation	4,85 %	5,00 %	5,15 %	5,30 %
Taux d'augmentation des salaires	s. o.	s. o.	2,20 %	2,70 %

Selon les résultats de la plus récente évaluation actuarielle, une baisse de 20 points de base du taux d'actualisation aurait pour effet de faire augmenter de 1,7 % les obligations au titre des prestations de retraite, alors qu'une hausse de 20 points de base aurait pour effet de les faire diminuer de 1,7 %.

8. Excédent de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite

	2018	2017
Excédent au début	63 032	58 797
Augmentation de l'actif net disponible pour le service des prestations	1 096	2 968
Diminution des obligations au titre des prestations de retraite	1 210	1 267
Excédent à la fin	65 338	63 032

9. Revenus de placement des dépôts à participation à la CDPQ

Les revenus de placement se détaillent comme suit :

	2018	2017
Revenus de placement		
Revenus (pertes) nets de placement du fonds particulier		
Revenu fixe	1 574	1 222
Actifs réels	210	242
Actions	708	864
Activités de rendement absolu	16	(10)
	2 508	2 318
Modification de la juste valeur		
Gains (pertes) nets réalisés à la vente de placements		
Revenu fixe	182	325
Actifs réels	137	276
Actions	855	750
Activités de rendement absolu	(25)	(724)
	1 149	627
Gains (pertes) nets non réalisés		
Revenu fixe	(718)	(135)
Actifs réels	864	541
Actions	(642)	1 231
Activités de rendement absolu	24	560
	(472)	2 197
	677	2 824

10. Rentes

Les rentes se détaillent comme suit :

	2018	2017
Rentes de retraite	1 851	1 938
Rentes de survivants	239	239
	2 090	2 177

RETRAITE QUÉBEC RÉGIMES DE RETRAITE PARTICULIERS

États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers des régimes de retraite particuliers (« régimes »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des régimes au 31 décembre 2018, ainsi que de l'évolution de leur actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de leurs obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante des régimes conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité des régimes à poursuivre leur exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider les régimes ou de cesser leur activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière des régimes.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne des régimes;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité des régimes à poursuivre leur exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener les régimes à cesser leur exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 25 avril 2019

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE PARTICULIERS

État de la situation financière
au 31 décembre 2018
(en dollars canadiens)

	2018	2017
Actif		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 3)	809 067	843 807
Sommes détenues par Retraite Québec	2 930	2 642
	811 997	846 449
Actif net disponible pour le service des prestations (note 6)	811 997	846 449
Obligations au titre des prestations de retraite (note 6)	547 600	571 700
Excédent de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite (note 7)	264 397	274 749

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil
d'administration,

La présidente du comité
de vérification,

Le président-directeur
général,

Richard Fortier
IAS.A, FICA, CFA

Ginette Fortin
FCPA, FCGA

Michel Després
ASC

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE PARTICULIERS

**État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations
de l'exercice clos le 31 décembre 2018**
(en dollars canadiens)

	2018	2017
Augmentation de l'actif net		
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Revenus de placement (note 8)	23 517	23 958
Modification de la juste valeur (note 8)	6 437	33 998
Intérêts sur les dépôts à vue au fonds général	33	23
	29 987	57 979
Diminution de l'actif net		
Rentes de retraite	64 439	64 439
Diminution nette de l'exercice (note 7)	(34 452)	(6 460)
Actif net disponible pour le service des prestations au début	846 449	852 909
Actif net disponible pour le service des prestations à la fin (note 6)	811 997	846 449

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE PARTICULIERS

État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite
de l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en dollars canadiens)

	2018	2017
Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent		
Ajustements au solde de début à la suite du dépôt d'une nouvelle évaluation actuarielle		
Perte actuarielle	10 419	9 304
Modification des hypothèses actuarielles	400	34 500
	10 819	43 804
Évolution des obligations au cours de l'exercice		
Intérêts	22 526	26 641
Rentes de retraite	(54 245)	(54 245)
	(31 719)	(27 604)
Augmentation (diminution) nette de l'exercice (note 7)	(20 900)	16 200
Obligations au titre des prestations de retraite au début	527 700	511 500
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 6)	506 800	527 700
Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount		
Ajustements au solde de début à la suite du dépôt d'une nouvelle évaluation actuarielle		
Perte actuarielle	5 243	4 755
Modification des hypothèses actuarielles	–	1 400
	5 243	6 155
Évolution des obligations au cours de l'exercice		
Intérêts	1 751	2 239
Rentes de retraite	(10 194)	(10 194)
	(8 443)	(7 955)
Diminution nette de l'exercice (note 7)	(3 200)	(1 800)
Obligations au titre des prestations de retraite au début	44 000	45 800
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 6)	40 800	44 000

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE PARTICULIERS

Notes complémentaires au 31 décembre 2018

(Sauf indications contraires, les montants dans les notes sont en dollars canadiens.)

1. Description des régimes

Les régimes de retraite particuliers (RRP) se composent du Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent et du Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount.

RÉGIME DE RETRAITE DES ANCIENS EMPLOYÉS DE LA VILLE DE SAINT-LAURENT

RÉGIME DE RETRAITE DES ANCIENS EMPLOYÉS DE LA CITÉ DE WESTMOUNT

La description des régimes de retraite particuliers fournie ci-dessous l'est à titre informatif. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant le Régime des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent, les lecteurs devront se référer au décret 842-82 du gouvernement du Québec et, pour le Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount, au décret 2174-84 du gouvernement du Québec.

a) Généralités

Retraite Québec est un organisme public exerçant des fonctions administratives. Elle administre ces régimes conformément aux décrets désignés ci-dessus. Retraite Québec a son siège social dans la province de Québec, au Canada, soit au 2600, boulevard Laurier, à Québec.

En tant qu'administrateur, Retraite Québec prépare les états financiers de ces régimes pour approbation par le conseil d'administration. Ces états financiers ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration le 25 avril 2019.

Il s'agit de régimes à prestations déterminées offerts aux anciens employés du réseau de la santé et des services sociaux de la Ville de Saint-Laurent intégrés depuis le 19 septembre 1976 à une fonction à laquelle s'appliquait le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), et aux employés de la Cité de Westmount qui participaient au régime général de retraite de la Cité de Westmount et qui ont été intégrés à une fonction à laquelle s'appliquait le RREGOP le 1^{er} avril 1976.

Les régimes de pension agréés (RPA) ne sont pas assujettis aux impôts aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu. Cette loi prévoit des déductions à la fois pour les cotisations versées au RPA par les employés et les employeurs. Enfin, les prestations de ces régimes sont imposables au moment où elles sont versées.

b) Rentes de retraite et prestations de survivants

Pour le Régime des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent, la rente de retraite a été calculée d'après le salaire admissible moyen des trois années consécutives les mieux rémunérées multiplié par 2,5 % par année de service. En cas de décès, la conjointe ou le conjoint ou, à défaut, les héritiers d'un prestataire ont droit au remboursement des cotisations versées, sans intérêts, déduction faite des sommes déjà versées à titre de rente.

Pour le Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount, la rente de retraite a été calculée d'après le salaire admissible moyen des sept années consécutives les mieux rémunérées, multiplié par 1,67 % par année de service. En cas de décès, la conjointe ou le conjoint ou, à défaut, les héritiers d'un prestataire depuis moins de cinq ans, ont droit à la rente jusqu'à l'expiration de cette période de cinq ans ou à la valeur actuelle de celle-ci.

c) Indexation des rentes

Les rentes versées par ces régimes ne sont pas indexées.

d) Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les sommes nécessaires au paiement des prestations sont puisées dans le fonds particulier 373 confié à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) et les sommes nécessaires au paiement des frais d'administration sont assumées par le gouvernement et puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

e) Modalités de financement

Les cotisations salariales et patronales ont été déposées dans un fonds particulier à la CDPQ. Étant donné qu'il n'y a plus de participants actifs, aucune cotisation n'est déposée dans ce fonds. Ainsi, ce fonds assure le financement des prestations des régimes particuliers.

2. Principales méthodes comptables**a) Base de préparation des états financiers**

Les états financiers des RRP ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou du changement de méthode comptable qui ne concernent pas leur portefeuille de placement ni leurs obligations au titre des prestations de retraite, les Normes internationales d'information financière (IFRS) sont utilisées.

b) Nouvelles normes comptables**Adoption d'une nouvelle norme comptable**

L'IFRS 9 – Instruments financiers remplace l'IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation. L'IFRS 9 précise que les actifs financiers doivent être évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur, et ce, suivant le modèle économique utilisé par l'entité pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue. En date du 1^{er} janvier 2018, soit la date de première application, cette norme a été appliquée de manière rétrospective sans retraitement de l'information comparative, tel que permis par la norme, et n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

Norme comptable publiée, mais pas encore entrée en vigueur

Aucune norme comptable publiée, mais non en vigueur n'a d'incidence sur les états financiers.

c) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction de Retraite Québec ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels, sur la comptabilisation des revenus des fonds confiés à la CDPQ, des rentes ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Ces estimations sont révisées à chaque date de fin d'exercice, et les rajustements en découlant sont comptabilisés immédiatement dans l'exercice au cours duquel sont effectuées ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

2. Principales méthodes comptables (suite)

d) Fonds confiés à la CDPQ

Les fonds confiés à la CDPQ sont investis par l'achat de divers types de placements selon la politique de placement désignée à la note 4. Ces fonds se composent principalement de dépôts à participation et de dépôts à vue. Les dépôts à participation se composent essentiellement de placements dans des portefeuilles spécialisés.

Afin de répondre aux besoins spécifiques des RRP, les fonds confiés à la CDPQ ont été transférés le 1^{er} juillet 2017 du Fonds particulier 303 au Fonds particulier 373.

Les dépôts à participation du Fonds particulier 373 (303 jusqu'au 30 juin 2017) appartenant aux RRP sont comptabilisés à la juste valeur établie par la CDPQ selon le nombre d'unités de participation (ci-après appelées « unités ») détenues par les régimes. Ces unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la CDPQ, à la juste valeur de l'actif net du fonds particulier au début de chaque mois. À la clôture de chaque mois, la CDPQ attribue au fonds particulier les revenus nets de placement. Les dépôts à vue au fonds général (avances) ainsi que les revenus de placement courus à recevoir sont comptabilisés au coût qui se rapproche de la juste valeur compte tenu de leur échéance rapprochée.

La juste valeur est définie comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La CDPQ établit la juste valeur dans chaque portefeuille spécialisé à la fin de la période en fonction de la juste valeur de l'actif net qu'il détient à cette date. L'actif net des portefeuilles spécialisés est établi à la juste valeur à l'aide de prix cotés sur des marchés actifs. Lorsqu'il n'existe pas de prix cotés, la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation faisant appel à des données d'entrée observables ainsi qu'à des données d'entrée non observables. Le prix unitaire d'une unité de participation dans un portefeuille spécialisé est établi en divisant l'actif net dudit portefeuille par le nombre d'unités en circulation. Les achats et les ventes de dépôts à participation sont comptabilisés à la date du règlement.

Revenus de placement

Les revenus nets de placement provenant de chaque portefeuille spécialisé sont comptabilisés en date de leur attribution au fonds particulier selon le nombre d'unités de participation détenues durant chacune des périodes. Les revenus attribués au Fonds particulier 373 (303 jusqu'au 30 juin 2017) sont, par la suite, comptabilisés dans les fonds confiés à la CDPQ selon la proportion détenue par les RRP dans ce fonds particulier.

Les revenus tirés des instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus des placements sous-jacents.

Hiérarchie de la juste valeur

Les dépôts à participation à la CDPQ comptabilisés à la juste valeur à l'état de la situation financière sont classés selon la hiérarchie suivante, en fonction du plus bas niveau de données d'entrée importantes utilisées pour l'évaluation de la juste valeur :

- Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur les prix observables (non ajustés) sur des marchés actifs auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont observables, soit directement ou indirectement.
- Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument financier est effectué à l'aide de techniques d'évaluation dont les données d'entrée importantes sont non observables. Ce niveau inclut les instruments financiers dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté de manière importante pour refléter les caractéristiques propres à l'instrument financier évalué et les données de marché disponibles.

Le classement entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument financier et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque exercice. Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 3. Au cours des exercices, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur.

e) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par Retraite Québec. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

3. Fonds confiés à la CDPQ

Le tableau ci-dessous détaille les fonds confiés à la CDPQ.

	2018	2017
Dépôts à participation au fonds particulier à la CDPQ ¹		
Placements (note 3a)	802 968	851 041
Revenus de placement courus à recevoir	5 900	5 092
Dépôts à vue au fonds général	195	176
Passifs relatifs aux placements (note 3a)	–	(185)
Montants à distribuer aux RRP (note 4)	(6 456)	(5 082)
	802 607	851 042
Dépôts à vue au fonds général (avances)	4	(12 317)
Revenus de placement courus à recevoir du fonds particulier	6 456	5 082
	809 067	843 807

1. Tous les dépôts à participation sont classés selon la hiérarchie de la juste valeur de niveau 2. Le coût des dépôts à participation pour 2018 s'élève à 671 877 \$ (705 738 \$ pour 2017).

3. Fonds confiés à la CDPQ (suite)

a) Placements et passifs relatifs aux placements

Au 31 décembre, la juste valeur des placements et des passifs relatifs aux placements se détaille comme suit :

	2018	2017
Placements		
Unités de participation de portefeuilles spécialisés		
Revenu fixe		
Taux	251 610	280 602
Crédit	187 679	193 391
Obligation à rendement réel	10 798	12 280
Valeurs à court terme	229	400
	450 316	486 673
Actifs réels		
Immeubles	83 531	84 342
Infrastructures	55 524	44 429
	139 055	128 771
Actions		
Marchés boursiers	141 018	162 520
Placements privés	66 903	67 449
	207 921	229 969
Activités de rendement absolu		
Stratégies actives de superposition	1 385	1 687
Répartition de l'actif	4 284	3 941
	5 669	5 628
Quote-part nette des activités du fonds général	7	-
Total des placements	802 968	851 041
Passifs relatifs aux placements		
Quote-part nette des activités du fonds général (note 4)	-	185
Total des passifs relatifs aux placements	-	185

b) Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction d'un sous-jacent, qui ne requièrent aucun investissement initial ou qui en requièrent très peu et qui sont réglés à une date future.

La CDPQ effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de marché ou à des fins discrétionnaires. La CDPQ a recours aux instruments financiers dérivés décrits ci-après.

Les contrats d'échange de rendement de gré à gré sont des engagements négociés sur un marché hors cote pour lesquels une partie convient de payer ou de recevoir des montants de trésorerie en fonction des variations de la juste valeur d'instruments financiers basés sur un indice boursier, un indice de défaillance de crédit, un panier d'actions, d'obligations ou de devises. Le montant de la juste valeur de ces contrats est réglé à la clôture de chaque mois.

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants de flux monétaires à échanger périodiquement.

Le tableau suivant présente la juste valeur ainsi que le montant nominal de référence des instruments financiers dérivés :

	2018			2017		
	Juste valeur		Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant nominal de référence
	Actif	Passif		Actif	Passif	
Marchés hors cote						
Dérivés sur actions						
Contrats d'échange de rendement liés aux placements moins liquides	-	-	13 871	-	-	23 595
Total des instruments financiers dérivés	-	-	13 871	-	-	23 595

4. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement

Aux fins de la gestion du capital, le capital des RRP est constitué de l'actif net disponible pour le service des prestations. Au 31 décembre 2018, il s'élève à 811 997 \$ (846 449 \$ au 31 décembre 2017). Les RRP ne sont assujettis à aucune exigence en matière de capital formulée par une source externe.

Les fonds confiés à la CDPQ, dont les sommes investies en dépôts à participation du Fonds particulier 373, comprennent à la fois le capital des RRP et celui du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges (RRCHCN). La direction de Retraite Québec a doté les RRP et le RRCHCN d'une politique de placement qui encadre les activités de placement de la CDPQ. Elle établit pour ces régimes les objectifs de placement, élabore la politique afférente et procède à sa révision périodique. La politique de placement vise à obtenir un taux de rendement optimal tout en maintenant le degré de risque à un niveau jugé approprié par la direction de Retraite Québec dans le but de permettre aux régimes d'assurer le paiement des prestations actuelles et futures prévues par les dispositions de ces régimes.

De son côté, la CDPQ a notamment pour mission de gérer les sommes qui lui sont confiées par les déposants en recherchant le rendement optimal de leur capital, et ce, dans le respect de leur politique de placement. La CDPQ a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer la gestion des risques liés à l'ensemble de ses activités selon les fonctions et les responsabilités qui lui sont attribuées.

Entre autres choses, la CDPQ élabore et révisé périodiquement les politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés qui visent l'encadrement du travail des gestionnaires de ces portefeuilles. Une politique d'investissement distincte établit la stratégie, le type de gestion, les titres admissibles, les objectifs de rendement, l'indice de référence ainsi que les limites de risques et de concentration. Le tableau présenté à la section traitant du risque de marché détaille la concentration des placements du Fonds particulier 373 dans les portefeuilles spécialisés. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement. Des équipes indépendantes et des comités internes sont responsables d'appuyer les employés des groupes d'investissement et d'établir les mécanismes de contrôle appropriés. La gestion des risques effectuée par la CDPQ est détaillée dans ses propres états financiers.

4. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement (suite)

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers. La volatilité du prix d'un instrument financier provient de la variation des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les écarts de crédit, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base. La politique de placement du Fonds particulier 373 permet d'utiliser des instruments financiers dérivés à des fins discrétionnaires ou aux fins de la gestion des risques de marché.

La pierre angulaire de la politique de placement du Fonds particulier 373 est l'établissement d'un portefeuille de référence qui définit la répartition cible à long terme pour chacune des catégories d'investissement, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport à son portefeuille de référence.

La proportion dans chacune des catégories d'investissement composant le portefeuille de référence du Fonds particulier 373 influence le degré de risque de marché de son portefeuille réel. L'analyse du respect des déviations permises pour chacune des catégories d'investissement par rapport au portefeuille de référence est effectuée par la CDPQ le premier jour de chaque mois. Advenant un dépassement des limites établies par catégorie d'investissement, la CDPQ avise les représentants des RRP et prend les mesures appropriées afin de respecter les limites permises.

Au 31 décembre 2018, la composition du portefeuille réel et du portefeuille de référence du Fonds particulier 373, en pourcentage de l'actif net, ajusté des montants à distribuer aux détenteurs du fonds particulier, ainsi que les limites minimales et maximales par rapport aux pondérations cibles, se détaillent comme suit :

Fonds particulier 373

	Valeurs en % de l'actif net			
	Portefeuille réel	Limite minimale	Portefeuille de référence	Limite maximale
Revenu fixe				
Taux	31,29	28,00	33,00	40,00
Crédit	23,49	17,00	22,00	29,00
Obligations à rendement réel	1,33	0,00	1,50	5,00
Valeurs à court terme	0,03	0,00	1,00	7,00
	56,14	49,50	57,50	71,50
Actifs réels				
Immeubles	10,32	7,00	10,00	13,00
Infrastructures	6,92	3,00	6,00	9,00
	17,24	11,00	16,00	21,00
Actions				
Marchés boursiers	17,48	9,00	19,00	27,00
Placements privés	8,42	4,50	7,50	10,50
	25,90	14,50	26,50	34,50
Activités de rendement absolu				
Stratégies actives de superposition	0,19	0,00	0,00	0,50
Répartition de l'actif	0,53	0,00	0,00	1,00
	0,72	0,00	0,00	1,50
	100,00		100,00	

La CDPQ mesure le risque de marché au moyen de la méthode de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la juste valeur de chacune des positions et des corrélations entre les facteurs de risque de marché. La VaR représente une estimation statistique de la perte financière potentielle que pourrait subir le portefeuille réel, selon un niveau de confiance et une période d'exposition donnés. La VaR de marché est estimée à l'aide d'un niveau de confiance de 95 % sur une période d'exposition d'une année. En somme, la VaR indique le niveau de perte que le portefeuille réel pourrait dépasser dans 5 % des cas.

La méthode de la simulation historique est utilisée pour évaluer la VaR. Cette méthode s'appuie principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Elle requiert que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'évaluation du rendement des instruments financiers soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Les résultats des calculs obtenus en appliquant cette méthodologie ne permettent pas d'estimer, sur la base d'un événement spécifique, le montant de la perte que le portefeuille subirait si cet événement se reproduisait. Par exemple, si les conditions futures et les facteurs de risque du marché différaient de façon importante de la conjoncture passée, les pertes réelles pourraient significativement différer des pertes estimées. Par ailleurs, ces estimations effectuées à une date donnée ne tiennent pas compte de toutes les pertes possibles découlant d'événements exceptionnels sur le marché ni des pertes qui pourraient se produire au-delà du degré de confiance de 95 %. Par conséquent, compte tenu de ces limites, les pertes du portefeuille réel pourraient excéder les estimations présentées.

Un historique de 3 000 jours d'observation des facteurs de risque est utilisé pour évaluer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des instruments financiers. De plus, la méthodologie fait en sorte de répéter plusieurs fois dans l'année les effets sur le portefeuille des pires événements défavorables observés sur un horizon d'un mois.

Trois mesures du risque sont analysées :

- Le risque absolu du portefeuille réel représente le risque total associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille réel.
- Le risque absolu du portefeuille de référence représente le risque total des indices de référence associé aux catégories d'instruments financiers qui composent le portefeuille de référence.
- Le risque actif du portefeuille réel représente la possibilité que le Fonds particulier 373 dégage un rendement différent de celui du portefeuille de référence en gérant activement le portefeuille réel. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille réel pourra se démarquer du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille réel et du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du fonds particulier sont mesurés régulièrement.

Le risque absolu et le risque actif du Fonds particulier 373 découlent directement des risques absolus et des risques actifs de chacun des portefeuilles spécialisés dans lesquels le fonds particulier investit. Ainsi, ce fonds particulier est exposé aux risques de taux d'intérêt, d'écart de crédit, de change et de prix. Ces différents risques sont intégrés à la mesure des calculs de la VaR du fonds particulier.

Le risque absolu du portefeuille réel, le risque absolu du portefeuille de référence ainsi que le risque actif du portefeuille réel du Fonds particulier 373, en pourcentage de l'actif net attribuable au détenteur de dépôts à participation, selon un niveau de confiance de 95 % et un historique de 3 000 jours, se présentent comme suit :

	2018			2017		
	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille réel	Risque absolu du portefeuille de référence	Risque actif du portefeuille réel
Valeur à risque	9,4 %	9,6 %	1,8 %	9,4 %	9,6 %	1,5 %

4. Gestion du capital, identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement (suite)

Risque de marché (suite)

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Ce risque est intégré à la mesure de la VaR du Fonds particulier 373.

Les portefeuilles spécialisés auxquels le Fonds particulier 373 participe détiennent des instruments financiers libellés en dollars canadiens ou en devises. Certains portefeuilles spécialisés peuvent se couvrir en partie contre les fluctuations des devises.

L'exposition nette aux devises du Fonds particulier 373, y compris les investissements sous-jacents en devises détenus par les portefeuilles spécialisés, en pourcentage de l'actif net, se détaille comme suit :

	2018	2017
Dollar canadien	64 %	69 %
Dollar américain	17 %	15 %
Euro	4 %	4 %
Livre sterling	3 %	2 %
Autres devises	12 %	10 %
	100 %	100 %

Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur dans le cas où un emprunteur, un endosseur ou un garant verrait sa situation financière se détériorer, ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou ne remplirait pas tout autre engagement financier.

L'analyse du risque de crédit et l'analyse de la concentration du risque de crédit sont effectuées globalement par la CDPQ pour l'ensemble des portefeuilles spécialisés qu'elle gère au nom des déposants. L'information à ce sujet est disponible dans les états financiers de la CDPQ.

Le Fonds particulier 373 est exposé au risque de crédit découlant des investissements sous-jacents détenus par les portefeuilles spécialisés.

Risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés

Le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés représente le risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés dans l'éventualité où la contrepartie serait incapable de respecter les conditions aux contrats.

Les instruments financiers dérivés liés aux activités personnalisées de superposition du Fonds particulier 373 sont des contrats de gré à gré avec la CDPQ. Par conséquent, le risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés est faible. Toutefois, ce fonds particulier demeure exposé au risque de contrepartie lié aux instruments financiers dérivés découlant des investissements sous-jacents détenus par les portefeuilles spécialisés.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

Le choix du portefeuille de référence a une incidence sur le risque de liquidité du Fonds particulier 373. Divers scénarios sont simulés afin d'évaluer les effets potentiels de différents événements de marché sur les liquidités de ce fonds particulier.

Lors de la gestion du risque de liquidité du Fonds particulier 373, la CDPQ tient compte de facteurs autres que les échéances des flux contractuels lorsqu'elle évalue les besoins en matière de flux de trésorerie futurs prévus. Plus particulièrement, l'objectif d'investissement à long terme de ce fonds particulier est considéré lors de l'analyse des besoins de liquidité.

L'analyse des flux contractuels non actualisés des passifs financiers, présentée dans le tableau ci-après, constitue une composante de la gestion des liquidités et du financement. Cependant, cette répartition par échéance n'est pas nécessairement représentative de la façon dont la CDPQ gère le risque de liquidité et les besoins de financement.

Le sommaire des échéances des flux contractuels non actualisés des passifs financiers des RRP se détaille comme suit :

	2018				2017			
	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total	Moins de 1 an	1 an et plus	Aucune échéance précise	Total
Passifs financiers								
Montants à distribuer aux RRP (note 3)	(6 456)	–	–	(6 456)	(5 082)	–	–	(5 082)
Passifs relatifs aux placements (note 3a)	–	–	–	–	–	–	(185)	(185)
	(6 456)	–	–	(6 456)	(5 082)	–	(185)	(5 267)

5. Frais d'administration assumés par le gouvernement

Les frais liés à l'administration de ces régimes s'élèvent à 309 \$ (290 \$ en 2017) pour le Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent et à 103 \$ (97 \$ en 2017) pour le Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount.

6. Actif net disponible pour le service des prestations et obligations au titre des prestations de retraite

	2018		2017
	Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent	Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount	Total
Actif net disponible pour le service des prestations	538 243	273 754	811 997
Obligations au titre des prestations de retraite	506 800	40 800	547 600
Excédent de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite	31 443	232 954	264 397

Dans le cadre des dernières évaluations actuarielles produites conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires signataires ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2018 pour le Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent à 506 800 \$ (527 700 \$ au 31 décembre 2017) et celle pour le Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount à 40 800 \$ (44 000 \$ au 31 décembre 2017). Les prochaines évaluations actuarielles requises seront prises en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Pour ces évaluations actuarielles, les hypothèses retenues par Retraite Québec sont celles jugées les plus probables par les actuaires signataires dans l'année au cours de laquelle l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues au 31 décembre 2018.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les obligations au titre des prestations de retraite ont été déterminées avec un taux d'actualisation moyen de 4,55 % pour la période de 2019 à 2028 et de 4,70 % à partir de 2029. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, le taux d'actualisation moyen était de 4,55 % pour la période de 2018 à 2027 et de 4,70 % à partir de 2028.

7. Excédent de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite

	2018		2017
	Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent	Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount	
			Total
Excédent au début	44 722	230 027	274 749
(Diminution) de l'actif net disponible pour le service des prestations	(34 179)	(273)	(34 452)
(Augmentation) diminution des obligations au titre des prestations de retraite	20 900	3 200	24 100
Excédent à la fin	31 443	232 954	264 397

8. Revenus de placement des dépôts à participation à la CDPQ

Les revenus de placement se détaillent comme suit :

	2018	2017
Revenus de placement		
Revenus (pertes) nets de placement du fonds particulier		
Revenu fixe	14 765	10 816
Actifs réels	1 968	2 390
Actions	6 637	10 851
Activités de rendement absolu	147	(99)
	23 517	23 958
Modification de la juste valeur		
Gains (pertes) nets réalisés à la vente de placements		
Revenu fixe	3 222	20 525
Actifs réels	2 425	82 985
Actions	15 152	382 688
Activités de rendement absolu	(444)	(206 415)
	20 355	279 783
Gains (pertes) nets non réalisés		
Revenu fixe	(8 187)	(12 044)
Actifs réels	6 906	(41 057)
Actions	(13 070)	(160 391)
Activités de rendement absolu	433	(32 293)
	(13 918)	(245 785)
	6 437	33 998

RETRAITE QUÉBEC

**RÉGIMES DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
ET PENSION SPÉCIALE****États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018****RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers**Opinion**

J'ai effectué l'audit des états financiers des régimes de retraite des membres de l'Assemblée nationale et pension spéciale (« régimes »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations et l'état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière des régimes au 31 décembre 2018, ainsi que de l'évolution de leur actif net disponible pour le service des prestations et de l'évolution de leurs obligations au titre des prestations de retraite pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante des régimes conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

**Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance
à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité des régimes à poursuivre leur exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider les régimes ou de cesser leur activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière des régimes.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne des régimes;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité des régimes à poursuivre leur exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener les régimes à cesser leur exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 25 avril 2019

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
ET PENSION SPÉCIALE

État de la situation financière
au 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Actif		
Créances		
Cotisations salariales à recevoir	105	84
Sommes à recevoir des prestataires	15	4
	120	88
Sommes à recevoir du fonds général du fonds consolidé du revenu	1 329	255
	1 449	343
Passif		
Rentes à payer	1 449	343
Actif net disponible pour le service des prestations au début et à la fin	-	-
Obligations au titre des prestations de retraite (note 7)		
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale et pension spéciale	115 598	120 778
Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale	103 005	108 609
	218 603	229 387
Déficit de l'actif net disponible pour le service des prestations sur les obligations au titre des prestations de retraite		
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale et pension spéciale	(115 598)	(120 778)
Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale	(103 005)	(108 609)
	(218 603)	(229 387)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil
d'administration,

La présidente du comité
de vérification,

Le président-directeur
général,

Richard Fortier
IAS.A, FICA, CFA

Ginette Fortin
FCPA, FCGA

Michel Després
ASC

RETRAITE QUÉBEC

**RÉGIMES DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
ET PENSION SPÉCIALE**

**État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations
de l'exercice clos le 31 décembre 2018**
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale et pension spéciale		
Augmentation de l'actif net		
Cotisations (note 4)	11 110	10 416
Diminution de l'actif net		
Rentes et transferts		
Rentes (note 5)	11 110	10 252
Transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	–	164
	11 110	10 416
Augmentation nette de l'exercice	–	–
Actif net disponible pour le service des prestations au début et à la fin	–	–
Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale		
Augmentation de l'actif net		
Cotisations (note 4)	6 164	5 611
Diminution de l'actif net		
Rentes (note 5)	6 164	5 611
Augmentation nette de l'exercice	–	–
Actif net disponible pour le service des prestations au début et à la fin	–	–

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
ET PENSION SPÉCIALE

État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite
de l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale et pension spéciale		
Ajustements au solde de début à la suite du dépôt d'une nouvelle évaluation actuarielle		
Gain actuariel	(362)	–
Modification des hypothèses actuarielles	(3 458)	–
	(3 820)	–
Évolution des obligations au cours de l'exercice		
Intérêts	7 213	7 188
Prestations constituées	2 612	2 720
Rentes et transferts vers d'autres régimes de retraite, y compris les intérêts	(11 110)	(10 416)
	(1 285)	(508)
Autres ajustements au cours de l'exercice		
Modification des hypothèses actuarielles (note 7)	(75)	(416)
Diminution nette de l'exercice	(5 180)	(924)
Obligations au titre des prestations de retraite au début	120 778	121 702
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 7)	115 598	120 778

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
ET PENSION SPÉCIALE

État de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite
de l'exercice clos le 31 décembre 2018 (suite)
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale		
Ajustements au solde de début à la suite du dépôt d'une nouvelle évaluation actuarielle		
Gain actuariel	(1 225)	–
Modification des hypothèses actuarielles	(7 903)	–
	(9 128)	–
Évolution des obligations au cours de l'exercice		
Intérêts	6 280	6 309
Prestations constituées	3 441	3 838
Rentes	(6 164)	(5 611)
	3 557	4 536
Autres ajustements au cours de l'exercice		
Modification des hypothèses actuarielles (note 7)	(33)	(245)
Augmentation (diminution) nette de l'exercice	(5 604)	4 291
Obligations au titre des prestations de retraite au début	108 609	104 318
Obligations au titre des prestations de retraite à la fin (note 7)	103 005	108 609

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

RÉGIMES DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET PENSION SPÉCIALE**Notes complémentaires
au 31 décembre 2018**

(Sauf indications contraires, les montants dans les notes sont en milliers de dollars canadiens (k\$).)

1. Description des régimes et de la pension spéciale

Les régimes de retraite des membres de l'Assemblée nationale se composent du Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN), du Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale (RPSMAN) et de la pension spéciale.

RÉGIME DE RETRAITE DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**RÉGIME DE PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES DES MEMBRES
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE****PENSION SPÉCIALE**

La description des régimes et de la pension spéciale fournie ci-dessous l'est à titre informatif. Pour obtenir des renseignements plus complets, les lecteurs devront se référer aux textes officiels suivants :

- la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1);
- le Règlement concernant le régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale;
- la Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q. 1970, chapitre 6).

a) Généralités

Retraite Québec est un organisme public exerçant des fonctions administratives. Elle administre ces régimes et la pension spéciale conformément aux lois désignées ci-dessus. Retraite Québec a son siège social dans la province de Québec, au Canada, soit au 2600, boulevard Laurier, à Québec.

En tant qu'administrateur, Retraite Québec prépare les états financiers de ces régimes pour approbation par le conseil d'administration. Ces états financiers ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration le 25 avril 2019. Il s'agit de régimes à prestations déterminées offerts aux membres de l'Assemblée nationale. La pension spéciale est la prestation accordée à la veuve de M. Pierre Laporte.

Les régimes de pension agréés (RPA) ne sont pas assujettis aux impôts aux termes de la Loi de l'impôt sur le revenu. Cette loi prévoit des déductions à la fois pour les cotisations versées au RPA par les employés et les employeurs. Par contre, les régimes de prestations supplémentaires sont assujettis, puisqu'ils ne se définissent pas comme des régimes agréés, mais, étant donné qu'ils ne sont pas capitalisés, aucun impôt n'est exigé. Enfin, les prestations de ces régimes sont imposables au moment où elles sont versées.

b) Rentes de retraite et pension spéciale

Pour le régime de base, les participants qui cessent d'être députés acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle à l'âge de 60 ans, ou avec réduction actuarielle s'ils ont moins de 60 ans. Toutefois, cette rente de retraite devient payable au plus tard le 31 décembre de l'année au cours de laquelle la personne atteint l'âge de 69 ans, même si elle n'a pas cessé d'être députée à cette date.

En général, la rente de retraite du RRMAN équivaut, pour chaque année de participation, à la somme des crédits de rente calculés annuellement en multipliant l'indemnité admissible reçue par 1,75 %, sans excéder 25 années. Ces crédits de rente sont indexés en fonction de la hausse du coût de la vie jusqu'au moment où la personne prend sa retraite.

1. Description des régimes et de la pension spéciale (suite)

b) Rentes de retraite et pension spéciale (suite)

Toute personne qui a été députée avant le 1^{er} janvier 1983 et qui l'était le 1^{er} janvier 1992 a aussi droit à une rente de retraite égale à 75 % du total des cotisations portées à son crédit avant le 1^{er} janvier 1983, qui n'ont pas été remboursées et qui ont été indexées depuis le 1^{er} janvier 1984 jusqu'au 31 janvier 1991. Ce pourcentage peut être inférieur à 75 % si la personne n'était pas en fonction le 31 décembre 1991 et avait moins de huit années de service.

Les participants acquièrent le droit à une prestation du RPSMAN à la date à laquelle ils acquièrent le droit à une rente de retraite selon le RRMAN. La prestation équivaut à la somme des montants calculés annuellement, qui correspond à l'excédent de 4 % de l'indemnité annuelle totale sur le crédit de rente calculé selon le RRMAN. La prestation est indexée en fonction de la hausse du coût de la vie jusqu'au moment où la personne prend sa retraite.

Le montant de la pension spéciale versée à la veuve de M. Pierre Laporte a été fixé par la loi.

c) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle était prestataire du RRMAN, ou qu'elle y participait, sa conjointe ou son conjoint a droit à une rente correspondant à 60 % de la rente qu'elle recevait ou aurait eu le droit de recevoir. Chaque enfant à charge a droit à une rente correspondant à 10 % de cette rente de retraite si une rente de conjoint survivant est versée, ou à 20 %, si aucune rente de conjoint survivant n'est versée. Lorsqu'il n'y a pas de conjointe ou de conjoint et qu'il n'y a aucune rente versée aux enfants, le double des cotisations versées par la personne est remboursé aux héritiers, avec intérêts, déduction faite de toute prestation versée.

Pour la personne qui, avant le 1^{er} janvier 1992, avait opté pour une continuité à 50 % ou à 100 % de la rente en faveur de sa conjointe ou de son conjoint, l'option choisie reste en vigueur.

Les rentes versées à la conjointe ou au conjoint et aux enfants à charge, ou à ces derniers seulement, ne peuvent excéder le montant de la rente de retraite que la personne recevait ou aurait eu le droit de recevoir au moment de son décès.

Les mêmes règles que celles du RRMAN s'appliquent aux prestations payables selon le RPSMAN.

d) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RRMAN avant l'âge de 60 ans peut recevoir, à certaines conditions, le remboursement de la valeur actuarielle de la rente.

e) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RRMAN et le RPSMAN sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie pour la portion de la rente qui correspond au service acquis avant le 1^{er} janvier 1983. Elles sont partiellement indexées pour la portion de la rente qui correspond au service acquis après le 31 décembre 1982.

f) Modalités de paiement des prestations et des frais d'administration

Les sommes nécessaires au paiement des prestations et des frais d'administration sont puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

2. Modalités de financement

Les prestations sont financées par le gouvernement, diminution faite des cotisations des participants.

La cotisation salariale au RRMAN correspond à 9 % de l'indemnité admissible. Les cotisations salariales sont déposées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu. Le RPSMAN n'est pas contributif.

La cotisation du gouvernement correspond aux sommes requises afin de pourvoir au paiement de l'ensemble des prestations au moment où elles deviennent payables. Par conséquent, le gouvernement inscrit dans ses états financiers consolidés les obligations au titre des prestations de retraite dont il a la charge selon ses propres normes comptables.

Finalement, la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la Caisse de dépôt et placement du Québec, des sommes du fonds général du fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux. Étant donné que le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) n'appartient pas au régime, l'information sur celui-ci est présentée dans les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, publiés dans les Comptes publics.

3. Principales méthodes comptables

a) Base de préparation des états financiers

Les états financiers du RRMAN et du RPSMAN ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les régimes de retraite. Conformément à ces normes, aux fins du choix ou du changement de méthode comptable qui ne concernent pas leurs obligations au titre des prestations de retraite, les Normes internationales d'information financière (IFRS) sont utilisées.

b) Nouvelles normes comptables

Adoption d'une nouvelle norme comptable

L'IFRS 9 – Instruments financiers remplace l'IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation. L'IFRS 9 précise que les actifs financiers doivent être évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur, et ce, suivant le modèle économique utilisé par l'entité pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue. En date du 1^{er} janvier 2018, soit la date de première application, cette norme a été appliquée de manière rétrospective sans retraitement de l'information comparative, tel que permis par la norme, et n'a eu aucune incidence sur les états financiers.

Norme comptable publiée, mais pas encore entrée en vigueur

Aucune norme comptable publiée, mais non en vigueur n'a d'incidence sur les états financiers.

c) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction de Retraite Québec ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des cotisations, des prestations et transferts ainsi que sur l'évaluation des obligations au titre des prestations de retraite pour la période visée par les états financiers. Ces estimations sont révisées à chaque date de fin d'exercice, et les rajustements en découlant sont comptabilisés immédiatement dans l'exercice au cours duquel sont effectuées ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

3. Principales méthodes comptables (suite)

d) Cotisations

Les cotisations salariales sont comptabilisées au moment où les services ont été rendus par les participants du régime.

Les rajustements apportés à ces cotisations sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

La cotisation du gouvernement est comptabilisée au moment où les prestations dont il a la charge deviennent payables.

e) Obligations au titre des prestations de retraite

Les obligations au titre des prestations de retraite sont déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et les hypothèses les plus probables retenues par Retraite Québec. Les évaluations actuarielles réalisées pour les états financiers du RRMAN et du RPSMAN sont produites tous les trois ans. Pour les exercices compris entre deux évaluations, la valeur des obligations au titre des prestations de retraite est déterminée par extrapolation des résultats de l'évaluation actuarielle la plus récente. Chaque année, les actuaires signataires déterminent si un ajustement des obligations obtenues par extrapolation est requis pour tenir compte, le cas échéant, de changements apportés aux régimes, de modifications apportées aux hypothèses actuarielles et de changements touchant les participants des régimes. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées jusqu'à la fin du présent exercice.

4. Cotisations

Les cotisations se détaillent comme suit :

	2018	2017
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale et pension spéciale		
Cotisations salariales au titre des services rendus au cours de l'exercice	1 322	1 301
Cotisations du gouvernement du Québec pour le paiement des prestations et des frais d'administration	9 788	9 115
	11 110	10 416
Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale		
Cotisations du gouvernement du Québec pour le paiement des prestations et des frais d'administration	6 164	5 611

5. Rentes

Les rentes se détaillent comme suit :

	2018	2017
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale et pension spéciale		
Rentes de retraite	8 733	7 915
Rentes de survivants	2 365	2 325
Pension spéciale	12	12
	11 110	10 252
Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale		
Rentes de retraite	5 886	5 350
Rentes de survivants	278	261
	6 164	5 611

6. Frais d'administration assumés par le gouvernement

Les frais liés à l'administration de ces régimes s'élèvent à 99 k\$ (50 k\$ en 2017).

7. Obligations au titre des prestations de retraite

	2018	2017
Obligations au titre des prestations de retraite		
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale et pension spéciale	115 598	120 778
Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale	103 005	108 609
	218 603	229 387

Dans le cadre des dernières évaluations actuarielles produites conformément aux exigences du chapitre 4600 du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité* et à la pratique actuarielle reconnue au Canada, les actuaires signataires ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées du RRMAN à 117 534 k\$ et celle du RPSMAN à 95 656 k\$ sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2016. Ces résultats ont été reflétés dans l'état de l'évolution des obligations de l'exercice clos le 31 décembre 2018 par un ajustement au solde de début. Les prochaines évaluations actuarielles devraient être produites sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2019, et les résultats seront pris en compte au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Pour ces évaluations actuarielles, les hypothèses retenues par Retraite Québec sont celles jugées les plus probables par les actuaires signataires dans l'année au cours de laquelle l'évaluation actuarielle a été produite. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

7. Obligations au titre des prestations de retraite (suite)

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, les obligations ont été ajustées à la baisse de 75 k\$ (416 k\$ au 31 décembre 2017) pour le RRMAN et à la baisse de 33 k\$ (245 k\$ au 31 décembre 2017) pour le RPSMAN après le dépôt des évaluations afin de tenir compte principalement de la révision des hypothèses économiques.

Les principales hypothèses économiques utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations de retraite sont les suivantes :

	2018		2017	
	Années d'application			
	2017 à 2028	2029 et suivantes	2014 à 2027	2028 et suivantes
Taux d'inflation	2,05 %	2,20 %	2,05 %	2,20 %
Taux d'actualisation	6,45 %	6,60 %	6,15 %	6,30 %
Taux d'augmentation des indemnités	2,45 %	2,70 %	2,15 %	2,70 %

Selon les résultats des plus récentes évaluations actuarielles, une baisse de 20 points de base du taux d'actualisation aurait pour effet de faire augmenter de 2,1 % les obligations au titre des prestations de retraite du RRMAN et du RPSMAN, alors qu'une hausse de 20 points de base aurait pour effet de les faire diminuer de 2,0 %.

RETRAITE QUÉBEC**États financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018****RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

Rapport sur l'audit des états financiers**Opinion**

J'ai effectué l'audit des états financiers de Retraite Québec (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, et l'état du résultat net et global, l'état de la variation de l'actif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'entité au 31 décembre 2018, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Je suis indépendante de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et je fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, je conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- j'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des changements apportés aux méthodes comptables relatives aux instruments financiers expliqués à la note 4-a, ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, 25 avril 2019

RETRAITE QUÉBEC

État du résultat net et global pour l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018 (note 27-a-1)	2017 (note 27-a-2)
Produits		
Produits des activités ordinaires (note 6)	215 437	211 072
Contributions du gouvernement du Québec	34 513	33 937
Rendement attribué par le RRQ – régime de base (note 3-g-1)	374	1 128
Administration provisoire de régimes de retraite	108	86
Autres produits	959	772
Revenus d'intérêts	876	470
Gains de change	22	30
	<u>252 289</u>	<u>247 495</u>
Charges		
Frais d'administration (note 8)	253 070	244 539
Honoraires externes d'administration provisoire de régimes de retraite	91	62
Charges financières (note 10)	495	686
	<u>253 656</u>	<u>245 287</u>
Résultat net et global de l'exercice	<u>(1 367)</u>	<u>2 208</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

État de la variation de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Actif net au début	15 826	13 618
Résultat net et global	(1 367)	2 208
Actif net à la fin	14 459	15 826

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

État de la situation financière au 31 décembre 2018
(en milliers de dollars canadiens)

	2018 (note 27-b-1)	2017 (note 27-b-2)
Actif		
Courant		
Trésorerie	42 770	31 036
Trésorerie attribuable aux RRSP (note 12)	4 010	4 656
Clients et autres débiteurs (note 13)	2 076	1 988
À recevoir du gouvernement du Québec	2 678	4 704
À recevoir des RRSP (note 14-a-1)	668	11 881
Rendement à recevoir du RRQ – régime de base (note 3-g-1)	365	1 128
À recevoir du RRQ – régime supplémentaire (note 14-c)	2 996	–
Charges payées d’avance	2 888	3 060
Avance au RRQ – régime de base (note 3-g-1)	9 305	13 175
	<u>67 756</u>	<u>71 628</u>
Non courant		
À recevoir du gouvernement du Québec	2 805	3 338
À recevoir des RRSP (note 14-a-2)	20 825	33 630
Immobilisations corporelles (note 15)	6 958	7 035
Immobilisations incorporelles (note 16)	80 735	84 503
	<u>111 323</u>	<u>128 506</u>
	<u>179 079</u>	<u>200 134</u>
Passif		
Courant		
Emprunts (note 17)	–	1 771
Fournisseurs et autres créditeurs	22 326	16 065
Dû au RRQ – régime de base (note 14-b)	2 646	8 309
Dû au gouvernement du Québec	187	2 821
Provisions (note 18-b)	17 999	20 261
Produits reportés (note 19-a)	16 801	17 867
Dette à long terme (note 20-a)	11 434	11 426
	<u>71 393</u>	<u>78 520</u>
Non courant		
Dû au RRQ – régime de base (note 14-b)	3 887	–
Provisions (note 18-b)	35 093	37 285
Produits reportés (note 19-a)	41 714	44 552
Dette à long terme (note 20-a)	12 533	23 951
	<u>93 227</u>	<u>105 788</u>
	<u>164 620</u>	<u>184 308</u>
Actif net	<u>14 459</u>	<u>15 826</u>
	<u>179 079</u>	<u>200 134</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration

Le président du conseil
d'administration,

La présidente du comité
de vérification,

Le président-directeur
général,

Richard Fortier,
IAS.A, FICA, CFA

Ginette Fortin,
FCPA, FCGA

Michel Després,
ASC

RETRAITE QUÉBEC

État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2018
 (en milliers de dollars canadiens)

	2018	2017
Activités d'exploitation		
Résultat net et global de l'exercice	(1 367)	2 208
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
(Gains) Pertes à la disposition et radiation d'immobilisations corporelles	(2)	–
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (note 8)	22 865	22 946
Amortissement des frais de financement reportés	51	50
	21 547	25 204
Variation nette des éléments hors trésorerie liée aux activités d'exploitation (note 22)	22 437	7 148
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	43 984	32 352
Activités d'investissement		
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	2	–
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(19 020)	(16 733)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(19 018)	(16 733)
Activités de financement (note 20-d)		
Émission d'emprunts	–	1 371
Remboursement d'emprunts	(1 771)	–
Remboursement de la dette à long terme	(11 461)	(11 493)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(13 232)	(10 122)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	11 734	5 497
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	31 036	25 539
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin (note 11)	42 770	31 036
Information additionnelle liée aux activités d'exploitation		
Intérêts perçus	867	470
Intérêts versés	539	712

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

RETRAITE QUÉBEC

Notes complémentaires au 31 décembre 2018

(Sauf indications contraires, les montants dans les tableaux sont en milliers de dollars canadiens.)

Dans les notes complémentaires, les termes suivants sont utilisés :

- Régime de base du Régime de rentes du Québec (« RRQ de base » ou « RRQ – régime de base ») : désigne le régime original mis en place en 1966.
- Régime supplémentaire du Régime de rentes du Québec (« RRQ supplémentaire » ou « RRQ – régime supplémentaire ») désigne le nouveau régime supplémentaire en cours de mise en place en vue de son entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2019.
- Régime de rentes du Québec (RRQ) : désigne les deux régimes en même temps.

1. Constitution et mandats de Retraite Québec

Retraite Québec a été instituée par une loi du Parlement du Québec (L.Q. 2015, chapitre 20), soit la Loi regroupant la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et la Régie des rentes du Québec, sanctionnée le 7 octobre 2015. Celle-ci a regroupé les deux organismes et leurs activités sous le nom Retraite Québec. Ce nouvel organisme a débuté ses opérations le 1^{er} janvier 2016.

Retraite Québec est donc régie par la Loi sur Retraite Québec (RLRQ, chapitre R-26.3).

Retraite Québec est un organisme public exerçant des fonctions administratives. Elle jouit de la personnalité morale et de l'autonomie administrative et financière tout en étant mandataire de l'État. Ses actes n'engagent cependant qu'elle-même. À ce titre, elle est exempte d'impôts. Elle a son siège, dans la province de Québec, au Canada, soit au 2600, boulevard Laurier, à Québec.

Elle administre le Régime de rentes du Québec (RRQ) selon la Loi sur le régime de rentes du Québec (RLRQ, chapitre R-9) et le crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (SAE) tel que cela est prévu par la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3). De plus, elle surveille les régimes complémentaires de retraite (RCR) conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (RLRQ, chapitre R-15.1) ainsi que les régimes volontaires d'épargne-retraite (RVER) selon la Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite (RLRQ, chapitre R-17.0.1). Finalement, elle administre les régimes de retraite du secteur public et parapublic et les régimes de retraite ou d'assurances (RRSP) dont une loi, le Bureau de l'Assemblée nationale ou le gouvernement lui confie l'administration.

2. Description des mandats de Retraite Québec

La présente description est fournie à titre d'information. Pour des renseignements plus complets sur les mandats, il faut se référer à la loi applicable selon le cas.

2-a) Administration du RRQ de base

La Loi sur le régime de rentes du Québec est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1966. La participation au RRQ de base est obligatoire. Il a pour objectif de permettre aux travailleurs et aux personnes dont ils ont la charge de recevoir un montant de base contre la perte de revenus résultant de la retraite, de l'invalidité ou du décès. En vertu de cette loi, Retraite Québec a aussi pour mandat de promouvoir la planification financière de la retraite, notamment en favorisant l'établissement et l'amélioration des régimes de retraite.

Puisque les activités relatives au RRQ de base sont de nature fiduciaire, des états financiers distincts sont présentés pour ce mandat. Donc, dans les présents états financiers, seules les charges pour l'administration de ce mandat y figurent et elles sont ensuite refacturées au RRQ de base (voir la note 3-b-2). La note 27 sur l'information additionnelle par mandat administré fournit plus de détails sur le résultat net de l'exercice pour ce mandat.

2-b) Administration du RRQ supplémentaire

Le 22 février 2018 le projet de loi 149 bonifiant le RRQ a été sanctionné, ce qui crée ainsi un nouveau mandat administré par Retraite Québec à compter de cette date. Cette loi crée en fait un régime supplémentaire (RRQ supplémentaire) distinct du RRQ de base et ce nouveau régime comporte un financement plus complet et distinct de celui de base. L'administration de ce nouveau mandat a été intégrée dans les états financiers de Retraite Québec au cours de l'exercice qui se termine le 31 décembre 2018.

Puisque les activités relatives au RRQ supplémentaire sont de nature fiduciaire, des états financiers distincts sont présentés pour ce mandat. Donc, dans les présents états financiers, seules les charges pour l'administration de ce mandat y figurent et elles sont ensuite refacturées au RRQ supplémentaire (voir la note 3-b-2). La note 27 sur l'information additionnelle par mandat administré fournit plus de détails sur le résultat net de l'exercice pour ce mandat.

2-c) Administration des RRSP

Retraite Québec administre également plusieurs régimes de retraite du secteur public. Voici les principaux régimes administrés :

- Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP)
- Régimes de retraite du personnel d'encadrement (RRPE)
- Régimes de retraite des enseignants (RRE) et de certains enseignants (RRCE)
- Régimes de retraite des fonctionnaires (RRF)
- Régimes de retraite des juges de la Cour du Québec, de certaines cours municipales, des juges de paix magistrats (RRCJQ), et du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs
- Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRMSQ)
- Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC)
- Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ)
- Régimes de retraite des élus municipaux (RREM)
- Régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM)
- Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges (RRCHCN)
- Régimes de retraite particuliers (RRP)
- Régimes de retraite des membres de l'Assemblée nationale et pension spéciale (RRMAN)

Des états financiers distincts pour chacun des régimes de retraite mentionnés ci-dessus sont produits puisqu'il s'agit de fiducies distinctes du volet administratif de Retraite Québec. Donc, dans les présents états financiers, seules les charges pour l'administration de ce mandat y figurent et elles sont ensuite refacturées au RRSP (voir la note 3-b-1).

La note 27 sur l'information additionnelle par mandat administré fournit plus de détails sur la situation financière et le résultat net de l'exercice pour ce mandat.

2-d) Administration des RCR

En vertu de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, Retraite Québec a pour mandat :

- de s'assurer que l'administration et le fonctionnement des RCR sont conformes à cette loi;
- de fournir l'expertise-conseil au gouvernement pour assurer l'évolution du cadre législatif applicable aux RCR;
- d'effectuer l'administration temporaire de rentes de retraités (voir les détails à la note 2-d-1);
- d'effectuer l'administration provisoire d'un RCR lorsque les administrateurs de ce dernier ne sont pas en mesure de le faire selon les dispositions prévues dans la loi.

Le mandat RCR est financé à même les droits versés par les RCR sous la surveillance de Retraite Québec. Ce mandat est inclus dans les présents états financiers et la note 27 sur l'information additionnelle par mandat administré fournit plus de détails sur la situation financière et le résultat de l'exercice pour celui-ci.

2-d-1) Administration temporaire de rentes de retraités

Depuis janvier 2009, Retraite Québec a le mandat d'administrer les rentes de retraite de certains participants et bénéficiaires dont les droits accumulés dans leur régime de retraite à prestations déterminées sont réduits à la terminaison du régime de retraite en raison de la faillite de leur employeur. Depuis décembre 2010, ce mandat s'est aussi étendu aux employeurs qui sont sous l'effet d'une ordonnance ou d'un jugement en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC), de la partie III de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (LFI) ou de la Loi sur les liquidations et les restructurations. Initialement, les régimes visés étaient ceux dont la date de terminaison était antérieure au 1^{er} janvier 2012. À la fin de 2011, ce mandat a été prolongé pour viser les régimes qui se sont terminés avant le 1^{er} janvier 2014.

En juin 2011, le mandat quant à l'administration des rentes de retraite de certains participants et bénéficiaires a également été élargi pour viser un régime de retraite auquel est partie un employeur du secteur des pâtes et papiers ayant conclu, alors qu'il était sous la protection de la LACC ou de la LFI avant le 1^{er} janvier 2012, une entente, avec le gouvernement visant le maintien du régime même s'il n'y avait pas de terminaison de ce dernier.

Enfin, en décembre 2015, une nouvelle disposition législative attribue un nouveau mandat d'administrer les rentes de retraite des retraités de régimes dont la date de terminaison est postérieure au 31 décembre 2013 et dont les droits sont réduits en raison de l'insolvabilité ou de la faillite de leur employeur, et ce, pour une période pouvant aller jusqu'à dix ans.

2-e) Administration du SAE

Retraite Québec administre, en vertu de la Loi sur les impôts, le crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants, aussi connu à l'interne de l'organisation comme le Soutien aux enfants (SAE).

Ainsi, un mandat distinct est également constitué pour cela. Il est inclus dans les présents états financiers et la note 27 sur l'information additionnelle par mandat administré fournit plus de détails sur la situation financière et le résultat de l'exercice pour celui-ci.

Dans le cadre de l'administration de ce crédit d'impôt, une somme est versée aux personnes qui ont des enfants à charge de moins de 18 ans. Le montant versé varie selon leur situation conjugale (avec ou sans conjoint), le nombre d'enfants à leur charge qui résident avec elles, leur revenu familial de l'année précédente ainsi que le nombre d'enfants en garde partagée. Un supplément est également versé pour les enfants handicapés admissibles. Un supplément pour enfant handicapé nécessitant des soins exceptionnels (SEHNSE) peut être versé à chaque enfant admissible selon les critères établis. En novembre 2017, Retraite Québec s'est vu confier l'administration d'un nouveau programme : le supplément pour l'achat de fournitures scolaires. Cette mesure s'adresse à toutes les familles du Québec qui ont des enfants d'âge scolaire. Ces montants sont indexés en janvier de chaque année et ne sont pas imposables.

Retraite Québec s'occupe des relations avec la clientèle du SAE ainsi que de la mise en paiement de cette aide financière. Les prestations versées aux clients sont assumées directement par le gouvernement du Québec et figurent dans ses propres états financiers. Ainsi, elles ne figurent pas dans les informations additionnelles par mandat de la note 27 du mandat pour l'administration du mandat SAE. Les informations financières de cette note présentent donc seulement les contributions du gouvernement et les frais de fonctionnement encourus par Retraite Québec pour l'administration de celui-ci.

2-f) Administration des activités de surveillance des RVER

La Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite (Loi RVER) crée un régime à faible coût pour permettre aux travailleurs d'épargner en vue de leur retraite.

Les RVER sont administrés par des établissements financiers autorisés par l'Autorité des marchés financiers. Les employeurs visés par la Loi RVER sont tenus d'offrir à leurs employés un RVER ou un autre régime d'épargne collectif. Ils ont l'obligation de l'offrir selon des dates préétablies dans la Loi RVER en fonction de leur nombre d'employés.

En vertu de la Loi RVER, Retraite Québec a pour mandat de s'assurer que l'administration et le fonctionnement des RVER sont conformes à cette loi. Elle surveille donc ces régimes.

2-f) Administration des activités de surveillance des RVER (suite)

Le mandat de surveillance des RVER est financé à même les droits versés par les RVER sous la surveillance de Retraite Québec. Ce mandat est inclus dans les présents états financiers et la note 27 sur l'information additionnelle par mandat administré fournit plus de détails sur la situation financière et le résultat net de l'exercice pour celui-ci.

3. Principales méthodes comptables

3-a) Base de préparation des états financiers

3-a-1) Déclaration de conformité aux Normes internationales d'information financière

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Ces états financiers ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration de Retraite Québec le 25 avril 2019.

3-a-2) Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés selon la base du coût historique, à l'exception de la provision pour congés de maladie qui est évaluée à sa valeur actualisée des paiements futurs ainsi que des autres provisions, qui sont évaluées à la meilleure estimation des paiements futurs prévus, actualisés lorsque l'effet du temps est significatif.

3-a-3) Consolidation

Les états financiers du RRQ et des RRSP ne sont pas consolidés dans les états financiers de Retraite Québec, car en vertu des lois et règlements, les RRSP sont des fiducies légales distinctes et les activités du RRQ sont de nature fiduciaire, donc ceux-ci ne sont pas contrôlés par Retraite Québec.

3-a-4) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Ces états financiers sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de Retraite Québec.

3-b) Produits des activités ordinaires – frais attribuables à des mandats de nature fiduciaire et produits reportés le cas échéant

3-b-1) Frais attribuables à l'administration des RRSP et assumés par ceux-ci

Les produits reliés aux frais attribuables aux RRSP représentent les frais encourus par Retraite Québec pour l'administration des RRSP. Ceux-ci sont assumés par les RRSP. Ils sont comptabilisés lorsque les charges correspondantes sont constatées par Retraite Québec.

Les produits reçus des RRSP relativement aux acquisitions d'immobilisations sont reportés et constatés au résultat net selon la même méthode et les mêmes taux que ceux utilisés pour l'amortissement des immobilisations auxquelles ils se rapportent.

Les produits reçus des RRSP relativement aux charges payées d'avance et aux frais de financement reportés sont reportés et constatés au résultat net selon la période couverte par ces charges et ces frais de financement.

Les produits liés aux charges constatées sont alors comptabilisés au résultat net dans le poste Produits des activités ordinaires – frais attribuables à l'administration des RRSP.

3-b-2) Frais attribuables à l'administration du RRQ

Le même fonctionnement que celui énoncé à la section 3-b-1 s'applique également au RRQ.

Les produits constatés au résultat net figurent toutefois soit dans le compte Produits des activités ordinaires – frais attribuables à l'administration du RRQ de base ou soit dans le compte Produits des activités ordinaires – frais attribuables à l'administration du RRQ supplémentaire.

3-c) Produits des activités ordinaires – droits

Pour ces produits relatifs aux mandats RCR et RVER, la méthode de comptabilisation utilisée consiste à comptabiliser ceux-ci au moment de la réception de la déclaration d'information du client.

3-d) Contributions du gouvernement du Québec**3-d-1) Ministère de la Famille**

Le ministère de la Famille verse chaque année une contribution à Retraite Québec pour assurer le financement de l'administration du mandat SAE. Une entente est convenue entre les parties, laquelle fixe notamment les modalités de calcul des charges admissibles à la contribution.

Retraite Québec rembourse au gouvernement du Québec les sommes reçues en excédent des charges facturables pour le mandat SAE et, le cas échéant, les contributions à rembourser sont alors présentées dans le poste Dû au gouvernement du Québec.

Les produits reliés aux frais attribuables au SAE représentent les frais encourus par Retraite Québec pour l'administration du SAE. Ils sont comptabilisés lorsque les charges correspondantes sont constatées par Retraite Québec.

3-d-2) Ministère des Finances

Ce ministère verse à l'occasion des contributions à Retraite Québec pour financer les opérations courantes du mandat RVER.

Les contributions gouvernementales sont constatées au résultat net en fonction des charges de l'exercice, à l'exception de celles qui servent à acquérir des immobilisations incorporelles. Dans ce dernier cas, elles sont inscrites dans le poste « Produits reportés » et constatées au résultat net graduellement dans l'avenir au même rythme que la durée d'utilité des immobilisations incorporelles correspondantes.

3-e) Produits d'administration provisoire de régimes de retraite et produits des activités ordinaires pour l'administration temporaire de rentes de retraités

Ces types de produits sont comptabilisés au fur et à mesure que les charges correspondantes sont engagées pour la gestion de régimes sous administration provisoires ou pour l'administration de rentes de retraités selon les mandats décrits à la note 2-d et 2-d-1. Retraite Québec facture à chacun de ces régimes le coût des travaux qu'elle a réalisés pour eux.

3-f) Partage des frais d'administration entre les divers mandats administrés par Retraite Québec

Le partage des frais d'administration entre les divers mandats administrés par Retraite Québec est établi en imputant à chaque mandat les charges directes qui lui sont propres et en répartissant les charges indirectes en fonction des efforts que Retraite Québec a réellement consacrés à chaque mandat ou selon d'autres indicateurs appropriés.

3-g) Gestion de la trésorerie pour les mandats administrés par Retraite Québec

Retraite Québec présente, à titre de trésorerie, ses soldes bancaires en excluant les sommes détenues pour les RRSP pour leurs opérations courantes.

Pour faciliter l'administration, chacun des mandats dispose d'un compte de trésorerie distinct. Ces comptes servent pour l'encaissement des produits et le paiement des frais attribuables au mandat concerné.

3-g-1) Avance au RRQ de base et rendement attribué par ce dernier

La trésorerie du mandat RCR est aussi confiée à Retraite Québec, mais puisque le mandat RCR dispose d'une réserve de liquidités dont il n'a pas besoin à court terme, une entente a été conclue avec le RRQ de base pour lui confier une partie de cette réserve, à titre d'avance au RRQ de base, afin de la placer à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) et ainsi avoir de meilleurs rendements. Sur la base de cette entente, un rendement est attribué au mandat RCR par le RRQ de base, en fonction du rendement de ses dépôts à participation et de ses dépôts à vue à la CDPQ, et est appliqué au montant confié par le mandat RCR.

3-h) Avantages du personnel

3-h-1) Régimes généraux et obligatoires en vue de la retraite

La comptabilité des régimes à cotisations définies est appliquée aux régimes généraux et obligatoires, soit le RREGOP, le RRPE et le Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS), car les obligations de Retraite Québec envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Ainsi, les cotisations payables par Retraite Québec sont imputées au résultat net de l'exercice en fonction des taux de cotisation déterminés pour le service courant rendu par les employés. Celles-ci sont passées en charges dans le poste Salaires et autres avantages du personnel à mesure qu'elles deviennent exigibles.

3-h-2) Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant de congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle selon la méthode de répartition des prestations définies au prorata des années de services et selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction.

3-i) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les développements de systèmes informatiques et les logiciels sont de nature incorporelle, et toutes les autres immobilisations sont de nature corporelle.

Les immobilisations de Retraite Québec comprennent celles qui servent à l'administration d'un ou de plusieurs mandats, à l'exception des immobilisations qui servent uniquement à l'administration du RRQ qui figurent plutôt dans les états financiers distincts, soit ceux du RRQ de base ou ceux du RRQ supplémentaire.

3-i-1) Évaluation initiale

Immobilisations corporelles

Ces immobilisations sont initialement comptabilisées au coût. Celui-ci inclut le prix d'achat, auquel sont ajoutés, le cas échéant, les frais de transport et d'installation jusqu'à ce que l'actif se trouve dans l'état nécessaire pour être exploité de la manière prévue par la direction.

Immobilisations incorporelles

Ces immobilisations sont initialement comptabilisées à leur coût. Le coût varie selon le type d'acquisition :

Acquisition séparée

Les coûts incluent alors le prix d'achat, auquel est ajouté, le cas échéant, tout coût directement attribuable à la préparation de l'actif, tel que les frais d'installation ainsi que les coûts d'emprunt capitalisables, le tout jusqu'à ce que l'actif se trouve dans l'état nécessaire pour être exploité de la manière prévue par la direction.

Développement de systèmes à l'interne

Retraite Québec réalise la majorité des acquisitions d'immobilisations incorporelles de cette façon. Pour se faire, elle affecte plusieurs employés ainsi que des consultants externes à la réalisation et à la gestion de ses projets de développement de systèmes informatiques.

Les coûts directement liés au développement sont inclus dans les coûts capitalisés de développement de systèmes lorsqu'ils remplissent les critères mentionnés dans le prochain paragraphe. Les coûts admissibles sont les coûts de main-d'œuvre directs, les coûts d'emprunt et les autres coûts qui sont directement rattachés au développement des systèmes concernés jusqu'à la date où ils sont dans l'état nécessaire pour être exploités de la manière prévue par la direction. Aucuns frais généraux administratifs ne sont inclus.

Pour que les coûts mentionnés précédemment soient capitalisés au coût d'une immobilisation incorporelle, il est obligatoire que le projet respecte les critères suivants :

- il ne doit pas être du type « recherche »; et
- il a franchi l'étape préliminaire de la conception, donc il a atteint celle du développement, et que les critères suivants soient satisfaits :
 - il est techniquement faisable d'achever le système en vue de sa mise en service;
 - Retraite Québec a l'intention d'achever le système et de le mettre en service;
 - Retraite Québec a la capacité de mettre le système en service;
 - il est possible de démontrer que le système générera des avantages futurs probables;
 - Retraite Québec a suffisamment de ressources techniques, financières et autres pour achever le développement du système et le mettre en service;
 - les coûts attribuables au développement de ce système peuvent être mesurés et évalués de façon fiable.

3-i-2) Évaluation ultérieure à la comptabilisation

Pour toutes ses immobilisations corporelles et incorporelles, Retraite Québec utilise le modèle du coût. Selon cette méthode, le coût des immobilisations corporelles et incorporelles est diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Le coût de remplacement d'une partie d'une immobilisation est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il peut être évalué de façon fiable et s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à Retraite Québec. La valeur comptable de la composante remplacée est décomptabilisée. Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés au résultat net au poste Entretien et location informatique au moment où ils sont encourus.

3-i-3) Amortissement

L'amortissement est calculé sur le coût de l'actif diminué de sa valeur résiduelle. Les valeurs résiduelles, le mode d'amortissement et la durée d'utilité déterminée sont revus à chaque exercice et rajustés au besoin.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, à partir de la date où elles sont prêtes à être mises en service, et en fonction de leur durée d'utilité :

Ameublement et équipement de bureau	de 5 à 10 ans
Équipement et matériel informatique	de 3 à 10 ans
Matériel roulant	3 ans
Améliorations locatives	Durée restante du bail et des options de renouvellement
Aménagement en équipement spécialisé détenu en vertu de contrats de location-financement	10 ans

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de leur durée d'utilité :

Logiciels	de 3 à 7 ans
Développements de systèmes informatiques	de 5 à 10 ans

3-i-4) Dépréciation

À chaque date de fin d'exercice, la direction recherche et analyse tous les renseignements objectifs qui sont disponibles à l'interne ou à l'externe et qui révéleraient des indices de la dépréciation de certaines immobilisations corporelles et incorporelles, y compris celles qui n'ont pas encore été mises en service. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée à l'état du résultat net au poste Dépréciation d'immobilisations.

La direction évalue également les pertes de valeur qui pourraient faire l'objet d'une reprise lorsque les événements ou les circonstances le justifient.

3-i-5) Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, au développement ou à la production d'immobilisations incorporelles qualifiées, lesquelles exigent une longue période de préparation avant leur mise en service, sont incorporés dans le coût de ces actifs jusqu'à ce que ceux-ci soient prêts pour leur utilisation prévue.

Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés à titre de charges d'intérêts au résultat net de l'exercice.

3-j) Contrats de location

Retraite Québec a acquis certains aménagements et équipements spécialisés payables mensuellement et prenant ainsi la forme d'un contrat de location. Ces contrats ne comportent pas de paiements conditionnels ou autres clauses restrictives.

Un contrat de location est classé dans les immobilisations corporelles en tant que contrat de location-financement s'il transfère à Retraite Québec la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété. À l'inverse, il sera classé à titre de contrat de location simple si les risques et avantages ne sont pas transférés.

Les paiements à titre de location simple sont comptabilisés en charge lorsqu'ils sont effectués. Pour les contrats de location-financement, un actif est comptabilisé et sa valeur est établie en actualisant les paiements minimaux au titre de la location. Cet actif est ensuite amorti sur la durée de vie utile selon les modalités inscrites à la note 3-i-3. En contrepartie, une dette à long terme est inscrite à titre d'obligation découlant d'un contrat de location-financement.

3-k) Provisions comptabilisées au passif

Une provision est comptabilisée au passif lorsque Retraite Québec a une obligation actuelle, juridique ou implicite résultant d'événements passés, qu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant peut être évalué de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions correspondent à la meilleure estimation faite par la direction de la charge nécessaire à l'extinction de l'obligation à la fin de l'exercice. Lorsque l'effet de la valeur du temps de l'argent est significatif, le montant de cette provision est déterminé par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus à un taux d'actualisation approprié dans les circonstances.

3-l) Instruments financiers

Un instrument financier est un contrat qui donne lieu à un actif financier pour une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres pour une autre entité. Les actifs ou les passifs d'origine non contractuelle qui résultent d'obligations légales imposées par l'État ne sont pas des actifs ou passifs financiers, par exemple les charges sociales à payer sur les salaires.

3-l-1) Évaluation initiale, classement et évaluation ultérieure

Les instruments financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur majorés ou diminués des coûts de transaction directement imputables.

Les actifs financiers sont ensuite tous classés sous la seule catégorie (nommée : « au coût amorti ») applicable à Retraite Québec en vertu :

- des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ses actifs financiers,
- du modèle économique utilisé pour la gestion de ses actifs financiers.

En effet, puisque tous les actifs financiers ont des caractéristiques contractuelles qui correspondent à des remboursements de principal et d'intérêts, ceux-ci correspondent donc au modèle économique d'actifs détenus à des fins de perception de flux de trésorerie et sont donc classés dans la catégorie des actifs financiers au coût amorti.

Les passifs financiers sont pour leur part tous classés selon le principe de base de la norme qui est l'évaluation au coût amorti.

Selon leur classification, les actifs et passifs financiers sont ultérieurement comptabilisés de la manière décrite ci-dessous.

Actifs financiers au coût amorti

Les éléments inclus dans cette catégorie sont la trésorerie, la trésorerie attribuable aux RRSP, les clients et autres débiteurs (à l'exception des éléments non financiers), la somme à recevoir du gouvernement du Québec, le rendement à recevoir du RRQ-régime de base, et l'avance au Régime de rentes du Québec.

À chaque date de fin d'exercice, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et cette valeur comptable représente une approximation raisonnable de leur juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

Passifs financiers au coût amorti

Les éléments inclus dans cette catégorie sont les découverts bancaires, les emprunts, les fournisseurs et autres créditeurs (à l'exception des éléments non financiers), la somme due au gouvernement du Québec, la dette à long terme auprès de Financement-Québec et celle découlant d'un recours collectif.

À chaque date de fin d'exercice, ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et cette valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

3-l-2) Décomptabilisation

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à un actif financier arrivent à expiration, ou lorsqu'un actif financier et tous les risques et avantages importants sont cédés. Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, d'annulation ou d'expiration.

3-l-3) Dépréciation d'actifs financiers

À la fin de chaque exercice, la direction de Retraite Québec détermine s'il y a perte de valeur pour ses actifs financiers.

Ainsi, si le risque de crédit que comporte un instrument financier a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale ou la dernière évaluation, un montant correspondant aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie de l'actif est alors comptabilisé au résultat net à titre de perte de valeur.

Si le risque de crédit n'a pas augmenté de façon importante, la direction de Retraite Québec comptabilise au résultat net, à titre de perte de valeur, le montant des pertes de crédit attendues au cours des 12 mois à venir.

3-m) Information additionnelle sur les mandats administrés par Retraite Québec

3-m-1) Établissement des mandats

Retraite Québec administre plusieurs mandats qui sont définis à la note 2. Les autres activités sont regroupées sous la rubrique « Administration commune » à la note 27 aux fins de présentation.

Les mandats sont présentés selon les mêmes critères que ceux utilisés pour la production des rapports internes à la haute direction de Retraite Québec ainsi qu'à son conseil d'administration. Ces personnes sont considérées comme étant les principaux décideurs opérationnels qui s'occupent d'allouer les ressources et d'évaluer la performance de ces mandats. L'information financière relative aux divers mandats est présentée à la note 27.

4. Modifications de méthodes comptables

4-a) Nouvelles normes comptables ou normes modifiées

Au 1^{er} janvier, Retraite Québec a appliqué les modifications introduites par l'entrée en vigueur des deux nouvelles normes suivantes :

IFRS 9 : Instruments financiers – Classement et évaluation

Cette norme a remplacé la norme IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 couvre le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers ainsi que la dépréciation des actifs financiers. Elle précise que les actifs financiers doivent être évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur, et ce, suivant le modèle économique utilisé par l'entité pour sa gestion ainsi que les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs financiers. L'évaluation des passifs financiers au coût amorti est maintenue.

Conséquemment, même si Retraite Québec a adopté, tel qu'exigé, cette nouvelle norme de façon rétrospective sans retraitement de l'information comparative, il n'y a eu aucun impact sur les états financiers outre les changements de noms de catégories d'instruments financiers. Le tableau suivant résume ces changements :

Catégories d'instruments financiers utilisées en 2018	Catégories d'instruments financiers utilisées en 2017
Actifs financiers au coût amorti	Prêts et créances
Passifs financiers au coût amorti	Autres passifs financiers

IFRS 15 : Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Cette norme remplace les normes IAS 11, *Contrats de construction*, IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IFRIC 13, *Programme de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients*, et SIC-31, *Produits des activités ordinaires – opérations de troc impliquant des services de publicité*.

La norme prévoit cinq étapes à rencontrer pour comptabiliser un produit :

- Identification du ou des contrats avec un client;
- Identification des différentes obligations de performance envers le client incluses dans ce ou ces contrats;
- Détermination du prix de la transaction;
- Affectation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance;
- Comptabilisation du produit lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

Des informations doivent également être fournies pour permettre aux utilisateurs de bien comprendre la nature, le montant, l'échéance, et le niveau d'incertitude lié aux produits et à leur encaissement.

L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucun impact sur les états financiers de Retraite Québec.

4-b) Normes comptables et modifications publiées, mais pas encore entrées en vigueur

De nouvelles normes ou modifications aux normes existantes ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) avec prise d'effet pour des exercices postérieurs à 2018. La norme qui est susceptible d'être pertinente pour Retraite Québec ainsi que la date à laquelle elle sera applicable est la suivante :

IFRS 16 Contrats de location

Cette norme a été publiée en janvier 2016. Elle remplacera la norme actuelle (IAS 17) qui traite du même sujet. L'objectif de la norme est de comptabiliser, à quelques exceptions près, tous les contrats de location simples comme une acquisition d'actifs financée par l'émission de dette. L'actif loué devra aussi être amorti par la suite. La norme entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2019, et ses dispositions transitoires prévoient l'application rétrospective de celle-ci. Une application anticipée est autorisée, mais la direction ne compte pas le faire.

La direction n'a pas encore finalisé les analyses d'impacts de cette nouvelle norme et n'est donc pas en mesure d'indiquer les effets de celle-ci sur les états financiers.

5. Estimations comptables et jugements

La préparation des états financiers exige que la direction de Retraite Québec exerce son jugement dans l'application des méthodes comptables et qu'elle utilise des estimations et des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les estimations sont révisées à chaque date de fin d'exercice, et les rajustements en découlant sont comptabilisés immédiatement dans les exercices au cours desquels sont effectuées ces révisions.

Elles reposent sur l'expérience, la conjoncture économique et les tendances générales afin de déterminer l'issue probable des éléments analysés. Les résultats réels pourraient donc différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations ou de jugements sont la durée d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles, la comptabilisation des développements de systèmes à l'interne, la provision pour congés de maladie, vacances et autres, et la comptabilisation des contrats de location. Des explications sont présentées ci-dessous.

5-a) Durée d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles

Tel que décrit à la note 3-i-3, la direction de Retraite Québec détermine les durées d'utilité de ses immobilisations corporelles et incorporelles et revoit ces dernières à chaque fin d'exercice. Diverses analyses sont utilisées pour effectuer ce travail, notamment :

- Le suivi des développements de systèmes informatiques réalisés durant l'exercice courant et lors des derniers exercices afin de rattacher ceux-ci aux systèmes principaux existants;
- La mise à jour de l'inventaire des principaux systèmes ainsi que leur âge;
- L'examen des estimations de durée d'utilité effectuées par des pairs;
- L'état et le niveau d'utilisation des systèmes.

Les données sur la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, conséquentes à l'utilisation de ces estimations de durée d'utilité déterminée, sont fournies en détail aux notes 15 et 16.

5-b) Développements de systèmes à l'interne

La direction doit poser un jugement important pour distinguer l'étape de la recherche de celle du développement des systèmes. Les coûts directement attribuables à la phase de développement sont comptabilisés en tant qu'actifs lorsque tous les critères de capitalisation sont respectés, tandis que les dépenses de recherche sont passées en charges à mesure qu'elles sont encourues.

Retraite Québec veille également à ce que les exigences, décrites en détails à la note 3-i-1, qui permettent la comptabilisation des coûts directement attribuables à la phase de développement en tant qu'actifs continuent d'être respectées. Ce suivi est nécessaire puisque le développement d'un système est incertain et peut être compromis par des problèmes techniques survenant après la comptabilisation.

5-c) Contrats de location

Dans certains cas, la direction doit utiliser son jugement pour déterminer si les contrats de location sont des contrats de location simple ou de location-financement selon la méthode comptable décrite à la note 3-j. En fonction du jugement porté, la direction classe les contrats selon l'un ou l'autre type. C'est à ce titre que l'on retrouve des contrats de location-financement dans les immobilisations et leur contrepartie dans la dette à long terme.

5-d) Provisions

La classification de certains montants entre la partie courante et non courante exige parfois que la direction fasse preuve de jugement pour déterminer le moment le plus probable de la sortie de fonds.

5-d-1) Provision pour congés de maladie, vacances et autres

Les employés de Retraite Québec sont assujettis aux mêmes conditions de travail que celles que le gouvernement du Québec a établies pour ses employés et gestionnaires. Ces conditions comprennent notamment des avantages concernant les congés tels que les vacances, les maladies et les absences de longue durée (ex. : invalidité). Ces congés peuvent être accumulés dans des « réserves » lorsqu'ils ne sont pas utilisés. La direction doit donc estimer, à chaque fin d'exercice, la valeur de ces congés accumulés dans les réserves, ainsi que la valeur de l'obligation envers les employés concernés par des absences connues de longue durée.

Pour effectuer cette estimation, la direction utilise, d'une part, des données détaillées réelles tels les nombres de jours de congé accumulés dans les réserves par chaque employé ainsi que leur âge et salaire effectif. D'autre part, elle a recours à diverses hypothèses pour évaluer la provision pour congés de maladie :

Description de l'hypothèse	Valeur
Le taux d'actualisation ^(a)	entre 2,75 % et 3,41 %
Le taux attendu d'augmentation statutaire des salaires des employés et d'inflation	2 %
L'âge présumé de prise de retraite des employés	61 ans
Le facteur global de projection et d'actualisation	entre 99 % et 150 %

(a) Hypothèses utilisées seulement pour évaluer l'obligation et la charge relatives aux réserves de congés de maladie, car ces derniers seront utilisés sur une longue période dans l'avenir.

La note 18 fournit plus de détails sur les montants des provisions relatives à ces congés qui sont comptabilisées à la date de fin d'exercice.

5-d-2) Autres provisions

Le jugement est utilisé afin de déterminer si un événement passé a engendré un passif qui devrait être comptabilisé aux états financiers en tant que provision ou s'il devrait être présenté comme une éventualité. Quantifier ces passifs implique des jugements et des estimations. Ces jugements sont basés sur plusieurs facteurs tels que la nature de la réclamation ou du conflit, l'état d'avancement et le déroulement des procédures juridiques, le montant potentiel à payer, la jurisprudence, l'expérience antérieure et la probabilité de la réalisation d'une perte. Plusieurs de ces facteurs sont source d'incertitude quant aux jugements et estimations.

6. Produits des activités ordinaires

Le tableau ci-dessous détaille les produits des activités ordinaires de Retraite Québec selon leur nature et leur appartenance à un mandat spécifique.

6-a) Détails pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

NATURE	RRQ de base	RRQ supplémentaire	RRSP	RCR	RVER	Total
Frais attribuables à des mandats de nature fiduciaire						
Administration des RRSP (note 7)	–	–	97 213	–	–	97 213
Administration du RRQ	107 417	1 938	–	–	–	109 355
	107 417	1 938	97 213	–	–	206 568
Autres produits des activités ordinaires						
Droits facturés à des régimes	–	–	–	7 922	283	8 205
Administration temporaire de rentes de retraités	–	–	–	664	–	664
	–	–	–	8 586	283	8 869
	107 417	1 938	97 213	8 586	283	215 437

6-b) Détails pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

NATURE	RRQ	RRSP	RCR	RVER	Total
Frais attribuables à des mandats de nature fiduciaire					
Administration des RRSP (note 7)	–	93 131	–	–	93 131
Administration du RRQ	109 399	–	–	–	109 399
	109 399	93 131	–	–	202 530
Autres produits des activités ordinaires					
Droits facturés à des régimes	–	–	7 773	95	7 868
Administration temporaire de rentes de retraités	–	–	674	–	674
	–	–	8 447	95	8 542
	109 399	93 131	8 447	95	211 072

7. Frais attribuables pour l'administration des RRSP

Les frais attribuables aux RRSP pour leur administration constituent un produit des activités ordinaires pour Retraite Québec.

Les articles 58 à 63 de la Loi sur Retraite Québec (RLRQ, chapitre R-26.3) font mention des régimes de retraite pour lesquels les sommes nécessaires au paiement des frais d'administration doivent être puisées dans leurs fonds confiés à la Caisse de dépôt et placements du Québec (CDPQ). Le tableau ci-dessous détaille les régimes concernés et les montants constatés au résultat net pour l'exercice :

	2018			2017		
	Fonds des cotisations salariales	Fonds des cotisations patronales	Total	Fonds des cotisations salariales	Fonds des cotisations patronales	Total
Régimes de retraite						
RREGOP	41 707	41 752	83 459	39 848	40 057	79 905
RRPE	1 947	4 286	6 233	1 971	3 885	5 856
RRMSQ	244	804	1 048	220	882	1 102
RRAPSC	270	380	650	228	327	555
RREM ^(a)			538			464
Autres régimes de retraite ^(b)			5 285			5 249
Total			97 213			93 131

(a) Le RREM possède une caisse commune pour les cotisations salariales et patronales.

(b) Pour les autres régimes de retraite administrés par Retraite Québec, les sommes nécessaires au paiement des frais d'administration attribuables aux RRSP sont assumées par le gouvernement et puisées dans le fonds général du fonds consolidé du revenu.

8. Frais d'administration

	2018	2017
Salaires et autres avantages du personnel	145 178	139 096
Courier et communications	10 513	9 966
Frais de déplacement	1 060	827
Services professionnels et techniques	21 671	20 921
Expertises médicales externes	1 924	1 737
Entretien et location d'immeubles	13 541	13 120
Entretien et location informatique	13 324	12 602
Fournitures	965	1 018
Autres	99	97
Créances irrécouvrables	3	–
Frais de perception des cotisations par Revenu Québec (note 9)	19 317	19 436
Participation au financement du Tribunal administratif du Québec	2 541	2 734
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	22 865	22 946
Dommages et intérêts	69	39
	253 070	244 539

9. Frais de perception des cotisations par Revenu Québec

	2018	2017
Frais d'administration (note 8)	19 317	19 436

Revenu Québec est, selon la Loi sur le régime de rentes du Québec, l'organisme chargé de percevoir les cotisations pour le compte du RRQ de base et du RRQ supplémentaire. Dans le cadre de ce mandat, une entente a été signée en 2009 et est sur le point d'être mise à jour pour y intégrer le RRQ supplémentaire selon les mêmes modalités que le RRQ de base. Celle-ci est d'une durée indéterminée, mais peut être résiliée sur préavis de 180 jours de l'une ou l'autre des parties. C'est selon cette entente que Revenu Québec facture à Retraite Québec des frais d'administration. Ces frais sont ensuite refacturés au mandat du RRQ de base et à celui du RRQ supplémentaire. Puisque les cotisations du RRQ supplémentaire débiteront à compter du 1^{er} janvier 2019, les frais de perception de l'exercice 2018 sont entièrement assumés par le RRQ de base.

Les frais d'administration sont déterminés en fonction des charges réellement engagées par Revenu Québec et sont réévalués tous les cinq ans. Une mise à jour a été effectuée en 2017 avec les données de Revenu Québec pour son exercice clos le 31 mars 2016. La prochaine évaluation aura lieu en 2022. Entre les deux dates d'évaluation, divers mécanismes d'indexation sont prévus dans l'entente. Ainsi, les salaires directs sont indexés selon le taux moyen d'augmentation de la masse salariale des employés affectés à ces tâches. Les salaires indirects ne sont pas indexés. L'amortissement est rajusté selon les plans d'amortissement des actifs concernés par l'entente. Les autres charges sont indexées selon le taux d'inflation, mesuré à l'aide de l'indice des prix à la consommation pour le Québec.

10. Charges financières

	2018	2017
Intérêts sur emprunts	2	15
Intérêts sur la dette à long terme	493	671
	495	686

11. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant à l'état des flux de trésorerie sont composés des éléments suivants au 31 décembre :

	2018	2017
Trésorerie	42 770	31 036

12. Trésorerie attribuable aux régimes de retraite (RRSP)

La trésorerie attribuée aux RRSP représente les sommes détenues pour les opérations courantes des RRSP dans les comptes bancaires de Retraite Québec. Les soldes de ces comptes bancaires distincts sont attribués aux régimes de retraite selon les transactions propres à chacun des régimes de retraite concernés. Ces sommes ne peuvent pas être utilisées pour les opérations courantes de Retraite Québec et elles se détaillent comme suit au 31 décembre :

	2018	2017
RREGOP	3 358	2 752
RRPE	1 390	1 255
Autres régimes	(738)	649
	4 010	4 656

13. Clients et autres débiteurs

13-a) Détail des montants inscrits au 31 décembre :

	2018	2017
Clients	2 069	1 948
Autres débiteurs	10	40
	2 079	1 988
Provision pour créances douteuses	(3)	–
	2 076	1 988

13-b) Classement des sommes à recevoir des clients (selon l'âge des comptes)

Le tableau suivant détaille la valeur brute des comptes clients selon leur âge au 31 décembre :

	2018	2017
De 0 à 30 jours	1 837	1 851
De 31 à 60 jours	24	16
De 61 à 90 jours	155	52
Plus de 90 jours	53	29
	2 069	1 948

14. À recevoir des (dû aux) mandats de nature fiduciaire

14-a) À recevoir des RRSP pour l'administration des RRSP

14-a-1) Portion courante

La portion courante représente :

- i. L'addition des montants suivants récupérables auprès des RRSP :
 - la provision pour vacances,
 - les charges courantes,
 - les acquisitions d'immobilisations attribuables aux RRSP,
 - et les versements en capital pour l'exercice 2019 sur la dette à long terme.
- ii. Du total des éléments en i- ci-dessus, nous soustrayons ensuite les éléments suivants :
 - l'amortissement estimé de l'exercice 2019 sur les immobilisations corporelles et incorporelles financées par la dette à long terme,
 - le montant de la trésorerie attribuée aux régimes de retraite détenue dans la trésorerie de Retraite Québec,
 - le remboursement à recevoir en 2019 des petits mandats (SAE, RCR, RVER) pour la partie exigible du financement de leurs quote-part des immobilisations communes initialement avancée par les RRSP.

La portion courante se détaille comme suit au 31 décembre :

	2018			2017		
	Montant net à recevoir des RRSP	Moins trésorerie attribuée par Retraite Québec	Montant net à recevoir des RRSP	Montant net à recevoir des RRSP	Moins trésorerie attribuée par Retraite Québec	Montant net à recevoir des RRSP
		(note 12)			(note 12)	
Régime ou entité						
RREGOP	5 947	(3 358)	2 589	16 201	(2 752)	13 449
RRPE	(912)	(1 390)	(2 302)	(251)	(1 255)	(1 506)
Autres régimes	(172)	1 516	1 344	127	323	450
Gouvernement du Québec	(185)	(778)	(963)	460	(972)	(512)
	4 678	(4 010)	668	16 537	(4 656)	11 881

14-a-2) Portion non courante

La portion non courante représente :

- i. L'addition des montants suivants récupérables auprès des RRSP :
 - la provision pour congés de maladie,
 - l'excédent de la dette à long terme sur la valeur nette des immobilisations corporelles et incorporelles financées par ces dettes à long terme.
- ii. Du total des éléments en i- ci-dessus, nous soustrayons ensuite les éléments suivants :
 - la portion courante de la dette à long terme,
 - l'amortissement estimé de l'exercice 2019,
 - le montant à recevoir des petits mandats (SAE, RCR, RVER) pour le financement de leurs quote-part des immobilisations communes initialement avancée par les RRSP, moins la portion exigible de cette somme en 2019.

14-a-2) Portion non courante (suite)

La portion non courante se détaille comme suit au 31 décembre :

	2018	2017
RREGOP	17 856	29 630
RRPE	2 011	2 907
Autres régimes	196	237
Gouvernement du Québec	762	856
	20 825	33 630

14-b) À recevoir du (Dû au) RRQ de base

La portion courante représente :

- i. L'addition des montants suivants récupérables auprès du RRQ de base :
 - la variation de la provision pour vacances et maladies,
 - les charges courantes,
 - les acquisitions d'immobilisations attribuables au RRQ de base.
- ii. Du total des éléments en i- ci-dessus, nous soustrayons ensuite les éléments suivants :
 - l'amortissement de l'exercice 2018 sur les immobilisations corporelles et incorporelles attribuables au RRQ de base,
 - le remboursement à recevoir en 2019 des petits mandats (SAE, RCR, RVER) pour la partie exigible du financement de leurs quote-part des immobilisations communes initialement avancée par le RRQ de base.

La portion non courante représente :

- i. La soustraction du montant à recevoir des petits mandats (SAE, RCR, RVER) pour le financement de leurs quote-part des immobilisations communes initialement avancée par le RRQ de base, moins la portion exigible de cette somme en 2019.

Le tableau ci-dessous présente la portion courante et non courante au 31 décembre :

	2018			2017		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
PASSIF						
Dû au RRQ de base	2 646	3 887	6 533	8 309	–	8 309

14-c) À recevoir du RRQ supplémentaire

Ce montant est à recevoir du RRQ supplémentaire à titre de financement pour les charges et pour les acquisitions d'immobilisations de l'exercice courant étant donné que cette entité encaissera des revenus de cotisation seulement à compter de 2019. Ce solde porte intérêt au taux variable bancaire pour les soldes de trésorerie (taux de 2,05 % au 31 décembre 2018). Le tableau ci-dessous présente la portion courante et non courante :

	2018			22 février 2018		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
ACTIF						
À recevoir du RRQ supplémentaire	2 996	–	2 996	–	–	–

15. Immobilisations corporelles

	Ameublement et équipement de bureau	Équipement et matériel informatique	Matériel roulant	Améliorations locatives	Aménagement et équipement spécialisé détenu en vertu de contrats de location- financement	Total
COÛT						
Au 1^{er} janvier 2017	11 406	31 851	61	8 214	6 688	58 220
Acquisitions	105	1 288	–	223	–	1 616
Cessions	(512)	(19 951)	–	(1 385)	(57)	(21 905)
Au 31 décembre 2017	10 999	13 188	61	7 052	6 631	37 931
Acquisitions	217	1 651	58	122	–	2 048
Cessions	(742)	(126)	(27)	(572)	–	(1 467)
Au 31 décembre 2018	10 474	14 713	92	6 602	6 631	38 512
CUMUL DES AMORTISSEMENTS						
Au 1^{er} janvier 2017	10 020	27 778	57	6 647	6 093	50 595
Dotation aux amortissements de l'exercice	284	1 478	4	317	123	2 206
Cessions	(512)	(19 951)	–	(1 385)	(57)	(21 905)
Au 31 décembre 2017	9 792	9 305	61	5 579	6 159	30 896
Dotation aux amortissements de l'exercice	274	1 548	–	214	89	2 125
Cessions	(742)	(126)	(27)	(572)	–	(1 467)
Au 31 décembre 2018	9 324	10 727	34	5 221	6 248	31 554
VALEUR COMPTABLE						
Au 31 décembre 2017	1 207	3 883	–	1 473	472	7 035
Au 31 décembre 2018	1 150	3 986	58	1 381	383	6 958

Aucune perte de valeur ou reprise de valeur n'a été comptabilisée au 31 décembre 2018 (31 décembre 2017 : idem).

16. Immobilisations incorporelles

	Logiciels	Développements de systèmes informatiques	Total
COÛT			
Au 1^{er} janvier 2017	30 550	283 198	313 748
Acquisitions	993	14 124	15 117
Cessions	(4 502)	(570)	(5 072)
Au 31 décembre 2017	27 041	296 752	323 793
Acquisitions	981	15 991	16 972
Cessions	–	–	–
Au 31 décembre 2018	28 022	312 743	340 765
CUMUL DES AMORTISSEMENTS			
Au 1^{er} janvier 2017	24 591	199 031	223 622
Dotation aux amortissements de l'exercice	2 185	18 555	20 740
Cessions	(4 502)	(570)	(5 072)
Au 31 décembre 2017	22 274	217 016	239 290
Dotation aux amortissements de l'exercice	2 096	18 644	20 740
Cessions	–	–	–
Au 31 décembre 2018	24 370	235 660	260 030
VALEUR COMPTABLE			
Au 31 décembre 2017	4 767	79 736	84 503
Au 31 décembre 2018	3 652	77 083	80 735

Aucune perte de valeur ou reprise de valeur n'a été comptabilisée au 31 décembre 2018 (31 décembre 2017 : idem).

Les immobilisations incorporelles en cours de développement sont incluses dans la catégorie « Développements de systèmes informatiques » du tableau ci-dessus, et leur montant totalise 14 287 063 \$ au 31 décembre 2018 (31 décembre 2017 : 9 801 700 \$).

Le montant total des dépenses de recherche et développement comptabilisé au résultat net pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 est de 5 382 628 \$ (31 décembre 2017 : 2 461 500 \$).

17. Découverts bancaires et emprunts

	2018	2017
Emprunts	–	1 771

17-a) Découverts bancaires

Au 31 décembre 2018, Retraite Québec dispose d'une marge de crédit bancaire sans garantie de 65 millions de dollars (31 décembre 2017 : 61 millions de dollars) remboursable à demande. Depuis le 1^{er} janvier 2016, le RRQ de base bénéficie conjointement de cette facilité de crédit et le montant combiné de la marge ne peut pas dépasser 65 millions de dollars. Les montants empruntés portent intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2018, le taux est de 3,95 % (31 décembre 2017 : 3,2 %), et la marge n'est pas utilisée (2017 : idem).

17-b) Emprunts

Le gouvernement du Québec a signé un décret autorisant Retraite Québec à faire, pour le mandat RVER, des emprunts courants sous forme de billets à payer auprès de Financement-Québec pour un montant maximal de 5 millions de dollars. Cette autorisation est valide jusqu'au 31 décembre 2022. En date du 31 décembre 2018, il n'y avait pas d'emprunt. Celui au 31 décembre 2017 portait un taux de 1,4 % et venait à échéance le 31 janvier 2018.

18. Provisions

18-a) Nature des provisions

18-a-1) Provision pour congés de maladie

Diverses modalités à ce titre s'appliquent selon l'appartenance des employés à un groupe :

- **Groupe des employés affiliés au Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ) :**

Selon l'entente intervenue entre le SFPQ et le gouvernement, les banques de congés accumulées au 31 mars 2017 dans l'ancien régime seront remboursées ou écoulées d'ici le 31 mars 2022, à l'exception d'un maximum de 20 jours qui doivent être transférés dans une réserve au nouveau régime. Les jours accumulés dans les banques de l'ancien régime, qui n'ont pas été transférés au nouveau régime, peuvent être utilisés selon certaines dispositions (maladie, vacances, préretraite) jusqu'au 31 mars 2022 et le solde sera remboursé à 70 % dans les 60 jours suivant cette date. En cas de départ (à partir du 1^{er} avril 2017), la banque sera remboursée à 70 %.

Le nouveau régime qui est entré en vigueur le 1^{er} avril 2017 est différent de l'ancien. Les principales différences sont les suivantes :

- attribution de 10 jours de maladie par année (10/12 de jour par mois);
- accumulation d'un maximum de 20 jours;
- paiement de l'excédent de 20 jours à la fin de chaque année (à 100 %, basé sur l'état de la banque au 30 septembre);
- pas d'utilisation de la réserve du nouveau régime pour la préretraite.

- **Groupe des employés affiliés au Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) :**

Selon l'entente intervenue entre le SPGQ et le gouvernement, les banques de congés accumulées au 31 mars 2019 dans l'ancien régime seront remboursées ou écoulées d'ici le 31 mars 2024, à l'exception d'un maximum de 20 jours qui doivent être transférés dans une réserve au nouveau régime. Les jours accumulés dans les banques de l'ancien régime, qui n'ont pas été transférés au nouveau régime, peuvent être utilisés selon certaines dispositions (maladie, vacances, préretraite) jusqu'au 31 mars 2024 et le solde sera remboursé à 70 % dans les 60 jours suivant cette date. En cas de départ (à partir du 1^{er} avril 2019), la banque sera remboursée à 70 %.

Le nouveau régime qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 2019 est identique à celui du personnel syndicable du SFPQ présenté ci-haut.

- **Groupe des employés non syndicables :**

De façon générale, le personnel non syndicable n'a pas droit à l'attribution de congé de maladie à chaque mois, mais il conserve les congés accumulés dans un emploi syndicable antérieur, le cas échéant.

Lorsqu'un employé utilise ces congés en cas de maladie, il est présumé au travail et son salaire ainsi que tous ses avantages sociaux sont maintenus.

En cas de décès ou de fin d'emploi, 50 % des congés accumulés, sujet à un maximum de 66 jours, sont remboursés sous la forme d'un paiement unique.

Au moment de la retraite, l'employé a le choix entre le remboursement des congés de maladie selon les modalités applicables en cas de fin d'emploi et l'utilisation des congés accumulés en préretraite. En vertu de ce dernier choix, le lien d'emploi est conservé tout au long du congé et l'employé peut écouler 100 % des congés accumulés, et ce, tout en conservant les avantages sociaux liés à l'emploi.

18-a-1) Provision pour congés de maladie (suite)

La direction présente ces montants en tant que passifs non courants, car elle juge que la plupart des employés n'utilisent généralement pas toutes les nouvelles journées de maladie accumulées au cours du prochain exercice et reportent ainsi d'année en année le solde non utilisé. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les hypothèses retenues lors de l'évaluation de la provision sont décrites à la note 5-d-1).

18-a-2) Provision pour vacances

Les conventions collectives permettent aux employés de reporter des jours de vacances à l'année financière suivante ou de se les faire monnayer à 100 %, au taux de traitement en vigueur à ce moment, en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès. La direction présente ces montants en tant que passifs courants, car elle juge que la plupart des employés utilisent ces journées l'année suivante.

Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

18-a-3) Autres provisions

Les autres provisions incluent celles qui ont été comptabilisées pour couvrir les indemnités à verser à la suite de litiges, de poursuites ou d'autres ententes de règlement. Il est à noter que les autres provisions sont classées, selon leur propre situation, soit dans la portion courante, soit dans la portion non courante selon l'estimation faite par la direction quant au moment le plus probable de leur paiement.

18-b) Rapprochement des montants de provisions présentés

Le tableau suivant fournit le détail des provisions comptabilisées :

	Provisions pour congés de maladie, vacances et autres	Autres provisions	Total	Portion courante	Portion non courante
Solde au 1^{er} janvier 2017	44 323	12 450	56 773	19 263	37 510
Augmentations	19 451	4 385	23 836		
Utilisations ou diminutions	(20 401)	(1 600)	(22 001)		
Reprises pour provisions excédentaires	(3 483)	–	(3 483)		
Autres ^(a)	2 421	–	2 421		
Solde au 31 décembre 2017	42 311	15 235	57 546	20 261	37 285
Augmentations	20 444	1 200	21 644		
Utilisations ou diminutions	(14 845)	(3 185)	(18 030)		
Reprises pour provisions excédentaires	(5 269)		(5 269)		
Autres ^(a)	(2 799)		(2 799)		
Solde au 31 décembre 2018	39 842	13 250	53 092	17 999	35 093

(a) Désactualisation et incidence de la modification des taux d'actualisation.

19. Produits reportés

19-a) Tableau sommaire

Le tableau ci-dessous résume les produits reportés ainsi que leur portion courante et non courante selon les mandats auxquelles ils sont rattachés :

	Mandats				Portion courante	Portion non courante
	RRSP (note 19-b)	RRQ de base (note 19-c)	SAE (note 19-d)	RVER (note 19-e)	Total	
Au 1^{er} janvier 2017	41 642	12 628	2 793	253	57 316	41 120
Ajouts	11 444	7 965	1 634	–	21 043	
Virements au résultat net	(12 853)	(2 325)	(695)	(67)	(15 940)	
Solde au 31 décembre 2017	40 233	18 268	3 732	186	62 419	44 552
Ajouts	4 427	9 271	190	–	13 888	
Virements au résultat net	(13 394)	(3 562)	(768)	(68)	(17 792)	
Solde au 31 décembre 2018	31 266	23 977	3 154	118	58 515	41 714

19-b) Informations additionnelles concernant les produits reportés attribuables aux RRSP

La portion courante représente les montants chargés aux RRSP pour ce mandat et tient compte des charges payées d'avance et de l'amortissement estimé de l'exercice 2019 des immobilisations corporelles et incorporelles non financées par la dette à long terme et des frais de financement reportés.

La portion non courante représente les montants chargés aux RRSP pour ce mandat, et tient compte de la valeur nette des immobilisations corporelles et incorporelles non financées par la dette à long terme et des frais de financement reportés moins la portion courante qui correspond à leur amortissement estimé de l'exercice 2019.

Les produits reportés pour les RRSP se détaillent comme suit :

	Produits reportés	Portion courante	Portion non courante
Au 1^{er} janvier 2017	41 642	12 598	29 044
Ajouts	11 444		
Virements au résultat net	(12 853)		
Solde au 31 décembre 2017	40 233	13 436	26 797
Ajouts	4 427		
Virements au résultat net	(13 394)		
Solde au 31 décembre 2018	31 266	12 317	18 949

19-c) Informations additionnelles concernant les produits reportés attribuables au RRQ de base

La portion courante représente les montants chargés au mandat RRQ de base concernant les charges payées d'avance et l'amortissement estimé de l'exercice 2019 des immobilisations corporelles et incorporelles.

La portion non courante représente les montants chargés au mandat RRQ de base concernant la valeur nette des immobilisations corporelles et incorporelles moins la portion courante qui correspond à leur amortissement estimé de l'exercice 2019.

	Produits reportés	Portion courante	Portion non courante
Au 1^{er} janvier 2017	12 628	2 485	10 143
Ajouts	7 965		
Virements au résultat net	(2 325)		
Solde au 31 décembre 2017	18 268	3 623	14 645
Ajouts	9 271		
Virements au résultat net	(3 562)		
Solde au 31 décembre 2018	23 977	3 790	20 187

19-d) Informations additionnelles concernant les produits reportés attribuables au SAE

Les produits reportés comprennent les contributions reçues d'avance du gouvernement du Québec et les produits perçus d'avance d'un organisme externe relativement à des immobilisations incorporelles. La portion courante représente le montant correspondant à l'amortissement de ces immobilisations estimé de l'exercice 2019. Le tableau ci-dessous ventile le montant plus en détail :

	Contributions perçues d'avance du gouvernement du Québec	Produits perçus d'avance d'un organisme	Total	Portion courante	Portion non courante
Au 1^{er} janvier 2017	2 751	42	2 793	1 053	1 740
Ajouts	1 634	–	1 634		
Virements au résultat net	(685)	(10)	(695)		
Solde au 31 décembre 2017	3 700	32	3 732	741	2 991
Ajouts	190	–	190		
Virements au résultat net	(758)	(10)	(768)		
Solde au 31 décembre 2018	3 132	22	3 154	627	2 527

19-e) Informations additionnelles concernant les produits reportés attribuables au RVER

Les produits reportés comprennent les contributions reçues d'avance du gouvernement du Québec relativement à des immobilisations incorporelles. La portion courante représente le montant correspondant à l'amortissement de ces immobilisations estimé pour l'exercice 2019.

	Contributions perçues d'avance du gouvernement du Québec	Portion courante	Portion non courante
Au 1^{er} janvier 2017	253	60	193
Ajouts	—		
Virements au résultat net	(67)		
Solde au 31 décembre 2017	186	67	119
Ajouts	—		
Virements au résultat net	(68)		
Solde au 31 décembre 2018	118	67	51

20. Dette à long terme

20-a) Détail de la dette à long terme au 31 décembre :

	2018	2017
Dettes auprès de la Société québécoise des infrastructures découlant de contrats de location-financement		
Au taux de 4,70 %, remboursable par versements mensuels de 18 079 \$, échéant en avril 2021	479	668
Au taux de 4,69 %, remboursable par versements mensuels de 6 308 \$, échéant en novembre 2020	139	206
Au taux de 4,69 %, remboursable par versements mensuels de 11 115 \$, échéant en août 2020	213	334
Au taux de 4,48 %, remboursable par versements mensuels de 6 909 \$, échéant en avril 2022	256	326
Au taux de 2,90 %, remboursable par versements mensuels de 3 177 \$, échéant en septembre 2028	323	352
Au taux de 3,33 %, remboursable par versements mensuels de 2 444 \$, échéant en juin 2019	15	43
Au taux de 3,33 %, remboursable par versements mensuels de 834 \$, échéant en novembre 2019	9	18
Au taux de 2,15 %, remboursable par versements mensuels de 494 \$, échéant en mai 2020	8	14
	1 442	1 961
Dette auprès de Financement-Québec		
Au taux de 1,409 %, remboursable par versements annuels de 10 922 k\$, échéant le 1 ^{er} juin 2020	21 843	32 765
Moins : frais de financement reportés	(71)	(122)
	21 772	32 643
Dommages-intérêts payables découlant du jugement rendu dans le cadre d'un recours collectif		
Sans intérêts, payables par versements mensuels indexés, pour la durée de la vie des membres désignés du groupe	753	773
Total de la dette à long terme	23 967	35 377
Partie courante échéant à moins d'un an		
Dette à long terme	11 484	11 476
Amortissement des frais de financement reportés	(50)	(50)
Total de la partie courante	11 434	11 426
Total de la partie non courante	12 533	23 951

Il est à noter que Retraite Québec n'a donné aucun actif pour garantir les emprunts.

20-b) Versements des dettes selon leur échéance

	Échéance			Total
	Moins d'un an	Entre un et 5 ans	Plus de 5 ans	
Versements en capital découlant de contrats de location-financement	527	746	169	1 442
Versements en capital de la dette auprès de Financement-Québec	10 921	10 922	–	21 843
Versements des dommages-intérêts payables découlant du jugement rendu dans le cadre d'un recours collectif	36	297	420	753
Total	11 484	11 965	589	24 038

20-c) Rapprochement entre le total des paiements minimaux futurs au titre de la location et leur valeur actualisée au 31 décembre :

	Paiements minimaux au titre de la location		Valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location	
	2018	2017	2018	2017
Moins d'un an	577	592	516	508
Entre 1 et 5 ans	796	1 335	690	1 128
Plus de 5 ans	181	219	137	161
Sous-total	1 554	2 146	1 343	1 797
Moins : Intérêts compris dans les paiements minimaux	(112)	(185)	0	0
Total	1 442	1 961	1 343	1 797

20-d) Variation des passifs issus des activités de financement**20-d-1) Détails pour l'exercice clos le 31 décembre 2018**

	Solde au 31 décembre 2017	Éléments découlant des activités de financement		Éléments sans contrepartie de trésorerie		Solde au 31 décembre 2018
		Nouveau financement	Remboursements	Autres changements	Rajustements de la valeur	
Emprunt (note 17)	1 771		(1 771)			–
Dettes à long terme						
Dettes auprès de la SQI (contrats de location-financement)	1 961	–	(519)			1 442
Dettes auprès de Financement-Québec	32 643	–	(10 922)	51	–	21 772
Dommages-intérêts payables découlant d'un recours collectif	773	–	(20)			753
Total dette à long terme	35 377	–	(11 461)	51	–	23 967

20-d-2) Détails pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

	Solde au 31 décembre 2017	Éléments découlant des activités de financement		Éléments sans contrepartie de trésorerie		Solde au 31 décembre 2018
		Nouveau financement	Remboursements	Autres changements	Rajustements de la valeur	
Emprunt (note 17)	400	1 371				1 771
Dettes à long terme						
Dettes auprès de la SQI (contrats de location-financement)	2 489	–	(528)			1 961
Dettes auprès de Financement-Québec	43 515	–	(10 922)	50	–	32 643
Dommages-intérêts payables découlant d'un recours collectif	816	–	(43)			773
Total dette à long terme	46 820	–	(11 493)	50	–	35 377

21. Avantages du personnel

21-a) Régimes de retraite généraux et obligatoires

Les membres du personnel et les dirigeants de Retraite Québec participent à des régimes de retraite généraux et obligatoires, soit au RREGOP, au Régime de retraite de l'administration supérieure ou au RRPE. Ces régimes sont à prestations définies et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Pour l'exercice 2018, le taux de cotisation de Retraite Québec au RREGOP était de 10,97 % (2017 : 11,05 %) de la masse salariale admissible; celui au RRPE et celui au RRAS étaient de 12,82 % (2017 : 15,03 %).

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la Loi sur le RRPE de 2,97 % de la masse salariale admissible pour l'exercice 2018 (2017 : 4,94 %). Cette somme doit être versée par l'employeur pour les participants au RRPE et au RRAS, et une somme équivalente pour les employeurs. Ainsi, Retraite Québec a dû verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2018 correspondant à 5,94 % de la masse salariale admissible (2017 : 9,88 %).

Les cotisations payées par Retraite Québec et imputées au poste Salaires et autres avantages du personnel du résultat net de l'exercice, en fonction des taux de cotisation déterminés pour le service courant, incluant aussi le montant des compensations à verser pour le RRPE et le RRAS, s'élèvent à 11 591 944 \$ (2017 : 11 008 398 \$). Les obligations de Retraite Québec envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

22. Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités d'exploitation

	2018	2017
Trésorerie attribuable aux RRSP	646	(705)
Clients et autres débiteurs	(88)	1 150
À recevoir du gouvernement du Québec	2 559	(2 503)
À recevoir des RRSP	24 018	16 147
Charges payées d'avance	172	(1 360)
Rendement à recevoir du RRQ-régime de base	763	23
À recevoir du RRQ-régime supplémentaire	(2 996)	–
Avance au RRQ-régime de base	3 870	(13 175)
Fournisseurs et autres créditeurs	6 261	(4 709)
Dû au RRQ-régime de base	(1 776)	4 976
Dû au gouvernement du Québec	(2 634)	1 428
Provisions	(4 454)	773
Produits reportés	(3 904)	5 103
	22 437	7 148

23. Risques financiers

Dans le cours normal de ses affaires, Retraite Québec est exposée à divers risques, notamment ceux reliés aux marchés, au crédit et aux liquidités. L'entité a mis en place des politiques et procédés administratifs pour gérer le mieux possible ces risques.

23-a) Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut subir Retraite Québec en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ainsi que les cours boursiers.

23-a-1) Risque de marché sur les actifs

Ce risque n'est pas présent directement pour Retraite Québec, car en tant qu'administrateur, elle ne détient pas d'instruments financiers sujets à ce risque. Les placements sont plutôt détenus par le RRQ de base ou par les RRSP et sont présentés dans des états financiers distincts de ceux-ci. Toutefois, les perturbations de marché pourraient avoir des effets indirects sur les autres risques mentionnés ci-après.

23-a-2) Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Pour Retraite Québec, ce risque concerne essentiellement un compte bancaire ainsi que certains créditeurs qui sont libellés ou payables en dollars américains. Le tableau ci-dessous résume, en dollars canadiens, les sommes qui ont été converties pour les comptes libellés en devise USD :

	2018	2017
Trésorerie	13	4
Créditeurs	1	142

Puisque les montants en devises USD sont peu élevés, une variation importante du taux de change aurait un effet marginal et la direction ne juge donc pas approprié d'utiliser des instruments de couverture de change.

23-a-3) Risque de taux d'intérêt sur les passifs

Le risque de taux d'intérêt se définit comme le risque que la valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Retraite Québec est exposée à un risque de taux d'intérêt sur ses emprunts pour lesquels le taux d'intérêt est variable, et aussi sur sa dette à long terme auprès de Financement-Québec, qui porte intérêt à taux fixe.

La direction de Retraite Québec ne juge pas important d'utiliser des instruments dérivés pour gérer ce risque, car il est jugé faible étant donné qu'il s'agit d'une part d'emprunts courants qui sont remboursés rapidement par les divers mandats contribuant au financement de Retraite Québec et d'autre part, de dettes à long terme à taux fixes que Retraite Québec n'a pas l'intention de rembourser avant leurs échéances.

23-b) Risque de crédit

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte financière dans le cas où un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou de remplir tout autre engagement financier, ou verrait sa situation financière se dégrader.

Par ailleurs, le risque de crédit associé à la trésorerie, et à la trésorerie attribuable aux RRSP est réduit au minimum puisqu'il est investi auprès d'institutions financières réputées.

Retraite Québec estime être exposée à un risque de crédit limité à l'égard de ses créances même si les débiteurs ne sont pas garantis. Le risque de non-recouvrement est atténué du fait que les débiteurs proviennent d'un grand nombre de clients, d'une part, et que, d'autre part, la majeure partie de la valeur de ces débiteurs est à recevoir d'organismes publics et parapublics.

Retraite Québec effectue régulièrement le suivi des soldes impayés et entreprend diverses procédures de recouvrement auprès des clients. Ces procédures sont échelonnées selon une gradation des moyens en fonction de l'âge des comptes, de la situation et des mesures antérieures de recouvrement.

Afin d'évaluer les pertes attendues, Retraite Québec évalue périodiquement ses débiteurs et rajuste le niveau de la provision pour créances irrécouvrables selon une analyse statistique des dossiers clients. L'analyse vise à déterminer le pourcentage de recouvrement moyen en fonction de l'évolution des encaissements réels reçus des clients et de l'expérience d'encaissement des soldes impayés observée pour diverses situations ou différents événements.

Globalement, l'exposition maximale au risque de crédit de Retraite Québec correspond à la valeur comptable de ses actifs financiers.

23-c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité de ne pas pouvoir respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actifs.

Les principaux bailleurs de fonds de Retraite Québec, soit le gouvernement, les RRSP et le RRQ de base, sont en mesure de disposer rapidement des liquidités suffisantes leur permettant d'assumer facilement les déboursés administratifs qui les concernent et ainsi permettre à Retraite Québec de maintenir ses opérations normalement.

Retraite Québec dispose également de marges de crédit d'une valeur maximale de 65 000 000 \$ (31 décembre 2017 : 61 000 000 \$) pour subvenir à des besoins temporaires de liquidités.

Puisque Retraite Québec dispose d'une grande quantité de liquidités ou de facilités de crédit pour régler ses passifs, il n'y a pas de plan défini de gestion du risque à cet égard. Pour toutes ces raisons, le risque de liquidité de Retraite Québec est jugé faible.

23-c) Risque de liquidité (suite)

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers. Les montants indiqués correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés représentant les versements d'intérêt et de capital relatifs aux passifs financiers de Retraite Québec.

	Échéance			Total des flux de trésorerie contractuels	Valeur comptable
	Moins d'un an	1 à 5 ans	5 ans et plus		
POSTE					
Au 31 décembre 2018					
Fournisseurs et autres crédeurs étant des passifs financiers	17 132			17 132	17 132
Dû au gouvernement du Québec	187			187	187
Dette à long terme auprès de Financement-Québec, et celle découlant d'un recours collectif	11 266	11 373	420	23 059	22 596
Total	28 585	11 373	420	40 378	39 915
Au 31 décembre 2017					
Emprunts	1 771			1 771	1 771
Fournisseurs et autres crédeurs étant des passifs financiers	14 728			14 728	14 728
Dû au gouvernement du Québec	2 821			2 821	2 821
Dette à long terme auprès de Financement-Québec, et celle découlant d'un recours collectif	10 957	22 138	443	33 538	33 538
Total	30 277	22 138	443	52 858	52 858

24. Engagements et éventualités

24-a) Engagements contractuels

Retraite Québec a déjà conclu, pour les prochains exercices, des contrats irrévocables avec divers fournisseurs. La valeur des engagements liés aux charges d'exploitation est de 1 215 000 \$ au 31 décembre 2018 (757 000 \$ au 31 décembre 2017).

24-b) Éventualités

Retraite Québec est sujette à des litiges ou à des contestations de décisions dans le cours normal de ses activités. Ces procès ou contestations ne sont pas réglés et leur issue demeure imprévisible pour le moment. Selon l'information connue dont la direction dispose, et l'évaluation de ses avocats, celle-ci estime que les règlements pouvant découler de ces procès ou contestations n'auraient pas d'effets significatifs sur les états financiers.

25. Gestion du capital (actif net)

Comme mentionné précédemment, Retraite Québec administre plusieurs mandats. La présente note est utile pour connaître les objectifs de chaque mandat en termes de gestion du capital. Puisque Retraite Québec présente des états financiers comportant de l'information sur les mandats qu'elle administre, sauf pour les activités fiduciaires des mandats RRQ et RRSP qui ont des états financiers distincts, cette note est utile pour interpréter les chiffres fournis dans la note 27 concernant l'information additionnelle sur les mandats.

25-a) Mandat pour l'administration du RRQ de base

Puisque le RRQ de base possède son propre actif net dans ses états financiers distincts, l'objectif n'est pas d'accumuler une réserve de capital (actif net) pour ce mandat dans Retraite Québec, mais plutôt de gérer les activités courantes de ce mandat de façon efficiente.

Les soldes relatifs à ce mandat sont classés dans la colonne « administration commune » de la note 27-b-1.

25-b) Mandat pour l'administration du RRQ supplémentaire

Puisque le RRQ supplémentaire possède son propre actif net dans ses états financiers distincts, l'objectif n'est pas d'accumuler une réserve de capital (actif net) pour ce mandat dans Retraite Québec, mais plutôt de gérer les activités courantes de ce mandat de façon efficiente.

Les soldes relatifs à ce mandat sont classés dans la colonne « administration commune » de la note 27-b-1.

25-c) Mandat pour l'administration de la surveillance RCR

Pour ce mandat, le capital est représenté par son actif net. Au 31 décembre 2018, ce montant est de 14 795 milliers de dollars (31 décembre 2017 : 15 757 milliers de dollars).

Retraite Québec a comme objectif de maintenir et, si possible, d'accroître l'actif net pour pallier les imprévus qui pourraient survenir dans l'avenir. Cette approche prudente de gestion permet d'éviter la hausse de tarifs pour financer ces éventuels imprévus.

25-d) Mandat pour l'administration du SAE

Pour ce mandat, le capital est représenté par son actif net. Puisque ce mandat consiste en la gestion d'un programme au nom du gouvernement du Québec, l'objectif n'est pas d'accumuler une réserve de capital (actif net) pour les imprévus, mais plutôt de gérer les activités courantes de ce programme. Ainsi, si lors d'un exercice il y a un excédent de financement pour la gestion des activités courantes du programme, la contribution du gouvernement sera diminuée en conséquence de façon à ramener l'excédent à zéro. À l'inverse, s'il y a un déficit, le gouvernement pourrait combler ou non la différence selon sa décision.

Ainsi, au 31 décembre 2018, l'actif net est nul (31 décembre 2017 : nul).

25-e) Mandat pour l'administration de la surveillance des RVER

Pour ce mandat, le capital est représenté par son actif net. Au 31 décembre 2018, son (déficit) actif net est de (336) milliers de dollars (31 décembre 2017 : 69 milliers de dollars).

L'objectif est de maintenir et, si possible, d'accroître l'actif net pour pallier les imprévus qui pourraient survenir dans l'avenir. Cette approche prudente de gestion permettra d'éviter la hausse de tarifs pour financer les éventuels imprévus.

25-f) Mandat pour l'administration des RRSP

Puisque les RRSP possèdent chacun leur propre actif net dans leurs états financiers distincts, l'objectif n'est pas d'accumuler un actif net pour ce mandat dans Retraite Québec, mais plutôt de gérer les activités courantes de ce mandat de façon efficiente.

26. Parties liées

Les parties liées comprennent seulement les principaux dirigeants de Retraite Québec.

Les rémunérations allouées aux principaux dirigeants, soit les administrateurs et les membres de la haute direction, sont détaillées dans le tableau ci-dessous.

	2018	2017
Administrateurs qui sont membres du conseil d'administration^(a)	62	62
Membres du comité de direction de Retraite Québec		
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	1 481	1 389
Avantages postérieurs à l'emploi ^(b)	151	164
	1 694	1 615

(a) Les administrateurs de Retraite Québec sont des personnes bénévoles, à l'exception du président du conseil d'administration et du président-directeur général. La rémunération de ce dernier est incluse dans la rubrique « Membres du comité de direction de Retraite Québec ».

(b) Ces avantages correspondent à la part payée par l'employeur pour les régimes de retraite de ces personnes. Cette charge est incluse dans « Salaires et autres avantages du personnel », à la note 8.

27. Information additionnelle pour les mandats administrés par Retraite Québec

Tel qu'il est décrit à la note 2, Retraite Québec administre plusieurs mandats. Le volet de nature fiduciaire des mandats RRQ et RRSP est présenté dans des états financiers distincts de ceux de Retraite Québec. Toutefois, pour les autres mandats (SAE, RCR, RVER), ceux-ci ne comportent pas d'états financiers distincts, puisqu'ils sont plutôt inclus dans les états financiers de Retraite Québec.

Toutefois, étant donné que le financement de chacun des mandats provient de sources distinctes, les parties prenantes de chacun ont un intérêt à avoir des informations financières plus détaillées de Retraite Québec par mandat pour mieux suivre l'administration du mandat qui les concerne. Pour cette raison, il est indispensable de fournir dans la présente note l'information sur la situation financière et le résultat de l'administration de chaque mandat.

Les mandats sont présentés selon les mêmes critères que ceux utilisés pour la production des rapports internes à la haute direction de Retraite Québec ainsi qu'à son conseil d'administration. Ces personnes sont considérées comme étant les principaux décideurs opérationnels qui s'occupent d'allouer les ressources et d'évaluer la performance de ceux-ci.

27-a-1) Résultat net et global par mandat

Le tableau ci-dessous fournit les détails du résultat global de l'administration de Retraite Québec, ventilé par mandat, pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 :

	Mandats						Total (Retraite Québec) ^(a)
	Administration du RRQ de base	Administration du RRQ supplémentaire	Administration des RRSP	Administration des RCR	Administration du SAE	Administration des RVER	
Exercice 2018							
PRODUITS							
Produits des activités ordinaires (note 6)							
Frais attribuables aux RRSP	–	–	97 213	–	–	–	97 213
Frais attribuables au RRQ	107 417	1 938	–	–	–	–	109 355
Autres produits provenant d'activités ordinaires	–	–	–	8 586	–	283	8 869
Rendement attribué par le RRQ-régime de base (note 3-g-1)	–	–	–	374	–	–	374
Contributions du gouvernement du Québec	–	–	–	–	34 446	67	34 513
Autres produits	415	5	278	152	107	2	959
Revenus d'intérêts	423	–	390	49	11	3	876
Gain de change	11	–	6	1	4	–	22
Administration provisoire de régimes de retraite	–	–	–	108	–	–	108
Total des produits	108 266	1 943	97 887	9 270	34 568	355	252 289
CHARGES							
Frais d'administration (note 8)							
Salaires et autres avantages du personnel	52 507	1 502	61 446	7 481	21 833	409	145 178
Courrier et communications	5 448	2	2 892	72	2 091	8	10 513
Frais de déplacement	409	4	477	41	127	2	1 060
Services professionnels et techniques	7 937	290	9 730	929	2 701	84	21 671
Expertises médicales externes	1 918	–	–	–	6	–	1 924
Entretien et location d'immeubles	4 964	139	5 750	616	2 032	40	13 541
Entretien et location informatique	6 609	1	3 621	508	2 479	106	13 324
Fournitures	537	–	261	26	138	3	965
Autres	40	1	40	5	12	1	99
Créances irrécouvrables	–	–	–	3	–	–	3
Frais de perception des cotisations par Revenu Québec	19 317	–	–	–	–	–	19 317
Participation au financement du Tribunal administratif du Québec	1 779	–	–	–	762	–	2 541
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	6 801	4	13 108	460	2 387	105	22 865
Perte sur radiation d'immobilisations	–	–	–	–	–	–	–
Dommages et intérêts	–	–	69	–	–	–	69
Sous-total des frais d'administration	108 266	1 943	97 394	10 141	34 568	758	253 070
Charges financières (note 10)							
Intérêts sur emprunts	–	–	–	–	–	2	2
Intérêts sur la dette à long terme	–	–	493	–	–	–	493
Sous-total des charges financières	–	–	493	–	–	2	495
Sous-total des frais d'administration et des charges financières	108 266	1 943	97 887	10 141	34 568	760	253 565
Honoraires externes d'administration provisoire de régimes de retraite	–	–	–	91	–	–	91
Total des charges	108 266	1 943	97 887	10 232	34 568	760	253 656
Résultat net et global de l'exercice	–	–	–	(962)	–	(405)	(1 367)

(a) Aucune élimination intermandats n'a été nécessaire.

27-a-2) Résultat net et global par mandat de l'exercice comparatif

Le tableau ci-dessous fournit les détails du résultat global de l'administration de Retraite Québec, ventilé par mandat, pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

Exercice 2017	Mandats					Total (Retraite Québec) ^(a)
	Administration du RRQ de base	Administration des RRSP	Administration des RCR	Administration du SAE	Administration des RVER	
PRODUITS						
Produits des activités ordinaires (note 6)						
Frais attribuables aux RRSP	–	93 131	–	–	–	93 131
Frais attribuables au RRQ	109 399	–	–	–	–	109 399
Autres produits provenant d'activités ordinaires	–	–	8 447	–	95	8 542
Rendement attribué par le RRQ-régime de base (note 3-g-1)	–	–	1 128	–	–	1 128
Contributions du gouvernement du Québec	–	–	–	31 570	2 367	33 937
Autres produits	347	254	76	92	3	772
Revenus d'intérêts	157	295	16	2	–	470
Gain de change	16	7	1	6	–	30
Administration provisoire de régimes de retraite	–	–	86	–	–	86
Total des produits	109 919	93 687	9 754	31 670	2 465	247 495
CHARGES						
Frais d'administration (note 8)						
Salaires et autres avantages du personnel	54 488	57 929	6 430	19 370	879	139 096
Courrier et communications	4 968	3 195	49	1 747	7	9 966
Frais de déplacement	335	349	37	103	3	827
Services professionnels et techniques	7 934	9 533	651	2 674	129	20 921
Expertises médicales externes	1 702	–	–	35	–	1 737
Entretien et location d'immeubles	4 789	5 916	522	1 836	57	13 120
Entretien et location informatique	6 848	2 611	459	2 546	138	12 602
Fournitures	588	244	30	153	3	1 018
Autres	40	40	3	13	1	97
Frais de perception des cotisations par Revenu Québec	19 436	–	–	–	–	19 436
Participation au financement du Tribunal administratif du Québec	1 914	–	–	820	–	2 734
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	6 877	13 165	416	2 373	115	22 946
Perte sur radiation d'immobilisations	–	–	–	–	–	–
Dommages et intérêts	–	34	5	–	–	39
Sous-total des frais d'administration	109 919	93 016	8 602	31 670	1 332	244 539
Charges financières (note 10)						
Intérêts sur emprunts	–	–	–	–	15	15
Intérêts sur la dette à long terme	–	671	–	–	–	671
Sous-total des charges financières	–	671	–	–	15	686
Sous-total des frais d'administration et des charges financières	109 919	93 687	8 602	31 670	1 347	245 225
Honoraires externes d'administration provisoire de régimes de retraite	–	–	62	–	–	62
Total des charges	109 919	93 687	8 664	31 670	1 347	245 287
Résultat net et global de l'exercice	–	–	1 090	–	1 118	2 208

(a) Aucune élimination intermandats n'a été nécessaire.

27-b-1) Situation financière par mandat

Le tableau ci-dessous fournit plus de détails sur la situation financière au 31 décembre 2018 de l'administration de Retraite Québec, ventilée par mandat :

	Mandats						Total (Retraite Québec)
	Administration des RRSP ^(a)	Administration des RCR	Administration du SAE	Administration des RVER	Administration commune	Éliminations intermandats	
Au 31 décembre 2018							
ACTIF							
Trésorerie	19 812	4 639	91	30	18 198		42 770
Trésorerie attribuable aux RRSP (note 12)	4 010						4 010
Clients et autres débiteurs (note 13)		562			1 514		2 076
À recevoir du gouvernement du Québec			5 483				5 483
À recevoir des RRSP (note 14-a)	21 493						21 493
À recevoir de Retraite Québec					21 819	(21 819)	–
Rendement à recevoir du RRQ-régime de base (note 3-g-1)		365					365
À recevoir du RRQ-régime supplémentaire (note 14-c)					2 996		2 996
Charges payées d’avance					2 888		2 888
Charges reportées		517	4 949	85		(5 551)	–
Avance au RRQ-régime de base (note 3-g-1)		9 305					9 305
Immobilisations corporelles (note 15)					6 958		6 958
Immobilisations incorporelles (note 16)	24 760	1 482	1 813	118	52 562		80 735
Total des actifs	70 075	16 870	12 336	233	106 935	(27 370)	179 079
PASSIF							
Emprunts							–
Fournisseurs et autres créditeurs	179	6			22 141		22 326
Dû à Retraite Québec	16 105	1 819	8 995	451		(27 370)	–
Dû au RRQ-régime de base (note 14-b)					6 533		6 533
Dû au gouvernement du Québec			187				187
Provisions (note 18)		250			52 842		53 092
Produits reportés (note 19)	31 266		3 154	118	23 977		58 515
Dette à long terme (note 20)	22 525				1 442		23 967
Total des passifs	70 075	2 075	12 336	569	106 935	(27 370)	164 620
ACTIF NET							
Solde au début	–	15 757	–	69	–		15 826
Résultat net et global de l’exercice	–	(962)	–	(405)	–		(1 367)
Total de l’actif net (déficit)	–	14 795	–	(336)	–	–	14 459
Total du passif et de l’actif net	70 075	16 870	12 336	233	106 935	(27 370)	179 079

(a) Seuls les actifs et passifs qui sont directement reliés au mandat des RRSP y figurent. Pour des raisons pratiques, les autres ont été transférés à l'administration commune de Retraite Québec.

En tout temps, le compte d'intermandats « À recevoir de (Dû à) Retraite Québec ou d'un (à) autre mandat » assure mutuellement la contrepartie de ce transfert.

27-b-1) Situation financière par mandat (suite)

Le tableau ci-dessous fournit plus de détails sur la situation financière au 31 décembre 2017 de l'administration de Retraite Québec, ventilée par mandat :

	Mandats					Éliminations intermandats	Total (Retraite Québec)
	Administration des RRSP ^(a)	Administration des RCR	Administration du SAE	Administration des RVER	Administration commune		
Au 31 décembre 2017							
ACTIF							
Trésorerie	5 488	366	3 277	814	21 091		31 036
Trésorerie attribuable aux RRSP (note 12)	4 656						4 656
Clients et autres débiteurs (note 13)		412			1 576		1 988
À recevoir du gouvernement du Québec			5 742	2 300			8 042
À recevoir des RRSP (note 14-a)	45 511						45 511
À recevoir de Retraite Québec ou d'un autre mandat					16 276	(16 276)	–
Rendement à recevoir du RRQ-régime de base (note 3-g-1)		1 128					1 128
Charges payées d'avance					3 060		3 060
Avance au RRQ-régime de base (note 3-g-1)		13 175					13 175
Immobilisations corporelles (note 15)					7 035		7 035
Immobilisations incorporelles (note 16)	30 922	680	2 201	185	50 515		84 503
Total des actifs	86 577	15 761	11 220	3 299	99 553	(16 276)	200 134
PASSIF							
Emprunts				1 771			1 771
Fournisseurs et autres créditeurs		5		2	16 058		16 065
Dû à Retraite Québec ou à un autre mandat	12 928	900	1 990	458		(16 276)	–
Dû au RRQ-régime de base (note 14-b)		(1 151)	2 677	813	5 970		8 309
Dû au gouvernement du Québec			2 821				2 821
Provisions (note 18)		250			57 296		57 546
Produits reportés (note 19)	40 233		3 732	186	18 268		62 419
Dette à long terme (note 20)	33 416				1 961		35 377
Total des passifs	86 577	4	11 220	3 230	99 553	(16 276)	184 308
ACTIF NET							
Solde au début	–	14 667	–	(1 049)	–		13 618
Résultat net et global de l'exercice	–	1 090	–	1 118	–		2 208
Total de l'actif net	–	15 757	–	69	–	–	15 826
Total du passif et de l'actif net	86 577	15 761	11 220	3 299	99 553	(16 276)	200 134

(a) Seuls les actifs et passifs qui sont directement reliés au mandat des RRSP y figurent. Pour des raisons pratiques, les autres ont été transférés à l'administration commune de Retraite Québec.

En tout temps, le compte d'intermandats « À recevoir de (Dû à) Retraite Québec ou d'un (à) autre mandat » assure mutuellement la contrepartie de ce transfert.